
*Proletaires de tous les pays,
unissez-vous!*

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAÎT SIMULTANÉMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de G. Zinoviev avec la collaboration immédiate des camarades *Lénine, Trotsky, Boukharine, Lounatcharsky, Pokrovsky, Riassanov, Kaménev* (Russie), *Sirola, Manner, Kuusinen* (Finlande), *Höglund, Ströma, Chillbaum, Grimlund* (Suède), *Tranmel* (Norvège), *Roland Holst, Pannecak, Hörter, Weincup, Rutgers, Ravestein* (Hollande), *Blagov, Kolarov, Kirkov, Kabaktchieff* (Bulgarie), *Grüber, Tomann* (Autriche), *C. Zetkin, M. Albert, Lévy, K. Radek* (Allemagne), *Rothstein, Pankhurst* (Angleterre), *Loriot, Saumoneau, Guilbeaux, Sadoul, Péricat* (France), *Serrati, Balabanova* (Italie), *Platten, Münzenberg, Münch, Humbert-Droz* (Suisse), *Béla-Kun, Rudas, Roudnyansky* (Hongrie),
o o o o *Marchlewsky-Karsky* (Pologne), etc. o o o o

L'Internationale Communiste a déjà publié des articles des camarades *M. Albert, A. Balabanova, V. Bystriansky, N. Boukharine, Henri Guilbeaux, M. Gorky, H. Görter, K. Grüber, Z. Höglund, N. Lénine, A. Lounatcharsky, D. Maclean, J. Marchlewsky (Karsky), E. Münch, E. Pankhurst, F. Platten, A. Roudnyansky, J. Sadoul, Sirola, K. Timiriassoff, L. Trotsky, Clara Zetkin,*
o o o o o o o o *G. Zinoviev.* o o o o o o o o



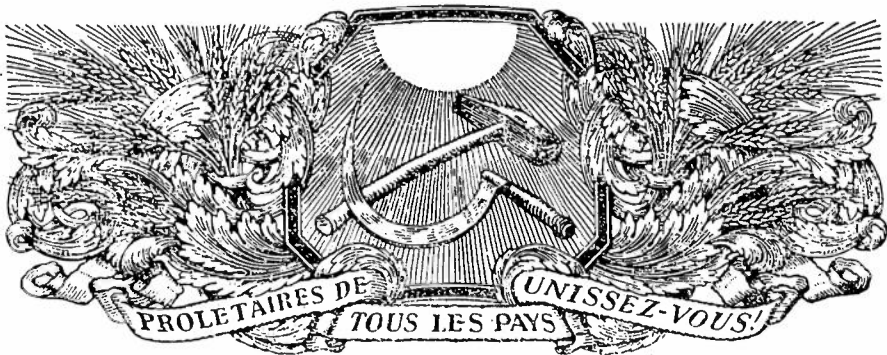
N° 6



OCTOBRE 1919

BUREAUX
PÉTROGRAD, SMOLNY, 32-33
Tél. 161-20 et 1-19.

RÉDACTION:
PÉTROGRAD, SMOLNY,
CABINET DE G. ZINOVIEV



LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

A propos du second anniversaire de la révolution d'octobre, qui sera fêté prochainement, il me semble utile de mettre en relief l'un des traits distinctifs de cette révolution, qui n'a pas été souligné comme il conviendrait dans les souvenirs et les articles qui lui ont été consacrés. L'insurrection d'octobre a été, pour ainsi dire, fixée à l'avance à une date précise, au 25 octobre; elle a été fixée de la sorte, non par une réunion secrète, mais ouvertement, publiquement et cette insurrection victorieuse a eu lieu le jour du 25 octobre 1917, comme il avait été décidé.

L'histoire mondiale connaît un grand nombre de révolutions et d'insurrections. Mais c'est en vain que l'on chercherait dans l'histoire une autre insurrection de la classe opprimée qui ait été fixée d'avance et publiquement à une date précise et accomplie au jour fixé et victorieusement. A ce point de vue, comme à beaucoup d'autres d'ailleurs, la révolution d'octobre est unique et incomparable.

La prise du pouvoir à Pétrograd avait été fixée au jour de la réunion du Second Congrès des Soviets. Cette „coïncidence“ n'était pas le fait de conspirateurs prudents, mais résultait de l'ensemble du cours antérieur de la révolution et, en particulier, de l'œuvre tout entière d'agitation et d'organisation de notre parti. Nous réclamions la remise du pouvoir aux Soviets. Autour de ce mot d'ordre, nous avions groupé, sous l'étendard de notre parti, une majorité dans tous les Soviets les plus importants. Il arriva donc ultérieurement qu'il ne nous fût plus possible de nous borner à „réclamer“ la remise du pouvoir aux Soviets; en notre qualité de parti dirigeant des Soviets, nous devions prendre ce pouvoir. Nous ne doutions pas que le second congrès des Soviets nous donnerait la majorité. Nos ennemis non plus ne pouvaient pas s'y tromper. Ces derniers s'étaient opposés d'ailleurs de toutes leurs forces à la convocation du second congrès. Aussi, à la réunion de la section soviétiste de la „Conférence Démocratique“, le menchévik Dan s'était-il efforcé par tous les moyens de faire échouer la convocation d'un second congrès des Soviets. Et, lorsqu'il lui eût été impossible d'y parvenir, il avait essayé d'en retarder la convocation.

Les menchéviks et les socialistes révolutionnaires avaient motivé leur opposition à la convocation du congrès des Soviets en soutenant que ce congrès pouvait servir d'arène à une tentative des bolchéviks pour prendre le pouvoir. En ce qui nous concerne, nous avions insisté sur la convocation urgente du congrès, sans cacher qu'il était à notre avis, nécessaire précisément pour arracher le pouvoir des mains du gouvernement de Kérensky. Finalement, au scrutin à la section soviétiste de la Conférence Démocratique, Dan avait réussi à retarder la date de la convocation du congrès du 15 au 25 octobre. De la sorte, le politicien „réaliste“ du menchévisme avait marchandé à l'histoire un délai exactement égal à dix jours.

A toutes les réunions d'ouvriers et de soldats, qui avaient lieu à Pétrograd, nous posions la question de la manière suivante: le 25 octobre doit se réunir le 2^e Congrès des Soviets; le prolétariat et la garnison de Pétrograd exigeront du Congrès qu'il mette avant tout à l'ordre du jour la question du pouvoir et qu'il la solutionne dans le sens que désormais le pouvoir appartienne au Congrès Général des Soviets; si le gouvernement de Kérensky essaie de disperser le Congrès—ce sont les termes mêmes des innombrables résolutions votées à ce sujet—la garnison de Pétrograd dira le dernier mot.

La propagande était menée quotidiennement sur ce terrain. En fixant le congrès au 25 octobre et en faisant porter la première et, au fond, l'unique „question“ inscrite à l'ordre du jour sur la réalisation (non la condamnation, mais la réalisation) de la remise du pouvoir aux Soviets, c'est-à-dire, en d'autres termes, en fixant le coup d'état au 25 octobre, nous préparions ouvertement, aux yeux de la „société“ et de son „gouvernement“, une force armée pour accomplir la révolution.

La question de l'envoi hors de Pétrograd d'une partie considérable de la garnison se trouvait intimement liée à la préparation du congrès. Kérensky craignait (avec raison d'ailleurs) les soldats de Pétrograd. Il proposa à Tchérémissof, qui commandait alors l'armée du Nord, d'appeler au front les régiments qui n'étaient pas sûrs. Tchérémissof, comme en témoigne la correspondance qui fut trouvée

après le 25 octobre, s'y refusait, estimant que la garnison de Pétrograd était trop atteinte par la propagande bolchéviste et par conséquent ne pouvait être d'aucune utilité dans la guerre impérialiste; mais, sur les insistances de Kérensky, que guidaient des motifs purement politiques, Tchérémissof finit par donner l'ordre exigé de lui.

Dès que l'ordre relatif au transfert des unités de la garnison eût été transmis „pour exécution“ par l'état-major de l'arrondissement militaire au Comité Exécutif du Soviet de Pétrograd, il devint clair pour nous, représentants de l'opposition prolétarienne, que cette question pouvait acquiescer, au cours de son développement ultérieur, une importance politique décisive. Dans l'attente anxieuse du coup d'état fixé au 25 octobre, Kérensky tentait de désarmer la capitale rebelle. Il ne nous restait plus alors qu'à opposer au gouvernement de Kérensky, sur ce terrain, non seulement les ouvriers, mais toute la garnison. Tout d'abord, nous décidâmes de créer sous forme de Comité Révolutionnaire de Guerre, un organe destiné à vérifier les raisons de guerre susceptibles de justifier l'ordre d'éloigner la garnison de Pétrograd. Au fond, c'est ainsi que fut créé, à côté de la représentation politique de la garnison (la section des soldats dans le Soviet), le quartier général révolutionnaire de cette garnison. De nouveau les menchéviks et les socialistes révolutionnaires „comprirent“ qu'il s'agissait de créer l'appareil d'une insurrection armée et ils le déclarèrent ouvertement à la séance du Soviet. Tout en votant contre la formation du Comité Révolutionnaire de guerre, les menchéviks entrèrent dans sa composition—en qualité d'employés d'enregistrement ou de scribes—au moment même du coup d'état. C'est ainsi qu'après avoir marchandé préalablement dix jours d'existence politique de plus, ils s'assurèrent ensuite le droit d'assister, en qualité de spectateurs honorifiques, à leur propre mort politique.

Le Congrès avait donc été fixé au 25 octobre. Le parti, sûr d'avoir la majorité, donna pour tâche au Congrès de s'emparer du pouvoir. La garnison, qui avait refusé de quitter Pétrograd, fut mobilisée pour la défense du Congrès attendu. Le Comité Révolutionnaire de Guerre, opposé à l'état-major de l'arrondissement, fut transformé en état-major révolutionnaire du Soviet de Pétrograd. Tout cela se fit ouvertement, aux yeux de tout Pétrograd, du gouvernement de Kérensky et du monde entier. Le fait est unique dans son genre.

Pendant ce temps la question de l'insurrection armée faisait ouvertement l'objet de débats, aussi bien dans le parti que dans la presse. Les discussions s'écartèrent sensiblement du cours des événements en ne rattachant l'insurrection ni au congrès ni à l'éloignement de la garnison, mais en envisageant le coup d'état comme un complot préparé conspirativement. En réalité, l'insurrection armée ne fut pas seulement „acceptée“ par nous, mais elle fut préparée pour une date précise fixée d'avance, et son caractère même fut déterminé préalablement,— tout au moins, en ce qui concerne Pétrograd — par l'état de la garnison et l'attitude de celle-ci envers le Congrès des Soviets.

Certains camarades accueillaient avec scepticisme l'idée que la révolution pût ainsi être fixée à une date précise. Il leur paraissait plus sûr de la faire d'une manière strictement conspirative et de profiter

de l'avantage considérable que nous ne pouvions manquer d'avoir en agissant à l'improviste. Effectivement Kérensky, attendant l'insurrection pour le 25 octobre, pouvait s'y préparer en faisant venir des forces fraîches et en „épurant“ la garnison, etc.

Mais c'est précisément la question de la modification de la composition de la garnison de Pétrograd qui devint le centre même du coup d'état fixé au 25 octobre. La tentative faite par Kérensky pour modifier la composition des régiments de Pétrograd fut considérée — à juste titre d'ailleurs — comme la suite de l'attentat de Korniloff. En outre, l'insurrection „légalisée“ hypnotisait en quelque sorte l'ennemi. En ne faisant pas exécuter à la lettre l'ordre qu'il avait donné d'envoyer la garnison au front, Kérensky accrût considérablement la confiance des soldats en eux-mêmes et contribua, de la sorte, à assurer le succès du coup d'état.

Après la révolution du 25 octobre, les menchéviks, surtout Martof, ont beaucoup parlé de la prise du pouvoir par une poignée de conspirateurs, qui auraient agi, selon eux, à l'insu du Soviet et de la classe ouvrière. Il est difficile d'imaginer une offense plus caractérisée à la vérité telle qu'elle découle des faits eux-mêmes; il est difficile aussi de se donner un plus éclatant démenti. Lorsque, à la réunion de la section soviétiste de la Conférence Démocratique, nous fixâmes, à la majorité des voix, le Congrès des Soviets au 25 octobre, les menchéviks déclarèrent: „Vous fixez la date du coup d'état“. Lorsque, en la personne de l'immense majorité du Soviet de Pétrograd, nous refusâmes de faire sortir les régiments de la capitale, les menchéviks affirmèrent: „C'est le début de l'insurrection armée“. Lorsque, au Soviet de Pétrograd, nous formâmes le Comité Révolutionnaire de Guerre, les menchéviks constatarent: „C'est l'appareil de l'insurrection armée“. Et, lorsque, au jour fixé, avec l'aide de l'appareil préalablement „révélé“, l'insurrection qui avait été prédite eut réellement lieu le jour annoncé, ces mêmes menchéviks se mirent à crier „qu'une poignée de conspirateurs avait fait un coup d'état à l'insu de la classe ouvrière“. En réalité, la seule accusation que l'on pouvait porter contre nous sur ce terrain était d'avoir, au Comité Révolutionnaire de Guerre préparé certains détails techniques „à l'insu“ des membres menchéviks.

Il est hors de doute qu'une tentative de complot militaire faite indépendamment du 2-e Congrès des Soviets et du Comité Révolutionnaire de Guerre n'aurait abouti à cette époque qu'à jeter le trouble dans la marche même des événements et aurait même pu faire échouer momentanément le mouvement insurrectionnel. La garnison, à laquelle appartenaient des régiments sans formation politique, aurait accueilli la prise du pouvoir par notre parti, par voie de complot, comme un événement étranger pour elle et même comme une mesure hostile à certains régiments. Au contraire, ces régiments considèrent comme tout à fait naturel, facile à comprendre et même nécessaire le refus de quitter Pétrograd, afin d'assurer la protection du Congrès des Soviets, qui était destiné à devenir le pouvoir du pays. Les camarades qui qualifiaient d'utopie la fixation de l'insurrection au 25 octobre ne faisaient au fond que méconnaître notre force et la puissance de notre situation politique à Pétrograd en face du gouvernement de Kérensky.

Le Comité Révolutionnaire de Guerre, qui existait légalement, envoya des commissaires dans toutes les unités de la garnison de Péetrograd et devint ainsi, dans le sens le plus vrai, le maître de la situation. Nous avions sous les yeux en quelque sorte la carte politique de la garnison.

Nous pouvions à tout moment opérer le groupement de forces nécessaire et nous assurer de tous les points stratégiques. Il restait à supprimer les frottements et la résistance éventuelle des unités les plus arriérées politiquement, surtout des unités de cavalerie. Ce travail fut accompli par nous dans des conditions on ne peut plus favorables. Dans les meetings organisés dans les régiments, notre mot d'ordre: „Ne pas quitter Péetrograd et assurer par la force armée la prise du pouvoir par les Soviets" fut adopté par tous à peu d'exceptions près. Dans le régiment Semenov, le plus conservateur, Skobelev et Gotz, qui apportaient justement aux soldats le clou de la saison, sous la forme d'un projet de voyage diplomatique que Skobelev eut fait à Paris dans le but d'éclairer Lloyd Georges et Clémenceau, — non seulement ne provoquèrent aucun enthousiasme, mais, au contraire, subirent un échec complet. La majorité des soldats votèrent pour notre résolution.

Au Cirque Moderne, à la réunion des cyclistes militaires, qui étaient considérés comme le soutien de Kérensky, notre résolution obtint l'immense majorité des voix. Le quartier-maître général Foradélov prononça un discours insinuant pour faire appel à la conciliation, mais ses amendements évasifs furent repoussés.

Le coup de grâce fut porté à l'ennemi au cœur même de Péetrograd, à la forteresse Pierre et Paul. Voyant l'état d'esprit de la garnison de la forteresse, qui assistait tout entière à notre meeting dans la cour de la forteresse, le commandant-adjoint de l'arrondissement militaire proposa, sous la forme la plus aimable, de „s'entendre et de mettre fin aux malentendus“.

Nous promîmes, de notre côté, de prendre les mesures nécessaires pour en finir entièrement avec les malentendus. Et, en effet, deux ou trois jours plus tard, c'en était fini avec le gouvernement de Kérensky, le plus grand malentendu de la révolution russe.

L'histoire tourna la page et ouvrit le chapitre des Soviets.

L. TROTSKY.

14 septembre 1919
Balachov-Sérébriakovo.

LE PREMIER GOUVERNEMENT PROLÉTARIEN

Dans le brasier ardent de la révolution, dans ces moments où le mouvement créateur des masses revêt la force exceptionnelle et grandiose d'un élément, il est extraordinairement difficile de décrire en détail le cours des événements; il devient même difficile de se rappeler des épisodes isolés pour préciser leur enchaînement, pour les situer en quelque sorte chronologiquement.

Je me souviens entre autre que, quand dans un cercle de camarades qui dès la première minute n'avaient cessé d'être à la tête de la révolution, on voulut un jour rechercher qui avait le premier imaginé l'appellation de „commissaire du peuple" et de „Conseil des commissaires du peuple", ce ne fut qu'après une longue discussion et un laborieux échange de souvenirs que l'on réussit à établir que ces appellations avaient été proposées par L. D. Trotsky.

Non seulement en effet, les événements eux-mêmes mais encore les propositions isolées, les décisions, etc... paraissaient émaner, non de personnes déterminées mais de toute la masse révolutionnaire, du développement même de la révolution considérée sous son aspect d'élément.

Ceci est notamment vrai au premier chef pour une organisation telle que le Comité révolutionnaire de guerre qui, d'organe de défense de la révolution, devint très rapidement l'appareil organisateur de cette même révolution et, lors du sabotage général pratiqué par l'ancien appareil étatique, devint l'unique gouvernement, réunissant en son sein toutes les fonctions du pouvoir. Cette situation fut sans doute de très courte durée, car la révolution

prolétarienne réussit rapidement à briser le sabotage et à mettre en mouvement son nouvel appareil. Mais il y eut un moment pendant la révolution, où il n'exista aucun appareil d'état et où tout le travail de l'état fut exécuté par le Comité révolutionnaire de guerre qui a droit par conséquent à l'appellation de *premier gouvernement prolétarien révolutionnaire*.

L'idée de la création d'un comité révolutionnaire de guerre surgit pour la première fois lors des journées de Korniloff. L'aventure tentée par Korniloff était dirigée principalement contre les Soviets.

Le gouvernement menchévik et socialiste-révolutionnaire de Kérensky hésitait entre la révolution et la contre-révolution: certains soupçonnaient même Kérensky, tombé entièrement sous l'influence des généraux tsaristes qui l'entouraient et le flattaient cyniquement, de se trouver au quartier général avec Korniloff et sa suite. Et même le Comité Exécutif Central panrusse des soviets des députés ouvriers et soldats qui était alors encore entièrement sous l'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires de droite, fut obligé, sous la poussée exercée d'en bas, d'intervenir pour défendre la révolution. C'est ainsi qu'il créa le comité révolutionnaire de guerre, organisation de combat semi-militaire, destinée précisément à assurer la défense de la révolution. Aussitôt, partout en province et sur les différents fronts, furent constitués d'après ce type des comités révolutionnaires de guerre locaux.

Grâce à la politique incertaine et hésitante des

menchéviks et des socialistes-révolutionnaires dans tous ces comités révolutionnaires de guerre, les bolchéviks y conquirent un rôle dominant, bien qu'ils fussent alors encore partout en minorité. Ce fait augmentait considérablement leur prestige aux yeux des masses.

Or comme les comités révolutionnaires de guerre réussirent à assurer le succès de la révolution et que l'aventure Korniloff aboutit à un échec honteux, ils acquirent, en tant que type d'organisation soviétiste de combat, une immense popularité.

Quand le soviét de Pétrograd devint bolchéviste, il fut clair qu'il fallait s'attendre à une nouvelle insurrection révolutionnaire dans un délai des plus rapprochés; il était en effet évident que ni le gouvernement petit-bourgeois de Kérensky, ni le comité exécutif central panrusse menchévik et socialiste-révolutionnaire ne pouvaient souffrir l'existence de la menace permanente qu'était pour eux le soviét révolutionnaire de Pétrograd. Il était manifeste qu'ils mettraient à profit la première occasion qui pourrait se présenter, pour tenter de l'anéantir. C'est pourquoi une décision du Comité Exécutif du soviét de Pétrograd institua d'office un comité révolutionnaire de guerre.

Ce fut le printemps de la révolution prolétarienne. Pleins d'énergie et de force, animés d'une foi profonde en eux et en leur victoire, le prolétariat et la garnison de Pétrograd, qui était presque entièrement bolchéviste, se préparaient fébrilement au combat. Les orateurs bolchévistes parlaient déjà ouvertement d'une nouvelle étape de la révolution. A des meetings auxquels assistaient des dizaines de milliers d'auditeurs, le président du soviét de Pétrograd, L. D. Trotsky réussissait à provoquer chez les ouvriers et les soldats un véritable délire et tous, comme un seul homme, juraient de ne pas reculer d'un pas au moment du combat inévitable et décisif. Et il était évident que ce serment serait tenu. Les représentants des partis au pouvoir le comprenaient d'ailleurs fort bien.

A une séance du comité exécutif central panrusse des soviets, Tzérétteli, alors ministre, disait, au cours d'une conversation privée, à l'auteur de ces lignes: „Vous aurez la victoire; maintenant cela ne saurait faire aucun doute. Mais cela n'empêche pas que, bien ou mal, nous avons tout de même tenu six mois. Si vous tenez seulement six semaines, je reconnaitrais que vous aviez raison“. Il s'est écoulé deux ans; nous ne faisons pas que „tenir“; nous nous affermissons de jour en jour et acquérons toujours de nouveaux alliés.

Le congrès national des soviets des députés ouvriers et soldats avait été fixé au 25 octobre (7 novembre). On prévoyait que les bolchéviks y auraient la majorité. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, pour sauver leur situation, tentèrent d'ajourner le congrès. Mais les soviets provinciaux ne se soumièrent pas à la décision du comité exécutif central panrusse et adhérèrent à la proposition du soviét de Pétrograd, aux termes de laquelle le congrès devait se réunir à la date primitivement fixée.

Les députés se réunirent donc et effectivement presque tous étaient bolchéviks et socialistes-révolutionnaires de gauche. Le conflit eut vite fait de mûrir. La nuit du 24 au 25 apparut comme devant être décisive.

Cette nuit-là on vit dans les murs de Smolny les camarades Lénine et Zinoviev qui, depuis les journées de juillet, étaient contraints de se cacher. C'est là que, dans une petite chambre du second étage, siégeait presque en permanence le comité central du Parti Communiste russe. Il décida de déléguer en qualité de représentants au comité révolutionnaire de guerre le défunt camarade Ouritzky et l'auteur de cet article, qui devint peu après président du comité.

Le comité révolutionnaire de guerre siégeait, au troisième étage, dans la chambre N° 75, si je ne me trompe. A côté se trouvait l'état-major qui ne comprenait alors exclusivement que des camarades communistes et socialistes-révolutionnaires de gauche qui prenaient part au travail d'ordre militaire; il n'y avait pas encore de spécialistes militaires. Mais le travail essentiel, à ce moment, avait lieu, non pas au comité révolutionnaire de guerre, mais dans les rayons ouvriers et dans les casernes des régiments.

Le 24 au soir, tous les téléphones de Smolny et ceux des personnes qui se trouvaient en rapport avec Smolny furent coupés; c'était la déclaration de guerre.

Aussitôt, le comité révolutionnaire de guerre donna l'ordre d'occuper la station téléphonique centrale, ce qui fut fait sans la moindre effusion de sang.

Du moment que l'opération était commencée, il fallait la poursuivre. L'une après l'autre, les diverses institutions gouvernementales de première importance furent occupées. Nulle part il n'y eut de résistance sauf au Palais d'Hiver, siège du gouvernement provisoire, où le bataillon de femmes qui s'y trouvait retranché, ouvrit le feu. Six soldats révolutionnaires furent tués. Pas une seule femme ne fut atteinte. Ces six héros furent ainsi les seules victimes de la révolution prolétarienne... Anticipant sur le cours de ce récit, je tiens à noter ici, pour caractériser les dispositions humanitaires et bienveillantes des ouvriers et des soldats envers leurs ennemis pendant ces premières journées de la révolution, que, quand quelques jours après ces événements les représentants de la garnison et des ouvriers vinrent au comité révolutionnaire de guerre, pour solliciter qu'une décision fût prise au sujet des bataillons de femmes et que l'auteur de ces notes leur eût demandé ce qu'ils étaient, eux, d'avis d'en faire, ils répondirent, malgré l'hostilité qui n'avait jamais cessé de régner chez les soldats à l'égard de cette „invention“ de Kérensky: „Leur remettre des jupons et les renvoyer dans leurs foyers“. Et il fut ainsi fait. On s'amusa fort au comité révolutionnaire de guerre à chercher des vêtements de femmes... en si grande quantité; on s'amusa d'autant plus qu'il fallut habiller une partie des femmes soldats en pensionnaires de l'ex-institut Smolny— des costumes d'uniforme ayant été trouvés en effet dans les sous-sols et que, ma foi, ce travestissement n'avait rien de martial, sans compter que pour beaucoup il était un peu court...

L'impression qui se dégaga de la lutte soutenue pendant cette nuit décisive fut en somme que c'était le Gouvernement Provisoire qui avait attaqué et la révolution qui s'était défendue. Quand toutes les principales institutions d'Etat à Pétrograd furent entre les mains des insurgés et qu'aucun des régiments de la garnison de Pétrograd n'eût accepté

d'intervenir contre les insurgés mais, au contraire, quand tous ces régiments furent passés de notre côté, commencèrent à arriver les communications de la banlieue; c'était „les junkers qui de Pavlovsk marchaient sur Pétrograd“, c'était „tels et tels régiments qui s'avançaient de Tsarskoté et de Krasnote“, etc... etc... Mais quand ces régiments, après être entrés en contact avec les bataillons rouges qui s'avançaient à leur rencontre ou bien eurent rebroussé chemin, ou bien furent passés du côté des bataillons rouges, il devint évident que la révolution avait vaincu.

Le comité central du parti communiste russe, réuni de nouveau à l'aube, put s'en convaincre. Et ce fut précisément un de ceux qui avaient été opposés à l'insurrection, L. B. Kaménéff, qui, le premier, fit observer: „Eh bien! puisque c'est fait, il faut former un ministère“. Et c'est alors que fut constitué le premier conseil des commissaires du peuple.

Dans la journée s'ouvrit le congrès qui sanctionna presque unanimement tout ce qui venait de se passer et accepta à l'unanimité les fameux décrets sur la „paix“ et sur la „terre“.

Le pouvoir était créé; mais il n'y avait pas d'appareil du pouvoir. Dans toutes les institutions, c'était le sabotage. Partout, dans les ministères, il n'y avait que les huissiers et le personnel subalterne, qui, seuls, fussent restés à leur poste.

Pendant que les commissaires du peuple, nouvellement élus, luttèrent contre ce sabotage et organisaient leurs commissariats, le Comité révolutionnaire de guerre avait à faire avec des centaines et des milliers de visiteurs, dont la queue emplissait, non seulement les corridors, mais encore les escaliers. Deux ou trois secrétaires et quelques dactylographes constituaient tout l'appareil du comité révolutionnaire de guerre; aussi ses membres étaient-ils pris pendant vingt quatre heures d'horloge sans discontinuer par l'interrogatoire des visiteurs et la solution, séance tenante, de toutes les affaires qui leur étaient ainsi directement soumises. Et l'on s'adressait au comité révolutionnaire de guerre pour les questions les plus diverses et... les plus inattendues. C'était le bourgeois apeuré qui venait humblement demander un certificat qui mit son logement „hors de danger“; les étrangers sollicitaient l'autorisation de partir; les ouvriers qui avaient pris en mains la direction des usines réclamaient tantôt des fonds, tantôt des directives et des indications; c'était un défilé ininterrompu de femmes du monde, d'étudiants, d'officiers, de fonctionnaires et chacun venait présenter sa requête. Enfin on amenait des „suspécés“ de contre-révolution que l'on venait d'arrêter. Pour l'examen de cette dernière catégorie d'affaires, on constitua, sous la direction du camarade Djerjinsky, une section spéciale, qui devait être l'embryon de la future Commission Extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution. En dépit du sabotage pratiqué dans toutes les institutions, Pétrograd voulait manger, Pétrograd voulait vivre et le comité révolutionnaire de guerre dut encore chauffer, éclairer, alimenter, ravitailler... L'organisation professionnelle des cheminots, le „Vikjel“ qui, déjà pendant le régime Kérensky, avait émis la prétention d'avoir le droit de participer à la constitution du gouvernement, essayait derechef de s'immiscer dans cette question et le comité révolu-

tionnaire de guerre eut également pas mal de fil à retordre de ce côté.

Dans cette atmosphère incroyablement surchauffée, au milieu de ce brouhaha et de cette agitation ininterrompue, c'est à peine si l'on avait la possibilité de noter les divers épisodes de l'activité du comité révolutionnaire de guerre et ce n'est que de temps à autre que certains de ces épisodes étaient remarqués, faisant d'ailleurs sensation dans une certaine mesure.

Parmi ces derniers, on peut citer notamment la démarche que firent au comité révolutionnaire de guerre nos savants les plus éminents, membres de l'Académie des Sciences, qui vinrent solliciter à titre de personnalités, selon l'expression dont ils se servirent, „apolitiques“, la mise en liberté des ministres du gouvernement provisoire. La majorité des membres du comité révolutionnaire de guerre ayant autrefois passé de longues années de leur existence dans les prisons ou dans les bagnes tsaristes, cette démarche leur fit se poser cette question toute naturelle: pourquoi les savants „apolitiques“ n'étaient-ils pas alors intervenu aussi auprès du gouvernement du tsar? La mise en liberté des ministres arrêtés ne fut pas accordée, mais la requête relative à l'amélioration des conditions de leur détention reçut la plus entière satisfaction.

Le comité révolutionnaire de guerre connut des minutes d'anxiété pendant l'offensive contre Pétrograd de Kérensky et de Krasnoff. La direction de la défense s'opérait essentiellement sur le front même; le rôle du comité révolutionnaire de guerre, où se succédaient sans interruption les représentants des régiments et de la garde rouge (l'Armée Rouge n'existait pas encore) consistait surtout à aplanir tous les malentendus. On était informé par exemple qu'à tel endroit étaient arrivés des caissons sans canons ou inversement des canons sans munitions; là, c'était l'artillerie qui était dépourvue de couverture; là encore c'était un détachement qui s'était égaré et ne savait pas sur quelle localité se diriger. Il fallait recueillir sur l'heure tous les renseignements nécessaires et ensuite prendre des mesures d'urgence. Mais le plus souvent il fallait calmer la panique qui venait de se répandre à tel ou tel endroit. A ce point de vue, le fait même qu'à Smolny, nuit et jour des camarades travaillaient et étaient toujours prêts à prendre les mesures réclamées par les circonstances, contribuait dans une très large mesure à rassurer les délégués du front.

Tel d'entre eux, arrivé la tête tout à fait à l'envers, repartait complètement réconforté. Je vois encore comme s'il était devant moi, un commandant plus nerveux encore que les autres qu'il avait fallu sermonner longuement avant d'arriver à lui faire comprendre que ce désarroi était on ne peut plus normal dans les conditions où l'on se trouvait, vu l'absence de tout appareil militaire, mais que, malgré cela, nous aurions la victoire parce que les masses étaient avec nous: — „Oui, camarades, conclut-il énergiquement, c'était encore pire pendant la révolution française; des régiments entiers se rendaient les uns aux autres“... Peu à peu, le travail s'organisait et le comité révolutionnaire de guerre se voyait au fur et à mesure déchargé; une partie des affaires était transmise par lui à d'autres institutions qui commençaient à fonctionner et où il nommait ses commissaires; d'autre part aussi, les commis-

saires du peuple réussissaient progressivement à triompher du sabotage ou à renouveler leur personnel. Le travail se répartit ainsi petit à petit entre les différents commissariats et le comité révolutionnaire de guerre, devenu inutile, fut dissous.

Le comité révolutionnaire de guerre a été effectivement un gouvernement prolétarien. Il a été essentiellement l'organe exécutif du prolétariat, car toute la masse révolutionnaire a pris part immédiatement à son travail. Dans le feu de la révolution, il a

forgé les armes nécessaires pour les combats ultérieurs et réalisés, ce faisant, la force créatrice du prolétariat. C'est si vrai qu'il est même difficile de préciser ce que firent, durant ces journées tels ou tels camarades en particulier. La révolution tout entière agissait par chacun; tous, intimement confondus en un tout unique, combattaient et créaient; une même et seule volonté de vaincre animait les travailleurs et c'est pourquoi la révolution vainquit.

A. JOFFE.

Pétrograd, 25 octobre 1919.

LA RÉVOLUTION RUSSE ET LE PROLÉTARIAT INTERNATIONAL

Le congrès socialiste international qui devait jouer un si grand rôle dans l'histoire du mouvement ouvrier international était fixé pour le mois de septembre 1914 à Vienne.

L'année 1914 marquait le cinquantenaire de la fondation de la première Association Internationale des travailleurs (la I-e Internationale).

On avait projeté de fêter avec éclat ce cinquantenaire tout en déterminant définitivement la tactique de la lutte du prolétariat international contre la grande guerre impérialiste qu'on voyait poindre à l'horizon, inévitable comme le destin.

Mais tous ces projets ne devaient point se réaliser. Au mois d'août 1914 éclata la grande guerre impérialiste qui dura 4 ans et demi.

Le bureau socialiste international, dirigé par Huysmans et Vandervelde, a édité à Vienne, de concert avec la social-démocratie officielle, un recueil-almanach consacré à la II-e Internationale. Ce recueil contenait toutes les résolutions de la II-e Internationale contre la guerre, les discours et les articles des représentants du socialisme international les plus en vue sur le même sujet. Lorsque la guerre impérialiste fut engagée à fond et que tous les socialistes officiels eurent fait faillite, livrant le drapeau rouge à la bourgeoisie, les amis de Victor Adler et d'Emile Vandervelde s'empressèrent de retirer de la circulation, autrement dit de cacher cet almanach de la II-e Internationale. En agissant de la sorte, ils avaient parfaitement raison à leur point de vue. Chaque ligne de cet almanach souffletait les représentants officiels de la social-démocratie gouvernementale. Chaque résolution, chaque discours, chaque article soulignait la trahison commise par Scheidemann, Victor Adler, Sudicum, Renner, Renaudel, Henderson, Huysmans et C^{ie}.

Les leaders de la II-e Internationale en faillite devaient craindre leur propre ombre. Ils ne pouvaient faire autrement que de renier leur passé.

Et de fait comment se posait la question de la guerre et de la révolution avant que la guerre éclatât?

Dans l'infâme brochure intitulée *La dictature du prolétariat*, publiée par le renégat Kautsky en automne 1918, cet ex-socialiste, reniant la guerre sociale, s'efforce d'inculquer à la classe ouvrière qu'elle commet un crime en prenant les armes et

qu'il ne saurait être question d'une révolution sociale à l'heure actuelle.

Mais le même Kautsky n'écrivait-il pas ceci il y a dix ans :

Le socialisme est actuellement devenu une nécessité économique. Le terme de sa réalisation n'est plus qu'une question de force. Donner au prolétariat cette force en l'instruisant et en l'organisant — c'est actuellement le devoir et le but principal de la social-démocratie.

*Rien de plus étrange que les socialistes qui s'imaginent qu'il faut encore travailler au développement des forces du capitalisme. Ainsi écrivait Kautsky en 1907 dans sa brochure *Le socialisme et la politique coloniale* (p. 37).*

Un autre théoricien des plus en vue de la II-e Internationale, Rudolf Hilferding, écrivait dans son *Capital financier* :

Le socialisme a cessé d'être un idéal éloigné; il n'est même plus ce but final qui oriente simplement les revendications quotidiennes. Le socialisme devient l'élément essentiel dans la politique pratique du prolétariat. La réponse du prolétariat à la politique du capital financier ne doit pas être la liberté du commerce, mais seulement le socialisme. Le socialisme en qualité d'unique réponse à l'impérialisme — tel doit être l'objet principal de la propagande. Le capital financier par ses tendances générales marque l'établissement du contrôle social sur la production mais cette socialisation dans une forme antagonique reste entre les mains d'une oligarchie. La prise de possession de six banques importantes de Berlin suffirait actuellement pour s'emparer des sphères les plus importantes de la grosse industrie et simplifierait énormément les premiers essais de politique socialiste dans la période de transition pendant laquelle la méthode de comptabilité capitaliste semble encore acceptable (cité d'après la traduction russe de 1912 pp. 567, 568, 569).

Un troisième représentant de la II-e Internationale, Otto Bauer, disait il y a exactement dix ans, en 1908, dans son célèbre ouvrage *La question nationale et la social-démocratie* :

„Il est hors de doute que la future guerre impérialiste amènera la révolution. La catastrophe impérialiste universelle marquera infailliblement le commencement de la révolution socialiste universelle.“

Bebel se prononçait dans le même sens au mo-

ment du conflit marocain. Il déclara dans son fameux discours au Reichstag :

« Et la catastrophe se produira alors (c'est-à-dire au début de la guerre mondiale). Alors commencera la plus grande des guerres européennes qui jettera les uns contre les autres 16 à 18 millions d'hommes, la fleur de toutes les nations, munis des engins de meurtre les plus perfectionnés.

« Mais je suis convaincu que cette grande guerre mondiale sera suivie d'une révolution mondiale. Vous récolterez ce que vous avez semé. Le crépuscule des dieux approche pour le régime bourgeois. Oui, messieurs, soyez-en sûrs : ce crépuscule est proche. Vous en êtes arrivés à saper vous-mêmes les bases de votre régime social et gouvernemental.

Mais les leaders isolés de la II-e Internationale n'étaient pas les seuls à se prononcer dans ce sens; les documents officiels des organisations du parti étaient empreints du même esprit. Nous trouvons ce qui suit dans un document officiel du parti publié en 1912 par le Comité Central de la social-démocratie allemande :

Si trois cent rois du capital étaient remplacés par des chargés de pouvoirs du prolétariat, toute la production pourrait sans plus de difficultés être dirigée dans le sens des intérêts de la classe ouvrière, au lieu de poursuivre ceux du capital et le passage à l'organisation socialiste de la production serait commencé. Le travail préliminaire accompli par le capitalisme rend une telle transformation parfaitement réalisable (brochure Impérialisme et Socialisme 1912 p. 3).

La révolution socialiste naîtra de la guerre impérialiste. Telle fut la déclaration de la II-e Internationale en 1907 dans la célèbre résolution du congrès de Stuttgart. La guerre impérialiste donnera infailliblement naissance à la révolution socialiste — telle fut l'opinion des représentants les plus en vue de la deuxième Internationale jusqu'à l'année 1912, que dis-je, jusqu'à la veille même de la guerre!

On peut affirmer que les représentants officiels de la II-e Internationale le proclamaient encore 24 heures avant que le premier coup de fusil eût été tiré.

Karl Grünberg, patient érudit-pacifiste, a accompli le travail suivant: il a réuni en deux gros volumes toutes les résolutions, tous les articles et tous les discours des organisations officielles et des leaders, publiés un jour ou deux avant le commencement de la guerre de 1914.

Le tableau se détachait alors très nettement. Tous les politiciens responsables comprenaient que la guerre qui commençait était bien celle que les socialistes avaient prêté pendant 10—15 ans. Tous les leaders des partis socialistes avaient pu se convaincre que le congrès international de Bâle avait eu raison en considérant la guerre des Balkans (1912) comme le prélude de la grande boucherie impérialiste mondiale. Les principaux groupements se dessinaient parfaitement au début du mois d'août 1913.

Et jusqu'au moment où retentit le premier coup de fusil, les socialistes officiels continuèrent par inertie à dire la vérité, unanimes à déclarer que cette guerre, loin d'être juste, serait inique et qu'elle aurait pour base les intérêts d'un petit groupe de capitalistes; ils n'avaient qu'une voix pour prouver aux ouvriers du monde entier que leurs intérêts et leur honneur les obligeaient à protester avec la plus grande énergie contre le crime qui allait se commettre.

Le livre du professeur Grünberg, recueil sans commentaires de matériaux officiels, constitue un acte d'accusation des plus éloquents contre les social-patriotes de tous les pays. Chaque ligne de ce livre atteint en pleine figure messieurs les social-traitres.

Le saltimbanque Hervé, Hervé l'instigateur de la campagne des impérialistes français contre la grande révolution ouvrière russe, Hervé lui-même écrivait encore le 28 juillet 1914 :

« La guerre pour la défense des petites nations, opprimées par une grande puissance ?

« Ce serait trop beau. Mais il y a beau temps qu'il ne reste plus en Europe une seule puissance qui n'ait les mains tachées de sang.

« Non, ce ne sera pas une guerre pour la défense du petit peuple serbe, mais bien une guerre pour la défense du prestige de notre allié, le tzar.

« L'honneur de notre allié! L'honneur du gouvernement russe! A ce seul mot Babelais, Voltaire et Victor Hugo se retournent dans leur cercueils. Le gouvernement russe n'avait pas l'honneur si sensible lorsqu'il étouffait la Finlande et la Pologne et lorsqu'il jetait ses bandes noires sur la population juive de Kieff et d'Odessa.

« Se battre pour sauver le prestige du tzar! Quelle belle raison pour un peuple dont les aïeux ont fait la grande révolution! Quelle joie de mourir pour une aussi noble cause! (La Guerre Sociale 28 juillet 1914).

Jaurès, tué quelques heures avant que la guerre éclatât, Jaurès dans le discours qu'il prononça dans le banlieue de Lyon 4 jours avant sa mort, disait :

« La politique coloniale française, la politique russe qui craint le grand jour, la volonté d'accaparement de l'Autriche — voilà ce qui a contribué à créer la terrible situation où nous nous trouvons. Citoyens, si cette guerre éclate, nous devons tous, nous socialistes, unir tous nos efforts pour dégarer notre responsabilité du crime que vont commettre les classes dirigeantes.

Et l'organe central officiel de la social-démocratie allemande publiait 48 heures avant la déclaration de la guerre article sur article déclarant sur tous les tons que cette guerre serait le plus grand des crimes contre la classe ouvrière.

Mais les premiers coups de feu tirés, les leaders officiels des partis social-démocrates déclarèrent blanc ce qui était noir la veille et noir ce qui était blanc.

La plus criminelle des guerres devint une « grande » guerre « de délivrance ». Chacun des partis officiels socialistes en appelait à ses ouvriers: défendez « votre patrie », c'est-à-dire votre bourgeoisie, votre maître. Les principes du socialisme étaient oubliés; nos magnifiques drapeaux foulés aux pieds dans la boue; l'honneur et la conscience taxés de préjugés.

Il n'est pas de perfidie dont les chefs officiels de la social-démocratie négligèrent de se servir à ce moment pour mieux berner les prolétaires de tous les pays. Tout socialiste honnête était considéré comme un rêveur dangereux, un fou, un criminel, un ennemi de son propre peuple. Tout internationaliste intègre osant élever la voix contre la tuerie impérialiste était immédiatement couvert de boue par les leaders officiels de la II-e Internationale. Et le sang sacré des ouvriers fut versé à flots. L'Europe entière devint une gigantesque nécropole.

• • •

A l'heure où nous écrivons ces lignes, 4 ans se sont écoulés depuis la conférence internationale de Zimmerwald. On ne peut se remémorer sans émotion le moment où dans un hameau perdu de la Suisse se réunirent deux dizaines de socialistes de tous les pays, qui n'avaient alors derrière eux que quelques centaines de partisans dispersés dans toute l'Europe ensanglantée.

En Allemagne les internationalistes, Liebknecht en tête, en étaient encore à leurs premiers pas. Un silence de mort régnait dans tout l'empire. MM. les Scheidemanns traitaient avec un mépris hautain et une suffisance bornée tout internationaliste qui osait leur tenir tête, convaincus que les masses ouvrières les suivaient, eux, les représentants officiels du socialisme.

La situation était encore plus mauvaise en Autriche. En 1915, au moment où se réunit la conférence de Zimmerwald, le nombre des internationalistes, en Autriche, était insignifiant. La social-démocratie autrichienne officielle et Victor Adler à sa tête passa en bloc au service de la monarchie.

En France et en Angleterre les orgies du social-chauvinisme s'étaient au grand jour.

En Italie, bien que le parti officiel n'eût pas voté les crédits militaires, la grande majorité de ses leaders restait prisonnière des idées pacifistes et ne voulait pas même entendre parler d'une lutte révolutionnaire ouverte.

Quant à la Russie—il ne pouvait même en être question. Le «socialisme» militaire-industriel y florissait. Goutchkoff, Potressoff, Plechanoff et Milioukoff le guidaient avec un accord touchant.

Il fallait avoir une foi profonde dans l'œuvre ouvrière pour lever à ce moment-là l'étendard de la lutte pour le socialisme.

Quel est celui des participants de la conférence de Zimmerwald qui pouvait s'imaginer que dans l'espace de 3 ans une révolution sociale s'accomplirait en Russie, que toute l'Europe serait ébranlée de fond en comble, que l'Allemagne et l'Autriche se trouveraient à la veille d'une révolution prolétarienne, que la France et l'Italie deviendraient le théâtre d'une lutte des classes acharnée?

Tels sont cependant les faits. Nous en sommes là. Lorsque la révolution de février éclata en Russie, tous les gouvernements bourgeois de l'Europe, et avec eux tous les partis social-patriotes officiels, dressèrent l'oreille.

Les couches profondes de la bourgeoisie ne pouvaient s'empêcher de sympathiser avec la révolution de février en tant que révolution purement bourgeoise transformant le régime autocratique de Nicolas Romanoff en régime bourgeois des Milioukoffs et des Goutchkoffs. Mais les fins limiers de l'impérialisme européen avaient bon nez. Le flair du gros propriétaire qui se sent menacé par ses esclaves insurgés fit pressentir immédiatement aux chefs de la bourgeoisie européenne que la révolution bourgeoise de février portait en elle les germes d'une révolution ouvrière, d'une révolution socialiste. On sait que dès le début, dès le premier moment de la révolution de février en Russie, les Soviets de députés ouvriers et soldats prirent naissance. Les bourreaux impérialistes du monde entier eurent immédiatement l'intuition que ces soviets avaient des chances très sérieuses de devenir le berceau du mouvement socialiste en Russie.

Les soviets, voilà l'ennemi! s'écria aussitôt la Finance européenne.

«Le vote des soldats mobilisés aux élections (il s'agissait alors des élections à l'Assemblée Constituante) serait d'un grand risque, ainsi s'exprimait l'organe officieux du gouvernement français, *Le Temps*, du 8 mars 1917. Et ce même journal s'indignait à ce sujet avec une sincérité inimaginable:

«Nous ne comprenons pas de quel droit 1600 délégués ouvriers et soldats se trouvent réunis au palais de Tauride et nous dictent de là leurs résolutions (Il s'agit du soviét des députés ouvriers et soldats). Ce meeting improvisé ne voudrait-il pas jouer le rôle de gouvernement? La presse anglaise en a fait hier la première observation et nous la répétons à notre tour avec toute l'insistance possible car si la révolution russe dégénère en parole, tout l'avenir et toute la liberté de la Russie s'en trouveront compromis» (*Le Temps*, N° 20347).

A la même époque, dès les premiers jours de la révolution de février, le *Times*, organe principal des impérialistes anglais, vilipendait avec une rage concentrée les «extrémistes» russes, comme on appelait alors les bolchéviks.

Le 7 mars 1917 le *Times* exigeait le désarmement des ouvriers de Pétrograd. Il ajoutait que si on n'arrivait pas à calmer autrement le prolétariat de Pétrograd, il ne faudrait pas hésiter à employer les armes.

Ce n'est pas pour rien que le «meeting improvisé» du palais de Tauride empêchait de dormir les banquiers de Londres et de Paris. Oh, ces gens-là n'avaient pas oublié le mouvement de 1848 et se souvenaient bien de la Commune de Paris! Ils se doutaient que les soviets ne présageaient rien de bon pour la bourgeoisie européenne.

Maintenant que l'impérialisme anglais a déclaré la guerre ouverte à la Russie socialiste, il se trouve des gens pour s'en étonner. Ils oublient que dès le mois de mars 1917, lorsque toute la bourgeoisie russe déclarait notre révolution «grande» précisément parce qu'elle était petite, les brigands de l'impérialisme anglais se rendaient déjà parfaitement compte de la situation. Dès les premiers jours de mars 1917 les journaux de bourse de Paris et de Londres adressaient leurs sincères condoléances à Nicolas Romanoff. Et les chefs de la république française, bourgeoisie louaient du haut de la tribune parlementaire le sanglant Nicolas comme un homme qui avait rempli son devoir à l'égard du peuple français, son «allié», qui avait fait «le plus noble des gestes» en renonçant au trône et à l'égard duquel le peuple russe, tout comme l'histoire universelle, devait nourrir à jamais la plus grande estime.

La bourse européenne savait fort bien que dans cette lutte «contre le meeting improvisé» des ouvriers et des soldats il lui faudrait plus d'une fois embrasser les genoux de la bande tzariste. Les brasseurs d'affaires verveux et les canailles adroites du républicanisme bourgeois se rendirent compte dès les premiers jours de la révolution de février qu'il leur faudrait dans l'intérêt de leur classe, essayer de restaurer en Russie le tzarisme pour se défendre contre la classe ouvrière et les paysans indigents.

Quant à la bourgeoisie de la Russie, dès le premier moment elle montra les dents à la classe ouvrière russe.

Et le prolétariat international? Quelle fut son attitude devant la révolution russe?

Il est certain que la chute du tzarisme provoqua une joie et une satisfaction unanimes dans les milieux ouvriers d'Europe. Mais il n'était pas même question à ce moment de la part de ces milieux d'un appui et d'une aide effective aux soviets. Partout la classe ouvrière continuait l'œuvre sanglante de la guerre, vivant sous le joug de l'état de siège. Un courant d'air frais traversa l'atmosphère chargée de la tuerie, mais ce ne fut pas pour longtemps et il ne fut pas assez puissant pour renverser tous les obstacles dressés sur son chemin par l'histoire.

Et pendant ce temps les „socialistes officiels“ de tous les pays continuaient leur œuvre de trahison. Ils s'efforçaient de tirer parti du grand mouvement révolutionnaire sans précédent dans l'histoire pour justifier leur trahison. Les socialistes-ententistes aidèrent la bourgeoisie de „leurs“ pays à couvrir de boue et de calomnies les soviets prolétariens de Russie et la secondèrent dans ses persécutions contre les bolchéviks russes qui avaient levé le drapeau de la révolution communiste.

Mais le prolétariat russe sentit que l'issue finale de la grande lutte engagée contre la bourgeoisie russe dépendait de l'écho que cette lutte éveillerait dans les autres pays. La classe ouvrière russe tourna ses regards vers l'Occident, dans l'attente d'un cri de ralliement fraternel.

Pareil à une terre aride qui après une longue période de sécheresse boit avidement les premières gouttes d'une pluie bienfaisante, le prolétariat russe recueillait avec ferveur et confiance les moindres signes de sympathie internationale de la part des ouvriers de l'Europe occidentale. Tout socialiste nous arrivant de France ou d'Angleterre, fût-il même du parti de la défense nationale, était accueilli à bras ouverts par notre classe ouvrière.

La confiance accordée par le prolétariat russe même aux plus douteux des représentants du socialisme européen était en réalité illimitée. Et les „socialistes-ententistes“ russes ne laissèrent pas d'en abuser. Ils écartaient sciemment les véritables représentants du socialisme international pour offrir à leur place des social-patriotes de contrebande. Systématiquement et sciemment ils nourrissaient les ouvriers russes de mensonges. Ils leurs donnaient des pierres au lieu de pain.

Qui pourrait oublier les scènes infâmes qui se déroulaient au Soviet de Pétrograd au temps où le prolétariat russe sympathisait encore avec les social-patriotes et où Tchédizé, Tzerételli et Kérénsky présidaient le Soviet ? Qui ne se souvient par exemple de l'arrivée en Russie de l'„illustre“ Albert Thomas, ce Scheidemann français ? Qui ne se souvient des réunions du Soviet de Pétrograd pendant lesquelles le vieux renard Tchédizé chantait avec le social-filou Albert Thomas la Marseillaise et l'Internationale ? Et les ouvriers, dans leur naïve confiance, éprouvaient à ce spectacle une sorte d'extase internationale, certains qu'ils assistaient à une fraternisation de vrais socialistes, alors qu'en réalité on leur jouait une hypocrite et infâme comédie.

Il a fallu de longs mois pour que le bandeau tombât des yeux des prolétaires, même les plus conscients de Pétrograd. Mais lorsque nos ouvriers virent clair enfin dans la situation, leur haine et leur mépris pour les jésuites du social-patriotisme de marque française autant que pour ceux du social-patriotisme de marque allemande ne connurent plus

de bornes. Mais un autre sentiment fut également chez eux illimité ; ce fut l'amour fervent qu'ils vouèrent aux vrais socialistes-internationalistes dont Karl Liebknecht en Allemagne, John Maclean en Angleterre, Eugène Debs en Amérique sont les représentants.

Plus la nuit est noire et plus les étoiles brillent—se disaient les travailleurs russes.

La révolution prolétarienne internationale—voilà le but sacré auquel tend le prolétariat russe conscient ; voilà l'étoile qui luit aux yeux des combattants du prolétariat russe ! Aux moments les plus pénibles, lorsque l'ouvrier succombait presque dans une lutte inégale contre les forces ennemies, lorsqu'il souffrait de la faim, entouré d'ennemis de tous côtés, lorsqu'il perdait courage et murmurait parfois contre ses propres soviets, il suffisait de la moindre lueur d'espoir brillant à l'Occident et annonçant l'approche de la révolution prolétarienne internationale, pour que son découragement et son mécontentement fissent place à une confiance et à une énergie nouvelles. L'ouvrier de Pétrograd et de Moscou redevenait un combattant plein de courage ; il serrait son fusil d'une main ferme et portait toujours plus avant le lourd fardeau imposé sur ses épaules par l'histoire.

Les journées de Brest-Litovsk nous reviennent à la mémoire.—Journées tragiques d'une tristesse et d'une amertume sans exemple ! Nous nous souvenons des ardentes discussions qui s'élevaient dans notre milieu à ces moments inoubliables. Dans nos délibérations sur le pour et le contre de ce „moment de répit“ nous nous inquiétions surtout de l'effet que pourrait avoir la conclusion de la paix sur la marche de la révolution prolétarienne qui commençait à l'Occident. Nous craignons plus que tout au monde que notre attitude n'éteignît l'incendie de la lutte ouvrière qui s'allumait en Europe. Les prolétaires de Pétrograd et de Moscou tremblaient à l'idée que notre „trêve“ pourrait ralentir le cours de la lutte ouvrière dans les autres pays ; les héroïques ouvriers russes craignaient plus que tout d'être mal compris par le prolétariat allemand ; ils craignaient, qu'il n'interprétât notre démarche dans le sens d'une réconciliation avec l'impérialisme allemand ; ils craignaient que notre „trêve“ ne compliquât encore la lutte du prolétariat allemand contre Guillaume II et que la paix de Brest n'amenât de nouvelles explosions du chauvinisme en France et en Angleterre.

Telles étaient les lourdes pensées qui pesaient sur les ouvriers-communistes dans ces journées inoubliables.

Par bonheur nous pouvons affirmer maintenant que le prolétariat des autres pays nous a bien compris. L'instinct de lutte de classe lui a fait pressentir que notre démarche n'était pas dictée par d'égoïstes intérêts nationaux, mais bien par ceux du socialisme international. Il a compris que du jour où la révolution prolétarienne fut accomplie en Russie notre pays était devenu la terre promise du socialisme et que le gouvernement des ouvriers et des paysans se trouvait obligé d'accepter cette lourde paix pour maintenir la première république socialiste du monde.

Les ouvriers conscients de tous les pays ont fort bien compris qu'en signant la paix de Brest nous voulions simplement gagner du temps et leur donner celui de regagner ce qu'ils avaient perdu

pour venir en aide à la première révolution prolétarienne du monde.

Et le prolétariat russe a tenu parole. Il a su tenir jusqu'au moment où la révolution universelle a commencé.

La révolution mondiale naîtra de la guerre mondiale. Ceci est en relation directe avec le fait que la révolution a commencé dans les pays plus arriérés au point de vue économique; c'est également à la guerre mondiale que la première révolution prolétarienne doit la trêve qui lui a été si salutaire.

Sans cette lutte entre deux trusts impérialistes, sans cette concurrence enragée entre l'impérialisme anglo-français et l'impérialisme austro-allemand, sans cette guerre impérialiste mondiale qui a créé la révolution prolétarienne mondiale, la révolution prolétarienne n'aurait jamais pu tenir deux ans dans un pays.

Et il en sera de même dans toute l'Europe, dans tout le monde civilisé. Il en sera de même parce que l'histoire a mis à l'ordre du jour la révolution socialiste.

Il en sera ainsi parce que Kautsky avait raison lorsqu'il disait en 1907 que le socialisme n'était plus qu'une question de force. Et Kautsky a tort en voulant prouver en 1918 et en 1919 par une argumentation de renégat que la révolution prolétarienne russe loin d'être inspirée par l'esprit du communiste Lénine, l'est par celui de l'opportuniste petit-bourgeois David...

La révolution internationale ne se fait pas sur commande. La révolution prolétarienne internationale ne saurait s'accomplir en même temps dans tous les pays. La révolution prolétarienne internationale ne se fera pas après entente spéciale de tels ou tels chefs. La révolution prolétarienne d'un pays donné traversera temporairement des situations difficiles et se trouvera plus d'une fois entre l'enclume et le marteau. Il se peut que le prolétariat allemand qui demain prendra le pouvoir dans son pays et sera obligé de liquider le lourd héritage de Guillaume II, de Hindenbourg et de Scheidemann ait à traverser également de lourdes épreuves qui rappelleront nos journées de Brest.

Il est probable aussi que le prolétariat de l'Ukraine déjà si éprouvé sera voué à des épreuves encore plus douloureuses lorsque MM. les impérialistes joueront entre eux ses destinées.

Il n'en est pas moins vrai que l'avenir—et on peut l'affirmer avec certitude aujourd'hui—un avenir très prochain—appartient à la révolution prolétarienne.

Le deuxième anniversaire de la révolution prolétarienne russe trouve les ouvriers de certains pays dans une situation pénible.

En Hongrie le pouvoir soviétiste est renversé par les efforts réunis des propriétaires roumains, des banquiers français, des officiers blancs et des "social-démocrates" hongrois. Des milliers de nos frères hongrois sont jetés en prison à la merci d'une bourgeoisie ivre de vengeance.

En Bavière le pouvoir soviétiste est noyé dans le sang des ouvriers. Le bourreau Noske a dépassé les espoirs les plus sanguinaires de la bourgeoisie. Nos frères sont fusillés par milliers.

Pendant des mois la bourgeoisie mûnichoise—qui agit avec l'approbation de la social-démocratie—sous le prétexte de "châtier des criminels",

se livre sur les héroïques communistes bavarois à une véritable orgie de massacre.

En Allemagne Liebknecht, Rosa Luxembourg et Tychko sont assassinés. Le Soviet de Berlin est dissous par les traîneurs de sabre de Scheidemann. Des milliers et des milliers de communistes-prolétaires allemands ont péri durant cette année de la main des officiers blancs et des social-démocrates jaunes.

Et malgré tout il n'y a aucune raison pour se laisser abattre! De nouvelles explosions révolutionnaires éclatent même en Bavière. Une vie nouvelle fleurira bientôt en Hongrie.

En Allemagne le communisme gagne chaque jour du terrain attirant à lui les grandes masses ouvrières.

En France, en Italie la révolution prolétarienne est proche. La révolution marche en avant. La victoire du communisme est inévitable comme le retour du jour après la nuit.

Au moment où nous écrivons ces lignes une grève générale des cheminots a lieu en Angleterre et c'est un événement d'une importance mondiale.

A Moscou la III^e Internationale née il y a à peine un an et demi représente déjà une grande puissance. L'Internationale Communiste compte déjà plus d'un million de membres.

Des partis communistes importants existent déjà dans tous les principaux pays de l'Europe et de l'Amérique. Dans les pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Russie, la Bulgarie, l'hégémonie, unanimement reconnue au sein du mouvement ouvrier, appartient aux communistes.

Le pouvoir soviétiste est déjà moralement vainqueur dans le monde entier.

Une majorité énorme d'ouvriers de tous les pays sympathise dans son fort intérieur avec lui.

Le *Vorwärts* de Scheidemann lui-même a dernièrement laissé échapper cet aveu:

On peut critiquer de toutes les manières les leaders des bolchéviks mais il serait très regrettable de passer sous silence un de leurs côtés forts: ils constituent (c'est-à-dire les bolchéviks) actuellement la seule puissance révolutionnaire qui puisse encore lutter contre les gouvernements réactionnaires tout-puissants de l'Entente. Ils représentent le dernier point de résistance dans l'œuvre de défense contre les dictateurs capitalistes de la conférence de Paris (article de fond du *Vorwärts*, *Die Radikalisierung der englischen Arbeiter*, 18 septembre 1919, N° 477).

Précisément!

Le *Vorwärts* se rend-il compte de tout ce qu'il reconnaît par ces quelques paroles? Il donne ainsi raison au pouvoir soviétiste de Russie et se décerne à lui et à sa social-démocratie un brevet d'indigence morale; il reconnaît que seul le communisme sauvera l'humanité des forbans de l'Entente comme de tous les cannibales de l'impérialisme.

Notre révolution de 1905 avait déjà eu des conséquences internationales grandioses. Notre première révolution a déjà éveillé des centaines de millions d'hommes en orient.

Et cependant qu'était la révolution de 1905 à côté de celle de 1917—18? Un jeu d'enfants! un naïf essai. Nous sommes encore trop près des événements pour pouvoir évaluer les conséquences internationales colossales de notre révolution actuelle. Mais il est hors de doute que la première grande

révolution prolétarienne éveillera des centaines et des centaines de millions d'hommes dans le monde entier.

La bourgeoisie internationale secondée par les traîtres social-chauvinistes a beau nous couvrir de calomnies, représenter notre grand mouvement comme une anarchie, comme un chaos sanglant, comme un enfer,—elle n'arrivera pas à tromper les prolétaires de l'Europe et de l'Amérique. Tout ouvrier honnête d'Europe et d'Amérique sent d'instinct qu'en Russie nous luttons pour lui aussi. Il sent que chez nous en Russie la grande lutte entre le travail et le capital se décide et que sur notre territoire se déroulent les premières batailles, les premières rencontres sérieuses entre la bourgeoisie au déclin de ses jours et le prolétariat qui marche inéluctablement vers le pouvoir.

Et quoi qu'en disent les pessimistes et les gens de peu de foi, nous sommes convaincus que nous marchons vers de grandes batailles et de grandes victoires.

La perspective de la guerre révolutionnaire que Marx entrevoyait dès 1848 et dont parlait Engels en 1890—cette perspective devient une réalité.

Si demain la révolution prolétarienne était victorieuse à Berlin, nous nous unirions avec les prolétaires de Berlin contre Paris bourgeois et Londres impérialiste. Si demain les ouvriers se soulevaient à Paris ou à Rome et prenaient le pouvoir, nous nous unirions avec les prolétaires de Rome contre la bourgeoisie de Vienne ou avec les travailleurs de Paris contre le Berlin d'Ebert. L'idée de la guerre révolutionnaire prolétarienne prend la forme la plus réelle et la plus concrète. Nous ne savons pas encore dans les détails quelle sera la situation mondiale; nous ne savons pas précisément dans quelles combinaisons notre armée rouge sera obligée de combattre contre les armées de l'impérialisme européen. Mais nous savons sûrement que la guerre impérialiste s'est transformée, sous nos yeux, en guerre civile, en Russie d'abord, puis dans une série d'autres pays.

La révolution prolétarienne universelle est en marche. Une nouvelle internationale communiste est née, qui deviendra bientôt l'Internationale universelle des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans...

G. ZINOVIEV.

L'ESPRIT DE RÉVOLUTION

En France on forgea naguère une expression néologique pour caractériser la psychologie du chauvin. Du patriote capable de sacrifier tout à la volonté de vaincre et d'écraser violemment la nation ennemie, on dit qu'il était animé par „l'esprit de guerre“. De même nous dirons du socialiste prêt à subordonner et à sacrifier tout à la volonté de vaincre la classe capitaliste et d'écraser violemment l'appareil bourgeois de l'Etat qu'il est animé par l'esprit de révolution.

L'esprit de révolution était mort depuis un quart de siècle. La Révolution d'Octobre (!) l'a ressuscité et ce n'est pas son moindre mérite.

Les doctrinaires avaient si proprement truqué et émasculé le marxisme, les parlementaires avaient si habilement exagéré la valeur de leur action que les masses populaires dans leur ensemble, déprimées par la phraséologie démocratique, apaisées par la politique du gagne-petit, abusées par l'opportunisme des chefs, répugnaient de plus en plus à l'emploi de la violence et admettaient que de réforme en réforme le passage du capitalisme au socialisme, l'expropriation économique et le renversement politique de la bourgeoisie s'opéreraient pacifiquement, progressivement, par étapes.

Jamais le socialisme ne vécut une période plus sombre. La révolution bolchévique jaillit comme une haute flamme dans la nuit. Sa lumière éclaira brusquement les consciences demeurées saines. Au premier jour et quelques bas politiciens exceptés le réveil de la foi révolutionnaire parut général. Je possède dans ce sens quelques documents dont la

lecture étonnerait sans doute bien des camarades communistes. Parmi les lettres de parlementaires, d'intellectuels et de militants ouvriers français reçues à cette époque je me bornerai à citer ici quelques lignes écrites à ma femme le 21 janvier 1918 par l'écrivain connu Pierre Hamp. Commentant des notes que je lui avais adressées de Pétrograd il s'écriait: „Comme Jacques a tout de suite vu au delà des petites précautions et des grandes peurs; comme il est entré dans l'éternel de ce qui s'accomplit là-bas! On ne peut pas le lui écrire mais il semble bien que la Russie accomplit une chose éminente pour l'humanité, probablement la chose la plus importante depuis le commencement de cette guerre et par quoi le monde commence dans la souffrance une ère nouvelle“. La censure après avoir intercepté, en même temps qu'un mot de moi, la lettre de Hamp dénonça à l'autorité militaire avec une indignation comique „cet auteur qui déborde d'admiration pour les leçons que nous donne la Russie“, puis envoya les deux lettres saisies à mon chef le général Lavergne en l'invitant à sévir „contre un officier suspect de connivence avec les bolchéviks“.

La lettre de Hamp résume exactement l'impression première produite sur les socialistes sincères, fussent-ils modérés, par l'arrivée au pouvoir du Gouvernement soviétique. La grandeur de l'événement et sa soudaineté les soulevèrent tout d'abord et pour ainsi dire malgré eux au-dessus d'eux-mêmes. Mais ils retombèrent très vite. La déformation opportuniste avait été trop forte. Presque tous ces hommes étaient définitivement hors d'état de rectifier leur tir et de se jeter dans une bataille au succès de laquelle ils ne pouvaient plus croire. Ils manquaient de clairvoyance, d'audace et surtout de confiance, de foi, d'esprit de révolution. Le frisson d'enthous-

(!) Puisque la Russie a décidément adopté le calendrier grégorien, ne pourrait-on pas prendre l'habitude de dire plus exactement: la Révolution de Novembre?

siasme passa. Les applaudissements se turent. Enfin ces impuissants se ressaisirent tout à fait. Ils tournèrent le dos à la révolution.

Rares, très rares furent ceux en qui demeura l'esprit de révolution. Seules, éparçues à travers le monde, quelques pauvres étincelles scintillaient encore tristement sous les cendres. Pourtant l'esprit de révolution ne devait plus mourir en France.

Le prolétariat français manque de chefs. Il a été trahi par les social-patriotes. Il est encore abusé par les socialistes du centre. Mais les chefs surgiront vite dans ce pays qui fut toujours riche en hommes d'action. Le danger ne fut jamais là. Ce qu'avait perdu notre prolétariat et ce qui lui manquait par dessus tout c'était à la fois la claire vision de l'irréductible antagonisme des classes et la conscience de sa force. L'avènement de la dictature ouvrière et paysanne en Russie rendit à nos ouvriers et à nos paysans ce double sens. Ils retrouvèrent avec le goût et la volonté de la lutte contre la bourgeoisie ennemie la certitude de la victoire.

Le prolétariat français en outre ne possédait plus une doctrine révolutionnaire cohérente. Les éléments non réformistes les plus ardents avaient sombré presque tous dans l'anarcho-syndicalisme. Le parti communiste russe en développant les concepts marxistes aboutissait à des thèses simples, logiques, irréfutables, qui ruinaient de fond en comble les préjugés les plus enracinés sur la démocratie bourgeoise et constituaient un programme d'action révolutionnaire utilisable par les prolétaires de tous les pays.

Les ouvriers russes faisaient davantage. Ils créaient l'instrument le plus perfectionné, le moyen le plus sûr de l'émancipation prolétarienne: les Soviets.

Enfin ils ont réalisé, plus exactement, ils ont commencé et poussé très avant déjà la réalisation pratique du programme communiste. On sait quelle valeur de propagande eurent à diverses époques sur les masses (généralement plus aptes à comprendre les fictions concrètes que les critiques abstraites) *Le Voyage en Icarie*, de Cabet, *Le Système Collectiviste* de Deslinières, *La Cité Future* de Tarbouriech, et tant d'autres constructions positives dans lesquelles les auteurs se sont efforcés avec une minutie parfois puérile de prévoir et de représenter la constitution du régime de demain.

On sait l'influence énorme qu'a eu l'œuvre brève, localisée, incomplète et sur tant de points incertaine, engagée par la Commune de Paris.

Combien plus profond est l'ébranlement produit par les réalisations tenacement et scientifiquement poursuivies depuis deux années par le peuple russe sur son gigantesque territoire.

L'expérience, faussée pourtant dès les premières heures par l'intervention brutale du capitalisme mondial, par la guerre et par le blocus, est d'ores et déjà concluante. La République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie peut succomber demain sous les coups de ses ennemis. La démonstration est faite que la valeur positive des thèses communistes égale leur valeur critique. Le travail formidable de transformation sociale accompli dans tous les domaines depuis le 7 novembre 1917 en Russie a été certainement le

facteur essentiel du réveil que nous constatons de l'esprit de révolution dans le monde.

L'esprit de révolution c'est le flambeau qui doit allumer et entretenir l'incendie. Au fur et à mesure que dans les pays intéressés les matériaux indispensables seront accumulés, que le conflit des forces économiques et sociales sera développé, la combustion commencera.

En ce qui concerne les prolétaires de France notamment je ne crains plus qu'ils laissent passer l'heure. Les manifestations réellement révolutionnaires du 14 avril et du 1^{er} mai montrent que l'esprit de révolution agit plus fortement chaque jour notre classe ouvrière. Et comment n'enthousiasmerait-il pas plus passionnément qu'aucun autre ce peuple qui possède la plus admirable tradition révolutionnaire?

1831—1848—1871. Trois dates françaises. Les trois grandes dates prolétariennes avant les grandes dates russes 1905 et 1917.

1831. La grève des canuts lyonnais, le premier mouvement insurrectionnel à base prolétarienne.

1848—juin. Le premier essai de révolution sociale à base économique.

1871. La première menace à la dictature bourgeoise et la première conquête de la puissance publique par le prolétariat.

Il ne reste plus au prolétariat français qu'à inscrire dans son histoire une quatrième date. Il aura ainsi rempli la mission qu'en 1796 lui assignaient les premiers communistes révolutionnaires, Babeuf et ses amis, lorsque par une vision prophétique, 50 ans avant Marx, 100 ans avant Lénine, ils réclamaient la communauté des biens, dénonçaient l'antagonisme des classes, déclaraient la guerre à la „République des Riches“, décrétaient l'obligation du travail pour tous et refusaient „les droits politiques aux individus qui ne servent pas la Patrie par un travail utile“.

Et comment résister à la tentation de replacer sous les yeux de nos camarades, à la veille du second anniversaire de la révolution de novembre, quelques lignes fameuses et trop oubliées du Manifeste des Egaux, vieux déjà de 123 années:

„La Révolution Française n'est que l'avant-courrière d'une autre Révolution, la plus grande, la plus solennelle et qui sera la dernière.

„Le peuple a marché sur le corps aux Rois et aux prêtres coalisés contre lui...

„Nous tendons à quelque chose de plus sublime et de plus équitable: le bien commun ou la communauté des biens...

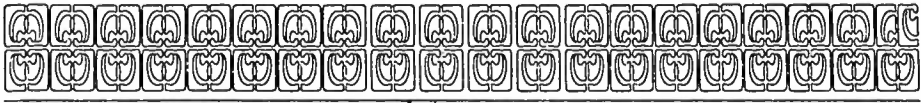
„Plus de propriété individuelle des terres. La terre n'est à personne... Nous voulons la jouissance communale des fruits de la terre: les fruits sont à tout le monde.

„Nous déclarons ne pouvoir souffrir davantage que la très grande majorité des hommes travaille et soit au service pour le bon plaisir de l'extrême minorité...

„L'instant est venu de fonder la République des Egaux“.

N'apercevez-vous pas déjà l'embryon du bolchévisme sous ce manteau suranné de rhétorique?

Jacques SADOUL.



COMMENT LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE RÉAGIT SUR LA FRANCE

En France comme dans tous les pays la révolution de mars 1917 fit une impression qui se traduisit par une série d'actes révolutionnaires et la conception soviétiste commença à exercer sa magie sur les ouvriers et les soldats. Sur le front se constituèrent des comités de soldats et l'esprit révolutionnaire dans une très large mesure neutralisa le mordant des troupes que sans aucun scrupule l'état-major faisait assassiner par la machinerie allemande. Malheureusement le manque de chefs et de personnalités ayant l'esprit d'initiative et capables d'audace révolutionnaire empêcha le mouvement de se propager.

Le voyage de Lénine par l'Allemagne, voyage devenu légendaire, fut quotidiennement commenté et critiqué et dès ce moment les bolchéviki furent voués à toutes les injures, à toutes les calomnies, à toutes les sottises. Il va sans dire que l'organe officiel du Parti l'*Humanité* ne se fit pas faute d'imiter dans ses lamentations et ses plaintes la presse impérialiste. Quoi d'étonnant d'ailleurs lorsqu'on songe que certains socialistes russes blâmèrent vivement Lénine et ses amis, ce qui ne les empêcha pas quelques semaines plus tard, de passer par la brèche pratiquée sans aucune hésitation et avec succès par le grand théoricien et réalisateur du marxisme.

Les progrès du bolchévisme étaient avoués et niés tour à tour, simultanément mais toujours contradictoirement. Non seulement les social-patriotes manifestaient leur hostilité et leurs basses rancunes, ne pardonnant pas à Lénine, Zinoviev et Trotski leur ironie corrosive et leur implacable critique, mais les social-opportunistes mettaient les ouvriers en garde contre ces «aventuriers» et ces «anarchistes».

Lors des journées de juillet, la presse impérialiste française renseignée intelligemment et inexactement par ses correspondants et ses agents se trouvant en Russie, célébra à l'unisson la fin du bolchévisme, du soviétisme, de l'*anarchie*. Chose remarquable: les journalistes qui sous-estimaient les forces du bolchévisme avaient immédiatement compris combien le soviétisme était lié au bolchévisme et pour eux la fin du bolchévisme signifiait la fin du soviétisme qu'ils abhorraient, parce que, si bêtes fussent-ils, ils voyaient dans le soviétisme l'expression adéquate d'un gouvernement spécifiquement ouvrier.

On peut dire que tous les journaux français, tous les hommes politiques et en général tous les milieux bourgeois furent frappés d'effroi et bouleversés d'un profond étonnement lorsque fut annoncé le «coup d'état maximaliste». La veille encore de ces journées mémorables d'octobre, les grands pronostiqueurs, stratèges, astrologues, astronomes politiques enregistraient l'invariabilité, le «beau-fixe» de la température. Et voilà que tout d'un coup éclatait un violent orage inattendu.

Si grande que fut leur stupeur, ils persistèrent dans leur sérénité et ils assignèrent généreusement au gou-

vernement bolchéviek une durée de quelques jours. Comment, disaient-ils, un gouvernement composé de quelques anarchistes, de quelques énergumènes, de quelques êtres anoraux à la solde de l'Allemagne pourrait-il se maintenir au pouvoir, puisqu'il ne s'appuie sur aucun élément du peuple russe? Voici deux années qu'a été instaurée la dictature du prolétariat en Russie et les journalistes bourgeois qui n'ont rien appris et qui ne se sentent nullement gênés par leurs prophéties idiotiques et leurs constantes contradictions, sauf quelques très rares exceptions, annoncent chaque jour avec une régularité monotone la fin de la dictature bolchévique.

Dans les milieux ouvriers, la révolution d'octobre apporta une nouvelle joie, une nouvelle énergie et le prestige du soviétisme devint immense. La presse impérialiste et chauvine avait tout fait pour discréditer les mots *bolchéviek* et *soviét*. En particulier, la presse s'était efforcée de rendre le «bolchéviek» plus haïssable encore que le «boche». L'effet fut tout le contraire de celui qu'on attendait les vilains plumitifs prostitués au capital—ce qui montre, entre parenthèses, combien est vain l'argument de la popularité et de l'impopularité si cher aux opportunistes.

L'appel à la paix adressé à tous les peuples par le gouvernement soviétiste émut le monde entier des ouvriers et des soldats. D'une manière générale les déclarations, les manifestes, les discours des bolchéviki, par leur précision, leur sobriété, leur robustesse qui les différenciaient si profondément des écrits confusionnistes des Kérouski et des représentants des autres fractions soi-disant socialistes, trouvaient le plus large écho dans la masse. L'esprit contre-révolutionnaire des social-patriotes apparaissait maintenant plus réel, plus tangible, plus solide. Quant aux social-opportunistes, ils persistaient dans leur incompréhension et dans leur idiotie et leurs pronostics et leurs commentaires n'étaient pas tellement différents de ce qu'on pouvait lire communément dans la presse franchement contre-révolutionnaire. Ce n'est d'ailleurs que très tard, sous la pression des faits, et sur la menace de la classe ouvrière fascinée par la révolution d'octobre et tenaillé du désir d'imiter dans leur geste hardi et libérateur les bolchéviki russes, que les opportunistes modifièrent leur langage; ils voulurent teinter leur wilsonisme de quelque bolchévisme et tout en défendant la contre-révolutionnaire *Ligue des Nations*, ils défendirent d'une certaine manière la révolutionnaire *République des Soviets*. Mais ils avaient grand soin de ralentir ou d'empêcher en France tout essor révolutionnaire.

Des grèves importantes se produisirent dans toute la France; à Lyon la grève dura trois jours et il fut sévèrement interdit à la presse de publier la plus brève et la plus objective information. Le bassin de la Loire fut en ébullition constante. A Paris, une importante assemblée à laquelle participaient mille

délégués représentant un million huit cent mille ouvriers de la région parisienne réclamait l'armistice immédiat sous menace de grève générale.

Les conditions économiques, la lente intoxication d'un grand nombre d'ouvriers par le chauvinisme, la trahison, l'indécision, la pusillanimité de la plupart des chefs du mouvement ouvrier socialiste ne permirent pas un acte prompt et décisif. Mais la révolution d'octobre précipita la débâcle des politiciens, des aventuriers et des ambitieux pour qui l'ouvrier constitue en général une échelle commode, sans plus. Le mouvement sécessionniste prit une nouvelle ampleur. Il fut impossible désormais aux renégats du socialisme international de prendre la parole, tandis qu'au contraire les orateurs, même inconnus, qui préconisaient le pro-

gramme des bolchéviki et parlaient dans un sens radical étaient accueillis par la masse avec ferveur et enthousiasme.

Dans la suite, les traîtres ont réussi encore à paralyser l'action des masses, notamment à faire échouer la grève de grand style et à caractère international qui avait été décidée en juillet dernier. Il faut souhaiter que le deuxième anniversaire de la révolution d'octobre amène les ouvriers de France à réfléchir et à prendre une détermination courageuse et franche; espérons fermement que le peuple ouvrier de France ne tardera pas à renverser la dictature de la bourgeoisie et à prendre enfin le pouvoir en mains.

Henri GUILBEAUX.

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE ET LES GRÈVES POLITIQUES EN EUROPE OCCIDENTALE.

(Souvenirs du Secrétaire de la Commission de Zimmerwald).

La révolution prolétarienne d'octobre n'a pas d'historiographie et elle n'en aura probablement jamais. Elle est en effet une révolution sociale, le prélude de la révolution mondiale qui doit transformer de façon radicale et révolutionnaire, non seulement les rapports sociaux matériels, mais en général toute la manière extérieure et intérieure de vivre et c'est précisément pour cela qu'elle n'a pas de spectateurs, d'observateurs impartiaux, comme on dit; il y a ceux qui y prennent part et qui n'ont ni le moyen ni le droit de distraire de leur activité fébrile le temps et le calme nécessaires pour composer une chronique et il y a ceux qui en sont les ennemis, les calomnieurs professionnels acharnés et perfides qui dénigrent tout ce qui porte atteinte aux anciens fondements de la société moderne actuelle. C'est seulement maintenant, quand chaque minute vécue détruit et crée tant de choses, si nombreuses et si grandes qu'on ne les aperçoit pas toutes, et crée surtout quelque chose d'incommensurable et d'indestructible—l'initiative des masses—en ressuscitant ce qui dormait d'un sommeil séculaire et profond—que nous comprenons combien pauvres et incolores, au fond, étaient les matériaux sur la base desquels nous dûmes faire renaître l'esprit des grandes époques révolutionnaires et en particulier de la Commune! Nous comprenons, il est vrai, le fondement social de ces mouvements, l'époque historique qui les vit surgir, les épisodes de la lutte et les causes des victoires et des défaites, mais l'impulsion vitale, cette chose inexplicable qui fait qu'en une heure de son histoire l'humanité vit l'éternité, par le nombre et le caractère des événements qu'elle voit se dérouler, n'a pu évidemment arriver jusqu'à nous. Qui donc pourrait surprendre et fixer dans les tables de l'histoire humaine ce qui se passe actuellement en Russie, dans le berceau de la société nouvelle? Et l'on songe avec un sourire inquiet qu'avec le temps l'histoire de notre révolution des masses prolétariennes

aussi sera „reconstituée“ d'après les documents écrits et imprimés. Ce sera une œuvre d'autant plus vaine que, par suite des obstacles par lesquels la censure sépare l'un de l'autre les mouvements socialistes des divers pays ainsi que de l'acharnement avec lequel la guerre civile est menée dans tous les pays, beaucoup de ce qui pourrait entrer dans cette histoire disparaîtra avec les hommes qui prennent part à l'une ou à l'autre des phases du mouvement prolétarien international contemporain au point culminant de la tourmente et aussi à l'instant décisif où la deuxième Internationale fait place à la troisième Internationale, l'Internationale de l'action révolutionnaire des masses. Et ce qui sera plus difficile encore que de réunir et d'exposer chronologiquement les divers documents, ce sera de reconstituer dans l'avenir le lien de cause à effet ayant existé entre les divers phénomènes du mouvement international, ses diverses solutions et de reproduire l'état d'esprit qui régnait au moment où se trouva prise telle ou telle autre décision dont il ne restera, pour nos descendants, que des mots, des arrêtés, du papier et de l'encre d'imprimerie. Au moment du second anniversaire de la révolution prolétarienne russe, je tiens à publier un document connu de très peu de personnes et à faire autant que possible la lumière sur son origine en connexion avec les événements de Russie; je tiens aussi à faire ressortir le rôle que ce document a joué par suite de l'explosion et de la victoire de la révolution d'octobre. En ce qui concerne les ouvriers de l'Europe Occidentale, il a ouvert l'ère des grèves politiques des masses.

La condition fondamentale préliminaire du mouvement de Zimmerwald était la conviction que seule l'action révolutionnaire des masses ouvrières était à même de mettre fin à la guerre. Il est intéressant d'établir, quant au temps et au lieu, en se fondant sur les procès-verbaux et sur des souvenirs person-

nels, dans quelle mesure dès le début du mouvement ses promoteurs et les hommes qui y adhèrent, ou, si l'on peut s'exprimer ainsi, désirèrent que cette action se transformât en guerre civile. Je voudrais montrer ici, en faisant usage de certaines données documentaires et en me fondant sur des éléments épisodiques, l'influence exercée par la 3^e Conférence de Zimmerwald, très peu connue, en connexion surtout avec la révolution d'octobre, sur l'adhésion des ouvriers d'Allemagne et d'Autriche, puis des autres pays, à la grève politique, qui, dans les conjonctures sociales actuelles, est le prélude de la guerre civile.

De tout le mouvement de Zimmerwald, ce sont les deux premières conférences qui sont les mieux connues. Ces deux conférences, surtout la première, ont été vraiment l'unique démarche de classe collective, internationale, faite par le parti socialiste pour expliquer la guerre mondiale, l'unique appel à la lutte internationale de classe contre cette guerre. Bien que les mots d'ordre proclamés par Zimmerwald soient devenus avec l'expérience du temps des lieux communs et soient morts depuis longtemps déjà, dépassés par les événements et le développement social, alors, à l'époque où le prolétariat était en proie à une crise de léthargie générale et où la 2^e Internationale avait entièrement capitulé, la déclaration catégorique: «cette guerre n'est pas notre guerre» (déclaration des délégations française et allemande, Zimmerwald, 5/8 septembre 1915) ainsi que (v. manifeste de cette conférence) les mots d'ordre de la 2^e Conférence de Kienthal, 14—30 avril 1916 eurent une énorme importance au point de vue de la propagande. Ils ont disparu depuis, absorbés dans la vie elle-même, dans le mouvement prolétarien russe, l'action révolutionnaire des masses en Allemagne, en Autriche et en Hongrie et dans les tentatives d'action du même genre faites dans le monde entier, de même qu'au moment où se réunit la première conférence de Zimmerwald, furent relégués à l'arrière plan et oubliés le premier congrès de protestation socialiste contre la guerre et contre le bureau de la 2^e Internationale (Lugano, octobre 1914, congrès de la démocratie socialiste-italo-suisse) qui en est l'origine historique et logique, et le congrès international des femmes socialistes (Berne, mars 1915).

Indépendamment de son influence politique, le mouvement de Zimmerwald eut surtout, au début, une énorme importance au point de vue de la propagande; il servit d'argument et de prétexte à l'avant-garde de la classe ouvrière, à la démocratie socialiste internationale, pour se désolidariser d'avec sa représentation nationale, les gouvernements bourgeois et d'avec son organe international, le bureau international.

* * *

Plus encore que les deux premières conférences de Zimmerwald, la troisième (Stockholm, 5/8 septembre 1917) a été oubliée en présence des événements grandioses dont la Russie était le théâtre c'est pourquoi nous reproduisons en entier le manifeste adopté par elle.

... Les congrès socialistes internationaux de Stuttgart, Copenhague et Bâle ont indiqué au prolétariat la voie à suivre pour lutter contre la guerre.

Les partis socialistes et les organisations ouvrières

des divers pays qui ont pris part à l'adoption de ces résolutions, ont, cependant, foulé aux pieds dès le début de la guerre les obligations qu'ils avaient assumées. Leurs représentants ont engagé les ouvriers à arrêter la lutte le seul moyen d'action possible et efficace que le prolétariat ait à sa disposition pour s'affranchir. En volant les crédits de guerre en faveur des classes dirigeantes, en se mettant à la disposition du gouvernement pour divers services à rendre à ce dernier, par la voie de leurs journaux et d'envoyés spéciaux en essayant d'obtenir de ceux qui étaient restés neutres l'adhésion à la politique de leurs gouvernements, enfin en fournissant à leurs gouvernements sous forme de ministres socialistes des otages pour le maintien de l'union nationale, ils ont assumé devant la classe ouvrière, actuelle et future, la responsabilité de cette guerre, de ses buts et de ses méthodes. Le bureau socialiste international, représentation reconnue des socialistes de tous les pays, a failli également à sa tâche, de même que les partis qu'il représentait.*

(Manifeste de la 1^{re} Conférence de Zimmerwald, septembre 1915).

Travailleurs des villes et des campagnes!

Les gouvernements, les coteries impérialistes et leur presse vous disent qu'il faut mener la guerre jusqu'au bout, afin d'affranchir les peuples opprimés. De tous les moyens de tromperie employés depuis le début de la guerre, celui-ci est le plus grossier. Le vrai but de ce massacre universel c'est pour les uns de s'assurer la possession de ce qu'ils ont pillé pendant des siècles, pour les autres d'augmenter les possessions déjà acquises par un nouveau partage du monde; ils veulent annexer de nouvelles régions, démembrer les peuples, les réduire au rang de vils esclaves et d'ilotes.

Vos gouvernements et leur presse vous disent qu'il faut continuer la guerre pour détruire le militarisme.

Ne vous laissez pas tromper... Le militarisme de n'importe quelle nation ne peut être aboli que par cette nation elle-même, et c'est dans tous les pays qu'il doit être écrasé.

Vos gouvernements et leur presse vous disent aussi qu'il faut continuer cette guerre afin qu'elle soit la dernière. C'est un leurre. Jamais la guerre n'a tué la guerre. Au contraire. Elle provoque le désir de vengeance, la violence engendre la violence.

Ainsi, après chaque sacrifice vos tortionnaires exigèrent de vous de nouveaux sacrifices; c'est un cercle vicieux dont les pacifistes bourgeois ne peuvent vous tirer.

Le seul moyen d'empêcher les guerres à l'avenir, c'est la conquête du pouvoir politique et la destruction de la propriété capitaliste par la classe ouvrière.

(Manifeste de la 2^e Conférence de Zimmerwald, Kienthal, avril 1916).

Manifeste de la 3^e Conférence de Zimmerwald.

Prolétaires de tous les pays!

Les peuples exténués s'engagent sans opposer de résistance dans la 4^e campagne d'hiver avec toutes ses horreurs. Des milliers d'hommes ont été tués, des millions d'autres sont infirmes et de nouveaux

millions d'hommes sont sans cesse jetés dans la tuerie. A l'intérieur des pays la faim et la misère torturent les hommes, les femmes et les enfants. Et ce fléau atteint non seulement les pays belligérants, mais aussi les pays neutres. Les peuples s'anéantissent mutuellement pour faire le jeu de la concurrence capitaliste et favoriser la chasse des classes dominantes au pouvoir et à l'exploitation.

Au milieu de ces horreurs et de ces souffrances retentit de plus en plus haut le cri des peuples martyrisés: Donnez-nous la paix, arrêtez l'assassinat des peuples! Mais l'aube de la paix ne s'allume pas encore. Il est vrai, les puissants du jour, dans les deux camps, sous la pression de leurs peuples exténués, déclarent qu'ils veulent la paix; mais derrière leurs affirmations solennelles on sent la soif toujours inassouvie de briser leur adversaire, d'étendre leur pouvoir, d'agrandir leurs possessions, d'acquérir de nouvelles possibilités d'exploitation.

Tous les gouvernements capitalistes sont également épouvantés par la perspective de revenir du champ de bataille sans butin, chargés seulement de plusieurs milliards de dettes et des malédictions de millions de veuves et d'orphelins. Ils attendent avec terreur le jour de la paix qui doit être pour eux celui du règlement des comptes. C'est pourquoi ils se refusent à entamer des pourparlers de paix tant qu'il leur reste un atome de force et ils continuent d'espérer une victoire, si minime soit-elle.

Tout aussi vains sont les efforts des socialistes gouvernementaux en vue de la conclusion de la paix sur la base d'un compromis. Ils ont promis au prolétariat qu'ils apporteraient à Stockholm une contribution décisive à la cause de la paix. Mais un abîme infranchissable sépare les socialistes gouvernementaux des deux groupes d'Etats; car ces socialistes ne sont que des auxiliaires de leurs gouvernements. Leurs efforts serviles pour maintenir la „paix civile“ et l'appui qu'ils ont donné par leur politique aux aspirations militaires des impérialistes les ont privés de l'énergie combative révolutionnaire qui est nécessaire dans la lutte pour les intérêts du prolétariat. Seules désirent la lutte et sont capables de la mener les masses prolétariennes, qui sont restées fidèles à l'idéal socialiste et continuent à tenir haut et ferme le drapeau rouge. La communauté de convictions et le sentiment de la communauté des intérêts unissent les prolétaires du monde entier, faisant d'eux un tout unique et ils marchent sans faiblir vers un but unique et commun. Et le cours rapide des événements exige impérieusement que ces masses se hâtent de remplir leur grande mission qui est pour elles d'une importance décisive. Seule la paix, conquise dans la lutte énergiquement menée par le prolétariat socialiste peut opposer un obstacle sérieux au renouvellement du massacre des peuples. Le triomphe du monde capitaliste, quel qu'il soit, fera retomber dans chaque pays l'énorme fardeau des dépenses de guerre sur le dos des masses ouvrières. Le prolétariat a nourri pendant des années entières le monstre de la guerre du sang de ses fils et tous, hommes et femmes, lui ont donné le meilleur de leurs forces. Une bande d'exploiteurs a accru ses richesses et son pouvoir par des profits de guerre facilement acquis. A quoi aboutirait le maintien de ces gens au pouvoir sinon à diminuer la force politique du prolétariat et à faciliter aux capitalistes l'exploitation des peuples? On n'arrivera à une paix

durable que par la démocratisation véritable de tous les pays et l'abolition des privilèges du capital. Seul, l'établissement de la république sociale nous serait une garantie que la guerre mondiale ne recommencera pas.

La situation actuelle en Russie sollicite également le prolétariat mondial à activer la lutte. Les Russes qui ont combattu pour la liberté, ont fait dans leur grande révolution, grâce à la chute du tsarisme, le premier pas, tant attendu, dans la voie de la lutte pour la paix et l'affranchissement des peuples. Mais dans la guerre mondiale, le prolétariat d'un pays, s'il est isolé, ne saurait obliger les gouvernements des autres pays à faire la paix. Malheureusement, jusqu'à présent les masses prolétariennes des autres pays n'ont pas encore suivi l'exemple de leurs frères russes. Une conséquence, entre autres, de leur abstention est qu'en Russie la réaction a déjà pu relever la tête de façon menaçante. *La lutte en masse du prolétariat international en faveur de la paix est en même temps le salut de la révolution russe.*

Il est vrai que des manifestations isolées du prolétariat se sont produites çà et là. Les ouvriers et les ouvrières, en dépit de toutes les persécutions, ont élevé la voix dans les rues, réclamant du pain, la paix et la liberté. Ils mènent le bon combat prolétarien, en organisant des grèves, afin de conquérir les droits de l'homme les plus élémentaires. Ils ont recourus à ces grèves, bien que les socialistes gouvernementaux, les leaders des unions professionnelles et du parti aient été jusqu'à renoncer, même à la liberté d'association. Ces circonstances sont des symptômes qui montrent, non seulement que le prolétariat en a assez de la guerre, mais aussi qu'il est devenu plus conscient et comprend que, seules, les méthodes prolétariennes de combat sont capables d'apporter la paix.

Toutefois ces actions isolées sur lesquelles les prolétaires des autres pays ne reçoivent aucun renseignement ou bien sont renseignés trop tard, ne suffisent pas pour atteindre le but poursuivi.

L'heure est venue où il est nécessaire d'étendre à tous les pays le grand assaut commun pour la paix et l'affranchissement des peuples. C'est le prolétariat socialiste qui doit l'entreprendre. Le moyen, c'est la *grève générale internationale*.

Cet appel à la lutte est adressé à la classe ouvrière de chaque pays, car dans chaque pays le sort de la classe ouvrière est lié indissolublement au sort du prolétariat mondial. La classe ouvrière d'un pays quelconque, qui ne prend pas part à la lutte commune ou qui la contraire nuit à la cause de la paix et contribue en même temps à l'exploitation des peuples; de plus, elle compromet son propre avenir.

Cela ne doit pas être.

Ouvriers de tous les peuples! Un grand devoir vous incombe, mais par contre vous êtes près d'atteindre le but le plus élevé qui soit, l'affranchissement de l'humanité.

Ouvriers et ouvrières! Faites des recrues au mouvement international des masses prolétariennes dans chaque atelier, où s'accomplit un apère travail, dans chaque chaumière qui abrite de la misère. La lutte sera longue et pénible. Les classes dominantes ne céderont pas tout de suite. Mais plus la victoire est difficile, plus il faut dépenser d'énergie pour l'obtenir.

Il faut vaincre en combattant, car si le prolétariat continue à se soumettre sans résister, il périra.

Vive le mouvement international des masses contre la guerre, vive la paix socialiste!

On constate à la lecture de ce manifeste que ce qui, aux deux premières conférences de Zimmerwald n'était qu'un germe, une allusion, prit à la troisième conférence une forme bien précise. Ou bien Zimmerwald sera l'avant-garde ou tout au moins l'auxiliaire du mouvement des masses, ou bien il mourra d'une mort sans gloire, avec tout ce qui a surgi pendant la guerre de vraiment sain, de prolétarien. Au 3^e Congrès, les Zimmerwaldiens n'eurent pas à discuter la forme que devait prendre le mouvement prolétarien. On se trouvait en présence d'une tâche urgente, impérieuse: venir en aide aux travailleurs russes qui luttaient et qui se trouvaient en danger de mort. C'est pourquoi la troisième conférence fut consacrée entièrement à l'étude de la situation en Russie par les délégués étrangers, à la polémique entre les deux tendances représentées pendant la première moitié de la conférence (par la suite, les menchéviks quittèrent en effet à demi-officiellement la conférence) et à la recherche d'une forme concrète de solidarité avec le mouvement russe. C'est ce qui explique que la conférence tout entière, bien que les bolchéviks n'y fussent qu'une forte minorité, écouta avec une grande attention et une sympathie marquée les orateurs qui exposaient les événements de Russie du point de vue bolchéviste et accueillirent avec impatience et aussi avec une indignation non dissimulée les insinuations et la manière mesquine d'aborder la question des menchéviks, qui étaient encore restés à cette époque membres de la conférence.

* * *

Une circonstance qui met plus particulièrement encore en relief la 3^e conférence de Zimmerwald est qu'elle fut le 1^{er} congrès international qui se réunit après la révolution russe et qu'elle eût lieu au moment même où la prise du pouvoir par le prolétariat russe était à l'ordre du jour, ainsi qu'au moment où la 2^e Internationale avait manifestement fait faillite. La montagne de promesses et aussi de prouesses de diplomatie et de démagogie avait accouché en effet d'une infâme souris; les social-patriotes avaient promis de donner au monde la paix et une vie nouvelle, mais... leurs collègues ministres, leurs propres gouvernements ne leur avaient pas permis de se réunir, leur avaient refusé leurs „passeports“ et ces lamentables esclaves avaient docilement renoncé à leur plan de „salut“ de l'humanité. On peut voir la pierre tombale en quelque sorte de la 2^e Internationale morte sans gloire dans ce fait que seul le public bourgeois et petit-bourgeois attendait ce Congrès de Stockholm. Il n'y avait en effet que ceux qui espéraient que le régime capitaliste, craquant de toutes parts, pourrait peut-être être replâtré, à fonder des espérances sur le Congrès de Stockholm ou, d'une façon générale, à lui attribuer une certaine importance. Quant au prolétariat—même dans ses éléments les plus arriérés—il ne faisait aucun cas de l'existence de la 2^e Internationale. Celle-ci était pour lui enterrée depuis bien longtemps et moins que personne, les masses ne pouvaient la croire capable d'une initiative quel-

conque pour faire sortir l'humanité de la sanglante impasse où elle était engagée.

La convocation de la 3^e Conférence de Zimmerwald avait été décidée à Stockholm par les délégations russe et allemande. Elle fut précédée d'une rupture complète entre la Commission de Zimmerwald et les Russes qui avaient convoqué la conférence internationale de Stockholm. A la proposition des délégués russes envoyés à l'étranger pour organiser cette Conférence, de signer les convocations, la Commission de Zimmerwald, composée alors de trois socialistes suédois de gauche et de l'auteur de cet article, répondit par un refus. Cependant à ce stade des travaux préparatoires à la Conférence, quelques indépendants allemands n'avaient pas encore perdu complètement foi, sinon en l'importance de la réunion de Stockholm, du moins en la possibilité de sa réalisation. Ils avaient l'intention d'en profiter pour démasquer les Scheidemanns, puis de prendre part ensuite à la conférence de Zimmerwald; mais la majorité des indépendants allemands, Ledebour et ses amis les plus proches—les spartakistes d'alors et d'aujourd'hui—s'étaient déjà prononcés antérieurement en faveur du boycottage de la conférence convoquée par les social-patriotes. Au fur et à mesure que l'impossibilité de réaliser la conférence de Stockholm devenait évidente la nécessité de réunir un congrès des Zimmerwaldiens était mieux comprise par les indépendants, même par ceux de la nuance de Haase, qui n'étaient partisans de d'un boycottage partiel du Congrès des social-patriotes.—Il faut, disaient-ils, que la voix socialiste de protestation et de lutte contre la guerre se fasse entendre d'une façon ou d'une autre, et feu Stathagen, qui déjà à cette époque s'éteignait lentement, répéta à plusieurs reprises dans des discours et des conversations privées: „Nous devons justifier les espoirs fondés sur nous et montrer aux masses que nous donnons ce que les social-patriotes n'ont pas donné et ne pouvaient pas donner; que notre cri de paix parte donc de Stockholm! C'est sur son insistance que le manifeste de la 3^e Conférence de Stockholm reçut la seconde dénomination de „Cri de paix de Stockholm“. Cette manière un peu naïve et superficielle d'envisager la question, cachait évidemment quelque chose de plus profond. L'important n'était pas que les partisans de Scheidemann et de Tsérételli ne fussent pas venus à Stockholm, mais qu'il existât des raisons intérieures à leur abstention. Tous ceux qui luttaient, en se plaçant sur le terrain des principes, contre l'infâme comédie du Congrès opportuniste affirmaient que, comme toujours, ce congrès ne pouvait être, par son „programme“ et sa composition qu'un truc démagogique; son but était d'apposer le sceau du „peuple“, du „socialisme“ au bas du marchandage des gouvernements impérialistes. Or, l'heure de la conclusion de ce marchandage par les gouvernements devait être marquée ou bien par la victoire complète d'une coalition sur l'autre, ou bien par l'épuisement absolu des deux camps, ou bien enfin par l'exécution d'une retraite ou par une capitulation devant les attaques des masses. Le plan rusé fait par ces gouvernements et leurs agents, les socialistes gouvernementaux, de la convocation d'un congrès ayant soi-disant tout pouvoir pour décider n'était qu'un moyen pour retarder une action décisive de la part des ouvriers; or, comme aucune des

conditions ci-dessus exposées, susceptibles de pousser les classes dirigeantes à mettre fin à la guerre ne se trouva réalisée à cette époque et que, au contraire, les gouvernements avaient intérêt à prolonger encore leur marchandage honteux, à verser encore plus de sang prolétarien, le projet de convocation d'un congrès fut enterré par eux, ce qui démontra clairement aux plus naïfs et à ceux qui s'étaient ralliés à la convocation du congrès, que la paix ne pouvait être obtenue que si les masses la réclamaient par la voie révolutionnaire. La 3^e Conférence de Zimmerwald ne devait donc pas seulement "chronologiquement" remplacer la conférence "de Stockholm" mais encore, et surtout, jeter aux masses l'appel que le congrès n'eût jamais pu leur adresser. En d'autres termes, les masses elles-mêmes, par une action révolutionnaire, devaient accomplir la tâche qu'avait reniée la 2^e Internationale, qui par sa faillite s'était déshonorée elle-même.

La convocation même de la Conférence et les événements de Russie dictaient, pour ainsi dire, à la classe ouvrière le devoir d'honneur, qui coïncidait d'ailleurs en même temps avec la défense de sa propre existence, d'apporter immédiatement à la révolution russe l'aide des masses et permettaient de prévoir que cette aide ne pouvait se manifester exclusivement que sous la forme de la grève internationale. Le manifeste fut, comme d'habitude, rédigé par une commission spéciale. A la réunion plénière, les débats portèrent surtout sur des questions de forme: fallait-il éditer le manifeste, fallait-il le signer par des noms, où et quand fallait-il l'imprimer, toutes questions importantes étant donné le caractère conspiratif que devaient revêtir le congrès et ses décisions; de plus, il fallait compter avec les craintes des délégués allemands que la moindre imprudence pouvait entraîner des conséquences sérieuses pour les organisations et les militants du parti. Il était essentiel pour le succès de la grève qu'elle se produisit en même temps dans tous les pays. Comme pour des raisons purement politiques les délégués des pays alliés n'assistaient pas au Congrès, il fallait avant tout obtenir, sinon leurs signatures, du moins leur adhésion de principe au manifeste et fixer, d'accord avec eux, la date de la grève. Jusqu'à l'accord entre les partis ci-dessus le manifeste devait être gardé dans le secret le plus absolu. Les mesures extraordinaires prises dans ce but sont restées gravées dans la mémoire de l'auteur de cet article qui fut chargé de veiller à ce qu'aucun membre du Congrès n'emportât avec lui ni ne perdît l'exemplaire du manifeste qui lui avait été remis et de ne donner l'autorisation de le publier que lorsque la réponse des pays alliés aurait été reçue. Un seul membre du Congrès, le patriarche du mouvement allemand, décédé depuis, fut autorisé à emporter, fixé dans sa propre mémoire à l'aide de la méthode sténographique, dont il était l'inventeur, le texte du manifeste.

En exécution des décisions de la Conférence et après avoir surmonté des obstacles inouïs, j'envoyai dans les pays alliés des camarades dont le retour devait décider de la publication du manifeste. La situation qui s'était créée en Russie réclamait impérieusement une intervention active du prolétariat international. La délégation bolchéviste de la 3^e Conférence insistait avec la plus extrême

énergie pour l'impression du manifeste, mais la commission de Zimmerwald, liée par la décision de la Conférence, ne pouvait, dans les circonstances actuelles, y procéder. Sur ces entrefaites arriva à Stockholm un membre du comité central des indépendants: „En Allemagne, les échecs, les persécutions et les arrestations survenus à la suite de la révolte dans la flotte témoignaient d'une nouvelle vague de réaction; l'appel à la grève risquait de se retourner contre toutes les organisations révolutionnaires". Le but du voyage du membre en question du Comité Central des indépendants était d'obtenir l'ajournement de la publication du manifeste; telle était en effet la décision du Comité Central des indépendants que Ledebour avait combattue avec une grande énergie. Mais la Commission de Zimmerwald ne fit aucune concession et se borna à faire ressortir que son devoir et aussi sa ferme intention étaient d'attendre le retour des émissaires envoyés dans les pays alliés, ajoutant qu'après leur arrivée, le manifeste devrait être immédiatement publié, quelle que fût la situation en Allemagne. La révolution russe était en danger et il était naturel que ce danger écartât toutes autres considérations. La tension nerveuse devenait de plus en plus forte. On sentait que la Russie révolutionnaire était à la veille de grands événements et l'angoisse, la crainte que le prolétariat international n'arrivât pas à temps à la rescousse était par moment toute faculté de travailler, et à fortiori d'attendre...

* * *

La grande révolution d'octobre se produit...

Une idée domine toutes les autres, primant tous les sentiments intérieurs les plus profonds: de quelle manière apporter au prolétariat russe victorieux l'aide la plus grande, la plus utile et la plus rapide afin qu'après l'action héroïque, glorieuse et difficile qu'il vient d'accomplir pour l'affranchissement des travailleurs du monde entier, après le fier défi lancé aux oppresseurs de l'univers, il n'ait pas une seule minute le sentiment d'être isolé? La publication du manifeste adressé au prolétariat du monde entier au nom des socialistes et des ouvriers conscients de tous les pays avec l'indication de leur devoir envers les masses des travailleurs russes, le serment des représentants des organisations révolutionnaires de ne pas faillir à ce devoir, de recruter des hommes pour le remplir „dans chaque fabrique, où se fait un âpre travail, dans chaque chaumière qui abrite de la misère", la publication de la décision et de l'appel relatifs à la grève générale — voilà ce qui parut alors le moyen le plus pratique de venir en aide aux masses révolutionnaires russes. On objectait sans doute que cette publication constituerait plus qu'une dérogation purement formelle, vu la condition fondamentale qui avait été posée de ne pas imprimer le manifeste sans la décision unanime de tous les partis. Mais tout ce qui avait paru important jusque là, c'est-à-dire avant la grande révolution, passait maintenant à l'arrière-plan; quelles que fussent les conséquences possibles de la publication de l'appel à la grève générale, elles étaient insignifiantes en comparaison de la tâche assumée par ceux qui avaient commencé la révolution mondiale. J'avais la conviction profonde qu'aucun ouvrier conscient,

aucun Zimmerwaldien conséquent ne pourrait me reprocher ou considérer comme une violation de la discipline la décision que je venais de prendre en ma qualité de secrétaire international. Rarement peut-être membre du parti eut à assumer une responsabilité aussi grande que celle qui incombait alors au secrétaire de l'unique organisation révolutionnaire internationale, mais plus rarement encore peut-être une décision aussi lourde de responsabilité fut-elle prise avec un pareil calme, avec le sentiment si absolu qu'il ne pouvait en être autrement et qu'il n'était pas possible d'agir d'une autre manière. Il fallait agir immédiatement, car la nouvelle de la grande victoire remportée en Russie était accompagnée par la crainte de voir cette victoire arrachée des mains du prolétariat et l'aube radieuse de la renaissance prolétarienne noyée dans le sang par les ennemis de la révolution; or, le combattant ou le vaincu a, plus encore que le vainqueur, besoin qu'on vienne à son secours! Aucun doute ne pouvait subsister; il fallait que, quelques heures après que le monde eût appris la prise de pouvoir par le prolétariat russe, il apprît également que ce dernier avait des alliés, des frères d'armes, des partisans, et que *la grève générale n'était pas une méthode de combat exclusivement russe.*

Je savais qu'il ne me serait pas difficile de faire admettre ma décision par les autres membres de la Commission tandis que, de la part des autres Zimmerwaldiens qui se trouvaient à Stockholm, je m'attendais à des objections, et, qui sait, peut-être à une décision opposée à la publication du manifeste. C'est en effet ce qui arriva. On entendit dire que tous les membres de l'organisation de Zimmerwald n'étaient peut-être pas d'accord pour approuver la prise du pouvoir par le prolétariat russe, qu'on ne savait pas quels seraient les résultats de cette initiative ni quelle était l'opinion des Zimmerwaldiens russes non-bolchéviks à son sujet. On recommanda d'attendre.

Quant à moi, j'étais convaincue que Zimmerwald se tuerait lui-même, mourrait d'une mort sans gloire s'il ne fusionnait pas avec l'unique mouvement révolutionnaire sorti logiquement des formules qu'il avait lui-même lancées, ou plus exactement que son sort était lié pour la vie et pour la mort avec la révolution prolétarienne russe. Quelques heures plus tard les presses typographiques et le télégraphe étaient en action. Le journal des social-démocrates suédois de gauche publiait un numéro spécial et le manifeste traduit dans toutes les langues européennes annonçait au monde que le prolétariat russe n'était pas seul...

* * *

Par suite de l'insuffisance de liaison avec les pays belligérants et aussi du redoublement de vigilance politique apporté à la frontière après la publication du manifeste, il fut impossible d'établir documentairement, même en Suède, l'intensité des mouvements grévistes provoqués directement par le manifeste dans chaque pays. Toujours est-il que maintenant nous savons,—nous le savions d'ailleurs alors aussi—que ce manifeste a servi de signal. En Allemagne et en Autriche il fut répandu à des millions d'exemplaires et lorsque les persécutions se firent plus violentes contre ceux qui le répandaient ou y adhéraient, on l'apprit par cœur et il

fut transmis verbalement. Et il fut connu ainsi „dans chaque fabrique où se fait un apre travail, dans chaque chaumière qui abrite de la misère“.

Il faut se reporter à cette époque, se faire une idée exacte de l'état d'esprit des masses à ce moment, pour comprendre que cette proclamation internationale adressée au prolétariat international devait infailliblement être le signal du réveil et de l'intervention active des grandes masses. Au fur et à mesure que l'expérience sanglante de la guerre impérialiste dégraisait les ouvriers de l'ivresse patriotique et de la fatale indifférence politique dans laquelle ils s'étaient engourdis, au fur et à mesure qu'augmentait leur haine, leur mépris et leur colère à l'égard des „mauvais bergers“, qui les avaient trompés, l'idée grandissait de plus en plus dans leurs cerveaux qu'il fallait opérer une attaque collective, avec leurs frères, pour „en finir“. Et par ces mots „en finir“, les masses inorganisées et jusqu'alors inconscientes ont commencé, pendant la guerre, à comprendre et ont compris toujours plus nettement: „en finir“, non seulement avec la guerre, mais avec tout le régime qui faisait d'elles des masses d'esclaves.

Parallèlement à l'éveil de la conscience prolétarienne de classe et aux explosions de colère qui se produisaient, se fortifiait la conviction que toute action partielle était inutile et vaine. Le sort commun des soldats dans les tranchées ainsi que de tout l'arrière prolétarien international était perçu de plus en plus nettement, mais l'incertitude qui régnait relativement à l'attitude des „frères et des sœurs“ des autres pays, à la probabilité de leur identité de vues, de leur solidarité, de leur aide, paralysait à sa source même toute velléité d'action énergique. Quant aux ouvriers conscients, ils comprenaient encore bien mieux la nécessité d'un effort international et bien plus nettement aussi que les masses inorganisées, ils prévoyaient que toute action des masses serait écrasée dans le sang, non seulement par la dictature militaire, mais par les „amis“, les conseillers, les collaborateurs du gouvernement impérialiste, c'est-à-dire les *anciens socialistes*, les leaders des organisations professionnelles et politiques légales de la classe ouvrière.

C'est précisément à cette époque (ce point est mis en relief dans le manifeste que nous avons reproduit) que ces messieurs ont renoncé officiellement et au nom de la classe ouvrière à l'usage du droit de coalition, qui avait été conquis au prix de plusieurs dizaines d'années de lutte prolétarienne. Or, comme on le sait, en Allemagne, plus que dans n'importe quel autre pays, l'idée qu'une action non organisée est vouée à l'insuccès est profondément ancrée dans les esprits. L'appel retentissant qui fut lancé à ces masses hésitantes, désespérées et promptes à passer tour à tour de la confiance en elles-mêmes à l'abattement—venant d'un centre organisé et adressé aux prolétaires de tous les pays fut en quelque sorte comme le cri de ralliement que ces masses attendaient si ardemment...

J'insiste surtout sur l'influence exercée par le manifeste sur la classe ouvrière allemande et cela pour plusieurs raisons; d'abord, en effet, en Allemagne, quel que soit le degré de maturité des conditions objectives, la garantie d'être appuyé par un centre organisateur et organisé joue un rôle plus important que partout ailleurs; ensuite, ce sont

les indépendants allemands et les spartakistes qui ont montré le plus d'intérêt et le plus d'activité dans la rédaction et la propagation du manifeste; enfin l'attitude du prolétariat allemand, sur lequel les prolétaires des autres pays fondaient le plus d'espoir, a eu une répercussion énorme. Pendant quatre années en effet, dans les pays alliés, les ouvriers et les leaders des organisations prolétaires, sauf les minorités vraiment révolutionnaires d'Angleterre et de France et l'immense majorité du parti italien, ont répété, pour se justifier, que dès que le mouvement commencerait en Allemagne les ouvriers du monde entier y adhèreraient, mais que, tant que le peuple allemand dormirait, les autres peuples ne pouvaient pas risquer l'offensive contre le régime capitaliste.

C'est ce sophisme que les social-patriotes des pays alliés avaient précisément exploité constamment dans une mesure démagogiquement criminelle pour endormir les élans révolutionnaires des masses ouvrières. L'appel auquel répondirent les masses austro-allemandes leur ôtaient enfin la possibilité d'arguer que les grèves générales n'étaient pratiquées

que dans „l'asiatique Russie“. Dans les pays de l'Entente, le manifeste eut une influence encore plus grande que parmi les masses autrichiennes et allemandes.

La grève historique de janvier qui pratiqua la première brèche dans les remparts de l'impérialisme austro-allemand et la série, qui est loin d'être terminée, des mouvements révolutionnaires qu'elle a provoqués dans tous les pays, fut un écho de l'appel retentissant lancé de Stockholm. Cet appel a préparé les masses à comprendre et à remplir leurs obligations en face des grands événements qui se déroulaient et, pareillement aux négociations de Brest, il a été l'une des étincelles qui ont attiré et propagé dans tous les pays le feu allumé en Russie par la révolution d'octobre, de la révolte de l'armée des travailleurs contre l'esclavage séculaire. Le mouvement zimmerwaldien, lorsqu'il eut lancé cette dernière étincelle, fut d'ailleurs lui-même dévoré par la haute flamme de la révolution sociale, russe et universelle.

Angélica BALABANOVA.

A PROPOS DE L'INTERVENTION

CE QUE DIT UN RUSSE À UN ANGLAIS

J'ai reçu récemment la visite d'un jeune Anglais qui ne me connaissait pas et qui vint me trouver moi, vieil homme de science, malade, pour me dire qu'à l'heure actuelle, quand nous étions sous le coup de la menace criminelle d'une guerre entre nos peuples, personne, ni d'un côté ni de l'autre, n'avait le droit de se taire. Depuis, conscient de la profonde justesse de ces paroles, je n'ai pas eu un moment de répit. Je sais bien sans doute que je ne pourrai rien dire que ne dirait tout Russe honnête n'appartenant pas à la catégorie de ceux qui quémangent maintenant d'un colonel ou d'un major anglais une constitution et un modeste pourboire par-dessus le marché. Mais si chacun raisonnait de la sorte tout le monde se tairait. Toutefois—et c'est la question qui surgit immédiatement—comment faire parvenir les paroles d'un Russe aux oreilles d'un Anglais par ces temps de censure et de mensonge officiel, imposé par les dictateurs actuels de l'Angleterre à leur peuple autrefois libre. Peut-être les éditions étrangères entreprises par *l'Internationale Communiste* réussiront-elles à surmonter cet obstacle. Voici donc ce que je dirai, moi, simple citoyen russe, à mon interlocuteur, simple citoyen anglais,—si, naturellement, celui-ci avait la complaisance de m'écouter.

Mister Britling (*) tranquillisait sa conscience révoltée par la guerre en se disant: „Je ne suis pas responsable des actions de sir Edward Grey“. Mais il avait tort. On l'a dit depuis longtemps: Un peuple a le gouvernement qu'il mérite. Je ne suis pas un homme politique dont le sort des peuples dépend; je ne suis pas un représentant de la presse tenu de porter à la connaissance des peuples „toute la vérité“, je ne suis pas même un historien dont le

devoir est de partager avec ses semblables la connaissance qu'il a du passé afin qu'ils puissent en bénéficier dans le présent. Je ne suis qu'un savant qui a longtemps vécu, pénétré d'un irrésistible besoin de comprendre ce qui se passait autour de lui afin de mieux régler sa propre activité; je ne suis qu'une de ces innombrables personnalités humaines responsables qui font la responsabilité des nations.

Cette responsabilité est d'autant plus grande que la nation est plus libre, d'autant plus lourde que la nation est moins libre. Il n'est que des esclaves inconscients qui puissent dire: „Nous sommes innocents; nos gouvernants seuls sont coupables“. Les peuples asservis, mais qui n'ont pas perdu conscience de leur avilissement ont avant tout le terrible devoir de lutter contre leurs oppresseurs jusqu'à ce qu'ils les aient vaincus. Le peuple russe a rempli ce devoir devant l'histoire dans des conditions si douloureuses que nul peuple au monde n'en a connu de semblables. Il subissait le pire esclavage, masqué d'ailleurs par l'écurante comédie parlementaire montée par les Stolypine, les Goutchkov, les Sabler et leurs pareils, jouée par les Milioukoff, les Pourichkiévitch, les Maklakov et tutti quanti et destinée, à servir de paravent susceptible de cacher l'alliance honteuse (*) des „démocraties avancées“ de l'Europe avec le despotisme asiatique le plus arriéré. Complètement ruiné, baignant dans son sang, le peuple russe trouva encore des forces pour remplir son devoir devant l'histoire et toutes les nations en convinrent dès la première heure. Les gouvernants anglais espé-

(*) Il faut rendre cette justice aux Allemands. Ils ont considéré comme moralement responsables les seuls peuples français et anglais. De la Russie ils disaient avec une indulgence méprisante: „C'est une autocratie“.

(*) Personnage d'un récent roman de Wells.

raient conserver à leur disposition le même nombre de baionnettes russes tout en n'ayant plus à rougir d'être les alliés d'un tsar. Ils étaient convaincus que les Millioukoff, etc... laquais de leur proconsul Buchanan, monteraient et joueraient avec succès une comédie constitutionnelle plus complète encore. Mais le peuple russe et ceux qui le servaient loyalement comprenaient autrement leur tâche; en se libérant, ils avaient brisé à tout jamais le plus néfaste soutien du militarisme. Rien d'étonnant à ce que leur cri de victoire fût un cri de *paix*. Ils avaient indiscutablement droit à cette paix. Une guerre semblable et une pareille révolution dépassaient la mesure des forces d'un peuple; les peuples comme les bêtes n'ont qu'une peau et ne peuvent être écorchés qu'une fois (!). Mais surtout la révolution avait démasqué le mensonge cynique de la guerre faite soi-disant contre le militarisme. Ce n'est pas contre le militarisme que l'on se battait, mais bien pour le militarisme des oligarques de Lombard street auxquels n'avaient pas tardé à se joindre ceux de Wall street, et aussi contre la révolution sociale qui approchait, partout imminente. Mais les plats valets du proconsul anglais, grimés en ministres de la jeune république, étouffaient traitreusement les cris désespérés du peuple réclamant la paix et se servaient de la censure qui régnait dans le monde entier pour faire proclamer par la presse les intentions belliqueuses de ce peuple. Les fruits de la révolution de février faite par les ouvriers et les soldats de Pétrograd tombèrent entre les mains des représentants des classes aisées que le hasard des circonstances avait mis en vedette. Par les retards conscients que ceux-ci opposèrent à la convocation d'une constituante, par leur désir évident de recommencer les journées de juin 1848, par la honteuse comédie de la conférence de Moscou et enfin par deux attaques traîtreusement dirigées contre Pétrograd,—qui ne fut sauvé que grâce aux bolchéviks,—ils rendirent la révolution d'Octobre inévitable. La victoire resta au bolchévisme; les ennemis de la révolution, de toute nuance, furent défaits.

Vous pouvez, dans votre éloignement accuser les bolchéviks d'utopisme, leur imputer le désir d'exploiter jusqu'au bout cette révolution qui coûta si cher au peuple russe, afin de réaliser de suite une complète transformation sociale, mais il n'est pas un Russe impartial qui puisse soutenir qu'au cours de notre existence de mille années, nous ayons jamais eu un gouvernement qui ait témoigné d'autant de probité, d'intelligence, de savoir, de talent et de dévouement à la cause populaire que l'on en trouve chez les bolchéviks. Les noms de Lénine, de Trotsky, de Tchitchérine, pour n'en citer que quelques-uns, appartiennent déjà à l'histoire. Parler d'autres gouvernements russes, en entendant sous cette dénomination des bandes de pillards, groupées uniquement par la haine de la révolution et à la tête

desquelles sont des serviteurs du tsar, des fauteurs de la guerre qui dans cette guerre même n'ont montré devant l'ennemi que leur incapacité et qui ne savent que ravager leur malheureuse patrie avec les concours de l'étranger—tantôt les Allemands, tantôt les alliés, parfois les deux ensemble—parler de ces gouvernements n'est possible que si l'on est dans une ignorance totale des faits ou si l'on désire tromper des gens mal informés. Malgré la brièveté de cet exposé, je ne veux pas me borner à des généralités. Qu'il me soit permis de citer les faits les plus marquants. Quelle science profonde et quelle extraordinaire clairvoyance politique Lénine n'a-t-il pas révélé quand il a prédit la révolution allemande, prédiction accueillie d'abord comme un accès de délire d'un homme aveuglé par le fanatisme et vérifiée par les faits quelques semaines plus tard? Ou bien encore dans ses assurances que la paix de Brest donnerait au peuple russe un répit nécessaire et s'effacerait promptement sans laisser de traces. Et elle se serait ainsi effacée si les alliés n'avaient voulu continuer l'œuvre du kaiser en prenant la défense des barons baltes. Marquez au crayon sur la carte ce que la Russie bolchéviste tait il y a un an grâce à ces mêmes alliés qui rêvaient de ressusciter l'ordre tsariste et ce qu'elle est maintenant. Demandez-vous quel pays s'est vu dans l'obligation de combattre aussi longtemps sur d'immenses vastes territoires, et vous apprécierez l'activité du Carnot bolchévik et de ses collaborateurs de talent. Les premiers dans l'histoire, ils ont créé une armée véritablement populaire, l'armée rouge, qui sait vaincre en défendant sa patrie. Lisez les notes de Tchitchérine et vous connaîtrez les premiers documents historiques d'une diplomatie loyale dont votre parti ouvrier indépendant ose à peine rêver quand il demande un *contrôle démocratique*. Ajoutez à la plus tragique situation où se soit jamais trouvé un peuple, le souci constant de l'instruction publique, la création d'innombrables écoles, de bibliothèques, de salles de conférences, les demandes de livres pour le peuple que les institutions soviétistes réussissent à satisfaire, les rapides progrès de l'éducation esthétique du peuple grâce aux théâtres, aux concerts, à l'enseignement, devenu pour la première fois, vraiment accessible à tous. Faites le bilan de tout ceci et vous apprécierez comme elle le mérite la calomnie du vandalisme bolchévik répandue dans tous les pays par une presse vénales.

Songez que toutes les souffrances de notre pauvre pays sont provoquées par le gouvernement du peuple anglais avec lequel nous ne sommes pas en guerre et que nos dernières ressources doivent être dépensées pour combattre. Dès mon enfance j'ai été habitué à voir dans le *Punch* la Russie tsariste, détestée du peuple anglais, incarnée par un cosaque, armé du knout,—et voici qu'à la Chambre des Communes, on le proclame, ce cosaque, l'ami du peuple anglais parce qu'il veut restaurer dans la Russie libérée le joug des tsars. J'ai sous les yeux une photographie des ponts sur le Volga que l'on a traîtreusement fait sauter. Cet exploit digne de gens cultivés a aussi été pavé par les agents anglais! Et l'on est glacé d'horreur quand on songe que ces destructions n'ont pas été effectuées au cours d'opérations militaires, dans un but stratégique, mais dans le but général, dans le dessein diabolique de faire mourir de faim des populations non

(!) La presse a souvent accueilli le bruit d'après lequel un des articles du pacte inter-allié libérait l'Empereur Nicolas de ses obligations en cas de révolution. Ce que l'on reconnaissait comme un cas de force majeure, libérant le despote des obligations qu'il avait contractées ne fut pas admis comme tel en faveur d'un peuple, jusqu'alors privé de responsabilité. Si l'on objecte la fausseté possible de ce bruit, nous répondrons: Tant pis pour ceux qui défendent la diplomatie secrète et perdent ainsi le droit à la confiance publique.

combattantes de femmes et d'enfants. Que sont devenus tous les discours des congrès de la Haye et d'ailleurs sur la nécessité d'éviter autant que possible aux non-combattants, aux paisibles populations, toutes les misères de la guerre? Les gouvernants actuels disent avec fierté: «Nous avons changé tout cela!» La guerre sans déclaration, la guerre faite par des mercenaires salariés, la guerre pratiquée au moyen de la famine, exterminant d'innocentes populations de millions d'âmes (*) et encore, toujours dans le but de mener cette guerre, l'emploi de tous les procédés les plus inavouables jusqu'à l'exploitation éhontée de l'immunité diplomatique, reconnue même par les peuples barbares (Noulens et Lockhart),—tel est le dernier mot du *droit international* mis en pratique par ceux qui gouvernent le peuple anglais. Et tout cela se fait contre le peuple russe qui n'a jamais nul, ne nuit pas, ne veut pas nuire et, en fait, ne peut pas nuire au peuple anglais.

Je devine votre réponse. Et nos dividendes des emprunts russes que vous ne reconnaissez plus (?) Mais Tchitchérine a depuis longtemps prouvé que tout ce que l'on entreprend ne sert que les intérêts des porteurs des emprunts tsaristes (et n'étaient ils pas avantageux précisément parce qu'on savait qu'ils comportaient des risques considérables?) et déclaré que le gouvernement des Soviets préférerait sans nul doute payer une rançon en argent plutôt que d'imposer au peuple russe un nouvel impôt du sang. Je ne puis toutefois renoncer aux considérations suivantes, étrangères à la politique et d'un caractère purement moral. Je me rappelle que sir Edward Grey à l'époque de la Conférence de Londres déclara à propos du partage entre les alliés du butin pris sur les Turcs (!) qu'il fallait partager les conquêtes proportionnellement aux sacrifices des belligérants. Naturellement il faut invoquer en premier lieu les pertes en hommes, le sang versé. Les vainqueurs d'aujourd'hui dressent maintenant ce bilan à Paris et les journaux ont publié que le peuple anglais n'a perdu que quelques centaines de milliers d'hommes. Peut-être cette estimation est-elle à l'usage du pays dans le but de calmer les mécontents. Quoiqu'il en soit, chez nous, en Russie, ce chiffre des pertes atteint des millions. Les vainqueurs de Versailles ont-ils tenu compte de ces victimes qui attirèrent sur elles les premiers coups de la guerre, détournant ainsi des forces allemandes considérables qui autrement eussent peut-être donné à la fameuse bataille de la Marne une tout autre issue? Ou n'ont-ils tenu compte que de l'or dépensé pour équiper et nourrir ces victimes (car nul ne l'ignore, leur armement arriva trop tard)? Shylock lui-même, si on lui avait coupé un morceau de chair humaine, n'eut pas poussé l'insolence et la cupidité jusqu'à demander la restitution de l'or prêté en gage sur cette chair humaine!

(*) Lord Cecil (d'après les journaux) a déclaré que 20 millions de Russes devaient mourir de faim.

(?) Je ne puis pas ne pas rappeler ici une des premières conversations que j'eus à mon premier voyage en Angleterre, il y a un demi-siècle. Les souvenirs de la guerre de Crimée étaient alors de fraîche date et l'une des premières phrases de mon interlocuteur, feu le sympathique professeur G... fut: «Vous savez bien que nous sommes un peuple de boutiquiers (a nation of shopkeepers) et que nous avons été profondément touchés que Nicolas nous eût offert de payer, malgré la guerre, les dividendes».

Les Shylock actuels armés de mitrailleuses et de tanks en sont seuls capables. Le peuple russe a donné pour cet argent aussi de la chair à canon et cet argent, ce n'est pas lui qui l'a reçu, c'est le tsar, ce sont ses courtisans qui hantent maintenant les antichambres de Londres et de Paris dans l'espoir de recevoir encore quelque chose pour le sang de leur peuple qui ne cesse de couler ou peut-être quelque avance sur le sang qui doit encore couler.

Je me rends bien compte de la naïveté idéaliste de ces lignes. La politique et la diplomatie noire sont cuirassées depuis longtemps par cet axiome que les règles morales obligatoires applicables aux hommes pris individuellement sont inopérantes pour elles et cette conception a eu tant de succès que nous assistons maintenant à un phénomène d'un autre genre, puisque nous voyons comment des personnalités isolées (spéculateurs, traitres, etc...) ont été contaminées par l'absence de scrupules des gouvernants.

Mais quand les considérations morales n'ont plus de valeur, des considérations d'un autre ordre gardent toute leur force même aux yeux des gouvernants. Les vainqueurs sont aussi malades d'un idéalisme naïf, mais d'une autre sorte. Ils sont toujours convaincus de la pérennité de leur victoire. On n'en doute pas, à Paris, ni à Londres, ni à Washington. Mais, à longterm vivre ici-bas, on perd la foi dans les victoires définitives. J'ai connu la grandeur de Nicolas I-er dont vous avez eu peur et que vous avez abaissé,—ce dont grâce vous soit rendue (!) J'ai connu la grandeur de Napoléon III dont vous étiez les amis mais que vous avez laissé périr, peut-être non sans arrière-pensée (?). J'ai connu la grandeur de Bismark devant qui vos diplomates se courbaient humblement (?); j'ai connu toute son œuvre formidable maintenant ruinée grâce aux milliardaires américains. Toutes les tentatives faites pour régner sur le monde ont, on le sait bien, toujours piteusement fini. On dira peut-être: autrefois c'était des puissances militaires isolées qui tendaient à l'empire du monde, tandis que maintenant, il s'agit d'un trust de puissances impérialistes; à cela je répondrai: Mais n'est-ce pas précisément dans l'excès des forces que réside la pire faiblesse? Voilà longtemps qu'on l'a dit. Les coupe-jarrets s'entendent pour piller, mais se battent pour le partage. Si l'on doute de cette vérité, que l'on veuille bien se rappeler l'exemple récent de l'alliance des Balkans. L'Entente cordiale est-elle assurée pour des siècles? N'entend-on pas déjà craquer les murs du temple de la concorde trop hâtivement édifié? La rivalité imminente de l'Angleterre et de l'Amérique n'est-elle pas grosse de menaces, plus graves encore que celles de l'ancienne rivalité entre

(!) Toutes les fois que je passais devant le monument Palmerston je devais me retenir de l'en remercier d'un coup de chapeau.

(?) Je me souviens nettement d'un article du *Times* (automne 1870) dont le sens était à peu près celui-ci: Tout Anglais raisonnable a dû pousser un soupir de soulagement en apprenant la déclaration de guerre. Il fallait craindre non la guerre mais la paix. Si la France et l'Allemagne ne s'étaient querellées sur le Rhin et ne faisaient marcher l'une contre l'autre les millions d'hommes de leurs armées, elles se seraient partagées un butin commun: l'une aurait annexé la Belgique et l'autre la Hollande!

(*) Balfour, membre du Congrès de Berlin en 78 le sait mieux que personne.

l'Allemagne et l'Angleterre? L'amitié de l'Amérique et du Japon est-elle vraiment si bien cimentée? Et enfin la France? Le vieux dicton dit avec scepticisme: Si tu veux te faire un ennemi, rends service à ton prochain. La France ne conservera-t-elle pour ses deux bienfaitrices que des sentiments de gratitude illimités?

Après l'écrasement de la France en 1871 quel qu'un—je ne me souviens plus qui—pour consoler les Français—leur servit une traduction moderne du *vae victis—vae victoribus*. Malheur aux vaincus! Malheur aux vainqueurs! Je n'ai pas oublié le sourire condescendant des Allemands définitivement vainqueurs. Laissons dire, pensaient-ils, nous savons à quoi nous en tenir. Ce n'est que maintenant qu'ils ont appris le sens profond du „Malheur aux vainqueurs!“ Votre Lloyd Georges et votre Lord Churchill (des Dardanelles) pensent-ils que leur œuvre est définitive et ne va pas s'écrouler sur leur tête (ou plus exactement sur les têtes du peuple qui leur obéit), comme cela s'est produit dans les trois cas précédents? Et je me permettrai d'en ajouter encore un quatrième.

Je criais, il y a une quinzaine d'années, à la face de Romanov et de ses courtisans, que leur politique *oderint dum metuant* — Que l'on me hâsse pourvu que l'on me craigne! — les mènerait à leur perte. Douze années ne s'étaient pas écoulées que ma prédiction se vérifiait dans une mesure telle que ni moi ni personne ne l'avait prévue. Le peuple anglais peut-il s'imaginer sérieusement que ses gouvernants actuels qui sèment la haine dans tous les pays du monde, en Allemagne et en Russie, en Irlande et en Hongrie, en Turquie et en Perse, aux Indes et en Egypte lui préparent des années de bien-être et de paisible prospérité? Ceux qui suivent le précepte: *oderint dum metuant*, que l'on me hâsse pourvu que l'on me craigne, vérifient tôt ou tard, la justesse du *vae victoribus! Malheur aux vainqueurs!* Telle est ma conclusion après soixante dix ans d'observation de la politique contemporaine. Oui, 70 ans, car je revois nettement deux gravures de *l'illustrated London News* de 1849, sans doute. L'une représentait l'entrée triomphale à Londres de Kossuth vaincu. L'autre montrait les ouvriers brasseurs Barby et Perkins administrant au méprisable général autrichien vainqueur Haynau, qui avait osé aussi se montrer à Londres, une volée de coups de canne. Et voici que je lis maintenant, après 70 ans, que le gouvernement anglais combat les libérateurs du peuple hongrois et impose à ce peuple quelque Habsbourg

détesté. Et le peuple anglais tolère ces choses—*tempora mutandis*—car les temps ont changé.

Mais il est temps de faire le bilan de cette trop longue argumentation. Je me suis d'abord arrêté sur les différentes obligations des peuples libres et des peuples asservis et j'ai rappelé très sommairement comment le peuple russe a rempli son devoir. On l'avait trompé (des traitres étrangers et des Russes pires que les étrangers) en lui assurant qu'il allait combattre le „militarisme“ et libérer un opprimé. Epuisé, il comprit qu'on l'avait trompé et trouva pourtant encore la force d'en finir avec le militarisme le plus à sa portée, de conquérir sa liberté, d'exiger la paix et d'inviter les autres peuples à suivre son exemple.

Mais que peut-on et que doit-on attendre d'un peuple qui fut autrefois fier de sa liberté? D'abord qu'il reconquière la liberté qu'on lui a ravie par ruse, également sous ce même prétexte de guerre,—d'abord qu'il refuse d'être entre les mains de ses oppresseurs le bourreau des autres peuples et ensuite qu'il aille avec ces derniers conquérir une liberté plus vaste et plus durable pour tous les peuples, ayant conscience que ce sont les peuples qui sauront seuls se défendre à l'avenir du militarisme et des guerres interminables.

Que l'on veuille bien m'excuser de la chaleur peut-être superflue de mes paroles. Elle s'explique certainement par mes origines. Je suis russe, mais j'ai dans les veines beaucoup de sang anglais.

Peut-être est ce surtout le sang d'un libéral anglais du bon vieux temps qui parle en moi à cet instant? Le sang d'un de ces libéraux anglais dont le catéchisme contenait entre autres ces deux règles: „Ne te mêle pas des affaires intérieures des peuples étrangers et viens en aide à ceux qui se libèrent du despotisme“. Rappelons-nous au moins l'attitude de Gladstone envers le roi Bomba et la révolution napolitaine. Ces deux principes seraient violés par toute espèce d'intervention même conventionnellement honnête, c'est-à-dire ouverte, et ils le sont bien davantage encore par l'intervention honteuse qui a recours à des assassins gagés et à des traitres russes ou étrangers.

Puissent passer promptement pour le peuple russe ces calamités lourdes mais temporaires et pour le peuple anglais cette honte ineffaçable! Tel est le vœu d'un vieillard qui souffre pour les deux peuples.

C. TIMIRIAEFF.

Moscou, septembre 1919.

LA POLITIQUE EXTERIEURE DES DEUX INTERNATIONALES

La politique extérieure de l'Internationale Jaune et celle de l'Internationale communiste se distinguent du tout au tout. Autant cette dernière est claire et précise, autant celle de l'Internationale de Berne-Lucerne est confuse et, au fond, dépourvue de principes. Elle n'a pour but, on somme, que d'apporter des correctifs partiels à la politique extérieure des grandes puissances victorieuses. C'est une politique de petits rapiécages des confections impérialistes de l'Entente. A Berne, à Lucerne, dans les démarches des commissions élues à ces congrès, dans les déclarations parla-

mentaires des fractions participantes, nous avons devant nous tout un programme de petits rapiécages. On fait passer sous la loupe toutes les diverses questions, grandes et petites, agitées par la diplomatie officielle, celles du Sleswig, de Memel, du Tyrol, de la Syrie, de la Géorgie, celles qui concernent cette kyrielle de grandes et petites républiques nouvellement nées; mais dans toutes ces questions le rôle de l'Internationale Jaune se borne à appuyer les décisions des grandes puissances ou à y proposer certains correctifs de détail, capables de rendre un peu moins

odieux leur système politique et d'en estomper dans une certaine mesure le caractère trop évident de rapine. Pour la Ligue des Nations que l'Internationale Jaune glorifie, cette dernière ne réclame que des amendements partiels. Pour le Traité de Versailles elle ne demande que certaines corrections, en laissant subsister la cession des mines de la Saare à la France et la contribution imposée à l'Allemagne. Elle exprime en même temps le vœu que l'Allemagne soit autorisée à garder ses colonies. Sa prémisse perpétuelle est l'idée de la possibilité d'aboutir à toutes les améliorations désirables par voie d'accords avec les gouvernements. Les politiciens de l'Internationale Jaune, comme des laquais obséquieux, courent après la diplomatie officielle pour lui broser ses habits et lui donner un air plus présentable. Dans son essence la politique extérieure de l'Internationale Jaune consiste à se mettre au service du système diplomatique des grandes puissances dont elle ne critique que des détails, en créant l'illusion que les gouvernements actuels seraient capables de mener une politique extérieure répondant aux intérêts des masses. En fait cette politique de l'Internationale Jaune ne peut que favoriser la consolidation du système politique actuel, augmenter son autorité aux yeux des masses et retarder le moment de sa faillite historique.

Or, la politique extérieure de l'Internationale Jaune est dans son essence la continuation directe et immédiate de celle de la seconde Internationale telle qu'elle a commencé à se cristalliser avant la guerre. Lorsqu'en 1912, à Bâle, au moment où l'Europe était menacée du danger de guerre, la seconde Internationale rédigea son programme de la solution de la question d'Orient, ce dernier fut considéré comme une tentative de réalisation par l'Internationale d'un programme positif en matière de politique extérieure. La presse socialiste de divers pays indiquait triomphalement que les résolutions de Bâle étaient un nouveau début dans le domaine de l'action socialiste, le début de l'action positive de l'Internationale sur le terrain diplomatique. Il est à regretter que la question de l'activité positive socialiste sur le terrain diplomatique ait été presque entièrement négligée. Quant à moi je ne me souviens que d'un article de Rosa Luxembourg consacré spécialement à la politique extérieure de Jaurès, qui ait traité de cette question de principe. On considérait généralement la politique extérieure comme le prolongement de la politique intérieure dont elle était inséparable et l'on ne se demandait généralement pas s'il fallait les aborder différemment. Dès lors il était généralement considéré comme très désirable d'établir les buts positifs des partis socialistes dans la politique extérieure. Dans différents pays, des parlementaires du type de Jaurès se consacrèrent avec ardeur à l'étude de cette question. L'Internationale Jaune à Berne et à Lucerne ne fait que continuer cette tradition et ne se trouve nullement en contradiction avec ce qui était l'opinion courante avant la guerre, lorsqu'elle se donne beaucoup de peine pour la solution positive des questions de la Géorgie, de l'Arménie, de Fiume, etc... rendant ainsi un service inappréciable à la réaction mondiale.

La question se pose autrement pour la politique intérieure. Aucun courant du mouvement socialiste ne pouvait mettre en doute l'existence pour lui d'un programme net et précis en politique intérieure dans les limites de l'ordre social existant. Pendant la dernière période de l'histoire de la seconde Internationale,

l'action parlementaire ne fut pour aucune fraction du mouvement socialiste purement déclarative et tout socialiste au parlement, quelle que fût sa conception du développement général et du rôle des réalisations immédiates dans le processus de la lutte prolétarienne, s'efforçait d'obtenir entre autres ces réalisations immédiates, de même que, en dehors de l'enceinte parlementaire, le mouvement ouvrier s'efforçait d'obtenir des réalisations immédiates par la lutte économique. Si différente que fut leur conception du rôle du programme minimum, aucun courant de la pensée socialiste ne répudiait la réalisation immédiate de telle ou telle partie de ce programme. La lutte journalière politique et économique consistait à arracher pas à pas, l'une après l'autre, les positions aux classes possédantes. Elle consistait donc dans la réalisation d'un programme positif dans les limites de l'ordre social existant.

Tout autre est la substance de la politique extérieure. La politique intérieure est l'arène où le capital et le travail, le peuple et le gouvernement, la classe ouvrière et les classes dominantes se trouvent face à face. Ici les classes dominantes étaient contraintes par la lutte économique et politique à marcher de concession en concession; ici un programme positif dans les limites de l'ordre existant était réalisé par les socialistes. Quant à la politique extérieure, elle signifie l'attitude d'un Etat envers les autres Etats, c'est-à-dire envers ses partenaires ou ses rivaux en brigandage international, ensuite son attitude envers les Etats faibles et enfin envers les colonies, objet direct de ce brigandage. Dans la politique extérieure deux éléments peuvent être distingués: 1°—le système des groupements politiques, des alliances et des antagonismes, c'est-à-dire les combinaisons diplomatiques au moyen desquelles les buts de la politique extérieure sont poursuivis; 2°—ces buts eux-mêmes, lesquels se ramènent à deux groupes fondamentaux: les buts défensifs et offensifs. Un des buts essentiels poursuivis par tous les gouvernements a toujours été la défense de ses possessions. A tout moment donné, grâce à des groupements internationaux, il fallait être assez fort pour que l'adversaire avide, désireux de s'emparer de quelque territoire ou de quelque possession, ne pût y parvenir facilement par la supériorité de forces de sa coalition diplomatique. La diplomatie a toujours été une des formes de la défense de l'Etat, le supplément et le complément des troupes massées aux frontières, des escadres navigant sur ses côtes et des forteresses et fortifications protégeant les points menacés. Le second groupe de buts de la politique extérieure, ce sont les conquêtes qui forment l'objet des rivalités des gouvernements capitalistes entre eux ou l'occasion de l'aide qu'ils s'accordent les uns aux autres.

L'attitude de la seconde internationale envers la défense nationale n'a jamais, comme on le sait, été élucidée entièrement. En cette question ses idées n'ont pas été définitivement coordonnées. Les résolutions de Stuttgart et de Copenhague contiennent en elles-mêmes les contradictions profondes qui se sont manifestées plus tard si dramatiquement pendant la guerre. Toutefois l'attitude négative de l'aile révolutionnaire de la seconde Internationale envers la «Défense Nationale» était déjà jusqu'à un certain point précisée et l'interdiction de voter les crédits de guerre était pour elle un axiome. De même que dans le domaine de la défense militaire de l'Etat capitaliste les socialistes, en la soutenant, auraient par cela même soutenu tout le système de domination de l'ennemi de classe, de

même en se solidarisant avec la politique extérieure de leur gouvernement, même en tant que défensive, ils aboutiraient au même résultat. Défendre la patrie par la voie diplomatique ou par la voie militaire, c'est en principe une seule et même question. Les social-traitres français durant la guerre montaient la garde également autour de l'état de siège en France et de l'état de siège en Russie. La campagne d'innocentement du tsarisme en Angleterre n'était qu'un détail partiel d'activité des social-traitres en vue de la défense de la patrie, de même que d'autres détails partiels de cette même activité étaient leurs interventions dans les réunions publiques en faveur du gouvernement de coalition, leurs machinations contre les grèves, le renoncement aux droits des trade-unions et ainsi de suite.

Quant aux buts offensifs de la politique extérieure des gouvernements capitalistes, ils ne sont d'un bout à l'autre qu'un programme de rapine. Même des actes qui, à première vue, sembleraient contredire cette définition, telle que l'intervention des puissances en faveur des Arméniens durant les massacres, ou celle de Guillaume II en faveur des Boers ou bien encore la politique balkanique du tsarisme durant sa période dite libératrice, n'ont été en réalité que des manœuvres sur le même échiquier de rapines ou des tentatives habilement masquées pour progresser dans le même domaine de la politique conquérante. Tout le système politique de rapines exigeait de la part de partis socialistes dignes de ce nom la même attitude totalement négative qui fut formulée par le congrès de Stuttgart à l'égard de toute politique coloniale sans exception. Cette dernière n'est en effet que la manifestation la plus claire et la plus frappante de la politique extérieure capitaliste en général.

L'aile révolutionnaire de l'Internationale ne pouvait donc avoir aucun programme d'action positive en matière de politique extérieure inter-gouvernementale et son programme dans ce domaine devait être purement négatif, c'est-à-dire avoir pour but de faire obstacle à la politique extérieure des gouvernements existants aussi bien dans son système général que dans ses buts particuliers. La lutte contre la politique coloniale, contre les armements, contre les guerres, contre toute conquête, déguisé ou non, voilà quels devaient être les buts de l'aile révolutionnaire de l'Internationale en politique extérieure. Ces buts étaient exclusivement négatifs. Au fond c'était bien un programme également négatif que celui élaboré au congrès de Bâle pour la solution de la question d'Orient. Cette solution consistait à opposer le programme de Fédération des Peuples Balkaniques à toutes les combinaisons des gouvernements existants dans cette question. Cette fédération balkanique ne pouvait être créée qu'en luttant aussi bien contre les grandes puissances que contre les gouvernements balkaniques de cette époque. C'était plutôt un article d'un programme révolutionnaire des peuples balkaniques eux-mêmes qu'un programme de politique extérieure. Cette dernière dénomination lui fut donnée par mégarde et ce fut également un malentendu que l'opinion courante de ce temps, d'après laquelle les partis socialistes, en adoptant les résolutions de Bâle, seraient entrés dans la voie d'un travail positif en politique extérieure. Les résolutions de Bâle n'avaient rien de commun avec un travail positif; elles étaient des mots d'ordre révolutionnaires pour les peuples balkaniques, pour leur lutte contre leurs propres gouvernements. Quant aux

instructions données à Bâle aux partis socialistes des autres pays, leur caractère était purement négatif, se résumant à la lutte contre la politique extérieure de leurs propres gouvernements. Les résolutions de Bâle ne sont qu'une confirmation de plus de la vérité qu'en matière de politique extérieure inter-gouvernementale, l'aile révolutionnaire de l'Internationale ne pouvait avoir de programme positif et que son programme en cette matière ne devait être que négatif, c'est-à-dire s'opposer à la politique des gouvernements capitalistes.

La politique dite intérieure est le domaine où le travail et le capital se trouvent en présence l'un de l'autre. L'existence d'un programme positif des partis socialistes dans ce domaine signifiait que la classe ouvrière par sa lutte politique et économique force les classes dominantes à lui céder position sur position. La politique extérieure est le domaine où les gouvernements capitalistes se trouvent en présence les uns des autres ou en présence des pays opprimés. Dans ce domaine il n'était donc admissible pour l'aile révolutionnaire du mouvement socialiste que d'avoir un programme exclusivement négatif de lutte contre les combinaisons et la politique de rapine des gouvernements capitalistes. Mais un pays opprimé ou colonial peut aussi bien lutter et se soulever contre les gouvernements capitalistes oppresseurs que la classe ouvrière luttant dans son propre pays. La tâche du mouvement socialiste du pays en question consistait en ce cas à empêcher son gouvernement d'écraser la contrée opprimée en révolte, tâche encore une fois purement négative. Mais une autre tâche encore lui incombait, celle d'accorder à la contrée en révolte un secours non seulement négatif mais directement positif. Ainsi la classe ouvrière, parallèlement à la politique extérieure du gouvernement de son pays dans laquelle elle intervenait dans un sens négatif, possédait sa propre politique extérieure prolétarienne, qui consistait, dans le cas indiqué, à secourir directement les victimes du gouvernement capitaliste. Mais une activité semblable de la classe ouvrière d'un pays s'étendait non seulement à l'exemple donné plus haut d'une révolte, mais à toutes les luttes en général de groupes opprimés dans le même pays ou dans d'autres pays contre les gouvernements capitalistes, à toute lutte entre opprimés et oppresseurs. En ce sens on peut dire que toute l'activité de l'Internationale était une politique extérieure prolétarienne: le contact qui s'établissait entre les organisations ouvrières, l'aide mutuelle qu'elles s'accordaient à toute occasion, en un mot tout ce qui formait la substance de l'activité de l'Internationale comme telle, c'était là une politique extérieure prolétarienne distincte de celle des gouvernements et lui faisant opposition. En résumé, la tâche de la classe ouvrière en politique extérieure, dans la mesure où elle possédait une mentalité révolutionnaire, consistait à opposer à la politique extérieure des gouvernements une politique extérieure prolétarienne, c'est-à-dire à mener la lutte de classes sur une échelle internationale.

En politique intérieure le programme positif de la classe ouvrière consistait à arracher aux gouvernements une à une de nouvelles conquêtes. Mais la classe ouvrière ne pouvait-elle pas agir également en politique extérieure, c'est-à-dire dans chaque cas isolé non seulement forcer le gouvernement de son pays à renoncer à telle ou telle action, c'est-à-dire réaliser à son égard un but négatif, mais aussi le forcer à rem-

plir d'une façon positive les exigences du prolétariat, réalisant ainsi en politique extérieure également un programme positif dans les limites de l'ordre existant? Si la classe ouvrière accordait directement son aide à une contrée en révolte, ne pouvait-elle pas forcer le gouvernement de son pays à aider cette contrée? Voilà justement la pente éducatrice sur laquelle les réformistes à mentalité bourgeoise du mouvement ouvrier étaient enclins à se laisser glisser. Les gouvernements en beaucoup de cas non seulement exécutaient volontiers de tels désirs des réformistes, mais prenaient eux-mêmes l'initiative de pareilles démarches. Toute la politique des grandes puissances en Turquie consistait soi-disant à aider les opprimés contre les oppresseurs. Il suffit de citer cet exemple pour ne plus douter que le prolétariat à mentalité révolutionnaire ne devait en aucun cas aider un groupement opprimé autrement qu'en le soutenant directement. Toute intervention des gouvernements capitalistes de rapine dans une lutte de groupements opprimés contre les oppresseurs, en quelque endroit que ce fût, ne signifiait qu'une chose, à savoir qu'un nouvel objet était entraîné dans la sphère de leurs combinaisons conquérantes. Quand un peuple en révolte abattissait par ses propres forces à des résultats positifs, ces résultats étaient pour lui une réalisation incontestable, mais si des résultats semblables devaient lui être acquis à titre de bienfait d'un gouvernement capitaliste conquérant, même sous la pression d'un parti socialiste, ce gouvernement, prenant sur lui cette tâche soi-disant libératrice, avait toute possibilité d'exécuter cette tâche conformément aux exigences de sa politique de rapine. Toutes les relations mondiales formaient déjà un réseau si étroitement entrelacé et les intérêts conquérants de chaque puissance capitaliste étaient à un tel point interdépendants par rapport aux relations politiques du monde entier, qu'aucun problème séparé et local ne pouvait manquer de tomber sous le coup des combinaisons du gouvernement en question, reliées à sa politique mondiale dans son ensemble. Les tentatives des socialistes de prêter secours à un groupement opprimé par l'entremise de ces gouvernements capitalistes ne faisaient que rendre possible à ces derniers de se créer de nouvelles combinaisons favorables à leur œuvre de rapine mondiale, en trompant en même temps les masses populaires de leurs pays et en acquérant par cela même le soutien de ces masses.

La thèse que tout déplacement de frontières politiques ouvrait à tous les impérialismes du monde une large possibilité de réaliser leurs combinaisons de rapine, était tellement indiscutable que, comme on le sait, l'aile révolutionnaire du mouvement socialiste considérait avec raison comme son but la lutte dans les limites des frontières politiques existantes et non le déplacement de ces dernières, et atordait à ce point de vue les questions de la Pologne, de l'Alsace-Lorraine, et de tous les irrédentismes en général. Dans ce cas l'aile révolutionnaire comprenait avec une clarté enfantine qu'il lui était inadmissible d'avoir un programme positif en matière de politique extérieure dans l'ordre existant. Malheureusement son attitude envers la politique extérieure dans son ensemble ne fut jamais formulée d'une façon systématique et exhaustive. Le manque de netteté dans la position de la question concernant la politique extérieure permettait à une fraction considérable du mouvement socialiste de s'agiter avec ardeur autour de la politique extérieure, et cela dans un sens absolument défavo-

nable pour le prolétariat révolutionnaire. A une époque où l'alliance franco-anglaise n'était point encore un fait accompli, Jaurès s'agitait continuellement en faveur de sa réalisation, voyant dans cette alliance, soi-disant démocratique, une prétendue acquisition de haute valeur et un contre-poids à l'alliance réactionnaire avec le tsarisme. Lorsque à l'époque où toutes les puissances s'agitaient fiévreusement autour de la question de Macédoine, la France, l'Angleterre et l'Italie opposèrent leur projet de réformes en Macédoine au programme austro-russe appuyé par l'Allemagne, les naïfs socialistes virent dans cette combinaison politique un grand succès quasi-démocratique et les débuts de l'alliance des nations démocratiques contre les nations réactionnaires. Les arguments des social-traités durant la guerre mondiale ne se distinguent dans leur essence en rien des arguments des socialistes de la période du programme occidental de la réforme macédonienne. Les social-traités sont restés entièrement fidèles à la tradition de la seconde Internationale. De même en Allemagne Bernstein s'évertuait à prêcher l'alliance avec l'Angleterre, maintenant ainsi la tradition des freisinnige Allemands; Jaurès allait plus loin encore: dans toute une série de brillants discours, au cours de toute sa carrière parlementaire, continuellement, il s'efforçait d'inciter le gouvernement français à inaugurer une ère nouvelle de politique extérieure, qui fût basée sur la justice, la loyauté, le progrès et ainsi de suite. On peut dire que c'est justement dans le domaine de la politique extérieure que se dévoile toute l'utopie du réformisme petit-bourgeois dans le mouvement socialiste et son rôle véritable de paravent docile pour la politique gouvernementale de duperie des masses et de réalisation de buts de rapine sous des prétextes plausibles. Depuis longtemps déjà les gouvernements des pays capitalistes avancés étaient disposés à raffermir leur domination dans leurs propres pays par des concessions aux masses populaires de ces pays, afin de se délier les mains dans le domaine de leur pillage mondial qui était déjà la source principale des bénéfices de l'oligarchie. En cela ils pouvaient être le mieux du monde servis par les illusionnistes à courte vue du type de Jaurès, qui, avec toute la puissance de son éloquence et de ses convictions sincères, aidait le gouvernement à acquérir l'appui des masses populaires en créant l'idée de la possibilité d'une politique mondiale démocratique menée par ces gouvernements. Ainsi se préparait l'union sacrée de la grande guerre. Le malheur de la seconde Internationale fut de se borner à préciser son rôle négatif par rapport à la politique coloniale, sans étendre cette définition à toute la politique extérieure dans les limites de l'ordre existant. Cette ambiguïté facilita dans une grande mesure aux gouvernements l'exploitation des organisations prolétariennes dans les intérêts de leur politique de guerre. L'absence d'une compréhension claire de l'inadmissibilité pour le prolétariat révolutionnaire d'un programme positif dans le domaine de la politique extérieure existante avait pour résultat l'idée, répandue largement dans les cercles socialistes, d'après laquelle il leur était possible de préconiser des plans comme l'internationalisation des Dardanelles et autres combinaisons semblables et en général toutes les formes possibles d'organisation internationale de la Société sous le régime social existant. Quand en automne 1914 Asquith dans son discours de Dublin mit en avant pour la première fois au nom du gouvernement anglais le mot d'ordre de création de la Ligue des Nations,

il empruntait cette idée aux pacifistes et aux socialistes.

Quand Bernstein et consorts rompaient des lances en faveur d'une alliance avec le gouvernement prétendu démocratique, non seulement ils continuaient la tradition des freisinnige, mais ils s'appuyaient même sur l'autorité de Karl Marx, qui en matière de politique extérieure avait posé devant les socialistes des buts positifs nets et précis pour réaliser la cohésion des gouvernements bourgeois libéraux contre Nicolas I-er. Et vraiment, à cette époque la situation historique était tout différente. Au milieu du dix-neuvième siècle la société bourgeoise n'était pas encore internationalement affranchie des chaînes du vieux régime féodal et absolutiste et la création des conditions internationales nécessaires au développement des États bourgeois était une tâche à la réalisation de laquelle la classe ouvrière était intéressée. A cette époque il y avait encore à l'ordre du jour les problèmes internationaux positifs de création d'États nationaux, nécessaires au développement normal du capitalisme. Marx assignait donc avec raison aux socialistes des buts positifs dans le domaine de la politique extérieure. La lutte contre la dictature internationale du gendarme absolutiste Nicolas I-er était un but positif de ce genre. Quant au problème de la création d'États nationaux, si dans ce cas le prolétariat révolutionnaire ne pouvait point agir en qualité d'allié des gouvernements réactionnaires qui en assuraient la réalisation, en lui-même, objectivement, ce problème était néanmoins un élément de progrès. Tout autre devint la situation dans la période historique suivante, quand la bourgeoisie fut devenue maîtresse absolue de la société et quand tout ce qui survivait du régime antérieur se fut transformé en exécuteur des volontés du capitalisme triomphant. Lorsque en politique extérieure, de même qu'en politique intérieure, les survivances d'apparence démocratique devinrent de leur côté un paravent pour la domination illimitée de l'oligarchie capitaliste, aucun but positif susceptible de constituer un progrès n'exista plus en politique extérieure inter-gouvernementale, — aucun but à la réalisation duquel le prolétariat fût intéressé. Dans la dernière période de l'histoire du monde la politique extérieure présentait exclusivement des combinaisons de gouvernements capitalistes de rapine. Le prolétariat révolutionnaire devait rester entièrement en dehors de ces combinaisons, en dirigeant toutes ses forces vers l'appui à accorder aux victimes des bêtes de proie capitalistes, aux classes opprimées, aux groupements opprimés, loin de toute collaboration avec les combinaisons diplomatiques des gouvernements capitalistes.

La situation change radicalement avec l'apparition de gouvernements soviétistes, gouvernements révolutionnaires d'ouvriers et de paysans. Pour la première fois après un long intervalle, des buts positifs se posent de nouveau devant le prolétariat révolutionnaire dans le domaine de la politique extérieure inter-gouvernementale. Pour la première fois on voit apparaître parmi les gouvernements existants des gouvernements dont l'appui par le prolétariat révolutionnaire présente pour ce dernier un intérêt international. Ces gouvernements se trouvent être placés au centre de toute la lutte mondiale entre les classes opprimées et dominantes, entre les pays et les groupements opprimés et oppresseurs. Devant les partis et les groupements prolétariens révolutionnaires de tous les pays se pose le problème de la lutte pour la défense et la consolidation de la position internationale des gouvernements révo-

lutionnaires soviétistes. Le nouveau programme de politique extérieure n'est accessible qu'aux partis et aux groupements qui se placent eux-mêmes sur le terrain soviétiste et révolutionnaire. Ce n'est qu'aux groupements demeurant sur le terrain de la troisième Internationale qu'est ouverte la voie de la nouvelle politique positive internationale. A l'Internationale Jaune de Berne et de Lucerne, qui à l'égard des gouvernements soviétistes est incapable de dépasser une vague non-intervention, il ne reste en général rien d'autre que de continuer la tradition servile quasi-démocratique des réformistes de la seconde Internationale, en jouant en apparence le rôle de critiques des gouvernements capitalistes réactionnaires et en consolidant par cela même en réalité, objectivement, leur position et en les aidant ainsi à continuer à se maintenir et à tromper les masses.

La position des gouvernements soviétistes révolutionnaires eux-mêmes n'est pas tout à fait la même que celle des partis révolutionnaires. En leur qualité de gouvernements existant de fait au milieu des autres gouvernements existants, ils sont forcés d'entrer en certaines relations avec ces derniers et ces relations créent pour eux des obligations dont il doit être tenu compte. Lorsque le commissaire pour les Affaires Étrangères écrit un article pour la troisième Internationale, il doit prendre en considération qu'il est lié par la position du gouvernement qui est différente de celle d'un parti révolutionnaire éloigné du pouvoir. Cela n'empêche qu'un gouvernement soviétiste révolutionnaire se trouve, par son caractère et les problèmes qui se posent devant lui, au pôle opposé des gouvernements capitalistes et ne peut en aucun cas participer à leurs combinaisons de rapine. Ce qu'il doit donc se proposer, c'est de vivre en paix ou de s'efforcer d'obtenir la paix avec tous les gouvernements et en même temps de se tenir soigneusement à l'écart de toute participation à des coalitions ou combinaisons d'appétits impérialistes, quelles qu'elles soient. Tous les gouvernements soviétistes, se trouvant dans la même situation de divergence absolue par rapport aux gouvernements capitalistes, sont par la force des choses alliés entre eux, alliés cela va sans dire dans le sens défensif, car toute politique agressive leur est également étrangère. Les exigences de la défense de l'État, ce premier facteur déterminant de la politique extérieure des gouvernements capitalistes, est également le premier facteur de la politique extérieure soviétiste. Si le prolétariat révolutionnaire doit être absolument hostile à la « défense de la patrie » des gouvernements capitalistes, au contraire, la défense de l'État soviétiste des ouvriers et paysans est le premier et le plus vital de ses intérêts. Mais de même que la défense des États capitalistes s'obtient non seulement par des soldats et des canons, mais tout autant par la diplomatie qui a pour but d'écartier la possibilité de coalitions hostiles contre lesquelles les canons et les soldats seraient impuissants, de même dans la défense du gouvernement soviétiste un rôle immense appartient aux rapports politiques internationaux, destinés à écarter le danger de coalitions ennemies. Or ces rapports internationaux tendant à écarter tout danger d'attaque imposent aussi des obligations déterminées. Au moment historique actuel, en présence des difficultés inouïes, des périls et des menaces mettant en danger l'existence même des gouvernements soviétistes, que des ennemis entourent de toutes parts et dont la position internationale est déterminée par cette situation, ces gouvernements doivent, dans la plus large mesure, prendre

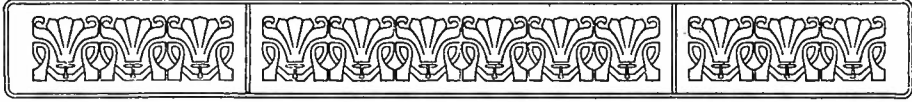
en considération ces exigences de la politique extérieure. Pour être strictement défensif, le rôle de la diplomatie soviétiste n'en est pas moins lourd de responsabilités. Ainsi donc, quand nous parlons des buts positifs de la politique extérieure de la troisième Internationale, nous ne pouvons aucunement identifier les partis communistes et les gouvernements soviétistes, dans lesquels ces partis jouent un rôle dominant.

Les gouvernements soviétistes ne se bornent pas à éviter toute participation à toute combinaison des gouvernements impérialistes, mais encore ils opposent à ces combinaisons, à l'égard des pays ou groupements opprimés et en particulier à l'égard des peuples et États coloniaux, une politique diamétralement opposée, celle de la reconnaissance des droits des opprimés, spécialement de leurs droits de disposer d'eux-mêmes. Les limites mêmes des obligations imposées aux gouvernements soviétistes par leur situation au milieu des autres gouvernements, varient selon les conjonctures politiques. Pendant les premiers mois de son existence, avant la paix de Brest, le gouvernement soviétiste russe appliquait une politique de déclarations retentissantes inspirées par l'esprit de la révolution prolétarienne mondiale. Il est impossible de mesurer l'impression gigantesque produite ainsi par le gouvernement soviétiste russe dans la première période de son existence, impression restée depuis lors ineffaçable, dans le mouvement ouvrier international et qui une fois pour toutes détermina l'attitude de ce dernier envers les gouvernements soviétistes.

Si liés que soient, actuellement dans leurs mouvements les gouvernements soviétistes, l'attitude à observer envers eux constitue toujours le centre de la politique internationale positive de l'aile gauche du mouvement ouvrier de tous les pays. De même qu'à l'époque de la seconde Internationale les partis socialistes avaient leur propre politique extérieure en dehors de la politique extérieure inter-gouvernementale, de même aussi la troisième Internationale possède sa politique extérieure de buts communs, d'actions communes dans tous les pays du monde. Dans la sphère des relations extérieures inter-gouvernementales son programme positif se concentre autour de la situation internationale des gouvernements soviétistes, de l'union politique de ces derniers entre eux et de l'appui à leur accorder de la part de tous les groupements placés sur le même terrain. L'existence même des gouvernements soviétistes, ainsi que l'apparition de nouveaux gouvernements soviétistes, dont

nous avons déjà eu plusieurs exemples et à laquelle nous nous attendons dans l'avenir,—et, nous en sommes sûrs, dans un avenir très rapproché,—modifie entièrement la manière de voir de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier mondial à l'égard de toutes les questions, grandes et petites, de la diplomatie officielle. Si dans la période de la seconde Internationale l'aile révolutionnaire du mouvement socialiste pouvait en politique extérieure se borner à se poser dans toutes les questions courantes, arménienne, syrienne et autres, des buts purement négatifs à l'égard du brigandage impérialiste, actuellement la troisième Internationale oppose à ce dernier, partout où il se manifeste, des buts pratiques d'édification soviétiste et des perspectives de libération immédiate du joug impérialiste. En dehors même des buts révolutionnaires déjà posés directement par l'histoire à l'intérieur des pays capitalistes avancés, à côté de ces buts et simultanément avec eux, le programme purement négatif de la résolution de Stuttgart sur la politique coloniale peut déjà faire place à une politique positive immédiate, comportant la création d'États nationaux libres à la place des colonies opprimées, des protectorats et des sphères d'influence et ces nouveaux États libres, la troisième Internationale vise déjà à les créer sous la forme de républiques soviétistes. Mais il va de soi que cette tâche est inséparable de la tâche révolutionnaire primordiale de la troisième Internationale dans les États capitalistes avancés eux-mêmes. L'affranchissement des pays opprimés est possible uniquement parce que dans les métropoles le pouvoir de l'oligarchie est assez ébranlé pour que sa force de domination mondiale ait cessé d'être irrésistible. D'autre part l'ébranlement de la domination coloniale universelle des oligarchies dominantes capitalistes accélère leur chute dans leurs propres pays. La troisième Internationale poursuit le but de l'affranchissement des pays opprimés, que l'écroulement des gouvernements capitalistes dans les pays dominants ait eu déjà lieu ou non,—mais il est impossible de prédire dès maintenant lequel des deux événements précèdera l'autre. En tout cas, le programme international positif grandiose de la troisième Internationale n'est rendu possible que par son programme révolutionnaire mondial fondamental et n'est en conséquence accessible qu'à elle seule, se trouvant en contradiction flagrante avec le programme de politique extérieure servile et vague de l'Internationale Jaune de Berne-Lucerne.

G. TCHITCHÉRINE.



LA FONDATION DE LA 1^{re} INTERNATIONALE

Plus de dix ans se sont écoulés depuis la défaite de la révolution de 1848 qui entraîna la répression de tous les mouvements des classes ouvrières sur le continent et en Angleterre, jusqu'au moment où un nouveau soulèvement du mouvement ouvrier donna naissance à l'Union Ouvrière Internationale.

Durant ces dix années de réaction politique et de développement économique d'une richesse sans exemple sur lequel même la guerre de Crimée n'eut presque aucune influence et qui embrassa tous les pays européens y compris la Russie, une nouvelle génération eut le temps de mûrir; la crise mondiale de 1857-58 l'éveilla de son indifférentisme. Le mouvement politique qui recommença en 1859 remit au premier plan une série de questions politiques et nationales, posées mais non résolues par la révolution de 1848 et donna une intensité nouvelle au mouvement démocratique de tous les pays.

Les questions touchant l'abolition de l'esclavage dans l'Amérique du sud et du droit féodal en Russie avaient été mises à l'ordre du jour déjà en 1859.

Le mouvement ouvrier en Angleterre—en 1850—60.

En Angleterre où le chartisme, après la tentative sans succès que fit Ernest Jones pour lui donner un caractère politique, fut privé en 1858 de son dernier journal et cessa d'exister en qualité d'organisation politique unie, le mouvement ouvrier subit une décomposition complète.

L'ancienne tendance, dont avait toujours souffert le chartisme, prit cette fois encore le dessus dans le mouvement ouvrier qui se morcela en mouvements partiels poursuivant des buts différents et créa des organisations différentes concourant entre elles pour l'obtention d'un même but. Il ne resta plus trace d'un mouvement ouvrier uni se développant sous une direction générale.

La situation politique du moment favorisait surtout le développement des formes du mouvement ouvrier qui n'étaient pas en contradiction directe avec la réaction au pouvoir et qui jouissaient de la sympathie des philanthropes bourgeois.

Les unions coopératives ayant à leur tête les honnêtes pionniers de Rochdale acquirent une position dominante parmi les autres formes d'activité de la classe ouvrière.

Seul le mouvement professionnel se ressentit défavorablement de cette période. Les syndicats professionnels à peu d'exceptions près n'existaient qu'à grand'peine. Il s'y établit une tendance générale à considérer toute activité politique comme nuisible au mouvement.

Mais la situation changea brusquement après la crise de 1857. «L'ère des grèves—écrivent les Webbs—qui a commencé en 1857 et qui fut marquée par une

baisse industrielle, a montré combien illusoire étaient ces espoirs».

La grève la plus importante de cette période fut celle des ouvriers maçons de Londres.

Tous les syndicats professionnels anglais s'unirent aux ouvriers maçons de Londres. Pendant six mois (du 21 juillet 1859 au 6 février 1860) cette grève tint en éveil toute la classe ouvrière anglaise. Les représentants des ouvriers et les membres du comité composé de délégués de différentes professions — surtout J. Oger, qui devint par la suite président du conseil général de l'Union Internationale des Ouvriers et V. R. Kremer qui en devint le secrétaire — précisaient aux réunions générales les exigences des ouvriers. «Si l'économie politique se prononce contre nous — s'exclamaient au meeting du Hyde-Park, Kremer — nous nous mettrons contre elle!» Toute la lutte était considérée comme une lutte de l'économie politique de la classe ouvrière contre l'économie politique de la classe capitaliste.

La première grève des ouvriers-maçons se termina par un compromis. Les ouvriers renoncèrent provisoirement à leurs exigences. Mais malgré cela la grève des ouvriers-maçons devint le point tournant du mouvement ouvrier anglais dans l'histoire. La lutte et la question du droit de coalition entraînaient même les syndicats professionnels malgré leurs tendances pacifiques. Les comités professionnels (trade-committees) formés au moment de cette grève pour l'organisation des conférences, donnèrent dans beaucoup d'endroits naissance à de nombreux conseils professionnels (trade-councils) entre autres à celui de Londres (en juillet 1860) et ces conseils prirent sur eux dès cette époque la défense des intérêts ouvriers dans leur lutte contre les capitalistes.

Lorsqu'au printemps de 1861 une nouvelle grève d'ouvriers-maçons éclata tous les syndicats professionnels de Londres prirent cette fois le parti des grévistes. Le conseil professionnel de Londres formé peu de temps avant fit tous ses efforts pour soutenir les exigences des ouvriers-maçons. Ce fut précisément ce conseil qui organisa tout le mouvement contre le remplacement des grévistes par des soldats. Dans la députation envoyée au gouvernement sur la décision de la réunion des délégués de tous les syndicats professionnels de Londres, furent élus: S. Coolson, V. Kremer, D. Howell, G. Martin, J. Hiss, J. Oger; tous, futurs membres du conseil général de l'Internationale.

La deuxième grève non seulement garantissait aux ouvriers, comme la première, le droit de coalition, mais encore grâce à elle les ouvriers obtinrent une réduction de la journée de travail. Une journée normale de 9¹/₂ h. fut établie.

Mais en plus de l'établissement de liens plus étroits entre les différents syndicats professionnels locaux et de l'éveil de la solidarité dans la classe

ouvrière anglaise, le mouvement gréviste de 1859—1861 eut encore une conséquence autrement importante. Les entrepreneurs qui dans leur lutte contre les trade-unionistes mettaient toujours en avant la concurrence de l'étranger, menaçaient maintenant d'avoir recours à la main d'œuvre étrangère offerte à meilleur marché. La concurrence toujours croissante des ouvriers allemands dans la profession des tailleurs et dans celle des boulangers, prouvait que cette menace n'était pas un vain mot. Il devenait donc urgent de transporter la lutte pour l'égalité des conditions du travail sur le continent. En conséquence de cette nécessité la propagande internationale des unions professionnelles devint pour les ouvriers anglais une question d'importance capitale et la tendance à l'établissement de relations avec les ouvriers du continent—les Français, les Allemands et les Belges en particulier—se fortifia notablement dans les milieux ouvriers.

Les émigrés de différents pays établis à Londres étaient dans ce but des interprètes tout indiqués.

Le centre de l'émigration prolétarienne, après le départ de la plus grande partie des ouvriers français pour l'Amérique ou leur retour en France à la suite des amnisties de 1856 et de 1859, était alors «le cercle communiste ouvrier», dont les membres étaient pour la plupart des ouvriers d'industrie (tailleurs, pointes en bâtiment, horlogers).

Certains d'entre eux, comme Okkarius et Lessner étaient membres de l'ancienne «Union des Communistes» et travaillaient également dans les organisations professionnelles anglaises.

L'occasion se présenta bientôt pour l'établissement de relations directes avec les ouvriers du continent avec l'aide des émigrés. Au mois de mai de l'année 1862 s'ouvrit à Londres, la troisième exposition internationale, à laquelle se rendirent également des délégations ouvrières de différents pays. La plus nombreuse fut la délégation française.

Les ouvriers français en Angleterre.

Nulle part la défaite de la révolution de 1848 n'influa plus lourdement sur le sort du prolétariat qu'en France. Le gouvernement du coup d'état refréna impitoyablement toute tentative de mouvement autonome de la part de la classe ouvrière. Mais l'Empire ne se contentait pas de mesures policières et de prohibitions; il s'efforçait en même temps de réconcilier les ouvriers avec le nouveau régime en améliorant leur position matérielle et en cultivant une sorte de «socialisme impérial».

Pourtant la crise de 1857—58 provoqua en France un mouvement ouvrier tout aussi important qu'en Angleterre. Elle eut vite fait de détruire toutes les illusions du «socialisme impérial».

A peine la crise commença-t-elle qu'un mouvement gréviste se déclara en France, malgré la résistance des coalitions, ayant pour but la défense des salaires établis. Une grande excitation régnait dans les milieux ouvriers.

La guerre avec l'Italie entreprise contre la volonté du clergé pour donner une issue au mécontentement qui régnait dans tout le pays provoqua d'abord dans les milieux ouvriers un grand enthousiasme qui se transforma en un orage d'indignation lorsqu'ils apprirent les conditions de la paix de Villafranca. Il devint

évident que toutes les voies de retraite étaient coupées. D'un autre côté il devint tout aussi évident que le développement de la question italienne ne ferait qu'augmenter le mécontentement du clergé. Seuls les ouvriers, la bourgeoisie libérale et les milieux petits-bourgeois pouvaient, dans une certaine mesure, faire contrepoids en cette occurrence. C'est ce qui explique les premiers pas du gouvernement dans la voie de l'«empire libéral» et le nouveau rapprochement avec l'Angleterre qui s'exprima par la signature du traité industriel de 1860.

Le prince Napoléon était de toute la famille impériale le représentant le plus sérieux des tendances libérales et anticléricales. Son homme de confiance était Armand Lévy qui prit une part active à la révolution de 1848 et fut le précepteur des enfants du grand poète polonais, Mickiewicz. Dans son journal, auquel collaboraient des représentants de différentes organisations, Lévy défendait les intérêts de toutes les nationalités opprimées et il donna dès le début une place très importante à la question ouvrière. Il réussit à former parmi les ouvriers parisiens un groupe de correspondants habituels du journal.

En collaboration avec ces ouvriers, Lévy éditait également une série de brochures dans lesquelles il présentait les exigences des ouvriers dans l'esprit du socialisme impérial.

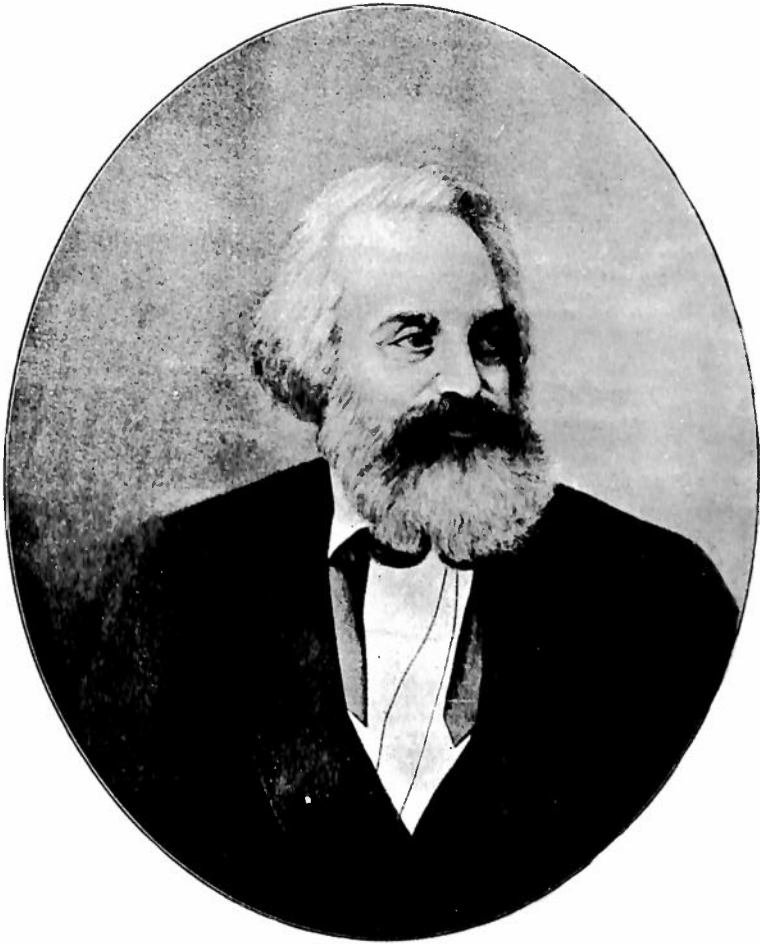
Ce groupe conçut l'idée d'envoyer une délégation ouvrière spéciale à l'Exposition Internationale de Londres. Ce fut toujours Lévy le principal intermédiaire entre les ouvriers et le prince Napoléon, président de la commission impériale de l'Exposition. Et ce fut précisément cette circonstance—le caractère quasi-officiel de la délégation ouvrière française—que l'on exploita ensuite à diverses reprises contre les membres français de l'Internationale.

En réalité l'affaire se présentait tout autrement. Parmi les ouvriers parisiens un autre groupe existait également, composé pour la plus grande partie d'adeptes de Proudhon, qui ne consentaient à prendre part à la délégation que dans certaines conditions. Ce groupe dirigé par Tolain, réussit à obtenir que les élections des délégués fussent faites par les ouvriers eux-mêmes.

Le meeting du 5 août 1862, au cours duquel un accueil solennel fut fait à la délégation ouvrière française, ne saurait en aucune façon être considéré comme le point de départ «de la fondation de l'Union Internationale ouvrière», ne serait-ce que parce que les leaders des syndicats professionnels anglais ne prirent aucune part à l'organisation de ce meeting.

Les vrais organisateurs de ce meeting soulignaient dès le début que l'accueil spécial fait aux Français avait été préparé non pas seulement par les ouvriers mais aussi par les entrepreneurs anglais. Le meeting même se passa sous l'égide des exploités qui avaient mené quelques mois auparavant une lutte acharnée contre les ouvriers anglais. C'est pour cette raison qu'aucune proposition déterminée n'y avait été faite pour l'établissement de relations permanentes entre ouvriers français et anglais. Dans les discours qui furent prononcés en anglais comme en français les orateurs appuyèrent principalement non sur les intérêts de la classe ouvrière, mais sur ceux de l'industrie, préchant la nécessité d'une entente cordiale entre ouvriers et entrepreneurs comme unique moyen d'améliorer le sort des travailleurs.

A ce meeting pas un mot ne fut prononcé sur l'urgence d'une union internationale des classes



KARL MARX

L'original de ce portrait peint d'après nature à Londres par l'artiste russe Matveev a été offert par M. Gorky au camarade G. Zinoviev.

ouvrières de différents pays pour une lutte libératrice. Néanmoins le séjour des délégations ouvrières à Londres eut des conséquences très sérieuses car il marqua la première étape dans la réalisation d'une entente entre les ouvriers français et anglais. Le contact avec leurs camarades anglais et la connaissance directe des conditions d'existence anglaises portèrent leurs fruits.

Une des conséquences les plus importantes de cette visite à l'Exposition fut pour les Français la séparation qui en résulta entre les ouvriers qui continuaient à suivre le courant du « Socialisme impérial » et ceux qui avec Tolain et ses amis à leur tête voulurent se libérer de toute tutelle officielle.

Il est hors de doute que les délégués français engagèrent des relations avec les leaders du mouvement professionnel anglais par l'entremise de certains représentants de l'émigration française. Ces relations furent ensuite maintenues avec le concours de membres de la délégation française qui trouvèrent du travail à Londres et y restèrent comme E. Dupont par exemple lequel devint par la suite secrétaire de l'Internationale pour la France.

Les relations établies entre ouvriers français et anglais durant l'Exposition se seraient probablement rompues très vite n'était deux circonstances — la crise du coton et l'insurrection polonaise — qui provoquèrent des mouvements ouvriers parallèles des deux côtés de la Manche.

La disette du coton, résultat de la guerre civile en Amérique du Nord, se faisait très sérieusement sentir en 1862—1863. La position des ouvriers du Lancashire était terrible. Le sort des ouvriers textiles français n'était guère meilleur.

Des comités ouvriers se formèrent presque simultanément à Londres, avec Oger et Kremer, et à Paris sous la direction de Tolain, Perrenchon, et d'autres leaders ouvriers. Ces comités avaient pour but l'organisation des quêtes pour les ouvriers sans travail.

Le mouvement ayant pour but le soutien moral des Polonais insurgés, se manifesta également des deux côtés de la Manche. Les ouvriers anglais qui malgré les lourdes conséquences qu'entraînait pour eux la guerre civile nord-américaine, menaient dans leurs réunions une campagne énergique contre le gouvernement se préparant à soutenir les esclavagistes américains, manifestèrent dans une série de meetings leur sympathie pour l'insurrection polonaise qui éclata au début de 1863 et firent tout pour influencer leur gouvernement dans un sens favorable aux insurgés polonais. La délégation élue au meeting de St-James Hall qui eut lieu le 28 avril 1863 sous la présidence du professeur Besly, fut reçue par Palmerston, mais n'en obtint qu'une réponse évasive. Pour opérer une pression encore plus sérieuse sur le gouvernement on décida d'organiser un nouveau meeting auquel prendraient part cette fois les représentants des ouvriers français.

Tolain et ses amis se rendirent à l'invitation des ouvriers anglais et le meeting eut lieu le 22 juillet 1863 à St-James Hall. Des discours au nom des ouvriers anglais furent prononcés par Kremer qui soumit à une sévère critique toute la politique extérieure de Palmerston et par Oger qui prêcha la guerre contre la Russie. Tolain se prononça dans le même esprit, dépeignant éloquemment les souffrances des Polonais et insistant sur la nécessité d'une lutte énergique contre la barbarie russe.

Aussitôt après ce meeting des pourparlers s'engage-

rent entre les ouvriers anglais et français pour l'établissement de relations suivies entre eux.

Ce fut alors que le Conseil professionnel de Londres chargé de pouvoirs des ouvriers anglais prit l'initiative dans cette question. Le 23 juillet il organisa une grande réception aux ouvriers français. Oger, secrétaire du conseil, harangua les ouvriers français et exprima l'espoir que le jour était proche où les ouvriers de tous les pays s'uniraient pour mettre fin aux guerres et à l'esclavage et où s'établirait le règne de la liberté et du bien-être commun.

La délégation polonaise assistait à ce meeting. L'ouvrier allemand Weber exposa dans son discours les conséquences bienfaisantes de la collaboration des ouvriers de tous les pays.

Préparatifs de l'union internationale des ouvriers.

Il fut décidé à l'unanimité d'organiser un comité pour l'élaboration d'une adresse aux ouvriers français. Mais plus de trois mois se passèrent avant que le comité s'acquittât de son rôle et soumit à la nouvelle réunion le projet de cette adresse (le 10 novembre 1863).

L'adresse fut proposée par Oger, Kremer et Applehart, (vivant à l'heure actuelle); elle fut acceptée à l'unanimité. Dans la seconde moitié de novembre elle fut traduite en français par le professeur Besly, envoyée aux ouvriers français et lue avec un grand intérêt dans tous les quartiers ouvriers de Paris.

Cette adresse fraternelle exposait que le meilleur moyen pour maintenir la solidarité des peuples est l'union des ouvriers de tous les pays. Pour atteindre ce but on y proposait l'organisation d'un congrès international.

« Organisons une réunion générale des représentants de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Pologne et de tous les pays disposés à travailler pour le bien de l'humanité. Organisons un congrès pour l'étude de toutes les grandes questions dont dépend la paix entre les peuples ».

« La fraternité des peuples est indispensable pour le succès de l'œuvre ouvrière, car toutes les fois que nous essayons d'améliorer notre position sociale au moyen d'une réduction des heures de travail ou d'une augmentation du salaire, les entrepreneurs menacent d'appeler des ouvriers français, allemands, belges, etc. disposés à accomplir le même travail à meilleur compte; nous devons avouer à notre regret que ce fait s'est déjà produit plus d'une fois, non que nos frères aient voulu nous nuire, mais simplement par suite d'une absence de relations régulières et systématiques entre les esclaves du travail des différents pays. Nous espérons pouvoir établir maintenant de telles relations car notre principe d'égaliser dans la mesure du possible tous les salaires ne permettra plus aux entrepreneurs de nous exciter les uns contre les autres et de disposer de notre sort selon le bon plaisir des trafiquants ».

Il se passa plus de 8 mois avant qu'on ne reçut à Londres la réponse des ouvriers français. Le retard s'explique par le fait que les ouvriers parisiens se préparaient justement à ce moment aux élections fixées pour le mois de mars 1864.

Au moment de la campagne électorale la tentative fut faite pour la première fois, de se séparer au

point de vue politique de l'opposition bourgeoise. Dans le manifeste français—le manifeste des 60—composé par Tolain et signé par soixante ouvriers (au nombre desquels se trouvait Camelinat, le trésorier actuel du Parti Socialiste français), on appuyait sur l'urgence pour la classe ouvrière d'établir une plateforme politique séparée. Les principes fondamentaux du manifeste avaient été empruntés à Proudhon avec cette différence cependant que les «soixante» se déclaraient disposés à prendre part aux élections, ce que Proudhon désapprouvait.

Les pourparlers avec les ouvriers anglais ne furent repris qu'après ces élections.

Le rôle d'intermédiaire fut assumé par Henri Lefort qui prit également part à la campagne électorale et à ses amis appartenant à la colonie des émigrés français de Londres.

Il avait été décidé de transmettre l'adresse des ouvriers français aux ouvriers anglais par l'entremise d'une délégation spécialement élue pour cette mission.

Le journal ouvrier *Beehive* annonça le 17 septembre que le 28 septembre dans la salle Saint Martin à Lonfark une réunion aurait lieu pendant laquelle une députation d'ouvriers français lirait son adresse aux ouvriers anglais et proposerait un plan pour l'établissement de relations suivies entre les deux peuples.

L'Assemblée Constituante.

Le meeting auquel, selon l'expression de Marx dans sa lettre à Engels, «tant de monde était venu qu'on y étouffait» était présidé par le professeur Besly qui l'année précédente avait déjà pris la direction du meeting sur la question polonaise. Après le discours du président qui insista sur la nécessité d'une étroite union entre la France et l'Angleterre et exprima l'espoir que ce meeting marquerait le commencement de la collaboration des ouvriers anglais avec ceux de tous les autres pays et fortifierait leurs sentiments fraternels, Oger lut l'adresse citée plus haut des ouvriers anglais.

Tolain lui répondit au nom de la délégation française: «Ouvriers de tous les pays»—dit-il—«si nous voulons être libres, nous devons organiser un congrès. Le peuple qui a en conscience de sa force se soulève pour lutter contre la tyrannie dans le domaine de la politique et contre les monopoles dans celui de l'économie sociale, car l'industrie, qui doit son progrès aux découvertes scientifiques, développe tous les jours davantage ses forces productrices. L'emploi des machines, facilitant le partage du travail, contribue à l'accroissement de ces forces et les traités commerciaux, réalisant le principe de la liberté du commerce, ouvrent des domaines nouveaux à leur activité.

«Le progrès industriel, le partage du travail, la liberté du commerce—telles sont les trois questions qui doivent attirer votre attention car elles sont destinées à transformer dans leur essence les conditions de la vie économique de la société. Sous la pression des événements et des nouvelles exigences du moment, les capitalistes se sont unis pour former de puissantes organisations financières et industrielles et si nous ne leur opposons aucun contrepoids pour notre défense, si la pression qu'ils exercent sur nous ne rencontre aucune résistance, nous serons bientôt obligés de nous soumettre à leur régime despotique. Nous, travailleurs de tous les pays, nous devons nous unir, pour mettre fin au développement de ce mauvais système qui, dans le cas contraire, mènera à la division de toute l'humani-

té en deux classes différentes—une majorité énorme d'affamés et d'opprimés et une coterie peu nombreuse de maîtres hautains et de mandarins engraisés.

«Unissons-nous donc pour nous aider réciproquement à atteindre notre but. C'est précisément ce que proposent nos frères français à leurs frères anglais».

Laub-ze qui traduisit le discours de Tolain en anglais exposa ensuite à la réunion dans ses lignes principales le plan d'action élaboré par les ouvriers français. Une commission centrale devait être formée composée des représentants ouvriers de tous les pays, et dont le siège serait fixé à Londres. Dans toutes les autres capitales de l'Europe des sous-commissions seraient organisées qui seraient en relation avec la commission centrale par voie de correspondance. La commission centrale devait désigner les questions qui seraient ensuite l'objet des délibérations de toutes les sous-commissions; le résultat final de ces délibérations devrait ensuite être soumis à la commission centrale. Dans le courant de l'année un congrès se réunirait en Belgique auquel participeraient les représentants de la classe ouvrière de tous les pays et qui déterminerait la forme définitive de toute l'organisation.

Après la lecture de l'adresse composée par Lefort, Viler proposa la résolution suivante:

«L'assemblée ici présente, après avoir entendu la réponse de nos frères français à notre adresse les salue une nouvelle fois, et comme la réalisation de leur dessein doit contribuer à l'union des ouvriers, accepte le projet qu'ils proposent pour servir de base à l'organisation d'une union internationale. L'assemblée décide d'élire un comité qui aura la faculté de s'agrandir par voie de cooptation, et qui sera chargé d'élaborer le projet des statuts et des règlements de l'Union dont nous projetons la fondation».

Cette résolution, soutenue au nom des Allemands par Okkarins, au nom des Italiens par le major Wolf, au nom des Français par Bosquet et au nom des Irlandais par Corbes, fut adoptée à l'unanimité.

C'est tout ce que nous savons de cette assemblée historique. Les membres du conseil central provisoire furent chargés d'élaborer les règlements mais ils ne reçurent à ce sujet aucunes instructions dirigeantes. Le titre même de la future société resta indéfini. Le comité devait de sa propre initiative donner un contenu à la nouvelle forme de l'Union Internationale.

La rédaction de toutes les questions et les formules des principes à leurs bases se trouvaient ainsi soumises aux débats du comité.

Marx et l'Internationale.

Le principal rôle dans l'élaboration du programme et la composition du projet des statuts de cette organisation internationale créée par les ouvriers anglais et français appartient au communiste allemand—Karl Marx.

Dans le compte-rendu officiel, son nom se trouve pour la première fois mentionné dans la liste des membres du comité élu et ce qui plus est à la dernière place.

Cela seul indique que ce nom était connu des organisateurs de cette assemblée.

Karl Marx lui-même raconte à ce sujet ce qui suit: «Un certain M. Laubze me fut envoyé afin de savoir si j'étais disposé à prendre part au meeting pour les

ouvriers allemands et si je pouvais lui indiquer un ouvrier allemand comme orateur, etc.—Je lui désignais Okkarius qui pouvait parfaitement remplir ce rôle et quant à moi je ne pris part au meeting qu'en qualité d'assistant. Je savais que cette fois du côté des ouvriers de Londres comme de celui des Parisiens des «forces réelles» devaient figurer et c'est ce qui me détermina à manquer à la règle que je me suis imposée une fois pour toute «to decline any such invitation» (de refuser toutes invitations de ce genre).

L'invitation au meeting adressée à Karl Marx par le menuisier V. R. Kremer était rédigée comme suit:

Monsieur,

Le comité pour l'organisation du meeting vous prie d'honorer le meeting de votre présence. Cette lettre vous servira de laissez-passer pour entrer dans la chambre où se réunira le comité (à 71').

Très respectueusement

V. R. Kremer.

Au D-r Marx.

Il est donc difficile de considérer Karl Marx comme le fondateur direct de l'Union Internationale des travailleurs.

Mais il est par contre hors de doute qu'il a été dès la première séance du Conseil général provisoire le chef spirituel de l'Union. Soutenu par Okkarius il lutta de toutes ses forces contre toutes les tentatives de transformer la nouvelle société en une simple variante de l'ancienne «Association Internationale» ou bien de fusionner avec l'une des associations déjà existantes telle que «La Ligue Universelle» par exemple (Universal league) dans le local de laquelle le conseil provisoire organisait ses premières séances.

A la deuxième séance (du 12 octobre 1864) la résolution d'Okkarius et de Whitelock fut adoptée; elle

donnait à la nouvelle société le nom d'«Union Internationale des ouvriers».

Dans la sous-commission qui fut chargée de l'élaboration des statuts Marx réussit à garantir la victoire aux idées fondamentales du socialisme scientifique. Bien qu'il ait été obligé de faire quelques concessions aux révolutionnaires français et italiens «la première adresse» et la déclaration des principes qu'il proposa furent dans leur ensemble approuvées par tous les ouvriers du Conseil général comme étant la meilleure interprétation des exigences de la classe ouvrière. A la quatrième séance du Conseil général provisoire, le 1-er novembre 1864, Marx donna lecture de son œuvre qui fut, après quelques modifications de style, acceptée à l'unanimité.

A partir de ce jour la première Internationale eut un programme et la jeune organisation fut en état de commencer son travail de propagande.

«L'adresse inaugurale» de l'Union Internationale des ouvriers se terminait par la devise même: «Proletaires de tous les pays, unissez-vous» qui fut mise à la fin de l'adresse, restée célèbre, du premier syndicat ouvrier international. Elle figurait aussi en tête du manifeste de l'«Union des communistes» qui le premier désigna l'union des ouvriers de tous les pays comme une des conditions les plus importantes pour la libération du prolétariat.

Cette devise qui réunissait alors une minorité insignifiante, un petit groupe international plutôt par son programme qu'en fait, est maintenant celle d'une organisation ouvrière devenue internationale non seulement par son programme, mais aussi par sa composition. Des milliers d'ouvriers se sont unis dans les sections et les groupes de la I-e Internationale afin de lutter pour leur délivrance. Et l'union des prolétaires de tous les pays qu'ils ont fondée fête aujourd'hui sa renaissance dans la nouvelle Internationale qui réunit des millions de prolétaires.

N. RIASANOFF.

POLONIA MILITANS

Parmi les états qui encerclent étroitement la Russie soviétiste et qui s'efforcent de l'écraser, une des premières places est occupée par la Pologne, pays qui tout récemment encore appelait la sympathie du monde révolutionnaire par sa lutte héroïque contre les états qui l'asservissaient. Pour celui qui n'a pas approfondi la vie intérieure de la Pologne, qui n'a pas étudié son régime social, qui n'a pas aperçu la terrible lutte des classes qui s'y déroule, et qui n'a pas conçu la possibilité d'être à la fois opprimé et oppresseur,—le rôle de gendarme-étrangleur de la révolution assumé par la Pologne «indépendante» a été tout-à-fait imprévu.

La Pologne de Kosciuszko luttant pour la liberté de l'Amérique, la Pologne de Meroslavsky, qui prit part à la révolution de 1848, la Pologne des Dombrowsky et des Wrublewsky—héros de la Commune de Paris, la Pologne des Grinevsky, des Kobylansky, des Kviatkovsky et des Mirsky—de tous ceux qui luttèrent réellement contre le tzarisme russe côte à côte avec les révolutionnaires russes, enfin la Pologne de Rosa Luxembourg, cette Pologne-là avait empêché de voir une autre Pologne, bourgeoise-nobiliaire, faite de la chair et

du sang de la noblesse et de la bourgeoisie de tous les pays et de tous les peuples.

Aussi longtemps qu'elle se trouva sous le joug des Romanov et des Hohenzollern, cette Pologne nobiliaire-bourgeoise, s'adaptant aux conditions du moment, tirant parti de celles-ci pour opprimer les nationalités et les masses laborieuses plus faibles, nous montrait le visage de l'innocence opprimée. Tout en amassant un capital de classe, elle se drapait dans la toge du martyre et prenait le monde civilisé tout entier à témoin du joug qui pesait sur elle, alors qu'elle recourait à l'aide des gendarmes russes dans sa lutte de classe contre le prolétariat et que, à la faveur de sa situation relativement privilégiée, elle écrasait son concurrent intérieur en la personne des Juifs. A partir du moment où, grâce à la révolution en Russie et en Allemagne, cette Pologne acquit l'indépendance politique, elle laissa tomber sa toge de martyre et apparut devant le monde entier dans sa hideuse nudité. Aux héros symboliques antérieurs, les Kosciuszko, les Dombrowsky et les Wrublewsky, succédèrent les chevaliers du profit, les idéologues de la grande et de la petite bourgeoisie,

les Dmowsky, ces mêmes héros qui, après la dissolution de la seconde douma, avaient agi en contact étroit avec les Stolypine et les Bobrinsky et s'étaient illustrés par leur approbation du projet de Stolypine sur l'administration locale, connu dans la classe ouvrière polonaise sous le nom de «projet des honnêtes infâmies». D'après ce projet l'administration russificatrice de la Pologne avait le droit de contrôler non seulement la loyauté politique des décisions prises par les organes d'administration locale, mais aussi leur bien fondé. La bourgeoisie «patriote» polonaise admettait tout cela, aussi bien que les restrictions imposées aux administrations locales quant à l'emploi de la langue polonaise et à la participation dans ces administrations des israélites et des ouvriers.

Disposant entièrement du pouvoir pour exploiter la classe ouvrière et lutter contre sa concurrente, la bourgeoisie israélite, la bourgeoisie polonaise, dès le début de la guerre et jusqu'à la révolution d'octobre ne cessa de s'orienter vers la Russie, ou plutôt vers les marchés russes et sibériens et continua d'exploiter à son profit les conditions du travail, depuis longtemps surannées en Europe, maintenues en vigueur dans l'Empire Russe par les Romanoff et leurs successeurs, les Milioukoff et les Goutchkoff, et qui continuèrent à subsister même sous le régime de Kérénsky.

La révolution d'octobre vint modifier subitement et radicalement la situation. Elle brisa «la grande chaîne» frappant ainsi, à un bout la bourgeoisie russe, et à l'autre la bourgeoisie du monde entier, y compris la bourgeoisie polonaise. Les Dmowsky s'inquiétèrent et contre le danger qu'ils présentaient prirent une double mesure de précaution. D'une part, en guise de bouclier, ils mirent en avant les social-patriotes, les conciliateurs, les Pilsudsky, les Dasczynsky, les Morzewsky, mystifiant ainsi les ouvriers encore peu conscients au moyen d'un vague fantôme de socialisme et s'intitulant «gouvernement des ouvriers et des paysans»; d'autre part, ces hommes de proie à peine affranchis s'empresèrent d'entrer en contact étroit avec les impérialistes d'occident pour combattre le bolchévisme, qui les menaçait tous, et, faisant argent du sang des ouvriers et des paysans polonais, s'efforcèrent de bâtir leur prospérité sur les os de leurs victimes. La Pologne qui se proclamait jadis le rempart (przedmierz) du christianisme, assume maintenant le rôle de «rempart de la civilisation» contre le bolchévisme.

Des dizaines de milliers de Juifs massacrés dans des circonstances atroces, toute une série de pogroms à côté desquels pâlissent ceux de Kichinev et d'Odessa, de l'époque tsariste, telles sont les manifestations caractéristiques de cette civilisation... Et ces pogroms ne sont qu'un phénomène accessoire et de peu d'importance à côté du plan, conçu par les bandits de l'impérialisme polonais qui flairent le butin. Ce plan a pour objet la substitution de la Pologne à la Russie dans le concert européen. Le rôle que jouèrent jadis les Sazonoff et les Isvolsky, est celui que malheureusement rêvent maintenant les Fachulky et les Dmowsky; dans

la réalisation de ce plan, la bourgeoisie polonaise se heurte à un concurrent dangereux en la personne de la Russie de Dénikine et de Koltchak. Pour les puissances de l'Entente, il est indifférent, que ce soit la Pologne ou la Russie qui arrache le pouvoir des mains des ouvriers et des paysans; la seule chose qui leur importe, c'est que ce résultat soit obtenu; c'est pourquoi elles accordent simultanément leur appui à la «Grande Russie» et à la «Grande Pologne», se réservant la faculté de se prononcer au moment décisif pour l'une ou pour l'autre... Mais pour la bourgeoisie polonaise, cette question est loin d'être indifférente. Elle comprend très bien en effet que la victoire de la grande puissance russe, de la Russie «une et indivisible» serait la fin de son indépendance et de ses rêves. Aussi les succès momentanés de Dénikine ont-ils provoqué son inquiétude. Des journaux polonais publient, sous ce titre caractéristique: *Où allons-nous?* des articles où sont exprimés des doutes quant à l'opportunité d'une expédition en Ukraine et au cours imprimé à la politique de la Pologne.

On peut prévoir presque à coup sûr, que tous ces appels en faveur de la cessation des incursions dans les Républiques des Soviets resteront la voix préchant dans le désert. Les Dmowsky et les Paderewsky savent ce qu'ils font et ce qu'ils veulent. Ils ont saisi ce qui est à la base de la lutte qui se produit; ils comprennent que c'est avant tout une lutte de classes et sont volontiers disposés à immoler les intérêts de leur «chère patrie» aux intérêts de leur classe. D'ailleurs s'ils ne l'avaient pas comprise, les puissances de l'Entente n'eussent pas manqué d'abaïser sur eux la «main décharnée de la faim» pour les obliger à continuer la lutte; on ne relève le nègre de ses sanglantes obligations que lorsqu'il les a toutes remplies. Coupez les griffes aux Dmowsky, et c'est la ruine de toute la gent de proie polonaise.

Seule la classe ouvrière polonaise agissant en contact étroit avec la classe ouvrière du monde entier, est à même de mettre fin aux projets sanglants des impérialistes polonais.

Le sentiment que la fin de la Russie Révolutionnaire serait un coup porté à tout le prolétariat international pousse dès maintenant des racines profondes dans les masses ouvrières du monde entier. Dans certains pays, ces masses résistent passivement; dans d'autres, notamment en Pologne, elles commencent à passer aux actes. Là est le gage de la victoire... Les Dmowsky et les Paderewsky auront le sort des Milioukoff et des Goutchkoff. Il n'y a force au ciel ni sur terre qui soit capable de les en préserver.

Felix KOHN.

Note de la rédaction: *Le camarade Félix Kohn, qui est un des pionniers du mouvement révolutionnaire polonais était, avant la guerre, membre du parti socialiste polonais (Lévitzi). Nous souhaitons maintenant la bienvenue au vieux militant dans les rangs des communistes.*



LA LIGUE DES NATIONS ET LES PETITS ÉTATS

Le tsar sanglant posa en 1898 les fondements d'une alliance des peuples et de la paix perpétuelle, et ce fut dès alors le roi du trust de la métallurgie américain, Carnegie, qui donna un éclat matériel à ce mensonge impérial par l'érection du palais de la Paix à la Haye. Aujourd'hui, le chef réel du Trust capitaliste américain réclame pour achever son œuvre dans la guerre mondiale l'établissement définitif d'une Ligue des Nations destinée à imposer la paix universelle. Wilson disait dans son discours du 27 juillet 1918: «À mon avis, la formation de cette Ligue des Nations et la claire détermination des fins poursuivies par elle doivent être une partie, et, en un sens, la partie essentielle du traité de paix».

La provenance de ce rejeton de la bourgeoisie de l'Entente est certes passablement suspecte et il n'y a que son nom qui sonne bien. Mais ce nom est inexact et il conviendrait de le remplacer par celui-ci: «Ligue pour la guerre universelle».

Aucun homme sensé ne croit en effet qu'on puisse attendre d'un accord quelconque entre les gouvernements capitalistes, d'une série plus ou moins longue de paragraphes et de stipulations, la conciliation des contradictions fondamentales et des intérêts vitaux en conflit dans une société capitaliste. L'impérialisme, pas plus que la révolution mondiale, ne peut renoncer à s'engager dans la voie de la violence toutes les fois que la nécessité l'y oblige.

Mais ce qui apparaît clairement à tous les yeux et ce qui est le seul résultat pratique à attendre de la «Ligue des Nations» au point de vue du droit des peuples, c'est que dans les guerres futures, il n'y aura plus de neutralité. Pour tous les pays compris dans la Ligue des Nations — et c'est là une menace suspendue non seulement sur les petites nations de l'Europe, mais également sur une grande partie de celles que l'Europe exploite en Asie, etc. — la neutralité devient impossible; tout conflit sérieux dégénère en guerre mondiale. Et cela est vrai non seulement des guerres impérialistes qui pourront éclater à l'avenir, mais aussi des guerres provoquées par la révolution mondiale. Dans les guerres mondiales impérialistes les États neutres constituent toujours un danger pour le capital considéré dans son ensemble. Ils servent d'asile aux révolutionnaires et de base à leur action. Ils échappent jusqu'à un certain point à la censure et aux campagnes de mensonge menées par les coolies armés de plumes que les capitalistes engagent à leur service. Comme les ouvriers, dans les circonstances actuelles, doivent lutter sur une base internationale, la suppression des peuples neutres, et par là, de la possibilité d'une entente internationale durant une guerre, entraîne une énorme aggravation des difficultés de la lutte révolutionnaire. Aussi tous les gouvernements capitalistes sont-ils intéressés à supprimer les États neutres dans les conflits futurs. Pour l'Amérique, les anciens États neutres présentent encore un intérêt spécial car ils fournissent les éléments d'un nouvel équilibre, c'est-à-dire d'une extermination réciproque aussi complète que possible des concurrents européens.

Wilson n'a-t-il pas déjà sommé les puissances neutres, au moment où l'Amérique entra en guerre, de suivre son exemple et de déclarer la guerre à l'Allemagne? Il était hors de doute, étant donné l'équilibre existant alors entre les forces des deux camps en présence, qu'une pareille initiative équivalait à la destruction totale pour des pays comme la Hollande, le Danemark et la Suisse; mais elle eût permis à l'Amérique de diminuer son propre effort — et une petite nation doit savoir se sacrifier pour un grand idéal.

Pour l'Angleterre elle-même, la possibilité de se faire servir, au nom de la Ligue des Nations, par des petits États, surtout par la Belgique et la Hollande, offre de grands avantages stratégiques. C'est là dans le domaine des guerres révolutionnaires qu'apparaît le plus clairement l'avantage qui résulte de la contrainte facile à exercer sur les petits États au sein de la Ligue des Nations. Dès maintenant nous voyons de grandes puissances profiter de leur supériorité économique pour pousser à l'assaut de la révolution les troupes des anciens et nouveaux États limitrophes de la Russie: Roumanie, Tchéco-Slovaquie, Pologne, Finlande. Mais ce procédé sous sa forme actuelle est trop apparent, trop grossier, trop peu démocratique et il révolte même les ouvriers les plus arriérés de l'Europe occidentale. Combien il serait plus beau et plus sûr, pour la Ligue des Nations, de décréter, selon toutes les règles démocratiques, que c'est à ces peuples qu'est réservé l'honneur particulier de mettre un terme, avec les ressources de la dite Ligue, aux agissements cruels de perturbateurs révolutionnaires — qualifiés anarchistes — qu'ils ont dans leur voisinage.

Pour une action de ce genre une réunion plénière de la Ligue des Nations n'est nullement nécessaire: le comité exécutif, les ministres de la Ligue, contrôlés par les grandes puissances, s'en chargeront, de même que, lors d'une déclaration de guerre, les Parlements n'ont jamais à se prononcer.

Il va sans dire qu'on n'a pas à craindre que les petites nations déclinent le grand honneur de s'exterminer mutuellement; car, pour cette belle tâche elles disposent d'abord des puissantes ressources économiques et militaires de la Ligue des Nations, et puis on peut compter sur l'aide intellectuelle des socialistes. Les social-patriotes n'hésiteront pas à laisser anéantir le prolétariat entier de leur nation, si leurs maîtres, les chefs de la Ligue, l'estiment nécessaire au nom de la démocratie. Voilà donc cette Ligue des Nations fondée uniquement pour protéger les petits États! Le grand Wilson n'a-t-il pas établi le principe que «les intérêts des faibles sont aussi sacrés que ceux des forts»?

Après que les petits peuples auront été immolés sur l'autel de la Ligue des Nations pour combattre la révolution, lutte qui, chez eux, n'aura naturellement d'autre résultat qu'un surcroît de misère, de nouvelles effusions de sang et de larmes, les capitalistes du monde entier devront se grouper pour s'opposer à la vague montante de la révolution mondiale.

Dans cette lutte mondiale, la Ligue des Nations

peut rendre également au capital d'inappréciables services. Elle sera le moyen le plus sûr d'obtenir le concours de groupes importants constitués par les couches arriérées et corrompues de la classe ouvrière. Et l'on ne manquera pas de s'appuyer sur le droit international et sur la loi pour forcer les peuples des colonies incorporés à la Ligue, à participer, au nom de la civilisation, à la répression des ouvriers.

Parallèlement à l'accroissement des forces de la révolution mondiale, les fins contre-révolutionnaires et sociales de la Ligue des Nations passent naturellement de plus en plus au premier plan. Lorsque Wilson entreprit sa propagande actuelle en faveur de la Ligue, il ne craignait guère la révolution prolétarienne; les avantages stratégiques et impérialistes prédominaient dans ses vues.

Pourtant c'est déjà un fait significatif qu'un des premiers paragraphes des accords provisoires conclus entre les Etats-Unis et les républiques sud-américaines, accords qui ont servi, comme on sait, de base à la Ligue des Nations, stipule qu'au cas où une révolution éclaterait dans un des pays contractants, ceux-ci s'engagent à se prêter un appui mutuel pour réprimer ce mouvement révolutionnaire. Pratiquement cela signifie que le pouvoir policier dans l'Amérique du Sud est remis aux Etats-Unis. Ajoutons que les républiques sud-américaines peuvent, sous la surveillance et avec le concours du capital des dollars, ruiner réciproquement dans une lutte les unes contre les autres leurs forces révolutionnaires et par là aussi leurs propres forces vitales.

En Angleterre et en Allemagne également, la Ligue des Nations fut d'abord envisagée du point de vue stratégique. Chacun des groupes belligérents se demandait avant tout si la Ligue serait un instrument capable d'assurer à l'avenir ses intérêts particuliers. C'est ainsi que le Chancelier de l'Empire von Bethmann Hollweg déclara au Reichstag: «L'Allemagne est disposée à tout moment à entrer dans une Ligue des Nations et même à se mettre à la tête d'une Ligue des Nations qui maîtrise les perturbateurs de la paix».

Et Lloyd George, au commencement d'août 1918, émettait l'avis qu'il existait déjà deux Ligues des Nations, à savoir l'Empire Britannique et l'Alliance des peuples contre les puissances centrales. «Quel que soit le résultat des négociations, disait-il, il faudra qu'on compte avec les groupements actuellement existants, dont nous constituons une partie». Ces paroles renfermaient en même temps une intention politique — celle d'exclure l'Allemagne de la Ligue des Nations.

Cependant les conflits qui se manifestent toujours plus nettement entre les membres de l'Entente, ainsi que la croissance des mouvements révolutionnaires, ont

déjà totalement détruit l'idée du désarmement et de la paix mondiale. Les hommes d'Etat au pouvoir doivent désormais se résigner à la pensée que le monde ne retrouvera plus la paix et que leur tâche principale consiste à retarder le plus longtemps possible la révolution mondiale. C'est pourquoi les «ligueurs» parlent de moins en moins de désarmement et de paix mondiale, tandis qu'ils font passer au premier plan les problèmes sociaux et contre-révolutionnaires. Cela ressort de la création d'un Bureau International de travail. La composition de ce bureau, ainsi que l'indigence de son programme social, ont déjà été appréciés par E. Sylvia Pankhurst dans le N° 3 de *l'Internationale communiste*. C'est le mensonge démocratique développé à l'échelle internationale. C'est le masque grâce auquel on espère duper les ouvriers avec l'aide des social-patriotes internationaux et les gagner aux aspirations contre-révolutionnaires de la Ligue des peuples.

Le simple ouvrier russe qui sait à quel classe il appartient, ne comprend pas qu'une méthode aussi grossière puisse faire tant de dupes parmi les ouvriers de l'Europe occidentale. Il oublie que le régime démocratique consiste précisément à inoculer aux ouvriers juste assez de connaissances pour les rendre accessibles aux mensonges bourgeois, mais pas assez pour leur permettre de percer à jour ces mensonges. Et s'il se trouve déjà des ouvriers dont le développement intellectuel dépasse le niveau nécessaire au capitalisme, il y a toujours moyen de les corrompre, d'acheter leurs services. Pour cela également la Ligue des Nations dispose des moyens les plus riches, qui lui sont fournis notamment par la bureaucratie compliquée qu'elle va nécessiter et par les nombreux serviteurs de confiance que l'on sera à même de récompenser en leur conférant des honneurs, le pouvoir, et aussi des traitements élevés.

Pourtant, même dans l'Europe occidentale, il y a encore des ouvriers trop peu instruits pour être trompés et trop nombreux pour être achetés. Leur conscience de classe les empêche de voir dans la Ligue des Nations autre chose qu'un instrument, une arme dans la main de leurs ennemis.

Pour le moment, cet instrument est encore à la forge, il n'existe encore qu'à l'état de lien mental entre les brigands mondiaux. Mais ce serait une grosse erreur de considérer la Ligue des Nations comme une fantaisie somme toute assez innocente. Les ouvriers appartenant aux petites nations devront protester et lutter avec une vigueur particulière contre l'adhésion de leurs maîtres à la Ligue des Nations. Car cette adhésion les mettrait, dans toutes les guerres impérialistes et contre-révolutionnaires de l'avenir, au service du capital international.

S. J. RUTGERS.



LA POLOGNE ET LA RÉVOLUTION MONDIALE

La „question polonaise“ dans la révolution bourgeoise et prolétarienne.

Il fut un temps où l'aspiration du peuple polonais au renversement d'un joug étranger était envisagée comme un facteur révolutionnaire dans les guerres européennes d'émancipation. Et il en était effectivement ainsi. Durant la période de la lutte révolutionnaire de la France contre la coalition des monarchies, l'«insurrection» de Koszinsky (1792) paralysa momentanément les forces de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie. En 1830, l'insurrection polonaise sauva l'Europe de l'intervention des armées du tsar. Entre parenthèse, d'ailleurs, ces deux mouvements avaient un caractère aristocratique et n'incarnaient nullement une levée en masse révolutionnaire du peuple polonais. Sans doute, en 1847, des émigrés polonais, principalement des émigrés appartenant à l'aristocratie polonaise, prirent part à la lutte pour l'émancipation en France, en Hongrie, en Italie, en Allemagne, mais en Pologne même, on n'assistait qu'à des tentatives pour provoquer l'indignation populaire, et rien de plus.

En 1863 le régime honteux de créatures du tsar fit éclater en Pologne la dernière insurrection nationale.

Elle se produisit précisément à l'époque de la plus sombre réaction européenne; elle fut noyée dans le sang au cours d'une lutte inégale.

Et il y a vraiment quelque chose de symbolique dans ce fait que cette insurrection nationale malheureuse eut pour contre-coup la fondation de la première Internationale. On sait que Marx et Engels profitèrent du congrès, réuni à Londres, des ouvriers anglais et français ainsi que des groupes révolutionnaires d'autres pays pour exprimer leur sympathie envers le peuple polonais et proclamer l'idée d'une union internationale de combat des ouvriers, en tant que moyen unique pour eux de remporter la victoire sur leurs ennemis de classe. En réalité, le temps est passé où les mouvements nationaux étaient des facteurs révolutionnaires. L'aspiration des Allemands à l'union nationale qui, en 1848, avait une portée révolutionnaire, se cristallisa en 1870 en mouvement réactionnaire, ainsi que le montra la guerre perpétuellement provoquée contre la France. L'unité nationale de l'Italie fut aussi, de même, la conséquence d'une politique «d'état conservatrice».

Dans ces deux cas, le mouvement n'alla d'ailleurs pas jusqu'à son plein épanouissement; l'édifice ultra-réactionnaire de la monarchie des Habsbourg se conserva parfaitement, gardant sous sa domination une partie des peuples allemand et italien. Les dernières vingt cinq années du XIX^e siècle apportèrent aux peuples balkaniques la libération du joug turc mais cette libération fut le résultat de la lutte pour l'héritage de «l'homme malade» entre les puissances euro-

péennes intéressées à ce que la question nationale dans les Balkans ne fut pas solutionnée définitivement, si bien que la péninsule des Balkans continua d'être une chaudière infernale dont le bouillonnement ne cessa de se traduire par des effusions de sang.

Ainsi, le problème de «l'état national» qui apparut en réalité un idéal purement bourgeois, ne fut pas solutionné pendant la période de l'affermissement de la domination de la bourgeoisie. Toute une série de «questions» — comme la «question irlandaise», la «question balkanique», la «question polonaise» — demeurèrent insolutionnées. Tous ces conflits continuèrent à exister à l'état latent et ce n'est pas eux qui provoquèrent la collision entre les puissances mondiales, collision qui précipita le monde capitaliste dans la boucherie sanglante en 1914. Mais ces questions insolutionnées, réapparurent, sinistres revouants au moment de la liquidation de la guerre impérialiste et de nouveau nous les revoyons sous le même aspect réactionnaire.

En Angleterre, le mouvement révolutionnaire est retardé par la «question irlandaise». C'est exclusivement l'avèglement national qui transforme les paysans roumains en bourreaux de la révolution hongroise. Et la Pologne dont les aspirations à la liberté enthousiasmaient jadis tous les esprits révolutionnaires d'Europe, joue maintenant le rôle de gendarme de l'Europe. «Cette dernière circonstance apparaît comme une désillusion particulièrement amère pour tous ceux qui ne se sont pas encore affranchis des derniers restes de l'idéalisme bourgeois et ils ne sont pas peu nombreux même parmi les prétendus marxistes. Et, d'autre part, cette désillusion est la conséquence directe d'une insuffisante connaissance du véritable état des choses en Pologne. Nous, marxistes polonais, nous n'avons pas cessé, durant ces trente dernières années, de dénoncer l'illusion d'un soi-disant esprit révolutionnaire exceptionnel, unique dans son genre, du nationalisme polonais.

La vérité est la suivante: tant qu'il s'est agi de révolutions bourgeoises, les aspirations polonaises à l'émancipation ont été vraiment un facteur révolutionnaire. Mais à partir du jour où le développement du processus social a rendu exclusivement possible des explosions de lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie — et ces explosions n'ont pas épargné la Pologne, «la question polonaise» a pris un tout autre caractère. La bourgeoisie polonaise cherche des alliés dans le coup de la réaction et ce n'est que le prolétariat polonais qui est du côté de la révolution.

Mais la révolution prolétarienne tend à l'abolition de l'état de classe et le prolétariat polonais ne peut pas songer à créer un état polonais de classe; sa lutte doit tendre à la création d'une nouvelle forme de groupement: la fédération socialiste des prolétaires d'Europe.

Ce fait aboutit à la contradiction suivante: les chefs de l'insurrection polonaise de 1830 étaient des seigneurs polonais ultra-réactionnaires qui ne pensaient

nullement à octroyer l'égalité bourgeoise des droits au paysan polonais et cependant cette insurrection fut un acte révolutionnaire qui sauva, comme nous l'avons déjà dit, l'Europe de l'intervention de la Russie tsariste. Aujourd'hui nous voyons comment les « honnêtes démocrates » qui luttent pour l'indépendance de la Pologne cherchent un appui chez les contre-révolutionnaires, consentant, dans ce but, à assumer le rôle de « défenseurs de l'Europe contre le bolchévisme ».

Rapports sociaux existant dans les pays Polonais avant la guerre mondiale.

A. Pologne russe.

Afin que le lecteur, non au courant des conditions de la vie polonaise, puisse mieux comprendre les événements qui se déroulent actuellement en Pologne, il est indispensable d'esquisser un court aperçu du développement des trois parties de la Pologne au cours de ces temps derniers.

Nous commençons par la partie qui se trouvait soumise à la domination russe. Après la répression de l'insurrection de 1863, le gouvernement tsariste réalisa une réforme agraire qui fit du paysan le propriétaire du lot de terre qu'il cultivait.

Cette réforme est souvent appelée d'une façon erronée l'« émancipation du servage ». C'est faux, attendu que le servage, dans cette partie de la Pologne, a été officiellement aboli par Napoléon (durant l'existence du « duché de Varsovie »). Mais cette « émancipation » a eu pour résultat que les paysans ont perdu tout droit sur la terre cultivée par eux.

Pratiquement, les rapports agraires dans cette partie de la Pologne, durant l'époque qui va de 1808 à 1864, consistaient en ce que les paysans prenaient à bail la terre des grands propriétaires fonciers, payant le prix du fermage, non en argent comptant mais en travail fourni par eux sur la terre du grand propriétaire. Sur le papier, les paysans étaient libres; mais cette liberté aboutissait à ce que le grand propriétaire pouvait à tout moment chasser le paysan, ce qui arrivait en fait assez fréquemment. Et si les magnats polonais ne réussirent pas alors à prolétarianiser définitivement la classe paysanne, la cause en est exclusivement dans l'insuffisance des ressources financières dont ils disposaient.

Les paysans continuaient à disposer du bétail. En 1864 ils devinrent propriétaires des terres qu'ils louaient auparavant. Les propriétaires durent recourir au travail salarié pour la culture de leurs possessions.

C'est ce qui entraîna la capitalisation de l'économie rurale. A la même époque l'abolition des barrières douanières qui, jusqu'à 1849, avaient séparé la Pologne de la Russie, rendit prospère l'industrie polonaise. Au fur et à mesure de l'extension du réseau des chemins de fer russes, la Russie se révélait un marché suffisant pour l'écoulement des produits manufacturés et surtout du linage. L'industrie polonaise disposait à ce moment d'une main d'œuvre à bon marché et, qui plus est, d'un crédit peu coûteux et du concours technique de l'Allemagne. Les relations commerciales entre la Pologne et la Russie devenaient chaque jour plus animées. De Russie, la Pologne recevait, en quantités toujours croissantes, les matières premières: cuir, fourrures, bois, bétail, graisse; elle lui donnait en échange, outre les produits de l'industrie textile,

des articles manufacturés, en fer, machines et outils. Le réseau des relations commerciales se resserrait de plus en plus.

A partir de 1880 la Russie Occidentale reçut de Pologne des quantités de plus en plus considérables de charbon. D'autre part l'industrie en cours de développement du bassin du Doniet commençait à fournir les usines polonaises de minerai de fer de haute qualité. Une nouvelle étape dans l'intensification des relations russo-polonaises fut la mise en exploitation par les manufacturiers de Lodz de grandes plantations cotonnières dans l'Asie centrale et l'introduction en Pologne de grandes quantités de naphte de Bakou. La communauté d'intérêt des deux pays s'accrût encore beaucoup du fait que la Pologne envoyait en Russie le surplus de ses ingénieurs. Le résultat de ce processus fut qu'au début du XX^e siècle l'industrie polonaise apparut liée à l'industrie russe par des trusts et des syndicats communs. C'est précisément ce phénomène qu'avait en vue Rosa Luxembourg quand elle parlait de la « fusion organique » de la Pologne avec la Russie, bien que les adversaires du marxisme se soient efforcés de déformer complètement le sens véritable de cette fusion. Il s'agissait tout bonnement d'établir le fait suivant: tandis que jusqu'en 1863, la domination du tsarisme sur la Pologne avait été purement mécanique, appuyée sur la seule force brutale, excluant la possibilité de liens tant soit peu étroits entre les deux pays, le développement ultérieur de l'interdépendance économique des deux pays conduisit à leur « fusion » de plus en plus organique. Il va de soi que des conséquences sociales définies en résultaient. Pour la bourgeoisie industrielle polonaise cette communauté d'intérêts avec la bourgeoisie russe signifiait une contamination totale des idées de l'impérialisme russe. Certes des frottements se produisaient entre les fabricants polonais et russes. Ainsi, dans la politique douanière, dans les tarifs des chemins de fer, leurs intérêts différaient souvent; les industriels et les négociants polonais se plaignaient fréquemment des difficultés opposées à l'écoulement de leurs produits en Russie; cependant que les fabricants de Moscou dénonçaient avec fureur l'influence désastreuse des bas prix des manufactures de Lodz sur l'industrie russe. Mais c'était bien en réalité une « querelle de famille », telle qu'on en peut observer souvent dans n'importe quel état, entre les différents groupes de la bourgeoisie. Les bourgeois polonais, en revanche, n'étaient pas moins intéressés que les Russes à l'accroissement des forces de l'Empire du tsar, car chacun de ses efforts représentait pour eux l'extension de la sphère d'action du capitalisme et, par suite, une augmentation de bénéfices. Quant, à la Douma et au Conseil de l'Empire, MM. Dmowsky, Grabsky et Cie se faisaient les défenseurs de l'impérialisme russe, ce n'était certes pas par hypocrisie, comme l'affirmaient Pourichikévitch et ses amis; ils étaient dans une large mesure guidés par la conscience de la communauté d'intérêts existant entre la Pologne et la Russie. Mais les capitalistes polonais et russes étaient surtout unis par la communauté de leurs intérêts de classe dans leur lutte contre le prolétariat. Plus le mouvement ouvrier devenait fort, plus la bourgeoisie polonaise s'attachait sincèrement au tsarisme, et plus elle se sentait attirée par l'ordre fermement maintenu, qui devait la préserver d'une révolution.

La noblesse conservait davantage une attitude d'opposition à l'égard du tsarisme. Outre les traditions

politiques—presque toutes les familles nobles ont été éprouvées pendant les insurrections—des causes économiques agissent aussi. Après 1863 le gouvernement du tsar protégea sciemment les paysans au détriment de la noblesse. Lors de la répartition des terres aux paysans de nombreuses «servitudes» furent créées (les communautés paysannes avaient droit de jouissance sur les bois et les pâturages des seigneurs) qui provoquèrent des frottements entre les intendants des propriétaires et les communautés paysannes. Dans cette circonstance les commissaires du gouvernement, nommés auprès des paysans, reçurent l'ordre de grossir les conflits, de pousser les paysans contre les propriétaires et de les mettre du côté du gouvernement. Mais cette démagogie tsariste ne fut pas de longue durée et la noblesse ne tarda pas, grâce à sa prééminence économique à s'assurer le concours des fonctionnaires russes et plus particulièrement des dits commissaires.

Les descendants des insurgés de 1792, 1830 et 1863 se trouvaient parfaitement bien sous la protection du tsarisme russe. La fidélité des nobles Polonais devint tout à fait sincère après que Nicolas II, lors du voyage en Pologne qui suivit son couronnement, eût consacré solennellement devant les paysans l'inviolabilité des propriétés des nobles. Le tsarisme protégeait les hobereaux contre les paysans—il n'en fallait pas plus aux propriétaires polonais pour les faire renoncer à leurs rêves d'indépendance. Certes on ne peut nier qu'il y ait eu parmi les représentants de ces groupes dominants des milliers de personnes dont la conscience nationale souffrait profondément des persécutions du tsarisme contre tout ce qui était polonais. Cela ne diminue en rien l'importance de ce fait que les propriétaires et les capitalistes polonais, considérés en tant que classe, n'étaient intéressés en rien à la lutte pour l'affranchissement du joug étranger. C'est pourquoi il ne pouvait être question d'une opposition sérieuse, de leur part au gouvernement étranger; et à plus forte raison d'une insurrection nationale contre lui. La classe dominante de la Pologne s'était admirablement adaptée à la domination russe.

Elle n'était capable que de faibles tentatives pour détourner—par des manœuvres politiques—le gouvernement du tsar de ses impudentes persécutions nationales. On comprend que toutes ces tentatives étaient vouées à l'échec. Les représentants de la «société» polonaise pouvaient à leur gré exciper de la «loyauté du peuple polonais», ils pouvaient nouer de savantes intrigues pour acquérir quelque influence à la cour de Pétersbourg—le mécanisme tsariste n'en était nullement obligé de s'écarter de sa politique de «russification des allogènes». La reconnaissance du droit des Polonais à leur propre développement national et à leur propre culture eut été pour la bureaucratie et pour le clergé orthodoxe équivalente à la reconnaissance du droit à l'existence de tous les allogènes. Et le fait est que l'abominable politique d'oppression fit rage depuis 1890 environ jusqu'à la révolution de 1905.

Ce régime pesait exclusivement sur les classes moyennes et surtout sur les intellectuels. Ils avaient à subir des privations matérielles: en Pologne il n'y avait pas de place pour les Polonais ni en qualité de fonctionnaires, ni en qualité d'instituteurs ou d'officiers; le savant et l'écrivain polonais étouffaient dans une atmosphère de tracasseries policières. En outre, cette catégorie sociale intellectuellement plus développée que les autres ressentait davantage l'oppression nationale et l'asservissement. Une sorte d'opposition politique

fermentait toujours dans ce milieu. Mais comme par tout, cette petite bourgeoisie ne faisait que refléter la classe dominante; il ne pouvait donc être question d'une guerre de principe, de sa part, contre la «loyauté politique»; elle continuait à balancer entre la haine chauvine des «Moscovites» et la politique d'entente avec eux. Le patriotisme de ces milieux eut néanmoins une certaine signification pour la conservation de la culture polonaise, tant qu'il y avait en Pologne un mouvement libéral. Mais, cependant que la lutte des classes devenait plus âpre, ce libéralisme diminuait, disparaissait, cédant la place à une réaction implacable. Au XX^e siècle, le patriotisme prit la forme du plus vulgaire nationalisme, dont il manifesta tous les symptômes: négation de la démocratie, antisémitisme, haine du socialisme.

En ce qui concerne la classe paysanne, elle demeurait en Pologne russe absolument indifférente. La démagogie du gouvernement tsariste n'avait naturellement obtenu aucun résultat marquant. Le paysan n'accordait pas grande créance aux contes sur le tsar «libérateur», l'accord touchant du propriétaire et du fonctionnaire russe étant bien trop évident. L'oppression nationale était relativement sensible au paysan, mais aucune puissance n'aurait pu lui arracher sa langue et la foi de ses pères. Il luttait contre la russification de l'école en enseignant secrètement à ses enfants la grammaire polonaise. La seule oppression sérieuse était pour lui dans les procédés des fonctionnaires, dans les impôts, dans le service militaire. Mais il ne pouvait être question de la disposition du paysan à soutenir une lutte opiniâtre contre le joug étranger.

Examinons maintenant le prolétariat. L'ouvrier polonais avait, toutes les raisons pour détester l'arbitraire tsariste. La main de fer de l'oppression le contenait toutes les fois qu'il voulait défendre ses intérêts de classe. C'est ce qui en fit un socialiste. Mais quand le prolétariat polonais fut mûr, pour une politique autonome le socialisme était devenu un système défini basé sur l'idée de la solidarité internationale et dans les conditions de ce temps-là, il fut d'une évidence absolue aux yeux du prolétaire de Varsovie, de Lodz ou de Dombrowsk, qu'il ne devait pas penser à créer un nouveau gouvernement de classe, mais plutôt à détruire le gouvernement de classe existant et à tout d'abord celui qui l'opprimait, directement et à la tête duquel se trouvait le tsar russe. Tout aussi évidente était cette autre vérité: que dans cette lutte le capitaliste polonais était l'ennemi mortel et l'ouvrier russe—un allié désirable. L'ouvrier des villes se heurtait à chaque pas à l'oppression de sa nationalité, mais la lutte contre la politique de russification n'était pour lui qu'un épisode dans la lutte contre tout un système d'oppression politique. Ainsi, la classe la plus active du peuple polonais ne pouvait pas adopter pour mot d'ordre la lutte nationale, dans le milieu créé par les rapports entre les états existants.

L'impossibilité de rien espérer d'aucune tentative d'insurrection armée, telle que celles de 1830 et de 1863, devint particulièrement évidente pendant la révolution russe de 1905. En 1905 aucune tentative sérieuse ne fut faite pour détacher la Pologne de la Russie, mais les forces se groupèrent dès le début de la façon la plus naturelle: la classe dominante soutint le gouvernement sur toute la ligne, tendant à conserver l'ordre actuel, tandis que le prolétariat polonais luttait aux côtés des ouvriers russes contre le gouvernement du tsar et des capitalistes au nom de la conquête

du pouvoir et de la dictature prolétarienne. Cette lutte amena entre autres résultats secondaires à quelques concessions à la langue polonaise dans les écoles et l'administration. Par cette seule raison que l'ouvrier polonais ne peut pas renoncer à sa nationalité, chacune de ses conquêtes sert à toute la culture polonaise.

B. La Galicie.

La Galicie était destinée à jouer un certain rôle dans le processus de désagrégation de la monarchie des Habsbourgs. Pourvue d'abondantes richesses naturelles (houille du bassin de Cracovie, encore inexploité; mines de sel de Velitchky, réputées parmi les plus riches de l'Europe; nombreux puits de naphte; gisements de potasse; terres excellentes et, dans les Carpathes sources d'énergie électrique nombreuses et facilement accessibles) elle est actuellement dans un état d'extrême impuissance économique. Point n'est besoin d'y parler d'industrie et la cause en est dans ce fait que la bourgeoisie allemande, dominant en Autriche, maintint sciemment la Galicie dans la situation d'un hinterland destiné à l'écoulement des produits manufacturés en Haute-Autriche et en Bohême. D'autre part la situation géographique du pays nuisait aussi à son développement. La Galicie est une bande de terre allongée séparée au sud de la Hongrie et de l'Autriche par les sommets inaccessibles des Carpathes et, au nord, séparée de la Russie par une barrière douanière. La troisième cause de la situation économique arriérée de la Galicie est dans la politique «protectionniste» des Habsbourgs, favorisant les propriétaires galiciens et autrichiens. Cette politique en a fait les maîtres absolus du pays et leur rapacité y a rendu tout développement économique impossible. Après la guerre austro-prussienne de 1867 et la défaite, le régime constitutionnel ayant été introduit, les «terres de la couronne» obtinrent l'autonomie et la politique de persécutions nationales poursuivie jusqu'alors fut abandonnée. L'administration devint polonaise.

Dans les écoles et les tribunaux, dans la vie sociale en général, la langue polonaise domine. Cracovie, chère pour son antique splendeur est devenue la Mecque des patriotes polonais. On y trouve une Université polonaise. Les théâtres y jouent des pièces polonaises. Nul frein n'y entrave les bacchanales patriotiques. Pourtant les patriotes polonais de Varsovie réfugiés ici pour fuir les persécutions ont pu rapidement se convaincre de ce que leurs compatriotes galiciens chérissaient en premier lieu les couleurs noir et jaune des Habsbourgs et, rien qu'en second lieu, le drapeau de leur propre «patrie». Et c'est bien compréhensible. Les aristocrates polonais qui avaient lié leur destinée à celle de la dynastie des Habsbourgs, étaient les maîtres du pays. La classe moyenne était surtout composée des fonctionnaires et le reste de la population était, par suite du faible développement du commerce et de l'industrie, dans une entière dépendance de la noblesse et des propriétaires. Ainsi s'explique la domination prolongée pendant des dizaines d'années, des sphères dites «gouvernementales», c'est-à-dire du parti ultra-réactionnaire qui, ne voyant pas de salut hors de la fidélité aux Habsbourgs, introduisait dans tous les domaines de la vie sociale un élément de dissolution.

Ce n'est que tout récemment que se forma simultanément avec les premières manifestations de vie

politique et de culture dans la classe paysanne et avec les commencements d'un certain développement économique, un courant d'opposition bourgeoise dirigé contre le régime de la noblesse cléricale. Les représentants de ce courant, mûs par des considérations d'ordre politique, ayant trait à l'intérêt de leur parti, faisaient une propagande nationaliste-patriotique, quoique très éloignés de revendiquer leur propre indépendance.

La querelle nationale des Polonais et des Galiciens tenait une grande place dans la politique du pays; c'est que la Galicie orientale est peuplée de paysans «galiciens» (ruthènes) proches parents des Ukrainiens russes, tandis que les gros propriétaires et la majorité de la population des villes sont Polonais.

Dans cette mare stagnante du parti social-démocrate polonais de Galicie les plus malins devaient avoir un rôle.

Le nombre des ouvriers de fabrique étant dans le pays très restreint le parti était contraint de rechercher l'appui des employés de chemin de fer, des employés de commerce et d'autres éléments d'une mentalité petite bourgeoise.

Grâce au talent politique de leur leader Dasczynsky qui sut merveilleusement tirer parti de la situation en Galicie autrichienne, le parti rallia vers 1890 un grand nombre d'adhérents. Ce ne fut pas naturellement sans perdre quelque chose de sa pureté de classe: la social-démocratie galicienne fut tout bonnement le parti d'opposition extrême auquel adhéraient tous les éléments mécontents.

Cette composition du parti dans lequel le prolétariat ne figurait que dans une proportion minime explique le succès du «parti socialiste polonais» (P. P. S.). Le programme de ce dernier avait été élaboré par des émigrés politiques, surtout par les membres du parti du prolétariat et présentait un mélange d'idées socialistes et nationalistes. L'idée fondamentale du parti c'était que le peuple polonais doit se libérer d'abord du joug étranger pour s'ouvrir ensuite un chemin vers le socialisme. Ce programme ne disait pas un mot des possibilités concrètes d'une insurrection du prolétariat polonais contre trois grandes puissances militaires et cela sans appui de la part de la bourgeoisie polonaise même. Bref, tous les calculs s'élevaient sur l'espoir d'un conflit entre ces puissances. Le parti galicien ayant adopté ce programme se trouva dans une situation équivoque; dans la presse et dans le parlement, il se montra pour la galerie agressif envers le militarisme autrichien dont il souhaitait pourtant passionnément la lutte contre la Russie. On peut maintenant prouver irréfutablement que les membres de ce parti et notamment Pilsutzky étaient depuis longtemps en relations étroites avec l'état-major autrichien et collaboraient intimement aux préparatifs de la guerre, surtout par l'espionnage.

C. La Pologne prussienne.

Les contrées polonaises soumises à la Prusse se divisent en deux régions distinctes: d'une part la Haute Silésie et de l'autre la Posnanie et la Prusse Occidentale. Dès le XIV^e siècle la première de ces régions n'appartenait déjà plus à l'état polonais; dès la guerre de sept ans, elle tomba au pouvoir de la Russie. La Posnanie et la Prusse Occidentale ne devinrent définitivement prussiennes qu'après le congrès de Vienne. Ces deux dernières provinces, presque exclusivement

agricoles n'ont en somme aucune industrie, tandis que la Haute Silésie a pris un essor industriel considérable et produit des quantités colossales de fer et de charbon.

Pour porter un jugement exact sur la vie sociale et politique de la Posnanie et de la Prusse Occidentale, il convient de se rappeler que ces marches occidentales de la Pologne ont été soumises à la colonisation allemande encore à l'époque où la Pologne formait un état indépendant. La structure de la république polonaise divisée en ordres accordait aux villes une large autonomie dont les Allemands qui s'y étaient installés poussés par le mouvement «vers l'Orient» (*Drang nach Osten*) surent tirer parti. C'est ainsi que le Droit de Magdebourg y régnait, c'est-à-dire que les villes polonaises avaient indépendamment de leur autorité suprême des tribunaux allemands obéissant aux lois allemandes, organisés selon le système allemand, se servaient habituellement de la langue allemande et employaient le latin dans leurs rapports avec les autorités polonaises. Ainsi de nombreuses villes Dantzig, Thorn, Bromberg, étaient en réalité des colonies allemandes. Dans d'autres villes, les colons allemands ne formaient qu'une partie de la population, mais une partie considérable.

Le gouvernement prussien ayant reçu ces provinces se mit à les germaniser définitivement avec le concours de la population allemande. La langue polonaise fut définitivement bannie des écoles, des administrations et son emploi finit même par être défendu dans les réunions publiques. Les tracasseries contre la population polonaise revêtirent souvent des formes monstrueuses et ridicules: dans le royaume constitutionnel de Prusse il était défendu de chanter les chants nationaux polonais et de porter des insignes polonais; les villes polonaises reçurent des noms allemands (la vieille ville d'Inowretzlav reçut ainsi le nom de Hohensaltz, Zabrigène reçut pendant la guerre le nom de Hindenburg). Mais ce n'était là que des coups d'épingle blessant continuellement l'amour-propre national; par contre les violences de l'arbitraire qui atteignaient profondément les fondements de la vie sociale étaient autrement dangereuses. En 1886 des dizaines de milliers de Polonais furent chassés de ces provinces sous le seul prétexte qu'originaires de la Pologne russe ou de la Galicie, ils n'étaient pas sujets prussiens. A la même époque commença la colonisation forcée de ces deux provinces. Le gouvernement achetait les terres des propriétaires polonais pour les transmettre aux paysans allemands. Quand le succès de ces transactions à l'amiable diminuait on eût recours à l'expropriation. Les propriétaires polonais furent contraints de céder leurs terres aux Allemands à la réquisition des autorités allemandes. Tous les efforts faits pour justifier ces exactions en soutenant qu'elles atteignaient exclusivement les gros propriétaires polonais, ne sont qu'hypocrisie (l'hypocrisie étant, en effet, le péché familier des soi-disant social-démocrates) car, en premier lieu, au cours de ces opérations les ouvriers polonais étaient aussi systématiquement éliminés et perdaient leurs moyens d'existence; en second lieu cette politique était au paysan polonais la possibilité d'acquérir des terres; et enfin le gouvernement avait souvent recours à l'expropriation non des gros propriétaires mais des paysans polonais; la loi sur les colons fut un acte d'un arbitraire plus révoltant encore. Afin d'empêcher les propriétaires de céder leurs terres disponibles au paysan polonais la loi soumit à l'autorisation préalable des

autorités toute construction d'habitation même projetée par le propriétaire sur son propre terrain, et les autorités refusèrent systématiquement cette autorisation au paysan polonais. On conçoit combien cette politique perfide exaspérait les Polonais. Mais elle ne profita en rien au gouvernement prussien. Au contraire on peut dire avec assurance que ces provinces sont à l'heure actuelle plus polonaises qu'il y a un demi-siècle. La campagne polonaise est restée polonaise: quelques milliers de colons allemands installés par force n'y ont rien changé; il y a plus: au cours des temps les colons allemands dispersés dans les campagnes polonaises ont cédé à l'influence du milieu d'autant plus rapidement qu'ils acquéraient une certaine culture. Plus remarquable encore fut «la polonisation des villes» au cours des dernières dizaines d'années, malgré tous les efforts du gouvernement pour s'y opposer. Expliquer ce fait n'est pas difficile. Ici comme partout en Europe, la population des villes s'accroissait rapidement par suite de l'attraction exercée par les centres. Mais l'afflux de nouveaux éléments à la population des villes venait surtout des campagnes, c'est-à-dire, de la population rurale polonaise. De la sorte, la population allemande installée dans les villes était peu à peu éliminée par de nouveaux venus et une petite bourgeoisie polonaise se créa dans les villes.

La compétition entre la bourgeoisie polonaise et la bourgeoisie allemande, la lutte pour le pain devait naturellement commencer et rendre plus sensible encore l'antagonisme de nationalités.

Le développement économique des deux provinces était conditionné par le développement économique de toute l'Allemagne. Le rapide essor industriel de l'Allemagne faisait naître des demandes sans cesse croissantes de produits de l'agriculture pour les villes et les districts industriels. Les deux provinces fournirent du pain, des pommes de terre et du bétail. C'est pourquoi nous y trouvons un travail agricole intense tant chez les propriétaires que chez les paysans. Le développement des branches de l'industrie qui ont pour tâche de soumettre à un traitement industriel les produits de l'agriculture,—industrie sucrière, viticole, fabrication de l'amidon—contribuait aussi à intensifier le travail agricole. Les principaux avantages de ce développement étaient naturellement dévolus aux gros propriétaires, mais la nouvelle situation présentait aussi des avantages pour les paysans et il n'est pas contestable que les paysans de ces régions aient joui d'un bien-être beaucoup plus considérable que leurs compatriotes des régions avoisinantes. Au même moment dans les villes comme dans les campagnes le conflit de nationalité prit une nouvelle forme économique. Le bourgeois polonais luttait avec le bourgeois allemand, le paysan polonais qui, depuis toujours, avait manqué de terre tirait parti de la politique colonisatrice du gouvernement afin d'acquérir des terres. «L'accroissement du patrimoine national polonais» devint le mot d'ordre du jour et tout spéculateur grand ou petit se flatta d'avoir arrondi ses biens comme d'un exploit patriotique. «L'énergie nationale» se manifesta par la fondation des banques polonaises, de sociétés de créés polonaises, de sociétés industrielles, de sociétés d'élevage, etc... Il va de soi que tout cela n'empêchait pas l'exploiteur polonais d'opprimer le travailleur de sa propre nationalité, ni le spéculateur polonais de soutirer, le cas échéant, à son cher compatriote, jusqu'au dernier centime.

Dans cette atmosphère, on le conçoit, il n'y avait pas de place pour une politique nationaliste d'aventures. Les députés polonais au Reichstag allemand et au Landtag prussien soutenaient dans toutes ces questions économiques les hobereaux réactionnaires, votaient inmanquablement les crédits de l'armée et de la marine et se permettaient seulement de temps à autre le luxe d'une protestation solennelle contre les procédés honteux de la politique de germanisation. Le mouvement ouvrier était très faible étant donnée l'absence de toute grande industrie. Toutes les organisations social-démocrates et professionnelles adhéraient aux organisations allemandes correspondantes. L'antagonisme national était pourtant un obstacle sérieux à la propagande socialiste et, pendant les dernières années de l'avant-guerre, l'Union polonaise des métiers nationaliste et en fait contre-révolutionnaire possédait une influence considérable. Certains syndicats libres allemands, soi-disant social-démocrates, avaient conclu un accord avec elle.

La situation était tout autre en Haute Silésie. Ici la classe paysanne était composée dans sa totalité de Polonais tandis que les propriétaires étaient presque exclusivement allemands. On peut dire que la haute Silésie est par excellence le domaine des grands patrimoines allemands. La petite bourgeoisie des villes a été tout à fait germanisée avec le temps. A partir du milieu du XIX-e siècle une grande industrie puissante se développa dans la haute Silésie, fondée sur l'exploitation de riches gisements de fer, de charbon et de zinc. De vastes entreprises industrielles sont concentrées entre les mains des capitalistes allemands surtout entre les mains des possesseurs mêmes des latifundia. Presque tous les travailleurs employés pour cette industrie sont de nationalité polonaise excepté un nombre insignifiant d'ouvriers qualifiés, spécialistes, appelés des autres régions industrielles de l'empire allemand. La question nationale prend donc ici une tournure tout à fait différente: les paysans appauvris, le prolétariat rural nombreux, le prolétariat industriel

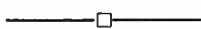
développé s'opposent ici aux junkers et aux capitalistes allemands. Et les antagonismes nationaux déforment la lutte sociale, le travailleur polonais arriéré étant enclin à confondre l'exploiteur avec l'Allemand.

Fait curieux, une certaine polonisation de la petite bourgeoisie s'est accomplie en Haute Silésie, dans l'espace de vingt ou trente ans. L'affluence extraordinaire des ouvriers polonais dans les grands centres a procuré au commerçant allemand une clientèle polonaise constante. Le travailleur polonais connaissant à peine quelques mots d'allemand va plus volontiers chez le négociant qui peut lui parler sa propre langue—ce qui oblige le petit-bourgeois à assumer le rôle de patriote polonais.

Contrairement aux prévisions formulées le mouvement ouvrier, dans cette région, ne s'est pas développé très rapidement. On sait avec quelle difficulté les mineurs et les ouvriers d'usines de régions minières se laissent organiser. La pratique, en Angleterre, en France, en Allemagne occidentale et en Amérique le montre. En Haute Silésie les ouvriers mineurs non-qualifiés sont particulièrement nombreux (ce qui s'explique par la disposition avantageuse d'épaissees couches de houille dans le sol; le mineur-spécialiste doit donc se faire aider dans son travail par un plus grand nombre de manœuvres qu'en d'autres régions); or, ils constituent un élément instable, arrivant continuellement de la campagne et changeant volontiers de travail. Quoiqu'il en soit la propagande social-démocrate et syndicale (professionnelle) a jeté des racines ici aussi. Les compétitions entre le parti social-patriote P. P. S. et l'Union Polonaise des Métiers ont un fâcheux effet. L'existence d'un prolétariat industriel hautement développé permettait pourtant d'observer peu de temps avant la guerre l'intensification de la lutte révolutionnaire.

Nous examinerons dans l'article suivant les conséquences de la guerre dans ces différentes régions.

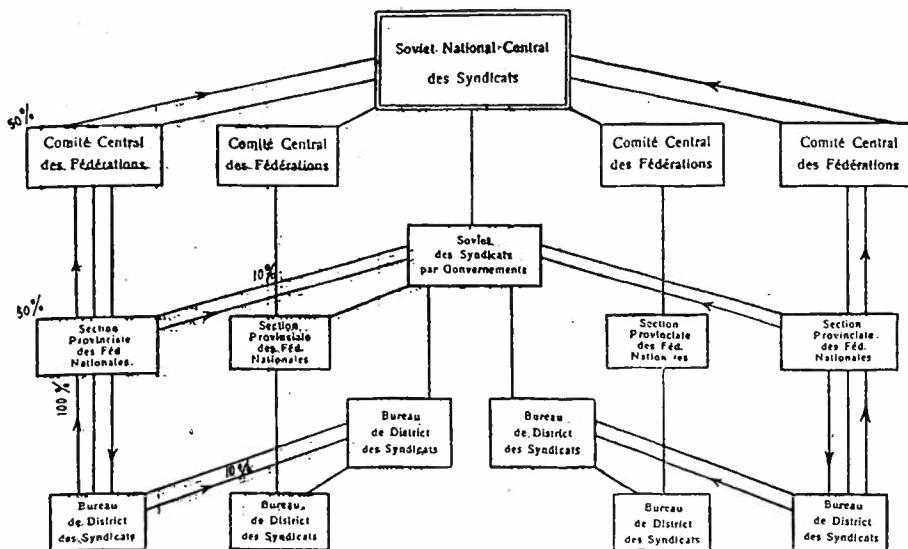
J. MARCHLÉVSKY (Karsky).





LE MOUVEMENT PROFESSIONNEL EN RUSSIE

(Suite)



De cette façon, le mouvement professionnel réalise sa condition principale, qui est l'unité d'action et l'économie des forces — l'unité de structure dans toutes les organisations professionnelles ayant les mêmes fonctions et les mêmes problèmes à résoudre.

En même temps que le mouvement s'accroissait davantage et gagnait en profondeur, il cessait de s'étendre extérieurement. Pourtant le nombre des travailleurs organisés en unions professionnelles ne cesse de croître irrésistiblement malgré le poids écrasant de la lutte héroïque que le prolétariat soutient, non seulement contre ses exploités actuellement déjà renversés en Russie, mais encore contre le bloc entier des impérialistes, secondés par les éléments indécis du socialisme, les Jouhaux, les Henderson, les Gompers, les Leghien, etc., et malgré la gravité de la situation économique du pays, en proie aux continuelles agressions fomentées par l'Entente et victime du blocus auquel elle nous condamne.

En comparant les données, relatives au nombre des

membres des syndicats, fournies par la III-e Conférence (juillet 1917), par la I-re Assemblée générale (janvier 1918) et par la II-e Assemblée générale (janvier 1919) nous constatons que ces Assemblées comportaient :

la III-e Conférence . . .	1.475.429	(¹)
la I-re Assemblée . . .	2.638.812	»
la II-e . . .	3.422.000	» (²)

Sans garantir l'exactitude absolue de ces chiffres (¹) nous avons tout de même un terme de comparaison pour juger de l'étendue du mouvement. Si nous voulions vérifier les chiffres en question par gouvernements, d'après des données toutefois insuffisantes, nous pourrions voir que dans 27 gouvernements la coordination des forces reste la même.

(¹) Y compris l'Ukraine, la Sibérie, le Caucase et l'Oural.
 (²) L'Ukraine, la Sibérie, le Caucase et l'Oural non compris

En ce moment quand les laquais de l'Entente qui se trouvent dans le camp des leaders du mouvement professionnel en Europe prétendent que ce mouvement s'affaiblit sous le régime des Soviets, ce que nous voulons, c'est préciser ne fût-ce que sommairement le cours suivi par le mouvement professionnel chez nous dans le courant de ces derniers six mois par rapport à la période précédente. Nous donnons ici le tableau du nombre des syndicats ainsi que de celui de leurs membres

plus grandes associations — celle des travailleurs du transport maritime par eau et des cheminots, parce qu'elles ont une formation à part, par voies et par zones, et n'ont pu pour cette raison être étudiées par les Soviets professionnels locaux.

Ces chiffres ont été empruntés aux données fournies par les commissions des mandats de la III-e Conférence, de la I-re et de la II-e Assemblées générales.

Les travailleurs du transport par eau et les che-

Tableau N° 1.

Tableau des Unions professionnelles (syndicats) de 1917 à 1919.

Gouvernements.	I-er semestre de 1917.		II-e semestre de 1917.		I-er semestre de 1918.		II-e semestre de 1918.		I-er semestre de 1919.	
	Nombre des syndicats.	Nombre des membres.	Nombre des syndicats.	Nombre des membres.	Nombre des syndicats.	Nombre des membres.	Nombre des syndicats.	Nombre des membres.	Nombre des syndicats.	Nombre des membres.
1) Pétrograd	—	—	47	500.000	49	447.772	25	403.347	33	340.118
2) Moscou	38	177.585	56	410.823	55	375.439	54	449.895	29	607.063(*)
3) Ivanovo-Vosnessensk	1	207	10	37.119	23	83.413	43	15.445	51	157.882
4) Toula	3	650	5	2.874	9	4.846	24	26.428	41	39.061
5) Voronège	3	3.151	9	8.674	19	15.348	35	27.166	67	35.907
6) Kalouga	—	—	—	—	11	3.870	14	13.932	33	23.693
7) Kharkoff	3	5.150	6	27.148	14	52.713	15	49.359	28	54.593
8) Koursk	1	323	7	2.416	29	14.800	35	18.073	45	21.097
9) Vladimir	4	5.066	14	22.610	42	121.911	53	136.819	59	143.209
10) Tamboff	26	18.825	28	21.386	52	31.796	74	36.450	195	81.301
11) Saratoff	24	52.749	36	62.856	50	69.794	67	89.878	136	26.669
12) Orel	18	18.514	23	20.933	32	21.315	49	31.654	76	167.594
13) Smolensk	15	7.189	21	7.873	39	10.759	56	19.086	67	24.627
14) Simbirsk	20	5.844	28	10.227	44	16.166	63	16.845	66	19.862
15) Iver	11	21.002	20	36.445	43	39.337	71	60.503	84	78.982
16) Riazan	8	1.050	15	18.264	25	20.643	27	21.207	50	32.203
17) Iaroslavl	31	37.222	36	42.312	50	69.525	65	79.380	68	78.210
18) Kieff	27	61.738	28	63.012	30	65.277	30	64.229	41	81.816
19) Kostroma	16	16.488	18	20.202	26	27.012	29	23.645	32	26.315
20) Nijni-Novgorod	26	84.999	30	65.108	33	74.555	38	82.794	40	99.294
21) Samara	7	34.147	8	34.173	9	29.810	10	34.012	39	43.519
22) Novgorod	7	1.649	9	5.330	9	5.429	11	5.850	15	7.448
23) Viatka	11	13.306	15	13.635	21	18.303	23	19.346	35	28.775
24) Vologda	3	527	4	697	6	787	8	1.186	17	2.859
25) Minsk	2	1.944	2	1.944	2	1.944	4	3.138	8	5.866
26) Kazan	9	25.903	10	27.792	11	30.642	12	43.308	13	41.742
27) Perm	8	62.258	8	52.822	9	56.038	10	57.014	14	61.894
	319	589.186	408	1.326.946	721	1.416.856	817	1.614.012	1.346	1.931.604

(*) Nota. Les cheminots et les travailleurs du transport par eau figurent dans ce tableau, repartis par gouvernements; par contre les données, concernant de nombreux districts et de nombreux syndicats font défaut, les chiffres indiqués n'étant que les totaux fournis par les sections provinciales des unions.

dans 27 gouvernements (d'après les données de la section statistique organisatrice de l'Union Centrale des syndicats). Ce sera la meilleure preuve de la vanité des insinuations de nos ennemis qui n'ont qu'un seul but, celui de discréditer le régime des Soviets aux yeux des travailleurs de l'Europe occidentale, pour faciliter à Lloyd Georges, Clémenceau et Cie l'étouffement de la République ouvrière.

Un nombre considérable de petits métiers ne figurent pas sur ce tableau comme ne faisant pas partie des syndicats proprement dits et n'ayant pas de représentants dans les Fédérations nationales.

En outre nous n'avons pu y faire figurer deux des

minots figurent dans ce tableau, mais un grand nombre d'associations de districts manquent, les chiffres étant donnés approximativement par les sections régionales des Unions (Fédérations).

Si nous ajoutons à ce total 1.934.604 (450.000 cheminots et 180.000 travailleurs du transport par eau de la Russie et d'une partie de l'Ukraine (l'Oural nor compris) nous obtiendrons le chiffre de 2.384.784, qui est loin de comprendre tous les syndicats d'ouvriers et d'employés organisés dans toute la Russie.

Ces données sont très incomplètes :

I. 27 gouvernements seulement sont mentionnés dans ce tableau.

II. Même dans les gouvernements mentionnés nous n'avons pas de renseignements sur un grand nombre de districts.

III. Les renseignements font aussi défaut sur beaucoup de petits syndicats locaux.

On comprend qu'il est impossible dans les conditions actuelles, pendant la guerre civile, alors que des territoires entiers passent de mains en mains, de donner un tableau complet du mouvement professionnel. Il est possible, qu'outre l'insuffisance de ce tableau général et les grandes lacunes qui s'y rencontrent, certains chiffres soient exagérés, par suite de négligences dans l'enregistrement; mais comme ces chiffres se rapportent à trois années consécutives: 1917, 18 et 19, on peut cependant en les rapprochant les uns des autres, se rendre compte assez exactement de la direction générale du mouvement.

En ce qui concerne le nombre des membres organisés dans les Fédérations nationales, nous sommes à même de fournir des informations plus complètes dans le tableau suivant:

Tableau N° 5.

Dénomination des Syndicats.	Nombre des membres.	Territoires.
1. Aides-pharmaciens et employés	18.000	Russie, gouvern. de Tchernigof et de Kieff
2. Transport par voie d'eau	180.000	Russie et Ukraine
3.	460.000	Russie
4. Peaussiers	125.000	idem
5. Employés du crédit	70.000	Russie et Ukraine
6. Métallurgistes	380.000	Russie
7. Typographes, Imprimeurs	60.000	Russie et Ukraine
8. Travailleurs de l'industrie du papier	18.000	Russie
9.	60.000	idem
10. Trav. de la Santé publique	150.000	Russie et Ukraine
11. Trav. de la confection	63.948	Russie
12. Communications nationales	140.000	Russie et Ukraine
13. Sucriers	15.000	Russie et
	45.000	idem
14. Trav. de la porcelaine et du verre	24.000	Russie et Ukraine
15. Trav. du bâtiment	74.988	idem
16. Industrie textile	400.000	Russie et Klintzy
17. Employés des Institutions soviétistes	277.937	Russie et Ukraine
18. Chimistes	110.000	Russie et Kieff
19. Cimentiers	18.000	Russie
20. Mineurs	13.000	idem
21. Trav. du Bois	50.000	Russie et Ukraine
22. Trav. de l'Alimentation nationale	39.422	idem
23. Emp. aux Finances	25.672	idem
24. Pompiers	18.000	idem
25. Trav. des Manufactures de Tabac	24.000	Russie
26. Trav. des Arts	50.000	idem
27. Trav. de la Terre	100.000	idem
28. Coiffeurs	6.011	Russie, Ekaterinoslav et Kieff
29. Domestiques	82.297	Russie et Ukraine

30. Trav. de l'Instruction publique et Culture Sociale

60.000

idem

3.148.275

Ce tableau a été établi d'après les données du Comité Exécutif des fédérations nationales et les données des Commissions des Mandats des Congrès nationaux organisés par différents syndicats.

En comparant les données des tableaux 4 et 5 nous constatons que le total du dernier tableau qui embrassa 27 gouvernements nous donne le chiffre de 763.491, ce qui s'explique en partie par le fait que le tableau N° 5 plus récent, embrasse de plus grands territoires et en partie parce que les renseignements sur les nouveaux syndicats, fondés en 1919, y figurent. Ces chiffres sont en tout cas importants à nos yeux, non à cause de leur valeur absolue, mais d'une façon relative, dans la mesure où ils nous indiquent les grandes lignes du mouvement, la marche de son développement organisateur.

Si nous parcourons le tableau par gouvernements nous voyons que le nombre des membres augmente surtout en province. Au contraire le mouvement semble plutôt se ralentir dans les capitales. On remarque même une diminution du nombre des membres à Pétrograd. Quant à l'accroissement de ce nombre à Moscou, il s'explique par le développement intense de l'activité organisatrice dans le gouvernement de Moscou et par l'attraction de nouveaux éléments dans l'orbite du mouvement syndical.

Mais ce qui est un fait pour Moscou, demeure aussi un fait pour la Russie entière. L'accroissement du nombre des membres et l'extension des syndicats témoignent de l'extraordinaire vitalité de notre mouvement, de sa solidité et de l'action énergique des syndicats malgré la crise économique qui résulte de la guerre et du blocus, lequel étend son influence pernicieuse sur toutes les branches de l'industrie (métallurgie, chimie, industrie textile, etc., sans compter la ruine d'un centre industriel aussi important que l'était Pétrograd).

Le mouvement général de l'industrie qui a été transportée dans les gouvernements fournisseurs de blé et de matériaux bruts, l'émigration du prolétariat des centres industriels menacés de famine vers les contrées riches en blé, ont eu pour conséquence une diminution relative (quelque fois absolue) du nombre des membres dans les grandes villes et leur augmentation en province. L'appel d'un grand nombre d'artisans sous les armes ou dans les institutions de l'Etat, leur déplacement de la ville à la campagne, a causé une réduction sensible du nombre des travailleurs industriels, mais cette réduction est compensée par l'entrée dans les organisations professionnelles de nouvelles couches prolétariennes jusqu'alors inorganisées.

Le mouvement professionnel concentré jusque là dans les grands centres s'étend au fur et à mesure de son développement, aux coins les plus reculés, gagnant des villes, des provinces, les districts les plus éloignés.

Le prolétaire industriel s'est bien assimilé les leçons historiques de notre révolution si riche en souffrances et en héroïsme. Il a appris à comprendre et à apprécier l'avantage d'une vie organisée et lorsqu'il tombe dans une province morte, soit en qualité d'agent du ravitaillement, soit comme soldat de l'Armée Rouge, le fusil à l'épaule, soit encore, simplement, à la recherche d'une existence mieux assurée contre la fa-

mine, il crée de suite des associations, car il connaît le prix de l'organisation régulière et possède déjà des habitudes de vie vraiment sociale.

Parallèlement au processus de fusion des syndicats similaires en syndicats plus larges basés sur le principe de la *production* qui aboutit au total à une réduction du nombre des groupements, nous pouvons observer, surtout en province une tendance en sens contraire,—vers l'accroissement continu du nombre des membres et des groupements. Cela s'explique par la continuation de l'extension des organisations qui se sont déjà constituées en fédérations nationales. Les groupes de membres jusqu'alors dispersés s'organisent maintenant en cercles qui bientôt deviennent des sous-sections et des sections et ainsi se créent sans cesse de nouvelles sections des fédérations nationales. Les chiffres qui figurent au tableau ci-dessus deviennent, sauf quelques exceptions insignifiantes, le nombre total des filiales des fédérations nationales. Nous entrons de cette façon dans un nouveau stade de développement du mouvement professionnel chez nous, qui est l'extension des unions centrales, par l'accroissement de leurs filiales provinciales.

Sortant du stade de la construction élémentaire, locale, le mouvement, en passant par la construction régionale et l'organisation des centres, est arrivé à un de ses tournants et a pris un caractère opposé: nous avons assisté au début de la période de construction des groupements—filiales—d'un centre commun.

Mais si malgré la crise économique et la réduction de la production en général, nous notons une extension géographique du mouvement et aussi son extension à de nouvelles couches sociales jusqu'alors non organisées; si parallèlement à la centralisation du mouvement, nous voyons aussi l'accroissement constant du nombre des groupements (filiales) et des sections des organisations centrales ce qui nous prouve l'accroissement incessant du nombre total des membres organisés,— nous pouvons dire avec assurance que cela atteste, non seulement la vigueur et la vitalité du mouvement, mais également aussi l'existence de circonstances propices susceptibles de le favoriser. Si l'on prend en considération le fait que nous vivons dans une période de guerre civile, ininterrompue, que nous sommes l'objet d'incessantes attaques et invasions de la part de nos capitalistes et de ceux de l'étranger, en la personne de la trop fameuse Entente, que les syndicats sont obligés de donner constamment à l'armée et d'envoyer à des postes administratifs leur meilleur contingent de travailleurs—des milliers et des milliers d'ouvriers, nous avons pleinement le droit d'affirmer que le pouvoir soviétique est bien vraiment le pouvoir ouvrier, que le régime soviétique en donnant une large part à l'initiative dans l'action aux organes économiques du prolétariat, favorise en même temps l'organisation des syndicats qui participent au pouvoir et ont une plus grande influence sur le gouvernement que les organisations de la bourgeoisie et de la noblesse dans les monarchies bourgeoises et dans les républiques.

Pour compléter cet aperçu du mouvement professionnel chez nous, nous donnerons ici un résumé historique de la formation du *soviet national central des syndicats de la Russie*.

Le premier soviet élu par la III^e Conférence générale en mars 1917 et qui dura six mois, ne put guère faire preuve d'activité organisatrice. Son activité fut en effet entravée par l'insuffisance de netteté de

son rôle et l'indétermination des limites des pouvoirs qui lui avaient été donnés par la conférence ainsi que la presque égalité qui s'était établie entre l'aile droite et l'aile gauche dans l'organe exécutif du soviet (on comptait en effet dans le comité exécutif 5 membres appartenant à la droite et 4 à la gauche; au bureau 3 à la droite et 2 à la gauche). En outre la construction même du soviet, sur le principe de la représentation provinciale dont le résultat fut la dispersion sur tout l'immense territoire de la Russie des membres du soviet et l'impossibilité de ce fait d'un fonctionnement régulier du soviet dans son quorum, était incontestablement vicieuse. Les membres du soviet travaillaient, loin du centre dont les séparaient des centaines de milliers de verstes et finissaient par perdre tout contact avec ses organes exécutifs, étant dans l'impossibilité non seulement de contrôler l'activité de ces organes, mais même souvent de demeurer en rapports avec eux.

La tâche du soviet national central des syndicats comme l'avait défini la III^e conférence, consistait à maintenir la liaison avec les syndicats, à établir la liaison avec les unions professionnelles des autres pays, à «contribuer... à l'activité des unions professionnelles par leur «instruction» en «éditant des statuts modèles», etc... et enfin à la représentation devant les diverses institutions de l'Etat et les organes publics des syndicats; en somme ce n'était là qu'un décorum, car cette représentation n'avait aucune force, le soviet national central n'ayant pas la faculté de diriger activement le mouvement professionnel de la province.

Le I^{er} Congrès national apporta des modifications considérables aux statuts du soviet national central. Sans toucher à la question du rôle et de la tâche du soviet central, il changea radicalement sa constitution en plaçant la représentation constante du comité central des fédérations nationales sur la base du système proportionnel et ainsi il créa en la personne du soviet national central un parlement prolétarien d'union faisant autorité aux yeux de toutes les organisations professionnelles.

Ce changement apporté dans la construction, en pleine tourmente révolutionnaire et au cours d'un travail d'organisation intense accru à tel point l'autorité du soviet national central qu'il le transforma graduellement d'organe secondaire d'«instruction» et de «collaboration» en organe dirigeant de fait de tout le mouvement professionnel en Russie.

La fixation par l'Etat du salaire et le règlement des conditions du travail à l'établissement duquel le soviet nationale central des syndicats collabora en qualité d'organe régulateur suprême, contribua particulièrement à renforcer son autorité.

Le renforcement de la liaison existant entre le soviet national central des syndicats et le commissariat du travail, à la tête duquel furent placés des camarades élus par le soviet national central et qui basèrent tout le plan de leur activité sur une communauté de travail avec les syndicats, accru aussi considérablement l'autorité et l'influence des syndicats en général et du soviet national central en particulier. Bien entendu, cette parenté des tâches du commissariat du travail et du soviet national central, ainsi que l'identité des méthodes de leur réalisation par l'entremise de l'appareil des unions syndicales engendré, dès les premiers pas, un certain parallélisme et une certaine confusion des sphères de compétence, il en résulta même quelques frottements, mais dès le mois de mars 1918,

c'est-à-dire trois mois après le congrès, convoqué extraordinairement à Moscou à la suite de la paix de Brest-Litowsk et de l'évacuation de Pétrograd, la 4^e conférence des syndicats résolut la question des rapports mutuels entre le Commissariat du Travail et les syndicats. Plus tard, dans notre article suivant, parlant des rapports mutuels entre les syndicats et les organes du pouvoir soviétiste, nous nous arrêterons en détail sur cette question; ici, nous nous bornerons seulement à indiquer que la conférence par le fait qu'elle reconnut le Commissariat du Travail comme organe de l'Etat «réalisant la volonté du prolétariat économiquement organisé» et qu'elle établit le caractère obligatoire pour le Commissariat du Travail de toutes les décisions essentielles des organismes professionnels généraux (congrès, conférences, soviets national central en qualité d'institution dirigeante exprimant les intérêts et les aspirations de tout le prolétariat économiquement organisé, mais encore posa en même temps les principes fondamentaux qui lui donnaient objectivement la possibilité de devenir un tel organe. A l'ouverture du deuxième congrès des syndicats cette transformation du soviets national central des syndicats en organe dirigeant était déjà un fait accompli; aussi le congrès n'eut-il plus qu'à formuler et à sanctionner des rapports qui s'étaient déjà établis en fait. Les paragraphes 2 et 3 des statuts adoptés par le deuxième congrès portaient:

2. Le soviets national central des syndicats, agissant sur la base des décisions des congrès et des conférences et responsable de son activité devant le congrès national des syndicats apparaît comme l'organe suprême, dirigeant de la Fédération professionnelle nationale.

3. Toutes les décisions des conférences et des congrès nationaux, ainsi que du soviets national central des syndicats sont obligatoires, aussi bien pour tous les syndicats qui entrent dans l'Union professionnelle nationale que pour tout membre de tout syndicat. Toute infraction à ces décisions et tout refus de s'y soumettre entraînent l'exclusion de la famille des unions prolétariennes.

Ces points ont définitivement fixé la centralisation du mouvement professionnel national en Russie, en le réunissant par les liens de l'organisation en un tout unique, dirigé dans les questions les plus importantes par un centre unique et unifié par une volonté commune.

Passant en revue les résultats de l'activité organisatrice des syndicats, on peut dire avec certitude que le mouvement professionnel n'atteint les formes supérieures de son développement qu'après le premier congrès des syndicats, en 1918-19, c'est-à-dire pendant la période du pouvoir soviétiste. La révolution d'octobre a modifié radicalement le caractère de notre mouvement professionnel, en lui assigeant de nouveaux buts, en lui ouvrant de nouveaux horizons. Les méthodes de travail et le champ d'action deviennent autres. Les syndicats sont appelés à participer à la dictature économique et politique des travailleurs. Avec le pouvoir soviétiste, ils mènent une lutte courageuse contre la famine, la désorganisation. A la même heure ils mènent une lutte sanglante sur tous les fronts contre les bandits du capitalisme étranger et russe. La complicité des tâches historiques, dans l'atmosphère d'ardente ébullition de la vie révolutionnaire interrompt parfois l'activité immédiate des syndicats, en détournant momentanément leur attention vers telle ou telle question générale ayant trait à la vie de l'état et qui, à un moment donné, se pose d'une façon capitale, décisive pour la dictature du prolétariat et pour sa république; mais l'œuvre de construction des organisations économiques, leur concentration et leur affermissement *n'ont pas été interrompus une seule minute*, car le pouvoir des travailleurs, s'appuyant, en la personne de leurs soviets, sur la self-activité des masses organisées est la résultante de la collaboration étroite et fraternelle des soviets et des syndicats.

M. TOMSKY

(président du soviets national central des syndicats).

(à suivre)

P. S. Nous consacrerons le prochain article à l'idéologie du nouveau mouvement professionnel.

M. 7.



L'INSTRUCTION POPULAIRE DANS LA RUSSIE DES SOVIETS

A la fin de mon dernier article paru dans le N° 4 de l'*Internationale Communiste*, je promettais de consacrer l'article suivant à l'enseignement post-scolaire; mais, la section Post-scolaire du Commissariat de l'Instruction populaire devant publier, à l'occasion des fêtes d'Octobre, un compte-rendu détaillé de ses travaux, il me semble préférable de remettre cette étude au prochain numéro afin d'utiliser alors des données statistiques précises.

Cette fois, j'entreprendrai les lecteurs de l'*Internationale Communiste* d'une autre question, des plus importantes, ayant trait à l'Instruction publique des Soviets.

J'ai eu l'occasion d'indiquer dans un de mes articles précédents que, malgré l'attitude bienveillante—dès la première heure—du Commissariat de l'Instruction populaire envers le personnel de l'enseignement, nous nous sommes heurtés de la part de ce dernier à une opposition haineuse et irréductible. Il est vrai que nous connaissons dès le premier jour le centre de cette opposition,—qui était l'Union Panrusse des Instituteurs, à la tête de laquelle se trouvaient des professeurs d'écoles moyennes appartenant pour la plupart aux partis s.-r. et s.-r. de gauche.

Quant au reste de l'enseignement, l'ensemble de l'union—formée de 50 mille instituteurs environ—et, à plus forte raison, la grande masse des instituteurs demeurés en dehors de l'union (soit environ 300 mille instituteurs), hésitait d'autant plus, comprenait d'autant moins les problèmes posés qu'elle se rapprochait plus du niveau de l'instituteur primaire; ce sont les plus hauts placés dans la hiérarchie de l'enseignement qui nous opposaient le plus de haine et de résistance.

Nous tolérâmes longtemps l'existence de l'Union Panrusse des Instituteurs, désireux d'éviter dans les questions d'enseignement toute violence peut-être inutile.

Mais le développement ultérieur de l'état d'esprit des instituteurs nous amena à une autre conclusion. L'Union Panrusse des Instituteurs ayant adopté, de toute évidence, le caractère d'une association politique, étouffa absolument les bonnes dispositions naissantes des instituteurs envers l'école révolutionnaire—tandis qu'elle perdait rapidement, d'autre part, la sympathie des masses dont nous recevions, par la voie de nombreuses résolutions des congrès les plus variés, des témoignages d'intérêt de plus en plus fréquents.

C'est pourquoi nous nous résolûmes finalement, à la fin de l'année 1918, à dissoudre l'Union Panrusse des Instituteurs et à la remplacer par une association professionnelle d'un autre type.

Mais duquel?—Des divergences d'opinion se manifestèrent à ce sujet. Le corps enseignant lui-même et surtout ses couches supérieures, voulurent fonder une large union professionnelle qui n'eût été qu'une réédition de l'Union Panrusse des Instituteurs; par ailleurs certains instituteurs communistes et certains représen-

tants du Commissariat de l'Instruction populaire voulaient une association fermée, étroite, nettement communiste.

A ce point de vue l'Union des Instituteurs Internationalistes—déjà existante—semblait même trop large.

Une ligne médiane finit par être adoptée après de longs débats à la Conférence des Délégués provinciaux et à la fraction communiste du Congrès des Instituteurs Internationalistes. On décida de créer une large union professionnelle mais dont le noyau organisateur eût toujours été formé de communistes ou d'hommes ayant donné des gages au Parti. Un certain tri devait ensuite se faire: les nouveaux membres ne pouvant être admis que sur recommandation. Mais il restait bien entendu que l'accès de l'union ne serait pas rendu trop difficile et qu'elle devrait compter ses membres par milliers.

L'Union professionnelle devait naturellement entrer dans la grande famille ouvrière des unions professionnelles. Le Soviet Panrusse des Unions professionnelles fit subir à notre projet quelques modifications. Il décida que l'organisation des instituteurs devait se baser sur les mêmes statuts—à quelques détails près—que toutes les unions professionnelles ouvrières.

Comme on sait, les unions professionnelles sont considérées en Russie comme indépendantes des partis politiques. Les statuts contiennent cependant un paragraphe où il est dit que, seuls, peuvent appartenir aux unions professionnelles, les travailleurs qui reconnaissent la nécessité de la dictature prolétarienne pour fonder la société socialiste.

Nos camarades ouvriers soulignaient que cette reconnaissance de la part d'un instituteur est amplement suffisante pour le faire considérer comme étant à l'école un digne collaborateur de la révolution.

Les ouvriers des unions professionnelles désapprouverent même le titre que nous nous proposons d'adopter: Union professionnelle des travailleurs de l'enseignement et de la culture socialiste.

Ils voulurent en retrancher le mot «socialiste», comme ayant un caractère politique. Ils finirent néanmoins par reconnaître l'utilité de ce terme.

Le premier congrès de la nouvelle union professionnelle—réuni en juin dernier—à élu un comité central composé de communistes et, d'une façon générale, a témoigné du caractère révolutionnaire relativement élevé de l'organisation.

En fait les communistes y formaient la majorité; et la minorité même y témoigna d'un tel accord avec les communistes qu'aucun désaccord ne se fit remarquer.

L'union fut de suite puissante. 70 mille membres y adhèrent. A l'heure actuelle elle doit en compter 80 mille environ, sa croissance étant assez rapide.

Le Commissariat de l'Instruction populaire lui reconnaît de grandes possibilités d'avenir et pense que le meilleur travail peut être fait avec les instituteurs ainsi organisés, tandis que sans accord entre les dirigeants de l'enseignement scolaire et les travailleurs de l'école aucune profonde réforme n'est guère possible en

fait. Le Commissariat de l'Instruction populaire reconnaîtra très vraisemblablement bientôt à ces unions professionnelles le droit d'envoyer leurs représentants dans les bureaux des institutions centrales et locales.

Notons que les instituteurs des écoles populaires et ceux du premier degré ont dans l'union professionnelle une écrasante majorité. Ils n'ont pas seulement une majorité de fait proportionnelle à leur grand nombre; ils sont encore les plus nombreux en comparaison avec le pourcentage de membre que fournissent les instituteurs des anciennes écoles moyennes.

Quant au nombre de professeurs dans l'Union professionnelle, il est moindre encore.

L'Union admet non seulement les travailleurs de l'école mais aussi ceux de l'enseignement pré-scolaire et post-scolaire, de même que les divers membres du personnel d'une école, en général. Le Commissariat tend à faire donner au personnel subalterne des écoles — concierges, portiers, femmes de service, etc. — une certaine préparation pédagogique. Les personnes placées à proximité de l'œuvre d'éducation et des enfants doivent en effort posséder certaines connaissances ne serait-ce qu'afin d'éviter de fâcheux manques de tact et de ne pas nuire à l'ensemble de l'œuvre pédagogique.

Les sympathies des instituteurs pour la réforme de l'école se sont visiblement élevées. Les faits que je viens d'indiquer en donnent la preuve.

La quantité énorme de lettres et de questions que nous recevons tous les jours l'indique aussi.

De nombreux pédagogues connus, qui, jusqu'à présent demeuraient dans une expectative plutôt sceptique,

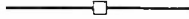
déploient maintenant une grande activité et collaborent avec nous.

Il est vrai que certains milieux soviétistes manifestent au même moment une certaine impatience, par suite des lenteurs de l'organisation des écoles du second degré. Cette impatience se traduit généralement par le désir de faire pression sur les membres de l'enseignement et d'intensifier l'action de l'Etat et du prolétariat sur le personnel scolaire (surtout à Pétrograd), ou au contraire, par un amoindrissement très appréciable de nos exigences et par une tendance vers la réconciliation avec les éléments arriérés (tendances observables à Moscou).

Mais il va de soi que le Commissariat de l'Instruction populaire ne tolérera d'écarts ni dans un sens ni dans l'autre, sachant bien d'ailleurs que la voie qu'il a adoptée ne peut naturellement pas amener de suite à des résultats absolument satisfaisants, la tâche à accomplir étant véritablement grandiose, mais convaincu que cette voie est sans nul doute la bonne. C'est ainsi que nous sommes, en y persévérant, les témoins d'un énorme succès: la rapide organisation d'une union professionnelle une fois et demie plus forte que l'ancienne Union Russe des Instituteurs et infiniment plus importante qu'elle par ses dispositions actives.

A. LOUNATCHARSKY.

Moscou, Kromlio 3/X-1919.





LES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION

Dans l'histoire des coopératives de consommation en Russie, trois périodes sont à distinguer: la coopération sous le tsarisme, à l'époque de la révolution bourgeoise et pendant le régime des Soviets.

I.

La coopération est née en Russie vers la fin de 1860. Au commencement de la guerre, elle représentait déjà une force importante. Au 1-er janvier 1914, le nombre des sociétés coopératives de consommation s'élevait à 10.000, groupant environ 1.400.000 de membres; le chiffre d'affaires des sociétés coopératives et des groupements de sociétés coopératives s'était élevé en 1913 à 250.000.000 de roubles.

Mais, malgré le nombre élevé des sociétés coopératives, la coopération ne touchait qu'une partie insignifiante de la population de la Russie (moins d'un pour cent) et groupait plutôt les éléments aisés de la bourgeoisie moyenne des villes, de la classe ouvrière et de la classe paysanne.

Avec un pareil recrutement, les coopératives restaient en dehors de la vie politique. Il est vrai que la plupart des leaders de la coopération se trouvaient dans l'opposition au régime tsariste. L'autocratie était, en effet, à ce point hostile à toute liberté d'initiative en matière d'organisation, même pour les organisations dépourvues de tout caractère révolutionnaire et socialiste, qu'elle sut se faire des adversaires même des coopérateurs — qui n'étaient pourtant que les paisibles représentants des groupes libéraux et socialistes de droite.

Mais les coopérateurs étaient incapables d'engager une lutte et ils s'en abstinrent. Seulement, pendant la période qui s'écoula entre la première révolution et la guerre, au sein des coopératives de fabrique et d'usine (qui n'étaient au début que des boutiques ordinaires connues sous le nom de «coopératives des usines» et qui dépendaient en réalité des patrons), des groupes commencèrent à se former composés d'ouvriers d'opinion avancée et de plus en plus conscients, qui s'efforcèrent de créer une coopération ouvrière indépendante de la bourgeoisie; mais ces groupes étaient encore très peu nombreux. Aussi leur attitude aux congrès coopératifs de 1908 à Moscou et de 1912 à Kiev ne put-elle exercer aucune influence sur le caractère général de la coopération.

Celle-ci demeura une organisation homogène, la coopération bourgeoise, et elle continua à avoir pour meilleurs représentants des libéraux et des gens cultivés.

Pendant la guerre, le nombre des coopératives s'accrut fortement. La pénurie de marchandises qui commençait à se faire sentir, la forte hausse des prix, provoquée par la spéculation, poussèrent les consommateurs à se grouper en coopératives, afin de se défendre ainsi, ne fût-ce que dans une faible mesure,

contre l'exploitation dont ils étaient victimes de la part du capital commercial privé.

A la fin de la guerre, au 1-er janvier 1918, le nombre des sociétés coopératives s'élevait à 25.000, chiffre supérieur de 150% au nombre total des coopératives de tous les autres pays du monde; le nombre de leurs membres était d'environ 9.000.000, leur chiffre d'affaires atteignit, en 1917, la somme de 6 à 7 milliards.

Mais l'accroissement de la coopération ne changea rien à sa composition sociale. Elle resta comme auparavant essentiellement bourgeoise et si l'attitude des congrès provinciaux des coopératives (avant la révolution de février, il n'y eut pas en effet de congrès national des coopératives) devint de plus en plus nette et de plus en plus radicale au point de vue politique, il faut en chercher la cause dans le mécontentement qui s'était alors emparé du public et, en particulier, de la petite et de la moyenne bourgeoisie profondément affectée par les conséquences de la guerre tsariste et dont les yeux n'avaient pas encore discerné son nouvel ennemi, le prolétariat.

II.

La situation se modifia radicalement après la révolution de février.

Le prolétariat, représenté par le parti bolchévick, opposa nettement au Gouvernement Provisoire, sorti de la bourgeoisie, sa tactique révolutionnaire et son programme communiste.

Et alors commença une lutte implacable, dans laquelle aucune organisation sociale ne pouvait plus rester neutre. La coopération dut faire son choix entre les deux partis. Et, ce choix ne pouvait évidemment être douteux pour les leaders de la coopération, recrutée comme elle l'était à cette époque. Ils se rangèrent du côté du gouvernement de Kérensky et constituèrent même l'extrême droite des forces sur lesquelles s'appuyait Kérensky.

On put le constater clairement aux Congrès généraux extraordinaires de la Coopération des 11—13 septembre et des 4—6 octobre 1917. Le premier congrès avait été convoqué spécialement avant la Conférence Démocratique, qui eut lieu à Pétrograd pendant la seconde moitié de septembre. Il groupait les couches supérieures bourgeoises de la coopération; aussi donna-t-il mandat à ses délégués de se montrer les adversaires irréconciliables du parti prolétarien à la Conférence Démocratique et de ne reculer devant rien pour assurer le maintien du pouvoir de coalition antisoviétiste.

Ayant réussi, avec l'appui des menchévicks et des socialistes-révolutionnaires, à faire accepter le maintien du gouvernement de Kérensky et la convocation d'un parlement, les coopérateurs se réunirent encore une fois, dans le but d'établir un plan de la campagne

pour les élections à la Constituante, de façon à jouer au sein de cette dernière le même rôle qu'à la Conférence Démocratique.

La coopération commune ne fut pas d'ailleurs seule un centre de lutte contre les communistes; le 1-er Congrès de la coopération ouvrière, qui se réunit en août 1917, se déroula, comme celui de la coopération publique, sous l'hégémonie des menchéviks et défendit la coopération indépendante de tout pouvoir y compris éventuellement le pouvoir des Soviets.

III.

La révolution d'octobre donna le pouvoir au parti du prolétariat, contre lequel les coopérateurs avaient mené une lutte si acharnée.

Quels rapports devaient s'établir entre les vainqueurs et les vaincus? Indépendamment de nos vues sur l'organisation de la répartition dans une société communiste développée, nous comprenions, nous, communistes, que la construction socialiste de la société ne pouvait être basée que sur les formes créées par le développement du régime antérieur, c'est-à-dire du capitalisme.

Dans le domaine de la production, nous ne détruisions naturellement pas les fabriques et les usines, ni les grands groupements industriels, mais nous nous bornions à les déclarer propriété commune de la société et à changer leur mode de direction. De même, dans le domaine de la répartition, nous avons dû construire nos appareils de répartition en nous inspirant des appareils de l'ancien commerce privé ou utiliser la coopération de consommation qui était déjà devenue une force.

On ne peut en politique, se laisser guider par le sentiment; c'est pourquoi, malgré l'hostilité qui s'était créée entre nous et les couches supérieures de la coopération, nous n'avons pas hésité à préférer l'appareil de la coopération à celui du commerce privé. Malheureusement l'attitude des coopérateurs n'a pas répondu à la nôtre. Ils n'ont pas voulu accepter le fait de la révolution ouvrière. Caressant l'espoir que le triomphe des bolchéviks serait de courte durée et attendant chaque jour notre chute, ils ont contribué, autant qu'ils le pouvaient, au désarroi de l'industrie et du ravitaillement et ils se sont abstenus d'entrer en pourparlers avec le gouvernement. Il ne nous resta alors qu'à organiser, à côté de la coopération et du commerce privé, notre propre appareil de répartition et nos magasins soviétistes.

Mais, ce faisant, nous n'avons pas cessé d'escompter un revirement de la part des coopérateurs, c'est-à-dire leur disposition à entamer des négociations; notre attente se justifia, lorsque les coopérateurs eurent compris, avec tout le monde d'ailleurs, que la durée du pouvoir des soviets devait être évaluée non en jours, ni même en semaines, mais au moins en mois.

Le premier accord entre le gouvernement des Soviets et la coopération intervint en avril 1918. Il était important pour nous que la coopération cessât d'être le groupement libre d'un nombre relativement faible d'individus. Nous voulions arriver à ce qu'elle embrassât toute la population de la Russie soviétiste et rendit ainsi inutile l'existence des autres organes de répartition. La seconde tâche que nous assignions à la coopération était de réaliser les points essentiels de notre politique en matière de ravitaillement. Mais

l'une et l'autre de ces deux conditions parurent inacceptables aux coopérateurs. C'est pourquoi le décret du 12 avril ne fut qu'un compromis. Au lieu de l'affiliation obligatoire de la population entière aux coopérations, le décret stipula seulement que les coopératives desserviraient, non seulement leurs membres, mais la population entière. La distinction entre les membres, maîtres des coopératives, et les non-membres, qui n'ont rien à voir dans la gestion de ces dernières, continua à subsister. Le décret se borne à donner des facilités d'affiliation (la cotisation des adhérents est abaissée pour les indigents à 50 kopecks) et prévoit des primes pour les coopératives qui auront réussi à rallier, en qualité de membres, tous les habitants de leur rayon. Pour fortifier la situation des coopératives dans la lutte contre le commerce privé, celui-ci est frappé d'un impôt égal à 5% du chiffre d'affaires, impôt dont les coopératives sont exemptées. Le décret interdit d'être dans les conseils d'administration des coopératives du premier degré ainsi que des groupements de sociétés coopératives, des commerçants et directeurs d'entreprises commerciales privées; leur prédominance dans ces conseils avait mis en effet jusqu'alors la coopération sous l'influence du parti bourgeois.

Le décret fait bien encore une autre restriction; il déclare les dispositions légales du pouvoir des Soviets au sujet de la constitution de stocks et de la répartition des produits de première nécessité obligatoires pour les organisations coopératives comme pour les organes soviétistes et les commerçants privés (c'est là une concession des coopérateurs au pouvoir des soviets). Par contre il établit la représentation de la coopération dans les organes du ravitaillement, nationaux aussi bien que régionaux, tandis que la réciprocity n'est pas accordée aux organes du pouvoir des soviets vis-à-vis de la coopération.

Ainsi donc, après le 12 avril 1918, la coopération continue d'être un organe indépendant, parallèle aux organes de l'État et qui n'entre avec le pouvoir qu'en rapports contractuels temporaires. Et, chose très caractéristique, ce contrat, qui réalise dans une si faible mesure nos visées dans le domaine de la coopération, constituait de notre part, non seulement pour la coopération publique générale, purement bourgeoise, mais aussi pour la coopération dite ouvrière, le maximum des concessions possibles. C'est bien dans ce sens que se prononça tout à fait nettement le 2^e Congrès général extraordinaire de la coopération ouvrière (commencement d'avril 1918).

L'acte subséquent du pouvoir des soviets à l'égard de la coopération fut le décret du 8 août 1918, sur l'échange des marchandises.

Ce décret confie à la coopération le ravitaillement en produits manufacturés de la population rurale qui aura remis l'excédent de ses céréales à l'État, représenté en l'occurrence par ses organes d'approvisionnement. Evidemment, la coopération n'était pas à même de remplir d'emblée ce rôle, d'abord à cause de la grandeur de cette tâche, et surtout parce que les leaders de la coopération étaient étrangers au principe de classes qui se trouve à la base du décret sur l'échange des marchandises.

Les petits bourgeois, c'est-à-dire les coopérateurs, n'admettaient en aucune façon qu'il fallût répartir les tissus, les allumettes, le fer, etc. entre les paysans, non pas proportionnellement à la quantité de céréales remise par ceux-ci, mais suivant leurs besoins et donner davantage aux pauvres, quoiqu'ils n'eussent pas remis

de céréales du tout, tandis qu'il ne fallait rien donner au paysan riche qui tient caché une grande quantité de produits manufacturés acquis par lui précédemment.

Quoiqu'il en soit, les coopératives ont fourni la campagne en articles manufacturés et en répartissant ces marchandises, bien qu'elles se soient écartées du décret, elles ont effectué une œuvre utile à la Russie soviétiste. La pression exercée par la masse, qui constitue les couches inférieures de la coopération, sur les couches supérieures de celle-ci força ces dernières à faire des concessions et le 2 novembre il a déjà été possible de faire un grand pas en avant dans la voie du rapprochement avec la coopération.

Il est vrai que le nouveau décret ne prévoit pas encore l'affiliation obligatoire de la population entière à la coopération, mais il oblige chaque consommateur à s'inscrire à un centre de répartition soviétiste ou coopératif; or, si l'on prend en considération que dans la plupart des villages de Russie il n'existait pas de magasins soviétistes, cet article du décret équivalait pour l'immense majorité de la population, à l'affiliation obligatoire à la coopération.

Le décret contient une série d'articles assurant à la coopération la possibilité d'un large développement ultérieur. Il en ressort notamment que les dépôts et magasins des coopératives sont inclus dans le réseau général des points de répartition et que le commissariat de l'approvisionnement fournit à ces dépôts et magasins des marchandises et produits alimentaires sur le même pied qu'aux magasins soviétistes et enfin que les magasins et dépôts des coopératives ne peuvent être ni nationalisés, ni municipalisés. Ceux mêmes qui ont été municipalisés avant la publication du décret, contrairement à l'esprit et à la lettre des décrets antérieurs, doivent être rétablis dans leur situation antérieure.

Tous les décrets ci-dessus indiqués aboutissaient à l'élargissement de la sphère d'activité de la coopération et transformaient celle-ci en branche importante et indispensable de l'œuvre de construction socialiste. Cette nouvelle situation ne put cependant triompher des dispositions hostiles des couches supérieures. Tout en faisant preuve (extérieurement) d'une entière loyauté, elles continuèrent à opposer une résistance passive aux entreprises du pouvoir. Répondant alors à l'appel du Parti Communiste, les ouvriers entreprirent la conquête de la coopération par l'intérieur. Un grand nombre de militants organisateurs, dans les capitales comme en province, s'attelèrent à l'œuvre coopérative (en suivant d'abord la ligne de moindre résistance, c.-à-d. en commençant par la coopération ouvrière) et conquièrent, aux nouvelles élections, la majorité des grands centres coopératifs ouvriers, si bien qu'au 3^e Congrès de la coopération ouvrière (décembre 1918), ils infligèrent une défaite décisive aux menchéviques qui régnaient encore à cette époque dans la coopération ouvrière. Le centre moral de la coopération ouvrière, le Conseil Général de la Coopération Ouvrière, devint communiste.

A partir de ce moment, nous pûmes travailler à l'organisation de la coopération en agissant sur elle de deux côtés, par en-haut, au moyen de décrets, par en-bas en faisant entrer dans les coopératives les masses des travailleurs des villes et de la campagne et, par l'intérieur, en favorisant l'entrée et en utilisant l'influence des coopératives ouvrières dans les groupements locaux des coopératives et dans l'Union Centrale des coopé-

ratives où elles poursuivirent la politique tracée par le Conseil de la Coopération Ouvrière.

Le dernier coup fut porté à l'opposition par le Conseil supérieur de l'Economie populaire, qui avait à cette époque la direction de la coopération. Un arrêté pris par ce Conseil débarrassa les organes dirigeants de la coopération de tous les éléments qui, par la classe à laquelle ils appartenaient, étaient hostiles aux ouvriers et aux paysans travailleurs.

Outre les restrictions formulées par le décret du 12 avril, le nouvel arrêté privait le droit de suffrage, actif et passif, dans les coopératives, tous ceux qui emploient des travailleurs salariés dans un but de lucre, ceux dont les moyens principaux d'existence sont un revenu autre que celui de leur travail ou une propriété autre que celle dérivant de leur travail, tous les anciens commerçants ayant liquidé depuis moins de trois ans, les ministres du culte n'ayant pas témoigné jusqu'à ce jour d'une adhésion sincère au renouvellement de l'œuvre coopérative, les moines, les anciens policiers, etc.

L'acte suivant de la législation coopérative soviétiste fut le décret du 20 mars 1919 sur les communes de consommation.

Voici le texte intégral du début de ce décret:

«La situation difficile dans laquelle se trouve l'approvisionnement nécessite des mesures urgentes pour sauver le pays de la famine ainsi qu'une stricte économie des forces et des moyens qu'exige cet approvisionnement. Pour atteindre ce but, il faut que le domaine de la répartition soit pourvu d'un appareil unique. Cette mesure est d'autant plus impérieuse et urgente que tous les organes de répartition (répartis principalement en 3 groupes: organes d'approvisionnement, coopération ouvrière et coopératives publiques générales) reçoivent la plus grande partie des produits d'une source unique et que les frottements entre ces groupes sont déjà devenus dans la pratique un obstacle qui doit être supprimé.

«L'union des organes de répartition existants doit être effectuée sans détruire ni rejeter l'appareil principal de répartition régulière en masse, c.-à-d. la coopération, qui est l'unique appareil, créé, il est vrai, par le régime capitaliste, mais éprouvé par un développement de plusieurs années ainsi que par l'expérience pratique. L'ancien appareil, appelé à servir de base au nouveau, doit être maintenu, développé et perfectionné.

Comme on le constate par cette citation, l'apparition de ce décret fut hâtée par la crise aiguë de l'approvisionnement. En s'efforçant d'introduire le maximum d'organisation et d'économie des forces dans l'œuvre de la répartition, on voulait pouvoir employer un nombre d'autant plus grand de militants à l'approvisionnement et à la constitution de stocks de céréales.

Mais le nouveau décret en lui-même ne fait que compléter les premiers et il est entièrement conforme aux déclarations de principe définitivement fixées dans le programme adopté dans le courant du même mois, au 8^e Congrès de notre parti.

Le décret met en effet à la base de tous les organes de répartition, non pas l'appareil du commerce privé ni les magasins soviétistes, mais bien la coopération.

Il lui remet, non seulement, toute l'œuvre de la répartition mais aussi les appareils (magasins, dépôts, boulangeries) créés par les comités locaux d'approvisionnement. Ce faisant, il devait empêcher toutefois que les couches supérieures de la coopération pussent

se servir de l'immense force ainsi acquise par les coopératives pour combattre le pouvoir des Soviets; il devait faire en sorte que la remise aux coopératives de toute l'œuvre de répartition aboutit à l'amélioration de cette œuvre de répartition, c'est-à-dire à l'amélioration du ravitaillement des ouvriers et des paysans, qui souffrent de la faim dans les provinces du Nord, ainsi qu'à la juste répartition des produits de l'industrie urbaine entre tous les travailleurs; il devait couper court à toute tentative des coopérateurs pour essayer, en désorganisant le ravitaillement qui leur était confié, de provoquer le mécontentement des masses pour le diriger contre le pouvoir des soviets; pour cela il était indispensable de procéder en même temps à une modification radicale du caractère de l'ancienne coopération. Les mesures prévues par le décret assurent cette modification nécessaire. En effet, elles font entrer dans les rangs des membres de l'unique coopérative qui subsiste dans chaque ville, dans chaque région rurale, la population entière, y compris les couches les plus pauvres et suppriment toute espèce de cotisations, précédemment obstacle principal à l'entrée de ces couches pauvres dans les coopératives. Provisoirement, en attendant l'élection de nouveaux conseils d'administration, qui refléteront les vues et les aspirations, dans ce domaine, des grandes masses des travailleurs adhérant dans leur immense majorité à notre parti, les représentants des organes d'approvisionnement entrent dans les conseils d'administration des organisations coopératives, avec tous les droits de membres de ces conseils, dans le but de contrôler et de diriger l'œuvre coopérative. Des représentants analogues du Pouvoir Central des Soviets et de la coopération ouvrière unie se voient également introduits au sein du centre dirigeant de la Coopération, c'est-à-dire à l'Union Centrale des Coopératives.

Actuellement, toute la Russie se prépare aux élections des organes dirigeants de la coopération, et dans deux mois ou deux mois et demi la réorganisation de la Coopération russe sera une chose faite.

IV.

Nos adversaires, en Russie et surtout à l'étranger, ont accusé et accusent la Russie soviétiste (et nous accusent en particulier nous, communistes), de détruire la coopération; dans les journaux de la coopération même, il est question de nos persécutions contre cette dernière.

Mesquine calomnie, pure invention démentie par la vie elle-même! C'est ce que je montrerai pour terminer, en me reportant à quelques données statistiques. Il a déjà été indiqué plus haut qu'en 1-er janvier 1918, le nombre des sociétés coopératives de consommation en Russie s'élevait à 25.000. En septembre 1919, soit un an et demi plus tard, leur nombre s'élevait (selon des renseignements incomplets) à 50.000 avec un nombre d'affiliés égal à 17 ou 18 millions (bien que le décret sur l'affiliation obligatoire de la population entière n'eût pas encore été appliqué), c'est-à-dire qu'il avait doublé, sous le pouvoir des soviets.

Le chiffre d'affaires de la coopération s'est accru

dans une plus grande proportion encore. Je n'ai pas à ma disposition les chiffres pour 1919 et je dois me borner à comparer les chiffres de 1917 et de 1918. En 1917, le chiffre d'affaires de la coopération s'était élevé, en roubles, à 6—7 milliards. En 1918, il était de 12 à 15 milliards.

Plus frappantes encore sont les données relatives au travail d'approvisionnement de l'Union Centrale; elles sont d'ailleurs beaucoup plus complètes et précises. En 1917, il est passé par l'Union centrale 6.000 wagons de marchandises; en 1918, ce chiffre s'élevait déjà à 32.000 wagons, soit plus du quintuple, ce qui s'explique par le fait que l'Union Centrale est devenue l'un des fournisseurs principaux des organes soviétistes d'approvisionnement.

La coopération n'a donc pas été persécutée ni, à plus forte raison, détruite mais elle a acquis au contraire un développement énorme, qu'elle n'avait pu atteindre ni sous le tsarisme, ni sous le gouvernement de Kérénsky.

Ces faits n'ont sans doute pas empêché un petit nombre de coopérateurs, à savoir les menchévicks, les socialistes-révolutionnaires de droite et des socialistes plus modérés encore dans le genre de Prokopovitch et de Kouskova, d'entreprendre une campagne contre le décret du 20 mars. Mais leur furieuse agitation n'a pas rencontré d'écho dans les grandes masses des consommateurs.

Désormais celui qui commence à se sentir le maître, dans la coopération, ce n'est plus l'ancien membre privilégié, qui a versé jadis sa part d'associé et est habitué à recevoir de «sa» coopérative plus de produits que les autres, mais la masse des ouvriers et des paysans. Aucun d'eux ne peut plus se créer une situation privilégiée, ni chercher à se séparer du voisin. Chacun doit désormais songer, non plus aux moyens de s'attribuer le meilleur morceau (ce qui n'est possible qu'à une minorité privilégiée) mais aux moyens d'améliorer la situation de tous.

Ce nouveau maître de la coopération (le prolétaire communiste et le paysan qui combat avec l'ouvrier contre l'ennemi intérieur et extérieur de sa classe) comprend parfaitement notre décret sur la coopération; il le sent proche de ses intérêts et c'est pourquoi la lutte entreprise par les anciens leaders de la coopération n'a pas trouvé d'écho chez lui et a pris fin.

Ainsi la coopération, qui était au début l'union, animée de sentiments hostiles à notre égard, de groupes surtout bourgeois de la population, après une période de neutralité temporaire, se transforme à nos yeux et s'est déjà transformée, dans une large mesure, en organisation soviétiste, qui partage notre manière de voir, qui voit ses ennemis et ses amis là où nous, les voyons nous-mêmes et qui collabore chaque jour avec nous à l'édification de la société nouvelle.

Il devait en être et il en a été ainsi, parce qu'une organisation de masses des travailleurs ne peut rester longtemps étrangère au mouvement d'ensemble du prolétariat luttant pour la conquête de ses droits.

N. KRISTINSKY



L'AUTOCRATIE DU PROLÉTARIAT A LA FABRIQUE

Bien que l'atmosphère en Europe comme en Amérique soit imprégnée depuis près d'un siècle déjà des idées de liberté, de constitution, de république et de souveraineté du peuple, il existe pourtant un domaine où personne n'avait encore l'audace de rêver à la liberté ou à la souveraineté du peuple, où l'on n'aurait pu faire la plus timide allusion à la constitution et où le seigneur et maître exerçait une autocratie complète. Ce domaine est celui dont Marx disait il y a un demi-siècle: «Il existe des endroits soigneusement cachés à tout œil étranger, au seuil desquels le visiteur se heurte à l'écriteau: «Défense d'entrer»... ce sont les fabriques, les usines, les mines, tous lieux, où le capital croît et se multiplie merveilleusement, vivant de la force ouvrière». C'est ici le sanctuaire même du capitalisme.

Défendant jalousement leurs droits sacrés, les capitalistes se refusèrent longtemps à toute intervention constitutionnelle même de la part du gouvernement capitaliste (leur commis) qui craignait à juste titre que le culte effréné du Bénéfice, auquel se livraient les capitalistes, ne les entraînaît à épouser prématurément la malheureuse victime de cette passion — l'énergie ouvrière — poule aux œufs d'or, dont la disparition arrêterait la merveilleuse croissance du capital.

Cette résistance fut la cause des difficultés que rencontra partout la législation industrielle qui d'ailleurs ne fut jamais appliquée intégralement.

Ne perdons cependant pas de vue que messieurs les capitalistes permettaient tout de même quelques licences à leurs gouvernements; mais il suffisait qu'une organisation ouvrière, fut-elle la plus raisonnable et la plus inoffensive des trades-unions — se permit de soulever la question d'une constitution industrielle aussi médiocre que ce fut pour que le capital se levât sur ses ergots, écumant de rage devant cet attentat à ses «droits naturels», devant ce crime de lèse-majesté.

Il ne voulait entendre parler d'aucune concession dans ce domaine.

Lorsque l'aveugle enthousiasme des capitalistes devant l'accroissement monstrueux de leurs bénéfices au moment de la catastrophe mondiale de 1914—1917 amena dans la chaîne de l'exploitation capitaliste cruellement rivée à la chair vive du monde, la rupture soudaine de son plus faible anneau — la Russie, le pouvoir capitaliste vacillant du Gouvernement Provisoire russe qui pendant huit mois avait dansé sur le sol mouvant de la révolution prolétarienne unit tous ses efforts pour garantir la sécurité du sanctuaire capitaliste.

A l'exigence d'un contrôle ouvrier exprimant de la part du prolétariat encore insuffisamment affermi dans son pouvoir le désir d'établir une constitution industrielle qui en réalité lui aurait seulement octroyé le droit de contrôle, le gouvernement de la coalition «socialistes», devenu le défenseur du capitalisme et des capitalistes

et l'ennemi du socialisme, répondit par une féroce attaque contre la classe ouvrière et par une campagne provocatrice contre les bolchéviks, parti de l'avant-garde prolétarienne.

Le mot d'ordre de contrôle ouvrier avait été lancé comme mesure de défense du prolétariat, car MM. les capitalistes comptaient étouffer «par la main décharnée de la famine», selon l'expression d'un de leurs leaders, M. Riabouchinsky, la tendance de plus en plus déterminée du prolétariat à s'emparer du pouvoir. Ils entreprenaient dans ce but toutes les mesures en leur pouvoir pour arriver à l'arrêt des entreprises, créant artificiellement des crises de combustible et de matières premières, négligeant les réparations indispensables du matériel, etc... Mais à mesure que la nécessité d'un contrôle qui n'aurait pas admis le sabotage de la production, devenait de plus en plus pressante pour le prolétariat, le capital multipliait ses efforts pour la défense de son autocratie à la fabrique.

Ce n'est qu'après l'éclatante rupture de la chaîne capitaliste et lorsque le prolétariat s'empara du pouvoir politique que fut enfin tranché le nœud gordien du sabotage et renversée l'autocratie du capital à la fabrique. Mais le prolétariat vainqueur ne pouvait se contenter de la modeste exigence d'une constitution industrielle: la pratique de la vie elle-même avait clairement prouvé que le capitaliste ne voulait ni ne pouvait être un monarque constitutionnel et que, contrairement à toutes ses assurances, il ne cesse d'ourdir quelque trahison et de chercher quelque moyen pour continuer le sabotage; qu'il n'est point du tout enclin à enseigner aux ouvriers l'art de diriger une entreprise, ainsi que se l'imaginaient les naïfs partisans du contrôle ouvrier après la révolution d'octobre et enfui qu'il est d'autant plus disposé à bernier les autres qu'il l'est moins à se laisser bernier lui-même. Et au lieu d'une constitution ce fut l'autocratie du peuple qui s'établit à la fabrique, au lieu d'un contrôle ouvrier — une direction ouvrière.

Ce passage de l'autocratie du capital à l'autocratie du prolétariat à la fabrique représenta un fait historique grandiose — car c'est cette période qui incarne l'essence même de la révolution sociale du prolétariat. — Il ne pouvait évidemment se faire en un jour comme par enchantement — au moyen d'un décret du pouvoir soviétique; il fut réalisé dans ses grandes lignes dans l'espace d'une année. Cette réalisation fut possible grâce à l'existence dans un pays capitaliste aussi arriéré que la Russie d'une grosse industrie capitaliste suffisamment concentrée et centralisée, couronnée par l'appareil central de plusieurs banques importantes.

Bien que les directions d'entreprises fussent très lentes à se débarrasser des représentants isolés du capitalisme et des agents parfois secrets du capital, embusqués dans l'ancienne administration capitaliste, res-

té fidèle à son maître, bien que la composition de cette dernière ne devint purement ouvrière que peu à peu. Ce fut bien dès le début et même dans les entreprises n'ayant formellement qu'un contrôle ouvrier, qu'une direction ouvrière s'établit à la fabrique.

Avant la révolution encore de nombreux syndicats patronaux existaient en Russie et une notable partie de l'industrie était unie par les banques.

Il va de soi que l'autocratie du capital fut remplacée par celle du prolétariat dans les syndicats et dans les banques bien avant de l'être dans les fabriques et les usines et que le processus de la concentration industrielle reçut un développement et une profondeur sans exemple dans le monde.

Pour estimer à leur juste valeur les résultats de l'activité économique du prolétariat au pouvoir, il est indispensable de prendre avant tout en considération les conditions infiniment difficiles dans lesquelles elle dut s'exercer.

Le premier obstacle était dû au caractère même de la révolution. L'industrie et toute la vie économique en général ne peuvent exister et se développer que lorsqu'elles sont systématiquement organisées et possèdent une direction régulièrement établie, autrement dit lorsque des relations productives déterminées y sont établies. Pendant la réorganisation de la direction qui de capitaliste qu'elle était se transforme peu à peu en direction ouvrière, toute l'activité productrice traverse une période d'arrêt qui dure jusqu'au moment où la nouvelle direction ouvrière arrive à se mettre suffisamment au courant de ses fonctions.

Le deuxième obstacle avait pour cause l'état particulièrement arriéré de la Russie en tant que pays capitaliste.

Bien que la grosse industrie capitaliste concentrée ait joué en Russie sans contredit un rôle dominant dans le domaine économique, la majorité écrasante de la population, par suite du développement insuffisant du capitalisme, se composait de paysans dont une partie importante était à demi-prolétaire et indigente; ces classes paysannes soutinrent le prolétariat dans sa lutte pour le pouvoir, dans l'espoir de s'emparer des terres et de détruire à jamais les servitudes féodales.

Cette masse paysanne dans laquelle s'éveille par moments un instinct prolétarien ou révolutionnaire et à d'autres l'instinct du petit propriétaire, de l'agrarier et du marchand, unie à la petite-bourgeoisie des villes (artisans et commerçants) qui se rapproche beaucoup de la première en tant que classe, compliquent excessivement par leurs vacillations et leur instinct de propriété désordonné et réfractaire aux idées du communisme, la réalisation d'une organisation communiste dans le domaine économique et par cela même toute l'activité économique du pouvoir soviétiste.

Le troisième obstacle est représenté par le caractère universel de la révolution prolétarienne russe. Etant elle-même le résultat d'une catastrophe mondiale — la guerre entre les titans impérialistes — notre révolution menace d'allumer l'incendie de la révolution sociale prolétarienne dans le monde entier et de transformer la guerre mondiale impérialiste en une guerre des classes. Pour cette raison la république prolétarienne des soviets a sans cesse été en butte tantôt aux attaques des puissances impérialistes (de l'Allemagne en 1918, de l'Angleterre, de la France et des autres en 1919), tantôt à celles des mercenaires

russe ou étrangers organisés, soutenus et subsideés par ces mêmes puissances impérialistes (Tchéco-Slovaques, Serbes, Grecs, — Koltchak, Dénikine, Lianouoff, Tchaïkovsky, etc). Grâce à ce concours des forbans impérialistes la guerre civile traîne en longueur, la bourgeoisie russe ruinée par le prolétariat reçoit les moyens de se réorganiser et de lutter pour le rétablissement du droit sacré d'exploiter le prolétariat. Grâce à cette circonstance la production de la Russie soviétiste qui se trouve sous la direction ouvrière se trouve isolée des sources de combustible (de charbon: le bassin du Don a été occupé par les Allemands et il l'est actuellement par Dénikine; de pétrole: Bakou a été occupé par les Allemands, puis par les Anglais), de celles de matières premières (de l'étau: le Turkestan a été coupé par les Tchéco-Slovaques, puis par Koltchak; de minerai: Krivoï Rog a été occupé par les Allemands, puis par Dénikine; l'Oural — par les Tchéco-Slovaques, puis par Koltchak), de celles des produits alimentaires (l'Ukraine et le Caucase septentrional, occupés d'abord par les Allemands, puis par Dénikine; la région du Volga, l'Oural et la Sibérie, occupés d'abord par les Tchéco-Slovaques, puis par Koltchak). Enfin un blocus bien que non déclaré officiellement, mais sévèrement organisé par les puissances impérialistes de l'Entente, sépare la république des soviets des sources où elle aurait pu renouveler son outillage très détérioré pendant la guerre et dont le renouvellement est absolument indispensable à l'industrie comme à l'agriculture.

Malgré toutes ces difficultés, la direction ouvrière de l'économie, dans un pays arriéré, ruiné et serré dans l'étau puissant d'un impitoyable blocus, continue, tenant le marteau d'une main et le fusil de l'autre à lutter vaillamment déjà près de deux ans pour la réalisation de la révolution sociale universelle, marchant en tête du prolétariat du monde entier et défendant ses positions contre un ennemi qui semblait et semble encore pour certains esprits tout puissant.

Cette force de résistance colossale et que personne n'aurait pu prévoir, la république prolétarienne la doit à son désir inné de sauver de la décomposition les forces vives du travail. La force humaine est une des plus grandes forces productrices de la société. Le capital en général et tout capitaliste en particulier se conduisait dans le domaine économique à l'égard de la force ouvrière en exploitant invétéré. De toutes les forces productrices de la société seule la main d'œuvre appartenait au prolétariat. Les capitalistes ne jouissaient que du droit de l'exploiter droit basé sur la nécessité où se trouvait le prolétaire de vendre sa capacité de travail à quiconque était en état de le rétribuer. Les capitalistes n'étaient donc pas directement intéressés à son accroissement. Il en résultait que la main d'œuvre était continuellement soumise à l'action de facteurs de destruction: en temps ordinaire la longueur excessive de la journée de travail et l'intensité du travail; dans les périodes de grand développement industriel (et de guerre) la force ouvrière de même que les instruments de production était vouée à une usure rapide par suite de l'intensification fiévreuse du travail; pendant les crises c'est la faim provoquée par le chômage et la baisse des salaires qui était d'un effet destructif pour la force ouvrière.

La direction ouvrière fut la première à prophétiser et à poursuivre dans la fabrique la politique de la conservation de la force ouvrière, la tenant pour une

des conditions essentielles de l'activité productive interrompre de la société; seule elle réalise enfin le programme minimum de la social-démocratie dans le domaine politique.

Bien plus, le pouvoir ouvrier, au nom de la conservation du prolétariat ne se contente pas de donner à l'ouvrier une ration alimentaire plusieurs fois supérieure (de 2 à 4 fois) à celle des représentants de la bourgeoisie ne travaillant point; elle confisque même à la bourgeoisie en cas de besoin les objets de première nécessité, les logements y compris pour les remettre au prolétariat. Ce que les ennemis du pouvoir ouvrier appellent le *communisme de consommation* n'est donc autre chose que la politique de conservation de la *force productive* fondamentale de la société — de la force du prolétariat.

L'accroissement de l'armée rouge est un exemple probant du succès de la direction ouvrière. Nous soulignons ici un seul des actes de la grande œuvre historique du prolétariat russe, à savoir le ravitaillement de l'armée rouge. Elle a contre elle un adversaire entre les mains duquel se trouvent les sources de produits alimentaires, de matières premières, de combustible, un adversaire pourvu par les soins du *capital mondial* et l'armée rouge se trouve néanmoins aussi bien et parfois mieux pourvue que celle de l'ennemi.

Ce résultat n'a pu être atteint que grâce à une concentration rationnelle des efforts dirigés vers la résolution des problèmes les plus importants, autrement dit grâce à l'organisation solide de la vie économique. La Russie a fait dans ce domaine pendant la période de dictature prolétarienne un grand pas en avant. Il ne reste plus actuellement une seule branche d'industrie qui ne soit centralisée et qui ne se trouve aux mains d'un organe ouvrier spécial, connaissant toutes les ressources et toutes les possibilités de ses entreprises, et les dirigeant par l'entremise des directions ouvrières. Chez nous non seulement la grosse, mais la petite industrie également et jusqu'à l'agriculture sont organisées actuellement. Un grand travail statistique est entrepris pour enregistrer toutes les forces productrices du pays. De cette manière nous avons non seulement commencé la construction du fondement de notre future société communiste, mais nous possédons déjà les moyens d'une concentration rationnelle des efforts pour la réalisation des problèmes particulièrement urgents. Une telle organisation de l'économie nationale permet en outre à la direction ouvrière de lutter contre la baisse des forces productrices qui a commencé encore pendant la guerre; cette lutte donne des résultats positifs, malgré la désorganisation générale provoquée par la guerre et malgré tous les obstacles presque insurmontables énumérés plus haut. Une des méthodes de la lutte contre la baisse des forces productrices est la concentration de la production; la fermeture des petites entreprises mal organisées au point de vue technique et antihygiéniques pour la plupart. Cette méthode est appliquée avec succès par le pouvoir soviétique presque dans toutes les branches de l'industrie. Un autre système consiste à placer les entreprises dans des conditions économiques plus favorables, c'est-à-dire à les transporter plus près des sources d'énergie — du combustible, des matières premières; à ce point de vue il faut souligner le transfert d'une série d'entreprises de Pétrograd, qui vivait en grande partie de charbon étranger et de matières premières du sud de la Russie, dans la Russie centrale et dans la région de l'Oural.

Un grand travail a été également accompli dans le sens de l'adaptation de la production aux nouvelles conditions dans lesquelles elle a été placée: le passage d'une grande partie des entreprises au chauffage de bois.

Dans beaucoup de fabriques et d'usines les cadres de la production ont été diminués de telle sorte que les produits se trouvent réduits à quelques types fondamentaux; ceci a pour résultat une augmentation de la productivité du travail. Des mesures sont prises en outre pour empêcher la falsification et pour adapter la qualité du produit aux nécessités des grandes masses de la population.

Dans beaucoup de branches de l'économie nationale la centralisation du ravitaillement et l'approvisionnement en matières premières par le gouvernement sont organisés.

Les travaux de construction continuent dans des proportions plus restreintes mais par contre sur un plan plus rationnel: nous entendons par là la construction des voies d'approche qui faisaient presque totalement défaut jusqu'à présent. De grandes stations électriques sont également en voie de construction, pour le chauffage à la tourbe et pour l'exploitation de l'énergie fournie par les cours d'eau.

Des industries nouvelles se forment, souvent encore inconnues en Russie, parfois de peu d'importance par leur proportions, mais toujours utiles dans l'économie du pays.

En résumé de grands préparatifs se font pour la société de l'avenir, car l'avenir appartient au prolétariat victorieux.

Des explorations de grande envergure ont été faites dans une grande partie de la Russie; ces explorations ont déjà donné de grands résultats et en permettent de plus grands encore dans l'avenir. Des projets de travaux grandioses ont été élaborés, des projets d'irrigation du Turkestan, de développement de la production du coton, de la construction des stations électriques pour le pays en électricité, des projets de canaux, de chemins de fer, etc. Enfin des expériences scientifiques se font sur l'application d'une série d'inventions importantes, sans compter d'autres nombreux travaux en préparation.

Des forces productrices colossales sommeillent dans le prolétariat. En plus de l'organisation rationnelle du travail social, empêchant la dépense improductive de la force ouvrière inévitable dans la désorganisation de la société capitaliste, en plus de la hausse maximum de toute l'énergie sociale atteinte par certaines des meilleures entreprises, la direction ouvrière qui réalise la synthèse de l'organisation de la production et de celle de la classe ouvrière (organisations antagonistes dans l'ancienne société), ajoute un facteur nouveau: l'enthousiasme pour le travail qui s'est manifesté avec une telle intensité aux samedis communistes — travail volontaire et gratuit accompli par les ouvriers-communistes tous les samedis, après leur journée terminée; ce travail ne s'accomplit pas pour un salaire, mais par enthousiasme devant la grande révolution prolétarienne délivrant l'humanité et la conduisant de l'empire du sang, de la boue et des larmes à celui du travail; il se trouve être 3, 4 et 5 fois plus productif que le travail ordinaire.

Cet enthousiasme s'allumera d'une flamme encore plus éclatante lorsque cette avant-garde russe du pro-

létariat, encore isolée pour le moment verra arriver à son aide d'autres détachements; c'est alors que le prolétariat universel, serrant les rangs rompra définitivement d'un effort unanime la chaîne déjà rompue à un

endroit de l'esclavage capitaliste et proclamera l'autocratie du prolétariat universel — du communisme universel.

L. KRITZMANN.

L'ÉCONOMIE ET LA POLITIQUE A L'ÉPOQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

A l'occasion du deuxième anniversaire du pouvoir soviétique, je m'étais proposé d'écrire une courte brochure consacrée à l'étude du problème formulé sous ce titre. Mais dans le tourbillon du travail quotidien, je n'ai pu réussir jusqu'à présent qu'à ébaucher la première esquisse de certains chapitres. Aussi me suis-je décidé à tenter un bref exposé schématique des idées, selon moi, essentielles qui existent sur la question. Sans doute le caractère schématique de mon exposé entraîne-t-il nombre d'inconvénients et de lacunes. Mais peut-être cependant, atteindrai-je pour un article concis de revue, le modeste but que je me propose et qui est de fournir les éléments nécessaires à la position de la question ainsi que le canevas destiné à servir à la discussion de cette dernière par les communistes des différents pays.

I.

Théoriquement, il est hors de doute que le capitalisme et le communisme sont séparés par une certaine période de transition, qui ne peut pas ne pas combiner les traits caractéristiques ou les propriétés de ces deux formes de l'économie publique. Cette période de transition ne peut pas ne pas être une période de lutte entre le capitalisme mourant et le communisme naissant ou, en d'autres termes, entre le capitalisme, vaincu mais non détruit et le communisme, déjà né mais encore extrêmement faible. Non seulement pour un marxiste, mais encore pour tout homme instruit, tant soit peu familiarisé avec la théorie de l'évolution, la nécessité de toute une époque historique reconnaissable à ces caractères généraux d'une période de transition, doit être évidente en elle-même. Et cependant toutes les récriminations relatives au passage au socialisme, que nous entendons de la bouche des représentants contemporains de la démocratie petite-bourgeoise (et en dépit de leur étiquette soi-disant socialiste, tous les représentants de la II^e internationale, y compris des hommes comme MacDonald et Jean Longuet, Kautsky et Frédéric Adler sont les représentants de la démocratie petite-bourgeoise) sont caractérisées par une méconnaissance totale de cette vérité évidente en elle-même.

Le propre des démocrates petits-bourgeois est d'avoir le dégoût de la lutte de classe, de rêver au moyen de parvenir à éluder cette lutte, de chercher toujours à «arranger» et à concilier, à arrondir les angles. C'est pourquoi de pareils démocrates, ou bien se refusent à reconnaître toute la période historique englobant le passage du capitalisme au communisme, ou bien se donnent pour tâche de forger des plans de conciliation de deux forces aux prises l'une avec l'autre, ou bien de prendre la direction de la lutte dans un des deux camps.

II.

En Russie, la dictature du prolétariat doit nécessairement présenter quelques particularités à elle propres, par rapport aux pays avancés, par suite de l'état très arriéré et de l'esprit petit-bourgeois de notre pays. Mais on trouve à la base en Russie les mêmes forces et les mêmes formes de l'économie politique que dans n'importe quel pays capitaliste, de sorte que ces particularités ne peuvent en aucun cas concerner les points essentiels. Les formes qui sont à la base de l'économie publique sont: le capitalisme, la petite production et le communisme. Les forces fondamentales sont la bourgeoisie, la petite bourgeoisie (surtout la classe paysanne) et le prolétariat.

L'économie de la Russie à l'époque de la dictature du prolétariat consiste dans la lutte, à ses premiers pas, du travail unifié sur la base du communisme dans le cadre unitaire d'une production géante avec la petite production et le capitalisme qui s'est conservé et qui renaît aussi sur sa base.

Le travail est unifié en Russie sur la base du communisme dans la mesure où *premièrement* la propriété privée sur les moyens de production est abolie et où, *deuxièmement* le pouvoir de l'état prolétarien organise à l'échelle nationale la grande production sur le sol de l'Etat et dans les entreprises de l'Etat, distribue la force ouvrière entre les diverses branches de l'économie et les entreprises, répartit la masse des stocks de produits de consommation appartenant à l'état entre les travailleurs.

Nous parlons des «premiers pas» du communisme en Russie (pour employer l'expression dont se sert le programme de notre parti, adopté en mars 1919), vu que toutes ces conditions ne sont réalisées chez nous que partiellement ou, en d'autres termes, vu que la réalisation de ces conditions n'en est chez nous qu'au stade primitif.

Instantanément, d'un seul élan révolutionnaire, on a fait ce qui, en somme, pouvait être fait d'emblée; par exemple, le premier jour de la dictature du prolétariat, le 26/X/1917 (8/XI/1917), la propriété privée sur la terre a été annulée sans indemnisation des gros propriétaires, c'est-à-dire que les gros propriétaires terriens ont été expropriés. En quelques mois, ont été expropriés également sans indemnisation, presque tous les gros capitalistes, propriétaires de fabriques, d'usines, de sociétés par actions, de banques, de chemins de fer, etc... L'organisation étatique de la grande production dans l'industrie et le passage du «contrôle ouvrier» à «la direction ouvrière» des fabriques, des usines, des chemins de fer, etc... sont déjà réalisés, mais dans le domaine de l'agriculture, ils ne font encore que commencer («exploitations soviétiques», grandes exploita-

tions agricoles organisées par l'état ouvrier sur la terre d'Etat). Parcellement, l'organisation des diverses formes d'association des petits agriculteurs, en tant que transition de la petite exploitation mercantile de la terre à l'exploitation communiste (*) ne fait aussi que prendre corps. On peut en dire autant de l'organisation par l'état de la répartition des produits en lieu et place du commerce privé, c'est-à-dire de la préparation et du transport par l'Etat des céréales nécessaires à la ville et des produits manufacturés nécessaires à la campagne. On trouvera plus loin les données statistiques recueillies actuellement sur cette question. La forme de l'économie rurale continue à demeurer la petite production mercantile. Ici nous avons affaire à une base extrêmement vaste et très profondément enracinée du capitalisme. Sur cette base-là, le capitalisme sa maintient et renait, luttant avec la plus âpre énergie contre le communisme. Les formes de cette lutte sont la contrebande et la spéculation qui sont dirigées contre la préparation par l'Etat des stocks de céréales (et aussi des autres produits), et, d'une façon générale, contre la répartition des produits par l'Etat.

III.

Pour illustrer ces assertions théoriques abstraites, prenons des données concrètes.

La préparation par l'Etat, en Russie, des céréales d'après les données du commissariat du Ravitaillement, s'est chiffrée, du 1^{er} août 1917 au 1^{er} août 1918 par 30 millions de pouds. L'année suivante le chiffre s'est élevé à 110 millions de pouds. Pendant le premier trimestre de la campagne suivante (1919—1920), les stocks préparés atteignent, semble-t-il, environ 45 millions de pouds, au lieu de 37 millions pendant les mêmes mois (août, septembre) de 1918.

Ces chiffres attestent éloquentement la lente, mais constante amélioration de la situation, au point de vue de la victoire du communisme sur le capitalisme.

Et cette amélioration est obtenue, en dépit des difficultés inconnues jusqu'à ce jour causées par la guerre civile, organisées par les capitalistes russes et étrangers qui tendent toutes les forces des états les plus puissants du monde.

C'est pourquoi, malgré tous les mensonges, toutes les calomnies des bourgeois de tous les pays et de leurs agents directs et cachés (les «socialistes» de la II^e Internationale), il demeure indiscutable qu'au point de vue du problème économique fondamental, la victoire est assurée chez nous à la dictature du prolétariat, c'est-à-dire au communisme sur le capitalisme. Et si la bourgeoisie du monde entier est prise d'un pareil accès de rage contre le bolchévisme, organise des expéditions militaires, ourdit des complots contre le bolchévisme, c'est précisément parce qu'elle comprend à merveille l'inéluctabilité de notre victoire dans la reconstruction de l'économie publique si nous ne sommes pas écrasés par la force des armes, ce qu'elle ne réussit pas à faire.

Les données statistiques suivantes fournies par la Direction générale de la statistique, et qui viennent seu-

lement d'être mises au point afin d'être livrées à la publicité, relatives à la production et à la consommation des céréales, non pas dans toute la Russie soviétique, mais seulement dans 26 de ses gouvernements, prouvent jusqu'à quel point nous avons déjà vaincu le capitalisme dans le court laps de temps que nous avons eu à notre disposition et malgré les difficultés, sans précédent ni dans le monde, au milieu desquelles il nous a fallu travailler.

Voici ces données:

26 gouvernements de la Russie soviétique.	Population (en millions).	Production des céréales (sans les semences et en pouds).		Céréales fourcies par le ravitaillement (en millions de pouds).		Quantité totale des céréales dont la population (en millions de pouds).	Consommation par habitant (en millions de pouds).
		en millions de pouds.	en millions de pouds.	en millions de pouds.	en millions de pouds.		
Gouvernements producteurs.	4,4	—	20,9	20,6	—	41,5	9,5
Gouvernements consommateurs.	25,6	62,3	—	—	—	481,8	16,9
Total.	30,0	62,3	20,9	20,6	—	523,3	18,4

Ainsi la moitié à peu près des céréales est fournie aux villes par le Commissariat du Ravitaillement et l'autre moitié, par la contrebande. Une enquête exacte sur l'alimentation des ouvriers des villes en 1918 a établi précisément cette proportion. Et le pain fourni par l'Etat revient à l'ouvrier dix fois meilleur marché que le pain fourni par les spéculateurs. Le prix du pain établi par ces derniers est dix fois supérieur au prix fixé par l'Etat. Voilà ce qui ressort d'une étude approfondie des budgets ouvriers.

IV.

Les données que nous venons de reproduire, si on les médite comme il convient, fournissent un tableau exact qui met en relief tous les traits essentiels de l'économie actuelle de la Russie.

Les travailleurs sont affranchis de leurs exploités et de leurs oppresseurs séculaires, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes.

Ce pas en avant dans la voie de la véritable liberté et de la véritable égalité qui, par son ampleur, son étendue et sa rapidité est sans précédent dans l'histoire, n'est pas pris en considération par les partisans de la bourgeoisie (y compris les démocrates petits-bourgeois) qui entendent la liberté et l'égalité dans le sens de la démocratie parlementaire bourgeoise qu'ils appellent avec grandiloquence la «démocratie» en général ou la «démocratie pure» (Kautsky). Mais les travailleurs ont en vue précisément la véritable égalité, la véritable liberté (l'affranchissement du jong des grands propriétaires fonciers et des capitalistes) et c'est pourquoi ils se prononcent si fermement pour le pouvoir soviétiste.

Dans un pays agricole, ce sont les paysans qui ont gagné en premier lieu, qui ont gagné plus que quiconque et d'emblée à la dictature du prolétariat. Le paysan souffrait de la faim en Russie, sous le régime des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Le paysan n'avait jamais en encore, au cours des longs siècles de notre histoire, la possibilité de travailler, pour lui-même; il crevait de faim, fournissant des centaines de millions de pouds de céréales aux capitalistes, dans les villes et à l'étranger. Pour la première fois sous le régime de la dictature du prolétariat, le paysan peut travailler pour lui-même et se nourrir mieux que l'habi-

(*) Le nombre des exploitations soviétiques et des communes agricoles dans la Russie soviétique s'élève à peu près à 3536 en 1961; le nombre des associations agricoles à 3696. Notre direction central de la statistique procède actuellement à un recensement exact de toutes les exploitations soviétiques et communes; ces nouvelles données commenceront à lui parvenir en novembre 1919.

tant des villes. Pour la première fois, le paysan a fait en pratique connaissance avec la liberté: la liberté de manger son pain, la libération de la famine. L'égalité dans la répartition de la terre atteignit, comme on sait, son degré maximum; dans l'énorme majorité des cas, en effet les paysans partagent la terre également entre «concommateurs».

Le socialisme est la suppression des classes. Pour supprimer les classes il faut d'abord renverser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Nous avons accompli cette partie de la tâche; mais ce n'est là qu'une partie de la tâche, et même ce n'est pas la partie la plus difficile. Pour supprimer les classes, il faut en deuxième lieu, faire disparaître la différence qui existe entre l'ouvrier et le paysan, faire de tous des *travailleurs*. On ne peut y parvenir d'emblée. C'est là en effet une tâche incontestablement plus difficile et nécessairement de longue haleine. C'est un problème qu'il est impossible de résoudre par le renversement d'une classe, quelle qu'elle soit.

C'est un problème qui ne peut être solutionné que par la reconstruction organisée de l'économie publique, par le passage de la petite exploitation mercantile privée, morcelée à la grande exploitation commune. Un pareil passage est de toute nécessité de fort longue haleine et on ne saurait que le retarder et lui créer des obstacles en recourant à des mesures administratives et législatives hâtives et insuffisamment réfléchies. On ne peut le précipiter qu'en apportant au paysan une aide telle qu'elle lui donne la possibilité d'améliorer, dans d'énormes proportions, toute la technique agricole, de transformer radicalement cette dernière.

Pour résoudre la deuxième partie, qui est la plus difficile du problème, le prolétariat, après avoir vaincu la bourgeoisie, doit suivre rapidement la ligne de conduite politique suivante vis-à-vis de la classe paysanne: il doit établir la séparation, la distinction entre le paysan travaillant et le paysan propriétaire, le paysan ouvrier et le paysan commerçant, le paysan laborieux et le paysan spéculateur.

C'est cette différence qui constitue toute l'essence du socialisme.

Et il n'est pas étonnant que les socialistes en paroles, qui ne sont en fait que des démocrates petits-bourgeois (les Martoff et les Tchernoff, les Kautsky et C^{ie}) ne comprennent pas cette essence du socialisme.

Cette distinction, est d'ailleurs très difficile, car dans la pratique, toutes les propriétés particulières à la vie du paysan, malgré leurs différences, leurs oppositions sont confondues cependant en un tout unique.

Toutefois la distinction est possible et elle n'est pas seulement possible, mais elle découle inéluctablement des conditions de l'économie rurale et de la vie paysanne. Le paysan travailleur a été pendant des siècles opprimé par les grands propriétaires fonciers, les capitalistes, les trafiquants, les spéculateurs et leurs états, y compris les républiques bourgeoises les plus démocratiques. Le paysan travailleur a appris, en lui-même au cours des siècles à haïr et à combattre ces oppresseurs et ces exploités, et cette «éducation» que lui a donnée la vie l'oblige à rechercher l'alliance avec l'ouvrier contre le capitaliste, contre le spéculateur, contre le trafiquant.

Mais en même temps, les conditions économiques de l'économie mercantile font infailliblement du paysan (pas toujours, mais dans l'immense majorité des cas) un trafiquant et un spéculateur.

Les données statistiques reproduites par nous plus haut montrent nettement la différence qui existe entre le paysan travailleur et le paysan spéculateur.

Ce paysan qui en 1918-1919 a donné aux ouvriers affamés des villes 40 millions de pouds de céréales au prix fixé par l'état par l'entremise des organes de l'état, malgré toutes les lacunes que présentaient ces organes, lacunes dont se rend parfaitement compte le gouvernement ouvrier, mais qui ne peuvent pas être évitées pendant la première phase du passage au socialisme,—ce paysan-là c'est le paysan travailleur, le camarade égal en droits de l'ouvrier socialiste, le meilleur allié de ce dernier, son vrai frère dans la lutte contre le joug du capital. Et le paysan qui a vendu en contrebande 40 millions de pouds de céréales à un prix dix fois plus élevé que celui fixé par l'état, tirant parti du besoin et de la famine avec lesquels l'ouvrier des villes se trouvait aux prises, frustrant l'état, augmentant et engendrant partout le mensonge, le vol, les flouteries, ce paysan-là est le spéculateur, l'allié du capitaliste, l'ennemi de classe de l'ouvrier, l'exploiteur. Il possède en effet un surplus de céréales qu'il a récolté de la terre commune à l'aide d'instruments dont la fabrication a exigé le travail, non seulement du paysan, mais encore de l'ouvrier et il ressort donc clairement que posséder un surplus de céréales et en tirer parti pour se livrer à la spéculation c'est se faire l'exploiteur de l'ouvrier affamé.

— Vous voulez la liberté, l'égalité, la démocratie, nous crie-t-on de tous côtés, et vous faites ressortir l'inégalité entre l'ouvrier et le paysan consacrée par votre constitution, la dispersion de la Constituante, la réquisition par la violence des surplus de céréales, etc...

Nous répondons: il n'y a pas eu au monde d'état qui ait fait autant pour abolir l'inégalité de fait, l'absence réelle de liberté dont le paysan travailleur a souffert pendant des siècles.

Mais nous n'admettons jamais l'égalité pour le paysan spéculateur, de même que nous n'admettons pas l'égalité de l'exploiteur et de l'exploité, de celui qui est rassasié et de celui qui a faim, ou la «liberté» pour le premier de piller le second. Et nous nous comportons avec les gens érudits qui ne veulent pas comprendre cette différence comme avec des gardes-blancs, même si ces gens se qualifient démocrates, socialistes, internationalistes (Kautsky, Tchernoff, Martoff).

V.

Le socialisme est l'abolition des classes. La dictature du prolétariat a fait pour arriver à cette abolition tout ce qu'elle a pu.

Mais il est impossible d'abolir les classes d'emblée.

Et les classes se sont conservées et se conserveront pendant l'époque de la dictature prolétarienne. La dictature ne sera plus utile quand les classes disparaîtront. Elles ne disparaîtront pas sans la dictature du prolétariat.

Les classes se sont conservées; mais chacune d'elles a changé d'aspect pendant l'époque de la dictature du prolétariat, les relations mutuelles des classes entre elles se sont également modifiées. La lutte de classe ne disparaît pas avec la dictature du prolétariat; elle ne fait que prendre de nouvelles formes.

Le prolétariat était, sous le capitalisme, la classe opprimée, la classe privée de toute propriété de moyens de production, la classe qui seule était immédiatement

et entièrement l'antithèse de la bourgeoisie et c'est pourquoi, seule aussi, elle fut capable d'être révolutionnaire jusqu'au bout. Le prolétariat est devenu, après avoir renversé la bourgeoisie et conquis le pouvoir politique, la classe dominante; il détient le pouvoir de l'état; il dispose des moyens de production déjà socialisés; il dirige les éléments et les classes hésitantes et intermédiaires; il écrase l'énergie de résistance recrudescente des exploités. Ce sont là des problèmes particuliers de la lutte de classes que le prolétariat ne se posait pas et ne pouvait pas se poser antérieurement.

La classe des exploités, des gros propriétaires fonciers et des capitalistes n'a pas disparu et elle ne peut pas disparaître d'emblée avec la dictature du prolétariat. Les exploités sont vaincus, mais non anéantis. Il leur est resté une base internationale, le capital international dont ils sont une succursale. Il leur est resté en partie quelques moyens de production; il leur est resté de l'argent; il leur est resté de considérables attaches sociales. Leur énergie de résistance s'est accrue, précisément à raison de leur défaite, cent et mille fois.

Leur «habileté» dans le domaine de l'administration de l'Etat, de l'armée, de l'économie politique leur donne un avantage fort considérable en sorte que leur importance est incomparablement plus grande que la place qu'ils occupent dans l'ensemble de la population. La lutte de classes menée par les exploités renversés contre l'avant-garde victorieuse des exploités, c'est-à-dire contre le prolétariat est devenue infiniment plus acharnée. Et il ne peut pas en être autrement si l'on parle vraiment de révolution et si l'on ne comprend pas sous ce terme (comme font tous les héros de la II^e Internationale) des illusions réformistes.

Enfin la classe paysanne, comme toute la petite bourgeoisie en général, occupe également sous la dictature du prolétariat une position moyenne, intermédiaire: d'une part, c'est la masse assez considérable (et dans la Russie arriérée énorme) des travailleurs unie par l'intérêt commun aux travailleurs de s'affranchir du gros propriétaire foncier et du capitaliste; de l'autre, ce sont les petits agriculteurs, les propriétaires et les commerçants. Une telle situation économique provoque inévitablement un mouvement d'oscillation entre le prolétariat et la bourgeoisie. Et dans la lutte intensifiée entre ces deux classes, dans le renversement extraordinairement brutal de tous les rapports sociaux, vu la force des habitudes de l'ancien état de classes, la routine qui est particulièrement remarquable précisément chez le paysan et chez le petit bourgeois, en général, il est naturel que nous assistions inéluctablement parmi ces derniers à des passages d'un camp dans l'autre, à des hésitations, à des revirements, à de l'incertitude, etc... Vis-à-vis de cette classe — ou vis-à-vis de ces éléments sociaux — la tâche du prolétariat consiste à les diriger et à lutter pour avoir sur eux

la prédominance. Rallier derrière lui les hésitants et les incertains, — tel doit être le rôle du prolétariat.

Si nous comparons toutes les forces ou classes fondamentales et les changements d'aspect apportés par la dictature du prolétariat dans leurs rapports mutuels, nous verrons quelle incommensurable ineptie théorique quel chef d'œuvre de stupidité constitue la conception petite-bourgeoise courante du passage au socialisme «par la démocratie» en général, conception que nous trouvons chez tous les représentants de la II^e Internationale.

Le préjugé, hérité de la bourgeoisie, du contenu absolu, en marge des classes, de la notion de «démocratie» — telle est la base de cette erreur. En réalité la démocratie aussi entre dans une phase tout à fait nouvelle avec la dictature du prolétariat et de la lutte de classes, monte à un échelon plus élevé, subordonnant à elle-même toutes les formes qu'elle soient. Les phrases générales sur la liberté, l'égalité, la démocratie équivalent en réalité à la répétition aveugle de notions qui apparaissent comme moulées sur les rapports établis par la production capitaliste (1).

Résoudre au moyen de ces phrases générales les tâches concrètes de la dictature du prolétariat signifie se placer complètement sur le terrain théorique principal de la bourgeoisie. Du point de vue du prolétariat, la question se pose seulement ainsi: libération de l'oppression par quelle classe? égalité de quelle classe avec quelle autre? démocratie sur la base de la propriété privée ou sur la base de la lutte pour la suppression de la propriété privée, etc...? Engels a expliqué il y a longtemps dans l'*Anti-Düring* que la notion d'égalité qui est moulée sur les rapports établis par la production capitaliste, se transforme en préjugé, si on ne comprend pas égalité dans le sens de suppression des classes. C'est cette vérité élémentaire de la distinction de la compréhension démocratique-bourgeoise et de la compréhension socialiste de la notion d'égalité qu'on oublie constamment.

Mais, si on ne l'oublie pas, il devient évident que le prolétariat, après avoir renversé la bourgeoisie, accomplit par là même un pas décisif dans la voie de la suppression des classes et que pour mener à bien cette tâche le prolétariat doit continuer sa lutte de classe en utilisant l'appareil du pouvoir de l'état et en faisant pression à la fois sur la bourgeoisie renversée et sur la petite-bourgeoisie hésitante.

N. LÉNINE.

(1) Note du traducteur. — Nous avons employé, pour simplifier les expressions, les termes: *petite production capitaliste, petite agriculture capitaliste, rapports établis par la production capitaliste* au lieu de l'expression russe, empruntée à la terminologie marxiste: «produits destinés à la vente». Cette dernière particularité caractérisant en effet le régime économique capitaliste et l'opposant plus directement au régime communiste qui a pour but la production de valeurs destinées à satisfaire les besoins communs et non de produits destinés au commerce.



RÉVOLUTION OU ÉVOLUTION?

Nous sommes révolutionnaires. Qu'est-ce que cela signifie? Deux choses: d'abord que nous considérons que sans révolution, le passage du régime capitaliste au régime communiste est impossible, ensuite que nous sommes résolus à mettre au service de la révolution prolétarienne toutes nos forces matérielles et morales.

Mais une question préjudicielle se pose sur laquelle la guerre et surtout la situation révolutionnaire créée par elle, ont fait apparaître dans les organisations ouvrières françaises un profond désaccord: Qu'est-ce que la révolution? Une pareille question posée avant 1914 dans les milieux ouvriers eût fait sourire. Tout le monde convenait au moins tacitement, car l'idée ne serait venue à personne de ratiociner sur ce mot, qu'une révolution était la substitution illégale, brusquée et inévitablement violente, d'un ordre politique ou économique à un autre.

On était pour ou contre la révolution et si certains d'entre nous propageaient tout comme aujourd'hui l'illusion qu'en face de la formidable organisation capitaliste le prolétariat trouve dans le bulletin de vote et le droit de coalition que lui accordent les prétendus démocrates, les instruments suffisant à son émancipation totale, du moins ne créaient-ils pas l'équivoque en se déclarant révolutionnaires.

A présent tout est changé. Il n'y a plus de réformistes, au moins dans la C. G. T. française, il n'y a plus que des révolutionnaires. Les deux postulats du début de cet article sont revendiqués hautement par les dirigeants confédéraux et considérés par eux comme des truismes. Il s'agit seulement de s'entendre sur le sens du mot révolution.

«Est-ce, dit Jouhaux, l'acte catastrophique qui détermine l'écroulement d'un système, ou est-ce, au contraire, le long processus d'évolution qui, peu à peu, pénètre ce système, l'action qui a sapé un régime, et qui, dans le sein même de ce régime, a constitué l'organisme nouveau qui lui succédera? C'est là qu'est la révolution pour les révolutionnaires conscients et cela n'a jamais été autre chose pour la C. G. T.»

Il est possible, bien que la chose soit douteuse, que la C. G. T. ait toujours en cette conception de la Révolution et n'ait jamais fait de distinction entre celle-ci et le «long processus d'évolution» sans «acte catastrophique»; mais, n'en déplaise à Jouhaux, il y a eu, il y a et il y aura très certainement de par le monde des révolutionnaires conscients qui ont eu, ont et auront de la révolution une tout autre idée que le secrétaire actuel de la C. G. T.

Je suis certain d'interpréter la pensée de quelques uns en affirmant que si la révolution n'est évidemment pas uniquement l'acte catastrophique redouté de Jouhaux, que si toute révolution achevée est un cycle aboutissant à l'instauration de l'ordre nouveau, il n'y a pas de révolution sans cette période catastrophique initiale

pendant laquelle s'opère avec une violence variable selon les résistances, la destruction du régime condamné.

L'idée de cette révolution lente, pacifique et légale couronnée par la formule proudhonienne: «L'atelier fera disparaître le gouvernement» est fort séduisante en sa nouveauté. A quoi bon, en effet, se donner la peine de jeter bas l'édifice croulant qui menace d'engloutir sous ses ruines la société tout entière lorsque sans risque et sans effort on peut remplacer une à une les anciennes pierres par de nouvelles? Pourquoi exproprier sans délai le possesseur de cet édifice lorsqu'il est si facile de cohabiter avec lui, quitte à le convaincre plus tard que l'heure est venue pour lui de quitter la place restaurée et confortable?

Le malheur est que cette idée n'est qu'un mirage trompeur, une dangereuse utopie.

Sans doute l'évolution des sociétés présente des analogies frappantes avec les phénomènes de la reproduction des espèces. Comme l'embryon humain, l'embryon social trouve d'abord dans le milieu qui le fait naître les conditions et la matière de son développement.

Mais pour être créatrice de la vie, cette gestation a une limite où l'accouchement, véritable révolution violente, s'opère. Lorsque des cellules vivantes d'activité indépendante se développent dans et au détriment d'un organisme, elles doivent s'en évader à un stade de développement déterminé sous peine de causer à la fois leur propre mort et celle de cet organisme. En matière de transformation sociale, l'expérience nous montre, et le fait a été vigoureusement mis en lumière par Ch. Radek dans une brochure intitulée: *De la science à l'action*, que la conception mécanique du passage du capitalisme au socialisme est une chimère en contradiction avec la conception matérialiste de l'Histoire. Les systèmes qui ont précédé le capitalisme n'ont même pas attendu pour disparaître de laisser après eux, entièrement prêts, les bases de l'ordre nouveau. Ils succombèrent lorsqu'ils furent devenus pour les éléments de cet ordre nouveau un frein insupportable.

Il ne suffit pas d'opposer aujourd'hui Proudhon à Marx pour rendre caduque cette loi naturelle.

Il est visible d'ailleurs que dégagé de la formule abstraite de Proudhon: «L'atelier fera disparaître le gouvernement», le néo-révolutionnarisme de Jouhaux n'est qu'une phraséologie démocratique bourgeoise à laquelle la formule vient simplement se juxtaposer sans que l'esprit puisse concevoir comment ces deux parties peuvent former un tout.

Repousser la violence, c'est bien! Nul plus que nous ne la hait et pas un homme digne de ce nom ne l'aime pour elle-même. Bannir de la révolution tout acte catastrophique, parfait! Mais on aimerait tout de même avoir du processus au bout duquel l'«atelier remplacera le gouvernement» une conception moins nébu-

leuse. J'appelle sans prétention et sans forfanterie, mais très instamment Jouhaux à s'expliquer sur ce point laissé par lui dans une obscurité complète.

Nous sommes d'accord sur le but à atteindre.

Baser la société uniquement sur la production était d'ailleurs la pensée de K. Marx. C'est aujourd'hui celle de Lénine. Il suffit pour s'en convaincre de lire le discours qu'il fit à Moscou lors de l'inauguration du Conseil supérieur d'économie populaire. Mais ces deux hommes ont sur Proudhon et... sur Jouhaux l'incontestable supériorité d'avoir, le premier, découvert scientifiquement les conditions de la victoire du prolétariat, le second, d'avoir su déterminer l'heure des réalisations pratiques.

K. Marx, en montrant de géniale façon l'évolution du capitalisme aboutissant à la révolution (la vraie) et à la dictature du prolétariat a fixé une longue page de l'histoire de l'Humanité vérifiée jusqu'ici par les événements.

Le secrétaire de notre C. G. T. complétant la pensée qu'il a trop brièvement exprimée au dernier Comité national, se doit d'en écrire une autre montrant que la première est désormais périmée.

A lui de nous dire comment les tentatives de collaboration de classe, faites pour améliorer le sort de la classe ouvrière et qui ont jusqu'ici si lamentable-

ment échoué, réussiront si bien dans l'avenir que cette classe trouvera en elles l'instrument de sa libération totale.

Comment, en forçant la bourgeoisie à faire toujours des concessions nouvelles, le prolétariat changera le régime capitaliste en un régime duquel les classes sociales et l'Etat auront disparu?

Comment il conçoit la transformation de la démocratie capitaliste et de ses organes de domination, économiques, administratifs, parlementaires... constitutionnels et extra-constitutionnels, corps constitués, grands journaux... en organes du pouvoir du prolétariat victorieux?

Enfin, en admettant la chose possible, dans quels délais, oh! très largement approximatifs, cette métamorphose enchantée et idyllique s'accomplirait elle de telle sorte que ses artisans aient l'assurance qu'ils ont fait la révolution?

Il faudra répondre ou ce sera l'aveu que ceux qui prétendent vivre dans la réalité et nous situer dans les nuages, qui nous accusent sans cesse de faire de la basse démagogie, sont eux-mêmes incapables de comprendre les réalités et de s'élever à la véritable conception du destin des masses prolétariennes.

P. LORIOT.



CORRESPONDANCE DE „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

LETTRE D'AMÉRIQUE

Vous m'avez demandé d'écrire pour les lecteurs de l'*Internationale Communiste* un exposé de la situation en Amérique. C'est avec plaisir que je me rends à cette demande.

Le mouvement ouvrier des États-Unis tant industriel que politique traverse en ce moment le stade le plus critique de son développement. D'une façon générale les travailleurs commencent à s'apercevoir que les anciens moyens d'organisation ne suffisent plus et que de nouvelles armes doivent être employées pour qu'ils puissent, dans leur lutte sans merci contre le Capitalisme, atteindre au succès, c'est à dire au triomphe de leurs aspirations à la liberté.

L'ensemble même des membres de la Fédération Ouvrière Américaine—A. F. of L.—(dirigée depuis bien des années par Samuel Gompers, et dont il continue à rester le président) commence à se rendre compte que les principes sur lesquels est basée cette organisation ne correspondent plus aux besoins de la classe ouvrière, et qu'ils ne sont applicables qu'au détriment de leurs intérêts économiques.

Avec la fondation, en 1905, de l'*Union Industrielle des travailleurs du Monde*, ordinairement désignée par les initiales I. W. W., les travailleurs sentirent pour la première fois la possibilité d'atteindre à une réelle «indépendance économique». La déclaration du principe fondamental des I. W. W. «que les intérêts de la classe capitaliste n'ont rien de commun avec ceux de la classe ouvrière» attira l'attention des ouvriers sur cet autre principe qu'on reconnut bientôt erroné «Bon salaire pour bonne journée de travail», c'est à dire salaire conventionnel; cette ancienne doctrine devait désormais être remplacée par un nouveau mot d'ordre: «l'abolition totale du salariat et de tous les maux qu'il entraîne».

Et voilà qu'après 15 années de propagande énergique de l'I. W. W. une certaine hostilité se manifesta enfin envers les chefs et les principes de la «Fédération Américaine du Travail» (A. F. of L.). Ces deux Unions poursuivaient en effet des tendances diamétralement opposées.

L'A. F. of L. d'après les données officielles qu'elle a publiées en janvier 1919, comptait à ce moment 3.250.000 membres, tandis qu'à la même époque l'I. W. W. ne comptait que 125.000 membres à peu près dont la plupart étaient des ouvriers non-qualifiés.

L'activité militante et la droiture des intentions de ces deux partis par rapport aux besoins, aux désirs et aux espérances des travailleurs sont suffisamment caractérisés par le fait, qu'après l'entrée de l'Amérique dans la guerre mondiale les principaux militants de l'I. W. W. (au nombre de cent) furent tous condamnés à de longues peines d'emprisonnement tandis que les leaders de la «Fédération» étaient choqués par les ~~am. les~~, invités aux banquets officiels, fêtés par les capitalistes.

Pour bien comprendre les tendances actuelles il suffit de constater que lors de l'arrestation des leaders de l'I. W. W. cette union comptait quelque 70.000 membres; après que ses militants eussent été emprisonnés le nombre des membres monta jusqu'à 125.000 et n'a pas cessé depuis de s'accroître.

Nombre de sections locales de cette union exigent une refonte complète de l'organisation dans les sens d'une révolution industrielle.

Ces changements de vues dans les milieux industriels ont de même trouvé leur expression dans une campagne politique entreprise par un troisième parti, dit «Parti Socialistes». D'une attitude toute passive d'abord envers les diverses organisations ouvrières ce parti se vit obligé à la fin à reconnaître et à accepter le principe des unions industrielles révolutionnaires.

Les concessions que firent en ce sens les leaders socialistes ne furent certes pas dictées par une conviction sincère, mais plutôt faites dans l'espoir de prévenir une menace à leurs propres intérêts, qu'il s'agissait de défendre.

L'entrée des États-Unis dans la guerre mondiale ne contribua pas [moins au remaniement des anciens groupements de la classe ouvrière, tant dans la sphère politique, que dans la sphère industrielle. Des courants *pour* et *contre* la guerre apparurent à la surface du mouvement. Ce fut la question à l'ordre du jour. Les discussions sur ce sujet ne pouvaient avoir et n'eurent qu'un résultat: le groupement des forces de part et d'autre.

Le Parti Socialiste, dans un congrès, expressément convoqué en grande hâte, condamna la guerre, comme un outrage à l'humanité et comme la plus criminelle des guerres dans toute l'histoire de l'humanité; il appela les travailleurs à protester en masse contre ce crime. Ces protestations eurent lieu et n'amènèrent que peu de résultat: beaucoup de travailleurs furent emprisonnés, tandis que les chefs qui avaient proclamé la doctrine de résistance retournaient, après la clôture du Congrès, à leurs occupations ordinaires et n'entreprenaient absolument rien pour aider les ouvriers à mettre en pratique les résolutions adoptées par le Congrès.

Les membres de la «Fédération Américaine du Travail»—l'A. F. of L.—se rangèrent au contraire avec leurs chefs (Samuel Gompers et autres) du côté du Gouvernement et acceptèrent la guerre comme une «croisade pour la liberté». Ce point de vue n'était certes pas partagé par tous les membres de la Fédération, mais leurs voix furent étouffées par de belliqueux roulements de tambours. Les mesures répressives du Gouvernement auxquelles s'associèrent activement les leaders de la Fédération eurent pour résultat de mobiliser les travailleurs les uns à l'armée et les autres dans les usines.

L'I. W. W. de son côté ne se fit aucune illusion sur les véritables motifs de la guerre; sans phrases redondantes

elle continua son œuvre d'organisation de la classe ouvrière en proclamant le principe de la guerre des classes et en introduisant dans les rangs des travailleurs organisés une discipline révolutionnaire. Ce fut un danger évident pour le Gouvernement et pour les capitalistes qui se virent obligés de recourir à des persécutions. Les centres des révolutionnaires furent un beau jour cernés et visités de fond en comble. Les livres, les manuscrits, toute leur littérature et les fonds furent confisqués et tous les militants actifs du mouvement emprisonnés. Le Gouvernement croyait par ces mesures être définitivement débarrassé de tout danger de révolte. Mais à peine les plus marquants des révolutionnaires furent-ils incarcérés derrière les barreaux des geôles que de nouveaux militants des deux sexes sortaient du rang et se révélaient parfaitement capable de continuer le grand travail commencé. Comme je l'ai déjà indiqué, le nombre des membres de l'I. W. W. s'accrût dès lors considérablement.

Sur ces entrefaites éclata, le 7 novembre 1919, la révolution russe qui obligea derechef les travailleurs à se prononcer. Ils eurent à décider: reconnaîtront-ils, oui ou non, la «Dictature du Proletariat» pendant la période de transition du régime capitaliste au socialisme? Conduits de nouveau par Samuel Gompers, leur constant porte-voix, les membres de la Fédération Américaine du Travail déclarèrent que la révolution russe n'était qu'une usurpation de pouvoir par la minorité, que le Bolchévisme détruisait toutes les libertés acquises par la «Démocratie» (Gompers n'a jamais renié le principe «d'un bon salaire pour une bonne journée de travail»). Gompers gagna par ces déclarations la confiance des plus grands banquiers du pays, des spéculateurs, des exploiters, bref, des meilleurs citoyens. Cette condamnation de la nouvelle république russe par des gens de l'acabit de Gompers resta en vigueur pendant une année environ; mais bientôt parmi les membres mêmes de la Fédération Américaine l'opinion prévalut qu'une tentative sérieuse avait été faite en Russie pour établir un gouvernement dans les intérêts exclusifs de la classe ouvrière. Des sections locales adoptèrent pour mot d'ordre en présence du Gouvernement: «Bas les mains, devant la Russie!». Ce cri de guerre fut répété par les différentes unions de la Fédération Américaine, non qu'elles se fissent une idée claire de ce que représentaient les Soviets russes, mais parce qu'elles avaient déjà proclamé précédemment le principe de l'autonomie locale et qu'elles s'imaginaient que la même doctrine devait être maintenant appliquée à la Russie. Se conformant aux exigences de la majorité de la Fédération Américaine les leaders suggèrent timidement que le mieux serait peut-être d'abandonner la Russie à son propre destin.

L'I. W. W. fut la seule organisation ouvrière des États-Unis qui comprit dès le premier moment de la révolution à quoi aspiraient les travailleurs russes. A leur instar les ouvriers d'Amérique entreprirent une campagne agressive contre le capitalisme américain; et parallèlement ils s'efforcèrent de prévenir l'étouffement du pouvoir des soviets par les puissances impérialistes.

Il n'est que juste de noter ici que le parti socialiste, à l'exception de quelques leaders fit aussi une propagande énergique en faveur des soviets russes. D'autres partis, moins considérables, unirent leurs voix pour cette propagande; citons entre autres la *Ligue de Propagande Socialiste*, etc.

De ce qui précède on pourrait conclure que le mouvement d'opposition des travailleurs américains, tant politique qu'industriel est assez fort pour empêcher l'intervention des capitalistes dans les affaires russes, au moins en ce qui concerne l'Amérique, et réellement cette opposition eut d'abord pour effet d'empêcher l'envoi des troupes américaines en Russie; mais elle n'eut pas assez de puissance pour empêcher l'assistance économique aux pays en guerre avec les Soviets. Pour atteindre à des résultats satisfaisants dans ce sens les travailleurs américains doivent entreprendre des démarches plus décisives — par exemple sous forme de grèves. De semblables efforts sont possibles en Amérique dans l'avenir le plus proche.

L'opposition du parti socialiste devint plus pressante lorsque les États-Unis se joignirent aux Alliés et atteignit son point culminant lors de la naissance de la 3^{me} Internationale fondée à Moscou, en mars 1918. Nombre d'unions provinciales américaines se rallièrent à la 3^{me} Internationale en adoptant le programme bolchéviste.

C'était en vérité aller trop à l'encontre de la plateforme du Parti Socialiste et renier la II^e Internationale à laquelle il continuait officiellement à adhérer. Par suite de l'opposition croissante de ce qu'on appelait «l'aile gauche», le Comité exécutif National fut sommé de convoquer une assemblée générale, afin de réviser le programme du parti et d'adopter une nouvelle tactique. Les fonctionnaires du Parti promirent tout ce qu'on voulait, la «Convention» fut convoquée en août. Mais sentant bien que «l'aile gauche» allait y prendre le pouvoir les chefs officiels du Parti s'arrangèrent pour en expulser préalablement la Fédération russe, les Hongrois, les Italiens, les Lettons et plusieurs sections locales, de sorte que 30.000 membres furent exclus du parti avant le 1^{er} juin.

Cet acte arbitraire de la part des dirigeants officiels eut pour effet, tout en excitant l'indignation des travailleurs, d'unir plus étroitement les éléments révolutionnaires industriels et politiques. Beaucoup de membres de l'I. W. W. qui d'abord s'étaient prononcés contre une obstruction politique s'inspirèrent de l'exemple de la révolution russe et des méthodes qu'elle employait. Une scission en résulta, comme dans l'Internationale. Car on avait compris que le mouvement révolutionnaire ne pouvait se borner à de nouvelles élections.

L'idée prévalut que les travailleurs pour gagner la bataille et arriver à une véritable libération économique devaient non seulement réagir contre l'oppression industrielle, mais entreprendre aussi une action politique nettement révolutionnaire.

Les membres expulsés du parti socialiste reconnurent la nécessité de former un nouveau parti politique qui réunirait toutes les forces militantes. C'est ainsi que se forma en juin le *Parti Communiste Américain* qui adhère à la III^e Internationale. Lorsque je quittai l'Amérique, le 1^{er} juin ce parti avait déjà beaucoup progressé sous le rapport de l'organisation, comme sous celui de la propagande révolutionnaire. Il gagne chaque jour de nouveaux adhérents.

Quand l'Amérique s'était décidée à prendre une part active dans la grande guerre mondiale il n'avait été question que d'une campagne de deux ans. La nécessité s'imposa néanmoins de fonder de nouvelles usines, pour les besoins de cette guerre. L'exploitation de nouvelles mines de char-

bon et de métaux fut commencée; la production industrielle s'accrut avec une rapidité invraisemblable. Il n'y eut qu'un cri: l'Amérique devait non seulement libérer le monde du «militarisme allemand» mais elle devait encore approvisionner et vêtir la plus grande partie de l'Europe.

Les capitalistes américains entrevirent la perspective d'énormes bénéfices à réaliser; il fallait à tout prix intensifier la productivité du travail afin de satisfaire à toutes les commandes. On fit comprendre aux travailleurs qu'ils devaient redoubler de zèle au travail dans l'intérêt de l'humanité! Ce fut dans les recoins les plus reculés de la contrée un bourdonnement de ruche industrielle. La patrie étant en danger les prolétaires furent invités à cesser les grèves. Des lois répressives furent édictées, les documents du parti socialiste et des autres organisations ouvrières furent confisqués, les militants les plus conscients de l'opposition furent jugés et condamnés à de longues peines. Des centaines parmi les meilleurs et les plus braves militants du mouvement révolutionnaire se virent enfermer pour avoir osé élever la voix contre les capitalistes et contre la guerre maudite. Le secrétaire général de l'I. W. W., William D. Haywood, est condamné à 20 ans de détention et Eugène V. Debs, ce vieux combattant du Parti Socialiste, subit une peine de 10 ans de prison. L'Amérique est bien entrée en campagne pour la cause de la «démocratie» d'après l'élégante expression de M. Wilson.

4 millions d'hommes ont été mobilisés, et 2 millions envoyés au-delà de l'Océan. L'Amérique assumait ainsi le rôle de défenseur des intérêts de «l'humanité»...

Mais la Révolution russe éclate; l'armée allemande est peu à peu démoralisée par la propagande russe. C'est à ce moment que Wilson publie sa fameuse déclaration des «14 points». Le gouvernement allemand demande un armistice, le Kaiser abdique et l'on entrevoit l'espoir d'une paix prochaine.

Les capitalistes américains avaient contracté de nombreuses obligations qu'ils n'eurent pas le temps de remplir. Point n'était besoin à présent d'exécuter les contrats, car on n'avait plus la sécurité de placer la marchandise. Un grand nombre de fabriques furent donc fermées, des mines abandonnées, les troupes démobilisées sans plus, si bien qu'il y eut en Amérique 4 millions (et même probablement davantage) de chômeurs. Telle fut la récompense de l'Amérique pour ses efforts de «sauver le monde». Les capitalistes s'enrichirent; nous eûmes 100.000 tués, 300.000 estropiés; des milliers d'hommes sont tombés victimes de différentes maladies, d'autres ont été jetés dans les prisons et 4 millions de travailleurs se sont trouvés sans travail.

Alors se mit au travail «la Conférence de la Paix» avec ses cinq vieillards (Wilson, Lloyd-Georges, Clémenceau, Orlando et

Mokino), installés autour d'un tapis vert, stores baissées et portes closes, résumant les dégâts et partageant le butin de la guerre. Ce qui d'après le premier des 14 points de Wilson, devrait s'appeler «un traité public, publiquement discuté».

On promit l'autonomie à la Pologne, à la Lituanie, à l'Esthonie à condition que ces pays aideraient à étouffer la Russie des Soviets. Des troupes anglaises, françaises et américaines furent envoyées pour combattre la république des ouvriers et des paysans qui venait de naître. Wilson déclara dans ses discours retentissants que les Alliés ne se proposaient aucunement d'intervenir dans les affaires intérieures de la Russie; mais le jour même de cette déclaration, les troupes américaines, dont Wilson était le Commandant en chef attaquèrent l'armée russe des Soviets.

Mais bientôt s'élevèrent dans toute l'Amérique de véhémentes protestations contre l'envoi des troupes américaines dans un pays auquel les États-Unis n'avaient jamais ouvertement déclaré la guerre. Le Président et son ministre de la guerre promirent que les troupes seraient rappelées, mais bien des mois se passèrent avant que cette promesse ne fut tenue...

À présent ces soldats démobilisés, ces milliers de travailleurs sans emploi ont compris le véritable but de la guerre qui n'a profité qu'aux capitalistes.

Quantité de meetings ont eu lieu dans tout le pays, exigeant un changement complet de politique. La police les a souvent dispersés, mais les travailleurs de plus en plus audacieux exigent qu'on les écoute. Des centaines de grèves ont eu lieu cette année. Des Conseils (Soviets) de soldats, de marins et d'ouvriers se sont formés dans un but d'agitation révolutionnaire et l'on peut espérer que le nouveau Parti Communiste réussira à grouper tous les éléments d'opposition du monde ouvrier (membres de l'I. W. W. et de l'A. F. of L., etc.) en un seul groupe compact en face de l'ennemi commun, c'est-à-dire du capitalisme exploiteur du travail.

L'avent de l'Amérique demeure problématique, mais ce que nous avons pu constater jusqu'à présent de l'initiative développée par les partis révolutionnaires de la classe ouvrière nous confirme dans notre espoir de voir bientôt les travailleurs s'insurger contre leurs oppresseurs et établir la dictature prolétarienne.

Mais la Russie nous a donné le bon exemple. Et le soin de défendre la révolution russe incombe aujourd'hui non aux travailleurs de la seule Russie, mais aux travailleurs du monde entier, parce que la révolution mondiale pourra seule assurer l'avenir des travailleurs.

John WALTER

DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL



A NOS CAMARADES COMMUNISTES ITALIENS, FRANÇAIS ET ALLEMANDS (Message du camarade Lénine).

Nous ne recevons ici que peu de nouvelles de l'étranger. Le blocus établi par les forbans impérialistes se resserre de plus en plus étroitement ; les plus redoutables puissances du monde nous assaillent dans le but de restreindre dans notre pays le pouvoir des exploiters. La baie implacable dont nous poursuivons les capitalistes de Russie et du monde entier se cache, cela va sans dire, sous le vain flux de paroles par lequel ils exaltent les hautes vertus de la « démocratie ». Pour les exploiters, fidèles à leur tactique, la démocratie bourgeoise est la « démocratie » en général, en quoi s'accordent tous les philistins, les petits bourgeois. — Jusques et y compris les Friedrich Adler, les Karl Kautsky et la plupart des leaders du parti des « d. » « indépendants » (indépendants du prolétariat révolutionnaire, mais fort dépendants des préjugés petits bourgeois).

Par contre le peu de nouvelles que nous recevons de l'étranger ne fait qu'accroître notre joie devant les progrès gigantesques que fait le communisme, parmi les ouvriers de tous les pays du globe, et devant la rupture toujours plus nette des masses avec les leaders corrompus et traitres du parti socialiste, qui, de Scheidemann à Kautsky, se sont rangés du côté de la bourgeoisie.

Tout ce que nous savons du parti italien, c'est que réuni en congrès il a décidé, à une immense majorité, d'adhérer à la 3^e Internationale et d'adopter le programme de la dictature du prolétariat. Ainsi donc le Parti Socialiste italien s'est rallié en fait au communisme, tout en gardant malheureusement son ancienne dénomination. Nous adressons à cette occasion un salut chaleureux aux ouvriers italiens et à leur parti.

En ce qui concerne la France, nous savons qu'il y a déjà rien qu'à Paris, deux journaux communistes : *l'Internationale* rédigée par Raymond Péricat et *Titre Censuré* rédigé par Georges Anquetil. Un certain nombre d'organisations ouvrières ont déjà adhéré à la 3^e Internationale. Les masses ouvrières accordent sans aucun doute leurs sympathies au communisme et au pouvoir des soviets.

Des communistes allemands, nous savons que leurs journaux paraissent dans diverses villes allemandes. Ces journaux portent souvent le titre de *Drapeau Rouge* (*Rote Fahne*). Le *Drapeau Rouge* de Berlin paraît clandestinement et même une lutte héroïque contre les bourreaux que sont les Scheidemann et les Noske servies devant la bourgeoisie par leurs actes, autant que les « indépendants » par leurs discours et par la propagande de leurs « idées » petites bourgeoises.

La lutte héroïque entreprise par le *Drapeau Rouge* des communistes de Berlin est vraiment admirable.

On est heureux de constater qu'il se trouve enfin en Allemagne des socialistes intègres et sincères, restés fermes et inébranlables, en dépit des persécutions et de l'infâme assassinat des meilleurs leaders du prolétariat. On voit donc enfin en Allemagne des ouvriers communistes engagés dans une lutte héroïque digne en fait d'être appelée « révolutionnaire ». Enfin, du sein du prolétariat allemand une force vient de surgir pour qui les mots « révolution prolétarienne » sont désormais une vérité.

Nous adressons notre salut aux communistes allemands.

Les Scheidemann et les Kautsky, les Renner et les Friedrich Adler, quelque différence qu'il ait entre eux au point de vue de leur intégrité personnelle, ont montré qu'ils étaient tous pareillement des petits bourgeois, des vils déserteurs de la cause du socialisme, des partisans de la bourgeoisie. Alors que tous ont, en 1912, rédigé et signé le manifeste de Bâle sur la future guerre impérialiste, parlant à cette époque de « révolution prolétarienne » ils se sont révélés en réalité démocrates petits bourgeois, chevaliers des illusions républicano-bourgeoises et démocratico-bourgeoises, auxiliaires de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Les communistes allemands ont puisé dans les persécutions dont ils ont été victimes, une nouvelle vigueur. Le fait même de leur dispersion actuelle témoigne de l'étendue de leur mouvement, qui est un mouvement irresistible issu du fond même des masses ouvrières et qui va grandissant. Est-il étonnant que ses militants soient dispersés, alors que la bourgeoisie réactionnaire et ses plats valets, les Scheidemann, les Noske et consorts, les traquent si furieusement qu'ils sont obligés de recourir aux méthodes d'organisation clandestine ?

Il est naturel également que, dans ces conditions, leur tactique donne lieu à des divergences de vues assez profondes. Nous ne voyons là rien de bien alarmant. Ce n'est qu'une maladie de croissance.

Les Scheidemann et les Kautsky peuvent bien se réjouir dans leurs organes, le *Vorwaerts* et la *Freiheit*, des divergences de vues existant entre les communistes. Il ne reste à ces héros d'un bourgeoisisme pourri nul autre moyen de dissimuler leur propre gangrène que de railler les communistes.

La vérité — seuls des aveugles peuvent ne pas l'apercevoir — c'est que les disciples de Scheidemann et de Kautsky ont trahi ignominieusement la révolution en

Allemagne, l'ont désertée et ont passé en fait du côté de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. C'est ce que Heinrich Laufenberg a mis en évidence, avec une force, et une clarté remarquables dans sa excellente brochure: *De la première à la seconde révolution*. Plus grandes sont les divergences entre les gens de Scheidemann et de Kautsky, divergences propres aux partis en décomposition et en voie de disparition, où il ne reste plus que les leaders sans les masses, pareils à des généraux sans armées. Si les masses quittent les Scheidemann pour suivre les Kautsky, c'est parce que ceux-ci représentent l'aile gauche (on peut s'en rendre compte en lisant n'importe quel compte-rendu de réunion), une aile gauche qui ne fait qu'amalgamer en un assemblage sans idées propres, les préjugés vieux et pu sillanimes de la petite-bourgeoisie sur la démocratie parlementaire, et l'adhésion à la révolution prolétarienne communiste, à la dictature du prolétariat, au pouvoir des soviets.

Adhérant en paroles aux thèses communistes les leaders corrompus des «indépendants» restent en fait des démocrates petits bourgeois, des «socialistes» du genre de Louis Blanc et des autres petits imbéciles de 1848 impitoyablement ridiculisés et détrus par Marx.

Ces divergences sont en réalité inconciliables. Pas d'accord possible entre les sectateurs de la pensée bourgeoise, qui, comme en 1848 brûlent de l'encens sur l'autel de la «démocratie» bourgeoise, dont le caractère leur échappe, et les prolétaires révolutionnaires. Collaborer leur est impossible. Haase et Kautsky, Friedrich Adler et Otto Bauer peuvent se démener tant qu'on veut, noircir des monceaux de papier, prononcer des discours interminables, ils ne sauraient dissimuler les marques attachées à tous leurs actes: incompréhension totale de la dictature du prolétariat et du pouvoir des soviets, communauté d'idées avec les démocrates de pensée bourgeoise, «socialisme d'eau douce», genre Louis Blanc et Ledru-Rollin. Leur rôle effectif dans la meilleure hypothèse est d'être des jonets entre les mains de la bourgeoisie, et, dans la pire, d'être ses auxiliaires directs.

«Indépendants», Kautskiens, social-démocrates autrichiens semblent former un parti unique; en réalité la grande masse des membres de ces partis n'est pas solidaire de ses chefs sur les points essentiels, principaux, fondamentaux. La masse engagera la lutte révolutionnaire et prolétarienne pour le pouvoir des soviets, dès que surviendra une nouvelle crise, et les «leaders» resteront à ce moment, ce qu'ils sont aujourd'hui, des contre-révolutionnaires. Tant que l'on s'en tient aux paroles, il n'est pas difficile de s'asseoir entre deux chaises; Hilferding en Allemagne, Friedrich Adler en Autriche sont passés maîtres dans cet art.

Mais que la lutte révolutionnaire s'engage et tous les artifices employés à concilier l'inconciliable crèveront comme des bulles de savon. C'est le sort éprouvé par tous les héros «socialistes» de 1848, et récemment en 1917—1919, par leurs neveux, les menchéviques et les socialistes-révolutionnaires russes. C'est celui qu'éprouvent aujourd'hui tous les paladins de la 2^e Internationale jaune ou de Berne.

D'une tout autre espèce sont les divergences entre les communistes. Elles diffèrent radicalement de celles dont il vient d'être question. Les hommes qu'elles semblent séparer représentent également un mouvement des masses qui grossit avec une rapidité étonnante. Leurs opinions quelque particulières qu'elles soient, ont une base fondamentale commune et solide comme la pierre: l'adhésion à la révolution prolétarienne, la lutte

contre les illusions et le parlementarisme démocratico-bourgeois, l'adhésion à la dictature du prolétariat et au pouvoir des soviets.

Sur une base pareille, les divergences ne sont pas redoutables: ce sont des maladies de croissance et non pas de décrépitude, de vieillesse. Le bolchévisme aussi a traversé plusieurs fois des crises de ce genre, il a même été éprouvé par plusieurs scissions peu importantes, mais au moment décisif, au moment où il s'est agi de conquérir le pouvoir et de fonder la république des soviets, le bolchévisme s'est trouvé uni, il a attiré à lui ce qu'il y avait de meilleur dans les courants de la pensée socialiste proches de son idéal, il a groupé autour de lui l'avant-garde du prolétariat *tout entière* et l'immense majorité des travailleurs.

Il en sera de même des communistes allemands. Les Scheidemanniens et les Kautskiens continuent encore à parler de «démocratie en général», ils vivent encore dans les idées de 1848; marxistes en parole, en fait ce sont des Louis Blancs. Leur mot de passe est «majorité», comme si l'égalité des bulletins de vote traduisait l'égalité entre l'exploité et l'exploiteur, l'ouvrier et le capitaliste, le pauvre et le riche, l'affamé et le repu.

A les entendre ne dirait-on pas que les capitalistes en gens honnêtes, nobles et pacifiques, n'ont jamais fait usage de la force, de la richesse, de l'argent, du pouvoir du capital, du joug de la bureaucratie, de la dictature militaire, mais ont toujours réellement tranché la question «à la majorité» des voix?

Scheidemanniens et Kautskiens (les uns par hypocrisie, les autres par une extrême stupidité, entretenue par des années d'action réformiste) sont d'accord sur un seul point, pour embellir la démocratie bourgeoise; dans ce but ils veulent faire croire que les capitalistes tranchent les questions d'État selon la volonté de la majorité, et non selon la volonté du capital appuyé sur la fraude, l'oppression et la violence exercées par les riches contre les pauvres. Si les uns et les autres sont disposés à «reconnaître» la révolution prolétarienne, c'est à cette seule condition que préalablement et sans toucher aux privilèges du capital et de la richesse, la majorité émette un vote (dans les conditions actuelles où les élections se font par les soins de l'État bourgeois!) «pour la révolution».

Peut-on sonder l'abîme de stupidité que révèle cette bourgeoisie manière de penser, l'abîme de naïveté de ces gens de pensée bourgeoise qui font crédit aux capitalistes, à la bourgeoisie, aux généraux, au mécanisme bourgeois de l'État?

Pour qui a étudié la conduite de la bourgeoisie, n'a-t-elle pas fait preuve d'une audacieuse tartuferie en appelant «démocratie» une égalité apparente alors qu'en réalité tous ses actes étaient dictés par la violence envers les pauvres, les travailleurs, les petits paysans et les ouvriers, et dirigés par la fraude, l'oppression et par une infinité d'autres moyens abominables. Cette tartuferie, la guerre impérialiste dont les Scheidemann et les Kautsky avaient odieusement masqué les traits vient de la démasquer aux yeux de millions d'hommes. A l'astucieuse politique de la bourgeoisie, le bolchévisme oppose la dictature du prolétariat. Elle est, cette dictature, l'unique moyen des travailleurs pour se défendre contre l'oppression du capital, contre la dictature militaire de la bourgeoisie, contre les guerres impérialistes. Elle est l'unique voie qui conduit à l'égalité et à la démocratie, à une égalité et une démocratie de fait, non de pure phraséologie, et qui se traduira dans la vie sociale, non par des

phrases de discours politiques, mais par une réalité économique.

Pour ne l'avoir pas compris, les Scheideman et les Kautsky n'ont été et ne sont que de méprisables renégats du socialisme et des défenseurs des idées de la bourgeoisie.

Le parti Kautskien ou «indépendant» est en voie de disparition et doit fatalement et à bref délai disparaître. Sa décomposition est rendue inévitable par les divergences qui existent entre la masse de ses membres révolutionnaires et ses «leaders» contre-révolutionnaires.

Le parti communiste au contraire ne pourra que se fortifier et s'agrandir après avoir surmonté des divergences identiques (au fond) à celles que le bolchévisme eut à surmonter.

Les divergences entre les communistes allemands, pour autant que je puisse en juger, se ramènent à la question de l'utilisation des possibilités légales» (selon l'expression des bolchéviques en 1910—1913); faut-il se servir des institutions telles que le parlement bourgeois, les unions professionnelles réactionnaires et la «loi sur les soviets» (dénaturées par les Scheidemanniens et les Kautskiens)? Les uns disent oui, les autres veulent les boycotter. — Nous, bolchéviques russes, nous avons vu dans notre sein des divergences de ce genre en 1906 et en 1910. Ce que nous pouvons reprocher à un grand nombre de jeunes communistes allemands, c'est de manquer tout simplement d'expérience révolutionnaire. S'ils avaient passé par deux révolutions bourgeoises (comme nous en 1905 et en 1917) ils ne préconiseraient pas le boycottage de façon si absolue et ne verseraient pas de temps à autre dans les erreurs du syndicalisme.

Mais nous l'avons dit, c'est là une maladie de croissance. Elle passera à mesure que grandira le mouvement et il grandit magnifiquement. Tout en combattant ces erreurs secondaires il faut éviter d'exagérer les divergences, car il est évident à nos yeux de tous qu'elles seront liquidées dans un avenir prochain, par la lutte pour la dictature du prolétariat, pour le pouvoir des soviets.

Personnellement, en me plaçant au point de vue des théories marxistes, comme en me fondant sur l'expérience de trois révolutions (celles de 1905, de février 1917 et d'octobre 1917) je considère comme une erreur absolue le refus de participer à l'action du parlement bourgeois, des unions professionnelles réactionnaires (comme celles de Leghien, de Gompers et autres) ou de «soviets» ouvriers franchement réactionnaires, tels ceux que Scheideman et consorts ont dénaturés.

Parfois dans certains cas, dans tel ou tel pays, le boycottage peut être la bonne voie, comme ce fut le cas pour le boycottage de la douma tsariste par les bolchéviques en 1904, qui n'empêcha pas ces mêmes bolchéviques d'entrer dans la douma de 1907, bien plus réactionnaire et nettement contre-révolutionnaire. Nous avons pris part, en 1917 aux élections à l'Assemblée Constituante bourgeoise, que nous avons dispensée en 1918, au grand scandale des démocrates de la pensée bourgeoise, des Kautsky et autres renégats du socialisme. Nous sommes entrés dans des unions professionnelles tout à fait réactionnaires, purement menchévistes mais ne le cédant en rien (par leur esprit contre-révolutionnaire) aux unions de Leghien, aux

unions allemandes les plus viles et les plus réactionnaires. Aujourd'hui même, deux ans après la conquête du pouvoir gouvernemental, nous n'avons pas encore fini de lutter contre les débris des unions professionnelles menchévistes (du type de celles de Scheideman, de Kautsky, de Gompers, etc.), ce qui prouve la lenteur du processus et l'influence considérable des idées bourgeoises dans certaines régions ou dans certaines professions.

Nous avons d'abord été la minorité dans les Soviets, la minorité dans les unions professionnelles et dans les coopératives. Grâce à un travail lent, à une lutte opiniâtre,—tant avant qu'après la conquête du pouvoir politique—nous avons obtenu la majorité dans toutes les organisations ouvrières, puis dans les organisations non-ouvrières et enfin dans celles des petits paysans.

Seuls les canailles ou les imbéciles peuvent soutenir que le prolétariat doit d'abord conquérir la majorité à des élections faites sous le joug de la bourgeoisie, sous le joug de l'esclavage salarié, et ne conquérir le pouvoir qu'après. C'est le comble de la cupidité ou de l'hypocrisie, car cela revient à remplacer la lutte des classes et la révolution par des votes émis sous l'ancien régime, sous l'ancien gouvernement.

S'agit-il de grève? Le prolétariat mène sa lutte de classe, sans attendre qu'un referendum ait eu lieu avant que la grève éclate,—quoiqu'il faille, pour que celle-ci réussisse, la sympathie de la majorité des travailleurs (et par conséquent de la majorité de la population). S'agit-il de la révolution proprement dite? Le prolétariat mène sa lutte de classe, et renverse la bourgeoisie, sans nul scrutin préalable (qui ne pourrait être organisé que par la bourgeoisie et sous son régime d'oppression),—quoique le prolétariat sache très bien que pour que sa révolution réussisse, pour parvenir à renverser la bourgeoisie, il lui est absolument nécessaire d'avoir la sympathie de la majorité des travailleurs (et par conséquent de la majorité de la population).

Les crétins parlementaires et les Louis Blancs «exigent» absolument, pour déterminer cette sympathie de la majorité des travailleurs, qu'un scrutin ait lieu et qu'il soit organisé par la bourgeoisie. C'est là une opinion de pédants, de moribonds ou d'habiles charlatans.

La vie nouvelle, l'histoire des révolutions accomplies, montre qu'il est souvent impossible de prouver la «sympathie de la majorité des travailleurs» par voie de scrutin (sans parler de ceux qui sont organisés par les exploités, étant donnée l'égalité des exploités et des exploités). Très souvent la démonstration est faite, non par des scrutins mais par la croissance d'un des partis ou par l'accroissement du nombre de ses membres dans les soviets, ou bien par le succès d'une grève isolée mais qui, pour une raison ou pour une autre, a acquis une énorme importance, ou encore par les succès remportés dans la guerre civile, etc.

L'histoire de notre révolution en est un exemple. Elle montre que la sympathie de la majorité des travailleurs des immenses territoires de l'Oural et de la Sibérie pour la dictature du prolétariat s'est manifestée, non par des scrutins, mais, au cours d'une expérience d'un an, alors que le général tsariste Koltchak exerçait le pouvoir dans l'Oural et en Sibérie. Le gouvernement de Koltchak était aussi à son début une «coalition» des Scheideman et de Kautsky (en russe «menchéviques» et «socialistes-révolutionnaires»,

partisans de la Constituante), analogue à celle de Haase et Scheidemann qui, grâce à leur « coalition », préparèrent la voie au gouvernement de von der Goltz ou de Ludendorff et lui servent de paravent tout en le présentant sous d'aimables couleurs. Remarquons entre parenthèses que la coalition gouvernementale de Haase et Scheidemann a pris fin, mais que la coalition politique de ces traîtres au socialisme subsiste; les preuves en sont dans les livres de Kautsky, dans les articles de Stampfer, dans le *Vorwaerts*, dans les articles des Kautsky et des Scheidemann sur leur alliance, etc.

La révolution prolétarienne est impossible sans que la majorité des travailleurs accorde sa sympathie et son appui à leur avant-garde: le prolétariat. Mais cette sympathie et cet appui ne viennent pas tout d'un coup, ne sont pas décidés par un vote: il les faut conquérir par une lutte de classe longue et ardue. La lutte de classe menée par le prolétariat pour obtenir la sympathie et l'appui de la majorité des travailleurs, ne prend pas fin à la conquête du pouvoir politique. La lutte continue mais sous d'autres formes. En ce qui concerne la révolution russe, les circonstances furent extraordinairement favorables au prolétariat (luttant pour sa dictature); la révolution prolétarienne a éclaté alors que le peuple entier était armé; la classe paysanne tout entière voulait l'abolition du pouvoir des propriétaires terriens et était exaspérée par la politique « kautskienne » des social-traîtres, des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires.

Et cependant, même en Russie, où les circonstances étaient extraordinairement favorables au moment de la révolution prolétarienne, où l'union de tout le prolétariat, de toute l'armée et de tous les paysans fut scellée dès la première heure, même en Russie, dis-je, la lutte du prolétariat, pour réaliser sa dictature, la lutte du prolétariat pour obtenir la sympathie et l'appui de la majorité des travailleurs a pris des mois et des années. Après deux années cette lutte a donné l'avantage au prolétariat, mais elle n'est pas encore complètement terminée. Nous avons définitivement conquis pendant ces deux années la sympathie et l'appui de l'immense majorité des ouvriers et des travailleurs paysans de la Grande Russie, y compris l'Oural et la Sibérie; il nous reste encore à conquérir définitivement la sympathie et l'appui de la majorité des travailleurs paysans (à distinguer des paysans exploités) de l'Ukraine. La puissance militaire de l'Entente pourrait nous écraser (je suis certain qu'elle n'y réussira pas) mais la sympathie de la majorité des travailleurs, cette sympathie qui nous soutient maintenant à l'intérieur de la Russie est d'une solidité inébranlable: grâce à elle nous pouvons dire que la Russie est l'État le plus démocratique que le monde ait jamais vu.

Si l'on songe à l'histoire de la lutte du prolétariat pour le pouvoir, lutte longue et difficile, d'une extrême richesse de formes, pleine de changements brusques, de revirements, de passages d'une forme de lutte à une autre, — on aperçoit nettement l'erreur que commettent nos frères, quand ils veulent « interdire » aux militants l'entrée des parlements bourgeois, des unions professionnelles réactionnaires, des comités tsaristes ou scheidemanniens de maîtres-ouvriers, des conseils d'usines, etc., etc. Cette erreur est le fait de l'inexpérience révolutionnaire des révolutionnaires les plus sincères et les plus convaincus, issus de la classe ouvrière. Aussi Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg avaient-ils mille fois raison lorsqu'en janvier 1919, ils virent et signa-

lèrent cette erreur; et cependant ils préférèrent rester avec les révolutionnaires prolétariens qui se trompaient sur une question d'importance secondaire, plutôt que de se trouver avec les renégats du socialisme, les Scheidemanniens et les Kautskiens, qui ne s'étaient pas trompés sur la question de l'action parlementaire, mais par contre, avaient cessé d'être des socialistes pour devenir des démocrates de pensée bourgeoise, des auxiliaires de la bourgeoisie.

Cela n'empêche qu'une erreur reste une erreur; il faut la critiquer et faire en sorte qu'elle soit rectifiée.

La lutte contre les Scheidemann et les Kautsky, traîtres au socialisme doit être implacable, mais elle ne doit pas faire écarter la question de savoir s'il faut ou non entrer dans les parlements bourgeois, les unions professionnelles réactionnaires, etc. Procéder autrement serait incontestablement une erreur, mais c'en serait une plus grande encore de méconnaître les idées du marxisme et de déroger à la ligne de conduite qu'il préconise (un parti politique fort et centralisé) pour adopter les idées et la pratique du syndicalisme.

Il faut viser à ce que le parti entre dans les parlements bourgeois, dans les unions professionnelles réactionnaires et dans les comités de fabriques amputés et émasculés à la façon de Scheidemann, qu'il soit partout où il y a des ouvriers, où l'on peut parler à des ouvriers et agir sur la masse ouvrière. Il faut à tout prix unir l'action clandestine à l'action légale, en établissant systématiquement et inflexiblement le contrôle du parti clandestin, de ses organisations ouvrières sur l'action légale. Certes, ce n'est pas chose facile, mais y a-t-il quelque part pour le prolétariat tâches « faciles », moyens « faciles » de combat?

Cette tâche si difficile qu'elle soit doit être réalisée à tout prix. Ce qui nous sépare des Scheidemann et des Kautsky, ce n'est pas seulement (et ce n'est pas surtout) que nous admettons l'insurrection armée alors qu'ils ne l'admettent point. La différence principale, essentielle entre eux et nous c'est que dans tous les champs d'action (parlements bourgeois, unions professionnelles, coopératives, presse, etc.) ils suivent une politique inconséquente, opportuniste, ou se conduisent sans ambages comme des traîtres et des renégats.

Contre la politique des social-traîtres, contre le réformisme et l'opportunisme, — telle peut et telle doit être la politique à suivre sur tous les terrains de combat sans exception. Par elle nous conquerrons la masse ouvrière. Par elle l'avant-garde du prolétariat, le parti politique marxiste centralisé conduira sûrement le peuple à la dictature victorieuse du prolétariat, à la démocratie prolétarienne, appelée à remplacer la démocratie bourgeoise, à la république des soviets, au régime socialiste.

La III^e Internationale a remporté en quelques mois des victoires brillantes et sans précédent. Étonnante est la rapidité de sa croissance. Les erreurs partielles et les maladies de croissance ne sont pas pour nous alarmer. En les critiquant directement et ouvertement nous ferons en sorte que la masse ouvrière des pays civilisés, élevée à l'école marxiste, se débarrasse bientôt de ceux qui ont trahi le socialisme, des Scheidemann et des Kautsky de toutes les nations (et ces types se rencontrent dans toutes les nations). La victoire du communisme est inéluctable. Nous vaincrons.

N. LENINE.

Octobre, 1919.

LE PARTI SOCIALISTE ITALIEN ET LA III INTERNATIONALE

; Résolution adoptée par le Congrès de Bologne.

Le Congrès du Parti Socialiste Italien réuni à Bologne reconnaît la nécessité de réviser le programme adopté au Congrès de Gênes en tenant compte des événements qui se sont accomplis depuis cette époque et de la situation internationale créée par la crise mondiale que la guerre a déterminée.

Le Congrès considère que *la révolution russe*—l'événement le plus heureux de l'histoire du prolétariat—exige pour sa propagation dans tous les pays capitalistes civilisés un concours sans restrictions;

considérant que jusqu'à ce jour la classe dominante n'a jamais et nulle part, renoncé à son pouvoir sans y être obligée par la force,—que la classe des exploités a recouru à la violence pour défendre ses privilèges et étouffer les tentatives de libération de la classe opprimée,—le Congrès exprime la conviction que *le prolétariat doit aussi avoir recours à la violence* pour résister à la violence bourgeoise, s'emparer du pouvoir et affermir les conquêtes de la révolution.

Le Congrès souligne la nécessité de consacrer une attention toute particulière à la préparation *morale et technique de la révolution*. Considérant la situation politique actuelle et la proximité de la campagne électorale le congrès décide d'adopter pour base de toute agitation électorale *la propagande la plus énergique des principes du communisme et l'attaque des institutions bourgeoises de gouvernement*. Tenant compte de ces résolutions le congrès décide de *modifier le programme du parti* et formule comme suit les textes nouveaux:

Considérant que dans l'ordre social actuel l'humanité se divise en deux classes: la classe ouvrière exploitée et la classe capitaliste qui détient toutes les richesses sociales et les monopolise;

que les salariés des deux sexes de toutes les professions et de toutes les catégories, forment par suite de leur dépendance économique le prolétariat voué à la misère, à l'injustice et à l'oppression;

que la structure économique et sociale actuelle, soutenue par un système politique, détesté de tous les travailleurs ne fait que traduire la souveraineté de ceux qui ont monopolisé au détriment de la classe ouvrière *la propriété* de toutes les richesses sociales et naturelles;

que les ouvriers ne peuvent s'émanciper que par la *socialisation des moyens de production* (mines, usines, transports, etc.) et par le *passage de la direction de la production à la société entière*;

considérant que la société capitaliste et l'impérialisme auquel elle a donné naissance ont provoqué des

guerres sanglantes et les nécessiteront à l'avenir sur une échelle de plus en plus vaste;

que seul le socialisme peut donner à l'humanité la paix civile et économique;

que la ruine de tous les pays cultivés témoigne d'une *banqueroute* qui menace à la fois les vainqueurs et les vaincus;

que *l'incapacité évidente de la classe bourgeoise* à guérir les maux qu'elle a créés, indique le commencement d'une ère révolutionnaire qui doit transformer radicalement la société et nous conduire à la chute de la domination capitaliste et à *la conquête du pouvoir politique et économique par le prolétariat*;

que les instruments de la domination capitaliste, de l'oppression, de l'exploitation (l'État, les organes d'administration et les institutions sociales bourgeoises) *ne peuvent en aucun cas être transformés en organes servant à l'émancipation du prolétariat*;

qu'il faut opposer à ces institutions de nouvelles institutions prolétariennes (Soviets de députés ouvriers, Soviets des travailleurs de la campagne, Soviets économiques etc.) qui agiront d'abord au sein de la société capitaliste, comme des organes d'émancipation et de lutte violente pour se transformer ensuite en organes de transformation économique et sociale et en fondements du nouvel ordre communiste;

que *la conquête, par la force, du pouvoir politique* doit signifier pour les ouvriers le passage de ce pouvoir de la bourgeoisie au prolétariat et le commencement de la phase transitoire de dictature prolétarienne;

que cette dictature doit hâter la période historique de transformation sociale communiste après laquelle toute domination d'une classe sociale sur une autre disparaîtra d'elle-même par suite de la disparition des classes opposées, et le libre développement de chaque individu deviendra la condition du libre développement de tous,

le congrès décide:

1. de transformer l'organisation du Parti Socialiste Italien dans un sens correspondant aux principes énoncés ci-dessus;

2. d'adhérer à la III^e Internationale qui représente et défend ces principes du *comm du prolétariat international*.

3. A l'égard des syndicats qui se placent sur la plateforme de la lutte des classes, le congrès décide de réunir tous les efforts dans le but de les amener à tendre toute leur activité vers la victoire complète des principes fondamentaux énoncés ci-dessus.

FONDATION DU PARTI COMMUNISTE DES ÉTATS-UNIS

Discours prononcés par les camarades Right et Zinoviev à la séance du Soviet des Députés ouvriers et soldats rouges de Pétrograd, le 24 Sept. 1919.

Discours du camarade Right.

Le camarade Right parle en anglais.
Le camarade Reinstein traduit.

Reinstein. Le camarade Right vous apporte le salut du Parti Communiste (bolchévique) américain qui vient de se fonder (*applaudissements*). Voici deux ans, vous dit-il, que vous avez engagé ici une lutte, qui a ébranlé le monde bourgeois tout entier. Je connais les difficultés que les ouvriers et les paysans russes ont eu à surmonter, les privations qu'ils ont eu à subir, et bien que n'ayant passé en Russie que fort peu de temps, j'ai eu assez d'occasions d'observer l'enthousiasme, la ténacité, la résolution de lutter jusqu'au bout, dont les masses ouvrières russes sont pénétrées.

De retour en Amérique, c'est avec une complète assurance que je pourrai dire à vos camarades d'outre-océan que, quelles que soient les difficultés et les dangers de votre lutte la bourgeoisie mondiale ne vaincra pas, — qu'elle ne réussira pas à briser le prolétariat russe des villes et des campagnes, et que notre drapeau rouge aura la victoire finale. Je sais bien que vous êtes cernés par l'ennemi; et que vous avez aussi à repousser à l'intérieur l'assaut de votre bourgeoisie, soutenue par celle de tous les pays impérialistes — y compris la bourgeoisie rapace des États-Unis —; mais ce concours ne pourra se prolonger longtemps, car à l'étranger aussi les masses ouvrières se pénètrent de plus en plus du même esprit révolutionnaire, des mêmes idées communistes que vous. Sous la pression qu'elles exercent, les gouvernements sont contraints de restreindre peu à peu les concours qu'ils fournissent aux contre-révolutionnaires russes; il faudra bien qu'ils vous laissent en paix, qu'ils vous accordent la possibilité d'édifier votre nouvelle société socialiste et de montrer au prolétariat et à la classe paysanne de tous les pays le chemin par lequel nous pouvons, fraternellement unis, aller vers le règne du travail et vers la liberté.

Le camarade Right, poursuivant, nous dit que nos frères américains suivent avec une attention concentrée, avec la plus vive sympathie, avec admiration, la lutte, qui se déroule ici. Mais ils se rendent compte qu'il est insuffisant de manifester envers vous de la sympathie ou de l'admiration; qu'ils doivent eux-mêmes en Amérique, combattre, afin d'élever au plus tôt l'insigne de la révolution sociale, le drapeau de l'Internationale Communiste. Et déjà se créent là-bas des organisations qui se rangent absolument sous ce drapeau. L'une des principales et des plus combatives, l'une des plus révolutionnaires, c'est celle des I. W. W. (Industrial Workers of the World). Dès le début de la guerre elle a combattu le militarisme, elle s'est insurgée contre la politique de guerre des États-Unis. C'est pourquoi elle a été la première l'objet des persécutions du gouvernement.

Au début de 1917, le gouvernement américain intervint dans la guerre européenne et les diverses organisations révolutionnaires, la gauche du parti socialiste

et les I. W. W. surtout entreprirent une action antimilitariste énergique. Le gouvernement de Wilson, le gouvernement de la libre et démocratique Amérique, ne combattit d'abord ce mouvement que par la violence et par l'arbitraire et tenta finalement de briser l'organisation ouvrière. Le 5 juin 1918 le gouvernement fit assaillir divers centres des I. W. W. et arrêta en un seul jour 96 militants. Envoyés devant les tribunaux ils furent tous, bien qu'on n'eût à leur imputer aucune accusation fondée, bien qu'on n'eût relevé aucune charge contre eux, condamnés à de longues peines d'emprisonnement, variant entre 5 et 10 ans de forteresse; les chefs les plus en vue furent même gratifiés de 20 ans de prison.

Nombre de socialistes ont été traités de la sorte par le gouvernement américain. En ce moment près de 3.000 prolétaires, chefs et militants du mouvement socialiste ou syndicaliste sont dans les prisons et les forteresses, entre les griffes du capital américain. Malgré ce coup, porté dans l'intention de décimer l'organisation révolutionnaire, des éléments plus jeunes prirent, immédiatement après les arrestations, la place des militants emprisonnés. L'organisation ne fut pas détruite, loin de là; au contraire le nombre de ses membres est maintenant porté, malgré les persécutions, de 75.000 à 125.000. Le Parti Ouvrier Socialiste a comme auparavant, maintenu son irréductible opposition à l'opportunisme, à la paix sociale, au social-patriotisme. Au cours de ces dernières années une rapide évolution à gauche s'est fait remarquer dans le Parti Socialiste. Notre camarade expose que la fondation de la III^e Internationale, en mars dernier au Congrès de Moscou, a beaucoup contribué à accentuer ce mouvement. Dès que le drapeau de la III^e Internationale eut été levé le mouvement américain, progressa rapidement sous son influence. Des éléments révolutionnaires entrèrent dans la lutte, sans se séparer d'abord du Parti, mais en s'organisant à part sous l'appellation *d'aile gauche* du Parti Socialiste. Ils voulaient avoir leur Comité Central (le Comité Central du Parti était entre les mains des modérés, dirigés par Berger, Hilquitt et par d'autres opportunistes) afin de convoquer un Congrès qui eut adopté à l'égard du gouvernement des soviets, de la dictature prolétarienne et de la III^e Internationale une attitude définie. Le Comité Central du Parti s'y refusait et faisait traîner les choses en longueur. A la fin, diverses organisations locales, et les groupes lettons, lithuaniens, hongrois, italiens, etc. — car le prolétariat américain est formé du mélange des prolétaires de différentes nationalités — adoptèrent des résolutions en faveur des soviets et de la III^e Internationale. Le Comité Central les combattit par la guilotine sèche, prononçant à chaque fois l'exclusion du groupe subversif. Ces mesures obligèrent l'aile gauche du Parti Socialiste à se réunir le 20 juin dernier à New-York et à poser les fondements d'un nouveau parti, le Parti Communiste Américain dont la plateforme est le gouvernement des soviets, la dictature prolétarienne, la III^e Inter-

nationale et l'organisation d'un parti socialiste qui englobera les éléments les plus énergiques (*applaudissements*).

Le camarade Right souligne les difficultés inouïes de la lutte que soutient en Russie le prolétariat révolutionnaire, mais il ne doute pas que nous ayons la victoire finale, non seulement en Russie, mais dans le monde entier. Il est convaincu que l'aide accordée par l'Amérique et par les autres pays de l'Entente par Koltchak et aux Dénikine ne leur servira pas à grand'chose. Il montre qu'en Amérique, en Angleterre, en Italie, en France, comme dans d'autres pays le prolétariat s'oriente rapidement à gauche, dépassant ses anciens chefs opportunistes; il s'oriente vers les positions adoptées par l'héroïque prolétariat russe. De cette façon les travailleurs révolutionnaires contraignent leurs chefs conciliateurs à adopter des mesures de plus en plus énergiques et à se prononcer nettement dans les intérêts de la révolution russe. Ce mouvement à gauche s'est déjà accentué au point qu'un traître à la classe ouvrière tel Gompers, le leader antisocialiste de la Fédération Américaine du Travail se prononce actuellement, après avoir marché de la main dans la main avec Wilson, contre l'intervention de l'Amérique dans les affaires russes. Le camarade Right ne doute pas que sous la pression des masses pénétrées de plus en plus par l'esprit de la troisième Internationale, les gouvernements bourgeois de France, d'Angleterre et d'Amérique se verront contraints de laisser la Russie édifier en paix le monde nouveau où régnera le travail (*applaudissements*). — Je sais, dit-il, que vous subissez bien des privations, que vous manquez de vivres et de médicaments. — Notre camarade a étudié d'assez près votre situation, les conditions et les caractères de votre lutte, l'attitude des prolétaires et des paysans, pour demeurer persuadé qu'aucun peuple du monde placé dans les conditions où se trouvent pendant cette grande lutte, le prolétariat et la classe paysanne russe, n'aurait pu témoigner d'une pareille opiniâtreté, d'une pareille abnégation, d'une pareille résolution de vaincre à tout prix. Sans nul doute, dit-il, cet exemple agira sur les autres peuples; il accroîtra la combativité et la tenacité du prolétariat international.

Feu de temps avant son départ d'Amérique, le camarade Right assista à une séance du Congrès de Washington et put y voir les sénateurs. Pas un ouvrier ne figurait parmi eux; on ne voyait là que visages bourgeois: avocats, politiciens et agents à la soldo de la bourgeoisie et des gros capitalistes. Jamais il n'oubliera, dit-il, le spectacle qu'il voit aujourd'hui d'une assemblée où ne figurent que des ouvriers et des ouvrières de Pétrograd et où il n'y a pas un visage bourgeois (*applaudissements*). Non seulement la Russie se passe de gouvernement tsariste, mais encore elle se passe de propriétaires exploités et de capitalistes, elle se porte très bien sans eux et notre camarade est convaincu que nous sommes dans la bonne voie, dans la voie où les ouvriers et les paysans russes unis à leurs frères de l'étranger qui les rejoignent, se libéreront prochainement du joug de la bourgeoisie internationale et la jettera dans la tombe que l'histoire lui a fait creuser elle-même. Mais, dit-il, le gage de votre victoire c'est que vous ne placez pas votre espoir en les représentants des autres classes; vous avez compris ce principe essentiel que la libération des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et tant que vous vous en tiendrez résolument à ce principe, tant que vous

compterez sur les forces de votre classe, tant que vous vous laisserez diriger par ses intérêts, les Koltchak, les Dénikine, les Wilson, les Clémenceau et les Lloyd Georges ne vous vaincront pas. L'ilée de la lutte des classes pénètre toujours plus profondément les masses laborieuses de la Russie. Et le camarade Right conclut: Camarades, ne désespérez pas! Quelle que soit votre pénible situation, croyez — et ce ne sont pas des mots — que le prolétariat de tous les pays, y compris l'Amérique, vous suit enthousiasmé par votre exemple. Il est vrai que l'aide que vous en attendez ne vient pas aussi vite qu'il serait désirable; néanmoins le cours des événements est d'une rapidité extraordinaire et l'heure n'est pas loin où le prolétariat russe qui lutte pour les Soviets, pour l'Internationale Communiste, pour l'émancipation du prolétariat de tous les pays ne sera plus seul, où les prolétaires d'Europe et d'Amérique viendront à son secours les armes à la main. L'heure est proche, l'heure où nous irons tous ensemble à l'assaut de la bourgeoisie mondiale et où le drapeau des Soviets de l'Internationale Communiste vaincra définitivement.

Discours du camarade Zinoviev.

Camarades, j'adresserai quelques mots au camarade américain qui vient d'arriver et, par son intermédiaire, à tous nos amis américains, non seulement en ma qualité de Président du Soviet de Pétrograd, mais aussi en ma qualité de Président du Comité Exécutif de la Troisième Internationale. Je prie notre camarade de bien vouloir dire chez lui de la part du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste que la naissance d'un Parti Communiste en Amérique, fut-il très faible à ses débuts, est considérée par l'Internationale tout entière comme un des grands événements de l'histoire du monde.

Si le démocrate allemand Jacobi, autrefois célèbre, a pu dire que la naissance d'un petit syndicat ouvrier avait plus de signification pour l'histoire de la culture que la grande bataille de Sadowa nous pouvons dire maintenant avec plus de raison encore que la naissance d'une organisation communiste, même petite, dans n'importe quel pays capitaliste a une signification incomparablement plus grande que toutes les représentations de gala et toutes les mises en scène de la fameuse Ligue des Nations, pétée de mensonges, et qui au cours de quelques mois a déjà revêtu aux yeux du monde l'aspect d'une Ligue de détresseurs. Mais l'Amérique, camarades, n'est pas un petit pays. Et le Parti Communiste américain n'y est déjà plus une petite grandeur.

La naissance du Parti Communiste dans le pays du capitalisme le plus avancé, dans le pays qui s'est tellement enrichi pendant la guerre qu'il ne sait plus où placer son or, la création en Amérique d'un Parti Communiste comptant 40.000 membres et croissant sous nos yeux est une des preuves de ce que la révolution prolétarienne mondiale embrasse non seulement la vieille Europe, mais traverse dès aujourd'hui l'Océan et embrasse le pays du capitalisme le plus riche.

La révolution mondiale ne sera assurée que lorsqu'elle aura vaincu, non seulement sur le continent européen, mais aussi en Amérique. La naissance du Parti Communiste américain et sa croissance sont les premiers signes qui nous annoncent l'avenir du printemps communiste international.

Ouvrez à l'heure actuelle n'importe quel journal européen. Quelle est la question d'actualité? La Troi-

sième Internationale est partout à l'ordre du jour. Je le dis avec la plus grande fierté mais sans la moindre exagération. Les articles de fond de la presse européenne parlent maintenant de l'Internationale Communiste. Ce même nom s'inscrit aussi dans les chroniques. Quand dans la petite Suisse on vote pour savoir si le Parti socialiste appartiendra à la troisième ou à la deuxième internationale les radios en informent le monde. Qu'est-ce que la Suisse? Elle équivaut à peu près à une circonscription d'importance moyenne en Russie. C'est une petite république démocratique de petits bourgeois. Mais là aussi il y a une classe ouvrière debout pour la Troisième Internationale. Les ouvriers y ont décidé de procéder à un referendum dans toutes les organisations, à la ville et à la campagne,—et les voix se comptent maintenant pour la deuxième ou pour la troisième internationale. Et les radios en informent l'univers! Les journaux de bourse de l'Europe et de l'Amérique retiennent leur souffle, peut-on dire, en attendant la décision des travailleurs suisses.

Pourquoi en est-il ainsi, camarades? Parce que la Troisième Internationale en ses 6 mois d'existence est déjà devenue une des plus grandes puissances, certes, bien plus grande que les illustres puissances capitalistes, pourries in-qu'à la moelle des os, prises tout ensemble. Plus de 25 partis ont adhéré à la Troisième Internationale et de ce nombre presque tous les grands partis d'Europe. Un calcul auquel nous nous sommes livrés ces jours-ci nous a montré que plus d'un million de membres appartiennent déjà à la III-e Internationale. Ajoutez à ce chiffre les familles de ces membres, ajoutez y les syndicats, les unions professionnelles qui adoptent notre plateforme et c'est par millions qu'il faudra compter.

Il y a plus. Les partis qui jusqu'à présent nous étaient hostiles, mais qui ont conservé dans leurs rangs des hommes ayant au moins en eux une étincelle de probité, tel que le parti des indépendants d'Allemagne, parlent déjà d'adhérer à la III-e Internationale. Le parti des indépendants tolère malheureusement encore dans ses rangs un rénégat tel que Kautsky; mais il compte aussi des gens qui veulent combattre la bourgeoisie. Et ces derniers, la III-e Internationale les guide.

Et pourrait-il en être autrement? Qui avons-nous en face de nous? La II-e Internationale où les assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg ont trouvé honneurs et bon gîte! Tout ce qui est honnête dans la classe ouvrière se sentirait avili d'appartenir à l'Internationale qui accueille ces assassins. C'est pourquoi son effondrement total n'est qu'une question de peu de temps. Tous les éléments honnêtes du mouvement ouvrier mondial adhèrent à notre internationale. Les ouvriers d'Europe, dans la mesure où ils ont conservé leurs organisations, dans la mesure où ils n'ont pas été tous égorgés, sont déjà entrés dans les rangs de la III-e Internationale.

Nous attendions la venue de l'ouvrier américain. Il est venu. Si, malgré un joug terrible, malgré l'état de siège, malgré les condamnations à des 25 années de prison prodiguées pour la seule adhésion au parti communiste, si malgré tout cela un parti communiste s'est fondé, qui nous envoie son représentant, c'est que notre cause est assurée, c'est que notre victoire est certaine en Amérique.

Vous avez entendu le discours du camarade Bright en anglais. Vous n'avez pu la comprendre, ne connaissant pas l'anglais. Mais il contenait deux mots que vous deviez comprendre: *bolchévisme*, *soviet*. Ces deux mots se répètent maintenant dans toutes les langues du monde, faisant battre fiévreusement les cœurs prolétaires. C'est pourquoi nous pouvons hardiment escompter la révolution qui murit là-bas.

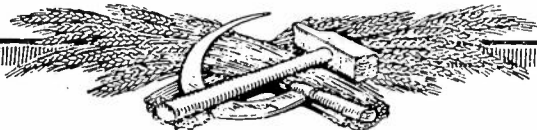
Un autre mot devait aussi vous être intelligible dans le discours de notre camarade. Il a parlé de *Koltchak*. Ce nom est connu en Amérique. M.M. Wilson, Roosevelt, Taft, s'époumonnent à crier: «Vive Koltchak!» Mais un autre cri, autrement puissant, leur répond: «Vive les Soviets! Vive le bolchévisme!» Peut-on douter, ne fût-ce qu'une minute de celui qui doit dominer l'autre? Certes ce ne sont pas les voix d'un petit groupe de banquiers qui étouffent le cri puissant, retentissant maintenant de toutes parts après une tuerie de quatre ans!

En votre nom et au nom du Comité Exécutif de la III-e Internationale j'adresse tout d'abord notre salut fraternel à nos 3000 camarades enfermés dans les prisons de la république bourgeoise américaine. Nous leur disons: chez nous aussi, à la veille de la révolution, les prisons étaient pleines. Nous le leur disons: l'exemple de l'Amérique est un enseignement pour le monde.

Il n'y a pas dans le monde de république plus démocratique que celle des Etat-Unis. On nous parle, à nous, russes, de *constituante*. Mais cette constituante existe en Amérique! Tout ce que le génie de la société bourgeoise a pu imaginer en fait de *libertés* existe en Amérique. On y possède un parlement démocratique et toutes les «libertés». Mais ces libertés signifient en fait la faim pour les travailleurs et toutes les licences pour les Koltchaks américains. Ces «libertés» n'empêchent pas qu'il y ait dans les prisons de la libre Amérique des milliers et des milliers de travailleurs. Tandis que chez nous, en Russie, il n'y a dans les prisons que ceux qui attendent à la liberté de la classe ouvrière, au pouvoir des Soviets, à la révolution communiste.

Puisse donc prospérer le parti communiste américain! Puissent prospérer les forces de la III-e Internationale! Et vive le Parti Communiste américain, et vive notre grande Internationale Communiste!

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



AUX PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS!

Travailleurs! Prolétaires!

Le prolétariat russe est à la veille de fêter le deuxième anniversaire de sa grande victoire. Voici déjà deux ans que vos camarades russes défendent avec une vaillance et un héroïsme inconnus jusqu'à ce jour notre cause commune. Voici déjà deux ans que la République des Soviets russes sonne le tocsin pour l'univers entier, appelant sous les drapeaux rouges les travailleurs de tous les pays.

Depuis deux ans, cernée par ses ennemis, bloquée par les Alliés et par les social-traitres allemands, la Russie des Soviets se défend. Depuis deux ans elle verse son sang à flots. Les généraux russes, aidés de leurs amis étrangers lui ont ôté le charbon et le naphte. On lui a ôté le pain. Les dents des fauves de l'impérialisme mondial mordent chaque jour dans sa chair. Et malgré toutes ses souffrances l'héroïque prolétariat russe est ferme à son poste. Toutes les forces du vieux monde, tous les bandits et tous les bourreaux, tous les financiers et tous les social-traitres ont uni leurs efforts contre la première dictature prolétarienne: Wilson et Dénikine, Lloyd Georges et le pape, l'abject Noske et Clémenceau, von der Goltz et Padérevsky, les cannibales finlandais et les filous roumains. Et malgré tout, le Parti Communiste Russe, notre glorieuse avant-garde reste au gouvernail du pouvoir.

Dans la malpropre campagne contre le Parti Communiste russe, les gardes-blancs de tous les pays se sont unis à ces messieurs Kautsky et Cie. Mais les travailleurs savent le prix de leurs calomnies. Et partout où battent des cœurs ouvriers demeurés probes les prolétaires marchent, gardant pour mot d'ordre, la parole donnée il y a deux ans par les camarades russes: *Tout le pouvoir aux Soviets!*

Prolétaires!

Jamais encore l'assaut de la contre-révolution mondiale ne fut aussi furieux qu'à présent. Les bandits de

l'impérialisme mondial tendent leurs dernières forces, jouent au hasard, risquent tout pour étouffer la Russie et inonder de sang ses quartiers ouvriers. Parce que la Russie a la première élevé le drapeau de l'Internationale; parce qu'elle a donné les usines et les fabriques à la classe ouvrière; parce qu'elle a mis au pouvoir la classe ouvrière; parce qu'elle lui a transmis toutes les richesses que la tuerie impérialiste n'avait pas encore gaspillées; parce que les ouvriers sont maintenant les maîtres de la Russie, messieurs les impérialistes veulent maintenant tuer la Russie.

Ouvriers!

Au jour glorieux de ce deuxième anniversaire élevez votre protestation contre l'agression des bandits mondiaux, se jetant sur la Russie! Que Churchill et Lloyd Georges sachent le 7 novembre que les travailleurs anglais ne permettront pas cette œuvre de provocation. Que le bourreau Noske sache le 7 novembre que ses machinations et celles de von der Goltz sont vouées à l'échec. Que Clémenceau comprenne le 7 novembre qu'il ne lui appartient pas d'exécuter la République des Soviets mais que le prolétariat français est près d'en finir avec lui!

Camarades!

Que le prolétariat exprime le 7 novembre sa ferme volonté par une grève de protestation!
A bas les bandits internationaux!
A bas le blocus de la Russie!
A bas l'intervention!
A bas l'alliance des bandits impérialistes européens et américains avec les monarchistes russes!
Vive la fraternité prolétarienne!
Vive les Soviets internationaux!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV.

LES COMMUNISTES AMERICAINS



JOHN RIO



JIM LARKIN



MAX EASTMAN



ROSA PASTOR-STOKES

HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

A LA MÉMOIRE D'EUGÈNE LÉVINÉ

Note de la Rédaction. La revue communiste Internationale, naguère éditée par Franz Mehring et Rosa Luxembourg et supprimée par ordre de la police dès la parution de son premier numéro, a reparu depuis juin dernier. Nous empruntons au numéro 4 de cette fraternelle revue la page suivante, consacrée à la mémoire du camarade Léviné, mort pour le communisme.

Nous voici de nouveau devant une tombe fraîche. Qu'il nous semble éloigné, infiniment éloigné, le temps où nous accompagnions à leurs dernières demeures nos camarades tombés les premiers pour la révolution! Qu'il nous semble éloigné ce jour brumeux de novembre, où nous les conduisîmes à leurs tombes! Ils étaient tombés en pleine bataille, de la mort enviable des champions de la révolution, — ils étaient tombés sans souffrance comme tombent à l'automne les feuilles mortes...

Mais survint l'hiver. Et cet hiver-là, ce ne fut pas d'un manteau de blanche neige immaculée que la terre se couvrit. La pourpre du sang humain devait la tacher.

Rouges journées de janvier, pendant lesquelles des centaines de prolétaires berlinois furent mitraillés aux coins des rues, pendant lesquelles Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg furent assassinés par de lâches spadassins — sur l'ordre de misérables aussi lâches... La mort se livrait dans toute l'Allemagne à une orgie sauvage. A Brême, à Brunswick, sur le Rhin, à Halle, en Silésie, au centre du pays elle s'enivrait de sang. Les bandes contre révolutionnaires lâchées par Noske, assassinant les ouvriers allemands, deshonorèrent l'Allemagne.

De nouveau Berlin saigne... Cette fois ce ne sont, comme aux jours de mars, des centaines de travailleurs qui tombent, mais des milliers, des dizaines de milliers. „Les innocents ou les coupables, n'importe!“ Tel est le principe de la „grande“ guerre dont Noske a fait sa devise dans sa lutte contre le prolétariat allemand.

L'heure fut terrible pour la classe ouvrière allemande. Mille blessures lui faisaient perdre son sang à flots; il semblait que la révolution dût en mourir.

Mais, de même que le feu couvant sous la cendre s'en échappe parfois en flammes hautes, la révolution se rallumait d'instant en instant.

Car le prolétariat ne cessait pas d'apprendre. L'expérience lui avait appris que la révolution ne se fait pas d'un bond, que la révolution est une lutte pénible à laquelle rien n'échappe, une grande bataille de titans; il commençait à comprendre que le salut de la révolution est dans la cohésion des masses, enthousiasmées par l'idée de la République des Soviets.

Cette vérité sur le salut de la révolution, Eugène Léviné la proclama, non en paroles, non en discours, — mais en y mettant le sceau de son sang versé pour la cause ouvrière.

Quand l'idée du gouvernement des soviets fut admise à Munich, il éleva sa voix prophétique pour dénoncer, où l'on croyait voir le fruit de la victoire morale des masses, le dernier stratagème des anciens leaders failliss...

Il ne craignit ni les railleries ni les sarcasmes de ceux-là et des foules trompées qui les suivaient.

Et quand les masses hésitantes perdirent leur chemin, il leur montra la bonne voie, bien qu'il sût que l'heure d'entrer dans cette voie n'avait pas encore sonné et qu'une mort certaine guettait l'audacieux qui la devancerait. Il le fit et mourut en héros.

Un accusateur de conseil de guerre a osé l'accuser de poltronnerie. Cet accusateur était lui-même de ceux qui, pendant la guerre, occupant dans les états-majors des postes de tout repos, envoyaient à la tuerie des milliers de soldats, et recevaient ensuite des croix de fer pour récompenser leur valeur.

Et le gouvernement même qui avait lâché contre les prolétaires de Munich des hordes sanguinaires de nègres fit fusiller l'étranger Léviné.

On a pu inhumer son corps dans la froide terre.

Mais l'idée qui vivait en lui, l'idée pour laquelle il est mort, n'est pas morte. Ses dernières paroles ne cesseront pas de résonner aux oreilles de ses amis comme le tocsin du réveil, — aux oreilles de ses bourreaux comme le son de trompe qui glace le sang dans les veines:

„Vive la révolution universelle!“

K. V. I.

NICOLAS TOLMATCHEV

Nicolas Tolmatchev est tombé en héros devant le village de Krasnaïa-Gorka au cours d'un combat livré le 28 mai dernier. Ce n'est qu'après avoir lutté jusqu'au bout, tiré toutes ses cartouches, que pour ne pas se rendre à l'ennemi, il se tua de la dernière balle qui lui restait.

Il avait 23 ans. Tout jeune étudiant, il était entré en 1913 dans les rangs du parti prolétarien. Depuis lors il ne cessa pas une minute d'être toujours aux avant-postes de la lutte de classe. Il vécut et grandit au sein de cette lutte, lui consacrant toutes les forces de sa riche nature. Il sut saisir avec une étonnante intuition le sens profond de cette lutte, le rendre intelligible à ceux avec qui il en parlait et qu'il invitait à entrer dans la voie semée de ronces et d'épines. Originaire d'une famille bourgeoise, il était néanmoins plus familier et plus cher aux ouvriers que bien des leurs. On le comprenait à demi-mots parce qu'il ne disait jamais que ce qu'il éprouvait. On le sentait toujours prêt à sacrifier sa vie sans murmure, sans reproche ni regret, — avec la conscience joyeuse de la donner à l'œuvre ouvrière. Dans la vie ouvrière clandestine, «Vassili» était bien connu. Les poches pleines de proclamations, il était toujours en chemin, allant de réunion en réunion. Dès 1916 il était déjà l'un des principaux militants de la commission exécutive du comité de Pétersbourg, agitateur, organisateur et rédacteur du journal illégal «La voix Proletarienne». La guerre ne le surprit pas à l'improviste. Il fut du petit nombre de ceux qui firent entendre sans hésiter l'accent si net et si réconfortant de l'appel révolutionnaire dans les masses ouvrières.

Avant la révolution et pendant les orageuses journées de février et de mars, Tolmatchev se voua tout entier à la révolution. La fusillade crépitait dans les rues, les mitrailleuses grinçaient, l'ordre ancien se brisait, la rue appelait... Nicolas Tolmatchev semblait littéralement voler sous les balles, comme grisé de la joie nouvelle d'une vie libre.

La révolution vainquit la monarchie; restait la bourgeoisie.—De nouveau Tolmatchev passa des journées entières dans les fabriques, dans les meetings et les réunions, groupant les forces pour une lutte nouvelle. Le 21 avril a lieu la provocation de Millionkov. Les ouvriers et les soldats les plus avancés exigent: «Le pouvoir aux Soviets». Une avalanche humaine déferle dans les rues et sur les places. Chaque fabrique a sa garde rouge. Tolmatchev se multiplie; il parle partout et sans repos.

Après la conférence générale du parti en avril, Nicolas se rend dans son pays, l'Oural. Il y avait déjà travaillé au printemps de 1916 à la fabrique de Verkh-Isotok près d'Ekaterinbourg. Il entreprend une interminable série de pèlerinages aux fabriques les plus délaissées, dans les endroits les plus retirés. Il est par-

tout de la famille ouvrière. On a foi en lui. On sait qu'il ne trahira pas. Il arrive au centre petit bourgeois de Perm. Une lutte désespérée s'y engage contre les éléments conciliateurs et modérés. Il est bientôt l'orateur préféré des meetings de soldats. Il collabore avec A. G. Béliorodov au journal *Le Drapeau prolétarien*. La révolution d'octobre triomphe à Perm. Nicolas Tolmatchev revient pour peu de temps à Pétrograd en qualité de membre de la Constituante, élu par l'Oural. Il s'en retourne bientôt et part, cette fois en qualité de commissaire d'un détachement envoyé dans les steppes d'Orenbourg pour combattre les bandes contre-révolutionnaires de Dourov. A peine revenu de cette expédition, il repart au front pour combattre cette fois-ci les Tchéco-slovaques. Lutte acharnée, l'Oural saigne. Nicolas Tolmatchev est au front, Nicolas Tolmatchev parcourt les fabriques. «Toutes les forces au front!» Et les forces prolétariennes se groupent en leurs rangs compacts sur le front.— Cette lutte héroïque des ouvriers de l'Oural ne s'effacera jamais de ma mémoire. Elle a duré plusieurs mois! J'ai vécu tout ce temps avec Nicolas Tolmatchev. C'est alors que j'ai appris à le comprendre.

Il disait souvent: „Nous ne pouvons pas ne pas vaincre!“

«La victoire de nos ennemis — ce serait la mort de l'humanité. Une nouvelle société naît dans cette lutte sanglante. Mais elle naît robuste et vigoureuse et vaincra la mort même...»

L'armée grandissait, Tolmatchev concourait à la mobilisation, travaillant sans répit à la transformation des détachements de partisans en régiments régulièrement organisés. Il était partout où il y avait besoin d'une parole encourageante, d'une main ferme et d'une volonté inébranlable.

Il mit au point le travail politique dans l'armée. Il travailla dans les rangs de celle-ci lorsqu'elle dut reculer pour la poussée d'un ennemi supérieur en force et la victoire remportée sur Koltchak n'aurait pas été aussi prompte sans le travail qu'il fournit alors. En mars il prit part à la 8-e assemblée des représentants de la III-e armée, d'où le Comité Central l'envoya à Pétrograd, le chargeant d'un travail d'agitation et d'enseignement dans l'armée rouge. Il ne resta pas longtemps «au repos» et partit joyeusement au front à la première nouvelle du danger que courait Pétrograd rouge.

Il est mort en vaillant soldat de la révolution. Cette belle vie, chère au prolétariat, a été brisée en plein épanouissement.

Son sang parle à notre cœur.

Sa vie fut une lutte incessante.

Sa mort nous est un ardent appel au combat.

G. SAFAROV.

RAPPORTS ET CRONIQUE

ANGLETERRE

La lutte contre l'intervention.

Le gouvernement anglais a de tout temps été renommé pour sa raisonnable économie et son démocratisme constitutionnel; il était le commis honnête à qui la bourgeoisie confiait le pouvoir.

Même au début de la «grande» guerre impérialiste, entreprise exclusivement dans les intérêts financiers du capital et des magnats de la grande industrie, le gouvernement anglais s'efforçait de ménager la plus possible les forces et les ressources de la nation. Un des amiraux allemands, qui maintenait «ce parler, avoue, par exemple, que, dans la première période de la guerre, les Anglais eurent la possibilité d'anéantir la flotte allemande, mais craignirent de risquer leur propre flotte.

Mais «L'appétit vient en mangeant» et la guerre mondiale étendant toujours ses ravages, le gouvernement anglais s'endurcit de plus en plus et finit par s'affranchir du contrôle même de ce «peuple» parfaitement bourgeois, dont la volonté est représentée par la Chambre des Communes.

Cet absolutisme sans vergogne du ministère anglais, aux ordres d'un petit groupe de capitalistes, se fit surtout valoir dans la politique qu'il adopta par rapport à la Russie, politique d'intervention dans les affaires russes qui a soulevé de vives protestations de la part de la bourgeoisie libérale anglaise.

Parmi les auteurs de cette campagne contre l'intervention, le journal radical anglais, le *Daily Herald* occupe une place marquante. Il a publié une série d'articles dénonçant les exploits militaires des troupes anglaises dans la Russie du Nord. Le numéro du *Daily Herald* du 8 septembre dernier contenait une lettre du lieutenant-colonel Sherwood-Kelly récemment revenu d'Arkangel. Nous ne pouvons mieux faire que reproduire ici dans son entier ce document du plus grand intérêt:

Monsieur le Rédacteur,

De retour en Angleterre après un séjour en Russie Septentrionale je crois de mon devoir de faire connaître au public anglais une série de faits qu'il a complètement ignorés jusqu'à présent. Permettez-moi de déclarer tout d'abord que je ne me suis guidé dans cette circonstance par aucun motif personnel, mais uniquement par des considérations d'intérêt général. Je me rends parfaitement compte que cet aveu public m'attirera des représailles dans le service et aura sans nul doute des conséquences défavorables pour ma carrière militaire. Mais je suis prêt à subir toutes les conséquences de la démarche qui m'est dictée par ma conscience et que je considère comme l'accomplissement d'un devoir envers ma patrie et envers mes subordonnés.

Je suis parti en qualité de volontaire dans le détachement de la Russie du Nord. J'étais sincèrement convaincu que l'envoi de ce corps était indispensable pour concourir au rapatriement de nos troupes de Russie exténuées par des combats acharnés au cours d'un hivernage dans la zone polaire.

Une affiche officielle très détaillée, annonçant la formation de cette expédition auxiliaire, nous avait donné la conviction qu'on avait en vue la liquidation décisive et définitive des opérations militaires au Nord de la Russie. Nous nous sentions fiers de la mission qui nous était confiée. Je fus nommé chef du 2^e Bataillon du régiment de Hampshire (appartenant à la brigade du général Graham).

Dès le premier jour de mon arrivée à Arkangel au mois de mai—j'eus l'impression que la politique adoptée par nos autorités sur les lieux était loin de correspondre aux annonces officielles. Cette impression ne fit que s'accroître de jour en jour durant les mois de juin et de juillet, et voici les conclusions que je me vis forcé d'en tirer malgré moi.

Les troupes de ce corps auxiliaire qui, comme on nous l'avait fait accroire, étaient exclusivement destinées à la défense étaient au contraire utilisées dans une mesure très large pour des opérations offensives, pénétrant très en avant dans la contrée. Ces opérations faisaient partie d'un vaste plan militaire dont on nous cachait le but final. Mon expérience personnelle me démontra que ces opérations étaient menées avec une grande négligence et ne pouvaient en aucune mesure contribuer à consolider la politique anglaise en Russie. Elles entraînaient des pertes inutiles et doublièrent les souffrances des troupes anglaises tant éprouvées déjà durant la guerre mondiale.

A mon grand étonnement je m'aperçus—chacun en Angleterre le sait maintenant—que ce qu'on appelle l'armée d'oyale russe consistait dans sa plus grande partie de prisonniers bolchévistes, revêtus de l'uniforme anglais et prêts à s'insurger à chaque instant ce qui les rendait non moins dangereux que les bolchévistes reconnus combattant ouvertement contre nous.

La justesse de cette observation me fut prouvée en juillet lorsque ces «russes loyaux» se révoltèrent et tuèrent tous leurs officiers anglais.

J'acquis en outre la conviction que le gouvernement dérisoire que nous avons introduit à Arkangel ne jouissait ni de la confiance, ni de la sympathie de la population et qu'il s'appuyait uniquement sur les baionnettes anglaises, sans le concours desquelles il n'aurait pas pu se maintenir une heure.

Je vis que l'argent anglais coulait comme à flots et que la vie des nos soldats était sacrifiée pour le soutien de cette armée qui n'était bonne à rien et de ce gouvernement qui n'était bon à rien et je me persuadai que mon devoir était non de me conformer à cette fausse politique mais de la dévoiler au public anglais.

Je vous prie de publier cette lettre afin de faire connaître au pays le véritable état de choses à Arkangel et afin que l'on puisse prendre les mesures nécessaires pour réparer les fautes commises.

Signé: I. Sherwood-Kelly
ex-commandant du 2^e bataillon
du régiment de Hampshire.

L'énigme du «vaste plan militaire» dont il est question dans la lettre de Sherwood et qu'on tenait secret fut bientôt dévoilée. Le jour même où fut publiée cette lettre, le correspondant de la *Westminster Gazette* publiait de Paris qu'une convention secrète avait été conclue entre l'Angleterre et le gouvernement russe du Nord-Ouest. D'après cette convention signée à Réval par le général anglais Haw et le ministre Lianosoff, l'Angleterre s'engageait à soutenir de toute manière le nouveau gouvernement dans sa lutte contre les bolchéviques et particulièrement dans ses efforts contre Pétrograd. Par contre le gouvernement Lianosoff consentait à reconnaître «les intérêts de l'Angleterre dans la mer Baltique» et promettait «de publier officiellement après la prise de Pétrograd le renouement de la Russie à tous ses droits en Perse».

L'indignation des partis radicaux en Angleterre n'eut pas de bornes lorsque on connut les clauses de ce traité:

«Telles sont les combinaisons pour lesquelles périssent nos marins dans la mer Baltique!» s'écriait le *Daily Herald*—«voici pourquoi souffrent les mères et les veuves de nos soldats tombés!» «Dans une aussi triste aventure que la guerre contre les Soviets, lord Churchill sacrifie étourdiment la vie de nos soldats, notre flotte et notre argent!».

Le gaspillage sans contrôle des richesses publiques dans une aventure stupide et criminelle en Russie, intéresse surtout les radicaux anglais. Un nommé Harrison écrit dans une lettre adressée au *Daily Herald* et intitulée «Finissez la guerre avec la Russie»: «Le Gouvernement a récemment avoué que cette politique d'intervention nous a coûté jusqu'à présent 70.000.000 livres sterling, mais c'est un escamotage. Nos dépenses pour cette aventure depuis le commencement de l'armistice se montent à 200.000.000 l. st., c'est-à-dire juste à la somme que nous coûtait la guerre des Boers. Le fait est, que toutes les petites nations que nous nous proposons de sauver en les armant contre les bolchéviks, sont subventionnées par nous; nous nous proposons d'abord de ne tendre qu'un cordon sanitaire, mais à la longue, nous avons été contraints de créer en plus une «Démocratie russe du Nord-Ouest» qui se compose de Lettons, de Livoniens, d'Esthoniens, de Polonais et selon toutes les probabilités d'une certaine quantité d'Allemands. Toutes ces diverses nationalités sont armées et approvisionnées par nous. Nous leur fournissons tout le nécessaire».

Les démocrates anglais ne sont pas moins intrigués par le côté moral de la question.

L'auteur de la lettre que nous venons de citer écrit plus loin: «Les nationalités nouvellement découvertes—Esthoniens, Lettons, Livoniens—exigent en récompense de leurs services qu'on reconnaisse leur indépendance, mais ni Denikine auquel nous prêtons notre appui ni le reste des impérialistes et des généraux ne veulent entendre parler d'aucune indépendance de ces nationalités. De cette façon nous abusons d'abord: 1) les nations que nous subventionnons; 2) les Russes du sud auxquels nous envoyons des secours en argent; 3) les Cosaques qui s'imaginent que nous voulons ressusciter la «grande Russie» d'autrefois; 4) notre propre nation que par des récits mensongers sur la cruauté des bolchéviks, nous maintenons dans la croyance que cette croisade sert la noble cause d'une lutte qui doit amener le triomphe de la liberté pour l'humanité entière.

Un article de fond du «*Daily Herald*» dit: «Les autres puissances ont cessé peu à peu leurs agressions contre la Russie, l'Angleterre seule continue ses efforts qui ont pour seul résultat l'extermination des troupes russes dans des combats fratricides sans fin. En secondant Denikine, Koltchak, Ioudenitch, en les munissant d'armes, de canons, de tanks, de vivres, en dépensant des millions de livres pour continuer cette guerre sur terre et sur mer, les Anglais prolongent non seulement les hostilités, mais encore par le blocus il font mourir de faim toute une population innocente de femmes et d'enfants. L'histoire de l'humanité, n'offre pas d'autre exemple d'un crime aussi monstrueux et aussi lâche, combiné avec une cruauté aussi diabolique et exécuté avec autant d'astuce. Si les travailleurs anglais approuvent de tels faits, la responsabilité en retombera sur eux. On nous dit que les bolchéviks terrorisent la population. Possible! Mais Man-nerheim, Denikine, Koltchak et Co ne sont guère plus magnanimes. Leur prêter notre appui sous le prétexte que les bolchéviks commettent des atrocités, n'est qu'hypocrisie; cela frise la démente!» D'un autre article nous extrayons le passage suivant:

«Nous obligeons les prisonniers bolchévistes à s'enrôler dans l'armée blanche et à combattre leurs camarades de parti; c'est une infraction à toutes les lois de la guerre; le résultat en est qu'ils se révoltent et massacrent leurs officiers. On publie ensuite l'assassinat de ces officiers, mais le véritable meurtrier—c'est notre gouvernement. Toute cette guerre au Nord de la Russie n'est qu'un massacre dont la faute retombera sur lui... Sa politique signifié l'impérialisme, la lutte contre le socialisme, la guerre sans fin, les assassinats, les mensonges. Est-il possible que les travailleurs ne finissent pas par s'en lasser?»

Ces appels continuellement adressés aux travailleurs prouvent que les partis radicaux comprennent que la classe ouvrière est la seule force sociale capable de mettre une fin à l'intervention et d'une façon générale, aux intrigues des impérialistes. Ils se rendent parfaitement compte que seul un grand mouvement d'indignation populaire une «action directe» du prolétariat, peut empêcher ces crimes.

Dans un article consacré au Congrès des trade-unions alors en vue, le *Daily Herald* traitait sur la question de «l'action immédiate»: «Les adversaires d'une telle action sont sans doute sincères; les chefs les plus respectables du mouvement des ouvriers se rallient à cette opposition, nous ne pouvons soupçonner l'intégrité de leurs motifs, mais nous nous permettrons de leur adresser une seule question: Admettons qu'au milieu des partisans du mouvement ouvrier une entente complète soit atteinte sur toutes les questions fondamentales telles que celle de la nationalisation des industries, de l'organisation de l'industrie et de la répartition de ses produits, de la fin des guerres internationales, etc.—admettons encore que le gouvernement actuel, comme on n'en peut douter, se montre hostile à toutes les résolutions prises sur ces sujets; par quel autre moyen que l'action directe croyez-vous pouvoir appliquer ces résolutions?»

Les démocrates bourgeois d'Angleterre, tout en stimulant les ouvriers à l'action des masses, sont cependant loin de souhaiter une révolution sociale. Par leur opposition ils espèrent seulement contraindre le gouvernement à renoncer à l'intervention et l'obliger à procéder à de nouvelles élections au parlement. Ils espèrent que ce parlement renouvelé donnera au pays un gouvernement véritablement démocratique, qui... que, etc... Bref ils demeurent pétris d'illusions purement bourgeoises. Parfois cependant ils ne peuvent s'empêcher de convenir qu'une démocratie conséquente doit infailliblement amener au communisme.

Un des membres les plus énergiques de l'opposition parlementaire contre l'intervention—l'homme le plus indépendant du parlement—comme le caractérisent les journaux libéraux—le colonel Wedgwood, répondit à la question que lui posa un de ses interrupteurs du parlement:

«Pourquoi, si les bolchéviks lui sont si chers ne s'allie-t-il pas à eux?»

«Si la guerre des classes éclate, je serai certainement de leur côté».

Dans les masses ouvrières les protestations contre l'intervention ont commencé il y a longtemps, mais pour bien comprendre leur portée il est nécessaire de distinguer les deux aspects différents du mouvement: d'abord la position de principe à l'égard de l'intervention et ensuite la tactique à suivre contre elle, c'est-à-dire les moyens à employer pour combattre la politique du gouvernement.

Tant qu'il s'agit du principe de l'intervention militaire dans les affaires russes, tous les travailleurs sont parfaitement d'accord pour la désapprouver. Un trade-unioniste aussi modéré que Stuart Bunning déclarait le 9 septembre dans son discours d'ouverture du Congrès des trade-unions à Glasgow: «J'espère, comme j'en suis convaincu, vous l'espérez tous, qu'au moment de l'ouverture de notre congrès la paix régnerait déjà partout. Ces espérances hélas! ne sont pas réalisées; nous sommes même engagés dans une nouvelle guerre avec la Russie. Cette nouvelle guerre est tout à fait impopulaire parmi les travailleurs anglais qui plus d'une fois ont déjà exprimé leurs sentiments à cet égard. Si le gouvernement continue à ignorer notre sentiment sur cette question, il risque de s'attirer les pires désagréments. Les choses peuvent prendre la tournure la plus grave».

Mais la question de tactique se présente autrement.

Comme nous l'avons dit dans le N° 5 de cette revue (chronique, article *Angleterre*) les questions de la lutte contre l'intervention en Russie et celle de l'intervention furent soulevées ensemble au vote des délégués des trade-unions et des groupements ouvriers. L'emploi de l'action directe et des grèves, comme moyens de lutte, sont pour le moment des questions vitales pour tout le mouvement ouvrier anglais. L'approbation de l'action directe produira d'emblée un changement radical dans tout le mouvement parce qu'elle signifiera



EUGÈNE LÉVINÉ-NISSEN



N. TOLMATCHEW

le passage de la classe ouvrière d'une politique bourgeoise-libérale à la guerre des classes. Les pseudo-socialistes ne se font pas d'illusions là-dessus. Notre camarade A. M. exprimait dans la chronique anglaise publiée dans notre № 5 la crainte que «les vieux chefs» réussiraient à dénaturer la grève en la transformant en une «journée de protestation». Ces craintes se sont réalisées dans une plus large mesure même que ne l'attendait notre camarade. Les social-traitres, en premier lieu, empêchèrent même le vote de la lutte contre l'intervention ainsi que du principe de la grève générale, en persuadant au Comité Central de la Triple Alliance de retarder le vote jusqu'à la clôture du Congrès des Trade-Unions (à Glasgow). Puis durant les préliminaires du Congrès et pendant le Congrès même ils entreprirent une propagande énergique dirigée surtout par Hendersson, Thomas et Clynes—contre «l'application à la lutte politique de mesures purement économiques»; et enfin au Congrès Thomas Shaw, délégué de l'union des teinturiers proposa une résolution désapprouvant les grèves politiques. Cette résolution fut, il est vrai, rejetée par une majorité de 2250 voix contre 2036. Mais aucune résolution en sens contraire ne fut votée par le Congrès. L'aveu indirect de l'admission en principe de «l'action directe» fut constaté dans le refus d'accepter le rapport du Comité Parlementaire. 2500 votants se prononcèrent contre l'approbation et 1100 seulement se prononcèrent pour elle. Quant à la question russe le Congrès adopta la résolution suivante:

«Considérant le désir unanime de toute la nation; les assurances répétées du gouvernement durant la dernière campagne électorale; les assurances antérieures confirmées le 22 mai par le représentant du gouvernement Bonar-Law à la délégation du Comité Parlementaire des trade-unionsistes,—le Congrès charge le Comité Parlementaire d'exiger du gouvernement l'abolition du service militaire obligatoire et le rappel immédiat des troupes anglaises de la Russie. Si le gouvernement refusait de satisfaire à cette revendication la convocation d'un Congrès spécial des trade-unions devien-drait nécessaire afin d'étudier les nouvelles mesures à adopter».

Les social-traitres réussirent ainsi à ajourner la reconnaissance formelle de la nécessité des mesures révolutionnaires dans la lutte contre l'intervention.

Malgré tout les débats du Congrès de Glasgow prouvent sans que le doute soit possible à cet égard que la majorité des représentants des organisations ouvrières anglaises comprennent combien étroitement le sort du prolétariat mondial est lié à la destinée du pouvoir des ouvriers et des paysans en Russie. On ne peut plus en douter, le prolétariat anglais ne souffrira pas l'assassinat de la Russie soviétique par l'impérialisme de l'Entente.

I.

L'Irlande sous la botte anglaise.

L'oppression que l'Angleterre capitaliste et nationaliste fait peser sur la malheureuse Irlande peut, semble-t-il, être comparée avec juste raison à celles des états inféodés ou conquis par l'ancien régime russe. Un rapport officiel sur la situation intérieure de l'Ile a été publié en Amérique par les soins de la commission américaine, pour l'indépendance de l'Irlande, Frank P. Walsh et E. F. Dunne qui en sont les auteurs, résumant ainsi les griefs adressés par les Irlandais à leur démocratie (!) métropole.

Au cours des derniers mois une dizaine de citoyens au moins, ont été tués par les agents de la répression. Les coupables de ces assassinats n'ont pas été châtiés.

Des centaines de personnes, hommes et femmes sont emprisonnés depuis des mois sans avoir connaissance des charges de l'accusation...

Cinq personnes sont mortes en prison des suites des sévices exercés sur elles par les geôliers...

Les garanties de liberté individuelle n'existent plus en Irlande. Des visites domiciliaires sont continuellement pratiquées, par des groupes d'hommes armés; les femmes et les enfants étant souvent les victimes d'odieuses brutalités.

Des enfants de personnes suspectées de républicanisme ont été dérobés à leurs parents.

Des femmes âgées et respectables sont arrêtées illégalement, déportées ou internées avec des prostituées...

Les biens et les propriétés des républicains sont pillés, volés, confisqués. On cite le cas de personnes totalement ruinées.

Des milliers de chefs de famille sont emprisonnés ou déportés; leurs familles étant abandonnées à la charité publique.

Les personnes des deux sexes suspectes de républicanisme, sont emprisonnées ou déportées illégalement sans que leurs proches soient informés quelquefois pendant des mois, du lieu de leur détention.

Les détails concernant le régime des prisons anglaises se passent de commentaires. Nourriture insuffisante et malsaine, humidité, exigüité, froid des cellules où la glace se formait, en hiver, à la surface des murailles; assomades des détenus politiques par leurs gardiens; isolement rigoureux conduisant souvent à la folie, privation d'aliments et de boisson pendant plusieurs jours...

Ainsi règne en Irlande l'ordre anglais. Les dragonnades, les rapt d'enfants, l'abominable régime des anciennes «geôles du roi» recommencent aujourd'hui par les soins des gentlemen démocrates d'outre-Marche! On conçoit que ce ne peut pas être impunément. Le résultat d'une semblable politique de répression—systématiquement poursuivie depuis des années—c'est que l'Irlande est actuellement en état de révolution permanente, et qu'il n'y a d'autre issue à cette situation que l'abdication—bien improbable—des autorités anglaises ou l'insurrection armée de la population.

A en juger par les émeutes du Sinn-Fein—nationaliste et révolutionnaire—cette dernière issue ne peut être écartée. Les troubles de Derry (10—15 août) et de l'Ulster, les batailles de rues de Dundalk et de Lisburn, l'attaque par la foule des casernes de Tubben sont, à nos yeux, autant de symptômes significatifs.

V.-S.

ALLEMAGNE.

La guerre mondiale a amené le capitalisme au bord de l'abîme.

Les signes avant-coureurs de la mort prochaine du régime bourgeois-capitaliste s'observent également dans les pays de la victorieuse Entente et dans les pays vaincus. Mais nulle part ils n'apparaissent avec autant de netteté qu'en Allemagne.

La banqueroute de l'Etat Allemand est inévitable. Sa dette se monte à la somme de 200 milliards. Les seuls intérêts de cette dette engloutiront annuellement 10 milliards. La somme totale des dépenses de l'Empire égale 17 milliards et demi par an alors que les recettes probables n'atteignent que 7,6 milliards. Le déficit annuel sera donc de 10 milliards. Le perfide gouvernement socialiste d'Ebert ne saura entreprendre pour tirer le pays de cette situation aucune mesure radicale telle que l'annulation de la dette publique ou la confiscation des richesses privées.

Et les timides allusions à la nécessité probable de hausser l'impôt sur les fortunes les plus considérables, ont eu pour résultat de mettre en fuite certains patriotes notoires, qui se sont emplis les poches pendant la guerre et qui en grand nombre trouvèrent bon de quitter leur patrie tant aimée, emportant avec eux les capitaux amassés pendant la turberie. Cette fuite des capitaux que ne peut arrêter aucune mesure de coercition, aggrave encore la situation financière déjà si difficile du gouvernement. D'abord il perd de cette façon l'objet le plus important du fasc, ensuite la surabondance des valeurs allemandes à l'étranger abaisse encore davantage le cours du change allemand. Au commencement d'octobre le mark valait à la bourse de Stockholm 16 Ores, c'est-à-dire le 1/3 de sa valeur d'avant-guerre. La couronne autrichienne

a le même sort; sa valeur est tombée à un tel point qu'une brasserie suisse emploie en guise de marque sur ses bouteilles des couronnes autrichiennes; elle réalise ainsi non seulement une réclame sensationnelle (il s'agit de la brasserie de la «Couronne» — *die Krone*) mais encore une économie, car l'impression d'une marque revient à 10 centimes, tandis que la couronne autrichienne ne vaut que 7 1/2 centimes.

Cette baisse vertigineuse de la valeur de l'argent s'explique avant tout par le manque de marchandises, tandis que l'industrie demeure dans un état de désorganisation complète. Les usines et les fabriques souffrent du manque de combustibles et de matières premières. L'industrie allemande exige 90 millions de tonnes de charbon par an, tandis que l'Allemagne ne peut lui en fournir que 13 millions de tonnes.

Cette situation catastrophique de l'organisme économique de la nation pèse de tout son poids sur la classe ouvrière.

Le chômage atteint des proportions colossales. Rien qu'à Hambourg on compte 60,000 ouvriers sans travail, et d'après les calculs des économistes bourgeois le nombre des chômeurs dans toute l'Allemagne variera cet hiver entre 12 et 15 millions d'hommes.

Dans une interview accordée à un correspondant du *Politiken* de Copenhague un M. I. West «éminent économiste et notabilité de la finance et de l'industrie de Stuttgart» a caractérisé dans les termes suivants la situation politique de l'Allemagne: «Nos gouvernements sont représentés par des idéalistes qui ont passé par une excellente école socialiste, mais qui sont d'une myopie déconcertante dans les questions pratiques d'économie politique. Pendant des dizaines d'années ces leaders ont promis aux ouvriers tous les biens de la terre dès qu'ils arriveraient au pouvoir. A présent qu'ils détiennent ce pouvoir, ils s'aperçoivent que leurs projets sont économiquement irréalisables. Mais il est trop tard pour reprendre leurs promesses; les travailleurs deviennent de plus en plus exigeants, leur mécontentement revêt des formes alarmantes et ils passent en foule dans le camp des Spartakistes».

Cela signifie tout bonnement que le gouvernement Ebert—Scheidemann—Noske, dont la trahison, envers les travailleurs, est reconnue même des capitalistes maintient de plus en plus cyniquement la dictature de la bourgeoisie, et que les travailleurs de leur côté rompent résolument avec ces transfuges du socialisme et se rangent en masse sous les drapeaux du communisme.

Le correspondant du journal suédois *Aftonbladet* télégraphie de Berlin que le 2 octobre toute une série de manifestations communistes se produisirent. 30 réunions devaient avoir lieu ce jour-là mais la police occupa d'avance les locaux destinés à ces meetings. Les travailleurs se dispersèrent alors paisiblement, mais dans le quartier ouvrier du Nord (Müllerstrasse) la police eut la maladresse d'arrêter le président d'une des réunions interdites et deux autres ouvriers. La foule s'amena aux cris de: Bandits! Assassins! 3 ou 4 mille hommes tentèrent de libérer par force les militants incarcérés, mais la police fit feu. Un ouvrier métallurgiste fut tué et il y eut une dizaine de blessés, parmi lesquels deux femmes. Les démonstrations et les collisions durèrent toute la journée. Les troupes furent appelées pour rétablir l'ordre; des avions contribuent même au service de reconnaissance!

Les journaux scandinaves mentionnent encore à Berlin une grève des métallurgistes bolchéviques, qui menace de se transformer en grève générale. Le nombre des métallurgistes en grève était le 6 octobre de 45 mille; 67 mille autres ouvriers furent obligés d'interrompre leur travail à cause de cette grève. «Le nombre des travailleurs volontaires se monte à 11 mille», nous dit une information, «ils sont placés sous la garde de plusieurs détachements de la police». Ainsi les chefs de la démocratie socialiste ne se contentent pas de fusiller les femmes, ils défendent encore les jaunes briseurs de grèves!

La bourgeoisie est évidemment remplie de gratitude envers ces socialistes exécuteurs de basses œuvres pour leurs bons services. Plusieurs représentants du capitalisme, parmi lesquels figure Krupp-Widfeld entrent à présent au ministère afin de se secourir. L'usage honneur pour M. M. Ebert et Noske!

Mais toute cette intéressante compagnie de capitalistes

et de leurs valets ne se sent pas très rassurée. D'après les rapports des journaux suédois, le jour de la première séance de l'Assemblée Nationale à Berlin, le palais du Reichstag avait l'aspect d'une forteresse. Ni le public, ni les représentants diplomatiques des pays étrangers ne s'y aventurèrent craignant sans doute de se trouver inopinément assiégés avec les «représentants du peuple».

Les communistes allemands à l'heure qu'il est travaillent énergiquement. Nous avons mentionné plus haut les réunions et les grèves menées par nos camarades d'Allemagne. Toute une littérature clandestine existe en outre. Un journal légal hebdomadaire parut cet été sous le titre de *die Internationale*. Il avait été fondé par Rosa Luxembourg et par Franz Mehring. Le premier numéro fut consacré, le second et le troisième parurent ensemble en un N° double le 30 mai; le N° 4 a paru le 24 juin. On y trouve des articles de Thalheimer, de Clara Zetkin, de Lénine, etc.

I.

FRANCE

La France semble bien traverser en ce moment une de ces périodes d'hésitations et de sourdes inquiétudes qui précèdent les grandes crises. Le Parlement a ratifié le traité de Paix, non sans de vives critiques de la part de représentants des partis bourgeois radicaux ou centre droit. Ex-ministres et ministres tous les deux MM. Franklin-Bouillon et Barthou ont cru devoir souligner avec amertume leur mécontentement et leur pessimisme relatifs à l'œuvre de la conférence de Versailles. Le Parlement bourgeois se trouve en effet en présence des problèmes de la paix, plus menaçants encore que ceux de la guerre. La reconstitution des régions envahies et de l'industrie usée en efforts de guerre, exige un immense travail; le chômage, la cherté des vivres, la fermentation des masses ouvrières créent une situation d'autant plus compliquée que le pays est menacé d'une terrible crise financière. On en est à la période des promesses exagérées. L'Allemagne, comme l'a expliqué le ministre des Finances, M. Klotz, devra payer aux alliés la bagatelle de 1963 milliards au bas mot; et la France réclame la priorité pour sa modeste part de 463 milliards... Le tout est de faire patienter le bon peuple jusqu'à la tombée de cette manne céleste. Mais patientera-t-il?

La bourgeoisie nationaliste est, en fait, au pouvoir. Le gouvernement de Clémenceau n'a pas cessé de s'orienter à droite. Ainsi, tandis que s'aggrave la situation économique et financière, tandis que s'accroît nécessairement la lutte des classes, le vieux Clémenceau (de l'*Aurore*!) fait le panegyrique du clergé; évêques et généraux viennent bénir solennellement les ossuaires de Verdun, et l'on annonce la prochaine entrée au Sénat d'un brélan de maréchaux et de généraux, tous nationalistes et plus ou moins catholiques.

Le chauvinisme imbécile de certains milieux atteint un tel degré que les étudiants d'*Action Française* réussissent à faire interdire par le préfet de Paris un concert où l'on doit jouer du Wagner...

Étaclion et corruption—voici pour les sphères officielles, et cela se tient de bien près. Aux nombreuses affaires de trahison de l'année dernière s'ajoute maintenant celle de l'ex-directeur de l'*Eclair*, M. Judet, personnage de la presse très bien en cour sous tous les régimes, patriote et ultra-patriote, de ceux qui prolongèrent tant qu'ils purent la grande tuerie, aujourd'hui poursuivi pour avoir lui aussi «palpé quelque galette boche», hélas!

Ce vilain régime a son avantage. Mieux que tout autre il est fait pour désiller les yeux de ceux qui travaillent et qui peinent et qui se préparent à la lutte. L'aspect du mouvement ouvrier, la continuë agitation gréviste, la lutte généralement victorieuse des éléments révolutionnaires contre les éléments modérés, sont à cet égard sympathiques. Dans le Parti Socialiste Unifié le mouvement à gauche s'accroît et revêt des formes bien désagréables aux leaders d'autrefois. La Fédération de la Seine a décidé de

ne plus représenter aux prochaines élections les candidatures des députés Nectoux, Dejeante et Rozier, qui se sont fait remarquer par leur chauvinisme. Le député Navarre est de même exclu par la XIII^e section—après avoir fait, vainement, amende honorable... Un grand nombre de députés social-patriotes sont menacés du même sort. Ceux qu'ils sont censés «représenter» n'en veulent plus! Le prolétariat français élimine enfin de son sein les politiciens renégats, les socialistes embourgeoisés, les députés «côté de l'assiette au beurre» MM. André Lebey, Compère-Morel, Hober-Rouger, Bédouce, Ellen-Prévoit, Anriol, Vollot, etc. sont ainsi rejetés (ou près de l'être), à l'avance, par leurs électeurs socialistes... L'exclusion du citoyen Albert Thomas a été débattue au congrès de la Seine; et si elle n'a pas été formellement prononcée—les éléments indécis du centre hésitant indéfiniment devant les mesures catégoriques—le citoyen ex-ministre n'en est pas moins exclu de fait par tous ceux pour qui le socialisme est plus qu'un mot creux. L'accueil qu'on lui a fait dans diverses réunions publiques ne permet pas d'en douter.

Pareille est la situation des syndicalistes embourgeoisés—Jouhaux—dont le minime succès aux Congrès signifie peu de chose en présence du mouvement ouvrier. Grève des dockers à Marseille, grève des spectacles à Paris, grève du service des eaux dans la banlieue de Paris, grèves des transports, de la volerie, etc.; en Alsace, agitation gréviste dans presque toutes les industries, tel est le bilan des deux derniers mois. Si bien que le sage *Figaro* réclame la réforme du droit de grève dont les fonctionnaires doivent être exclus... A la grève des spectacles les patrons des cinés et des concerts opposent le lock-out; ailleurs on oppose au travailleur l'arbitraire le plus brutal (Compiegne, 3 août, le général commandant la région interdit la conférence des cheminots, postiers et ouvriers du bâtiment...; nous sommes en temps de paix sous un régime démocratique!) qui ne réussit pas à les empêcher de s'organiser. C'est ainsi qu'en dépit de toutes les sornuoses mesures de répression les fonctionnaires des postes et télégraphes forment la fédération postale, où le camarade Thierry—représentant de la gauche—parle dès maintenant de la prochaine socialisation des grandes industries.

A la même heure la pensée française envisage de plus en plus clairement les problèmes de la révolution. Henri Barbusse, dont le socialisme modéré se double d'un grand courage moral, publie enfin dans *l'Humanité* un éloquent manifeste où il se prononce résolument pour la révolution russe. «Nous accusons!» écrit-il comme autrefois Zola. Et il accuse la réaction française de vouloir assassiner la commune russe.—Au congrès des Instituteurs à Tours, la conscience révolutionnaire des travailleurs intellectuels se manifeste d'une façon hautement intéressante. Un long débat se poursuit au sujet de la III^e Internationale. Le rapporteur Bonet a conclu à l'adhésion. Lorient développe une solide argumentation en faveur de la révolution prolétarienne. «L'heure est favorable», dit Lorient, qui déclare compter sur les minorités audacieuses pour hâter les événements.—Notons, par contraste le fiasco piteux du *Parti Socialiste National* fondé par le pitre de la *Victoire* (G. Hervé) et dont les grands tenors Zévaès (qui défendit l'assassin de Jaurès) et Jacques Prolo, parlent devant des rangs de chaises vides...

L'Alsace-Lorraine, sous la botte des policiers et des galonnés est en pleine fermentation révolutionnaire. Après l'expulsion des ouvriers d'origine allemande et de leurs familles, après les grèves—notamment celle des mines de potasse—la situation devient telle, que les autorités de Mulhouse proclament l'état de siège, interdisent les rassemblements de plus de trois personnes, etc., etc... Qu'on est bien en Alsace libérée!—Les travailleurs d'Alsace, comme les autres se rendent compte des bienfaits de la démocratie bourgeoise en temps de paix.

La campagne de Bourtsev.

La cause de l'intervention est, en France, perdue sans rémission. La sympathie des masses est acquise aux Soviets

de même que le concours de l'élite ouvrière. Au surplus le «pollu» entend ne plus se battre—surtout s'il s'agit de rétablir l'ordre quelque part... Il est pourtant parmi les renégats de la révolution russe des fantoches dont l'hystérie anti-bolchéviste serait écarante si elle n'était surtout ridicule. Nous voulons parler de Bourtsev et de la *Cause Commune*—commune à quels financiers louches?—dont le mot d'ordre actuel est tout simplement: *A Pétrograd!* Les résultats des derniers congrès socialistes (Lucerne, le Congrès de la Seine, etc...) n'ont pas l'heur de plaire au citoyen Bourtsev qui va jusqu'à reprocher à «Longuet, Cachin, Henderson, Hilferding, Adler, Renaudel et Tsérételli d'embêter le pas à Lénine» (sic). «Tous sont devenus, par calcul et sciemment les porte-drapeaux de la foule, ses esclaves tremblants d'être rejetés» (re-sic). Enregistrons sous sa forme comique cet avertissement d'un observateur qualifié sur les progrès du bolchévisme dans le monde socialiste (*Cause Commune*, 16 août). Ce même torchon—car il faut bien appeler toute chose par son nom—se donne pour tâche d'informer le public français sur la situation en Russie. Voici comme: dépêche d'Omsk, juillet: «Les bolchévics exterminent toute la population baschkirs». «Trotsky est pessimiste et désespère de l'armée rouge...» «Pétrograd, dont tous les habitants sont des condamnés à mort tombera comme un fruit mûr...» Publier ces choses à Paris, dans la ville la plus éclairée du monde, dit-on, à l'heure même où les Baschkirs défendent Pétrograd, où l'armée rouge lutte victorieusement sur quatre immenses fronts, où Pétrograd tient magnifiquement c'est plutôt un comble. Mais sous ce titre alléchant: *Les charbons du Donets*, nous trouvons la clef de l'énigme. Pour qui travaille M. Bourtsev? Il propose «un échange à faire». «Donner aux vrais Russes, nos alliés, le matériel de guerre—dont nous n'avons que faire et leur demander le charbon dont nous avons si grand besoin». Tout de même l'agent des tripoteurs de la banque parisienne pousse le cynisme un peu loin!

V.-S.

A M E R I Q U E.

L'Amérique opulente et victorieuse est inquiète. Ses classes dominantes n'ont eu pendant la guerre que le souci de s'enrichir. Elles recueillent maintenant les fruits de leur politique mégalomane. Des questions internationales insolubles se posent devant elles à l'extérieur, tandis qu'à l'intérieur la misère des pauvres et la situation de plus en plus difficile créée au prolétariat posent la question sociale dans toute son ampleur. La *Ligue des Nations* projetée par Wilson s'annonce comme ne devant être qu'une gendarmerie contre-révolutionnaire universelle. Le sénateur Johnson a maintes fois dénoncé, aux applaudissements de la population new-yorkaise, le danger imminent des prochaines guerres. Le sénateur Johnson—est-il besoin de le dire?—n'est pas un bolchévick. C'est pourtant en ces termes qu'il parle de la Ligue des Nations: «Il ne s'agit pas d'une Ligue des Nations contre la guerre mais bien d'une Ligue des Nations armées, formant un gigantesque trust de la guerre... Elle a semé les germes des terribles guerres futures... Elle sanctifie d'une façon nouvelle et terrible le pouvoir de la violence». «Et c'est ainsi au profit de cette Ligue que l'on voudrait imposer aux Etats-Unis la police du monde», s'exclame encore M. Johnson.—«Si l'Irlande qui a un droit évident à l'indépendance, se révolte, l'article X du statut de la société des nations nous obligerait à contribuer à la répression de cette légitime insurrection» expose à son tour le Sénateur Borah, qui pense que le devoir des Américains serait au contraire de venir en aide au petit peuple défendant son droit... De l'avis même de représentants aussi autorisés de la bourgeoisie américaine la Ligue des Nations renouvelle la Sainte-Alliance des monarches de la vieille Europe. Le professeur Russel Smith de Philadelphie a posé nettement la question économique. «De puissants groupes capitalistes Français, Anglais, Américains, s'organisent pour régner sans conteste sur les marchés et c'est le pire impé-

rialisme. Tôt ou tard il faudra choisir entre la guerre et la liberté du commerce. John A. Stewart prévoit un prochain rapprochement entre la Russie et l'Allemagne révolutionnaires, et dans le monde «une paix intermittente et des guerres...» Ainsi, le capitalisme américain, le plus jeune, le plus énergique et le plus conquérant, arrivé à l'apogée de sa puissance prend conscience du danger qui le menace. Il porte en lui-même les germes de sa ruine et de sa mort.

La crise économique.

Deux ou trois faits permettent de juger de la gravité des crises économiques. «La crise du charbon menaçait New-York d'une catastrophe sans précédents», déclaraient cet été les économistes (*New-York Tribune*). On prévoit pour l'hiver un déficit de 40.000 tonnes, par rapport à la consommation minimum. La crise industrielle la plus grave est dans ces conditions inévitable. L'effort de guerre des E.-U. et le retour d'un grand nombre d'ouvriers européens dans leurs pays d'origine, sont les causes principales de cette situation.

Le fait est que les conditions d'existence de la population laborieuse de New-York ont empiré au point d'émuouvoir les enquêteurs de la bourgeoisie même... Nous trouvons dans un rapport rédigé par les soins du Bureau de la Santé (*New-York Board of Health*) les lignes suivantes:

«La situation est si grave que, sur cinq enfants new-yorkais deux sont si mal nourris qu'ils exigent des soins et un troisième est, pour la même cause, dans un danger immédiat.»

Parallèlement à ce fait bornons-nous à indiquer les bénéfices réalisés par certains groupes d'industrie. *Le New-York American* auquel ces renseignements sont empruntés, précise que 82 groupes qui avant la guerre avaient un bénéfice net annuel de 325.000.000 de sh., ont recueilli en 1916 plus d'un million de bénéfices et, en 1917, 975.000.000, déductions faites des impôts et des taxes.

Alfred W. Mc Cann, spécialiste des questions de ravitaillement, accuse l'administration de la Justice et celle de l'Approvisionnement de complicité avec les «affameurs». Nul ne s'en étonnera.

La hausse sur certains produits tels que le lard, le lait concentré, le beurre est artificiellement créée par les trusts du Commerce qui exportent les mêmes produits à moitié prix (le lard payé 60 cents la livre par le consommateur américain est vendu 33 cents au gouvernement anglais, etc.).

A cette situation certains grands organes de la presse américaine reconnaissent eux-mêmes qu'il n'est qu'un remède: la socialisation des industries les plus importantes. Mais cette socialisation ne peut être que l'œuvre de la révolution prolétarienne — et les masses le comprennent de mieux en mieux.

Le mouvement révolutionnaire.

La «12^e Convention annuelle» des W. I. U. (*Workers International Industrial Union*, — Union internationale des travailleurs industriels, naguère I. W. W. *International Workers of the World*) réunie à New-York a proclamé son admission sans réserves pour la révolution russe et élaboré un programme d'action nettement communiste. Le rapport du camarade H. Richter, adopté à l'unanimité par l'assemblée, contient les passages suivants:

«Le travail doit assumer la dictature tout comme le Capital le détient en ce moment. Parlant du bolchévisme que les I. W. W. se flattent d'avoir professé de tout temps, H. Richter dit: «Les travailleurs de ce pays doivent nécessairement s'inspirer des méthodes bolchévistes.»

L'Internationale Communiste publie par ailleurs des renseignements détaillés sur le mouvement communiste aux

Etats-Unis. Nous ne ferons que mentionner ici: 1) les grèves incessantes, dans les grands centres, 2) la persécution des militants révolutionnaires, 3) les fréquents attentats anarchistes (ou soi-disant tels) et 4) fait bien significatif la mobilisation des forces de police lors des fêtes de l'Independence Day. Le «patriotisme» lui-même ne se sent en sûreté s'il n'est à l'abri derrière les matraques et les revolvers des policemen.

La lutte contre le bolchévisme.

Une commission spéciale a été formée pour combattre le bolchévisme aux E.-U. Il s'agit du *Lusk Committee*, dont les principaux efforts ont porté sur l'activité des socialistes de gauche. La *Rand School* (Ecole) de N.-Y. et l'Ecole Moderna Ferrer qui possède une colonie à Stelton (New-Jersey) sont considérés comme des foyers de bolchévisme. *Le Lusk Committee* a fait grand bruit de soi-disant révélations sur l'activité du camarade Martens représentant officiel des Soviets aux E.-U. et Santery Nuorteva, secrétaire du Bureau des Soviets à New-York, qu'il accuse de subventionner la propagande révolutionnaire. C'est à la commission du sénateur Clayton E. Lusk qu'il faut attribuer toutes les tracasseries administratives et policières dont nos camarades ont été l'objet dans les grands centres des E.-U. Le Sénateur P. Garvan dénonce d'autre part le péril rouge, réclamant la déportation des anarchistes et des bolchévistes. Sur sa demande le sénat a porté à 2.000.000 de sh. la somme allouée au département de la justice pour combattre les crimes et les menées révolutionnaires.

Le Conseil du Commerce et du Travail de Montreal (Canada)—*Montreal Trades and Labour Council*—ému par les progrès de la propagande révolutionnaire, a sollicité pour la combattre l'aide des partis américains,—qui lui sera naturellement accordée.

Une expérience du socialisme bourgeois.

C'est celle de la Non-Partisan League, à la tête de laquelle se trouve en ce moment le leader des fermiers du North-Dakota, Townley. Une partie de la presse lui reproche de s'inspirer en tout des méthodes bolchévistes. «Il s'est fait, écrit la *N. Y. Tribune*, le dictateur absolu de sa ligue, grâce à sa propre force et à sa propre autorité et aussi grâce au système de représentation soviétiste». Mais la classe qu'il a su organiser de la sorte n'est pas celle des prolétaires mais celle des fermiers-proprétaires. C'est donc bien d'une curieuse utilisation des principes et des méthodes socialistes par la bourgeoisie rurale des E.-U. qu'il est question ici, et rien que de cela. La Non-Partisan League détient le pouvoir dans l'état de North-Dakota. Elle contrôle dans un esprit de classe rigoureux et habile la presse et les écoles; elle a organisé l'agitation sur une vaste échelle. Son programme comporte l'établissement immédiat d'une Banque d'Etat unique, de greniers à céréales, de meuneries, d'élevateurs, etc., appartenant à la collectivité.

Townley n'a employé quant à présent que des procédés parfaitement légaux. En quoi d'ailleurs ce socialisme d'Etat au profit des riches farmers menacerait-il le vieil ordre social? Il n'abolit ni le salariat, ni l'exploitation, ni la condition misérable des non-possédants, travailleurs de la ville ou de la campagne. Il se borne à restreindre la concurrence entre fermiers; en somme il n'aboutit qu'à rendre l'exploitation capitaliste plus forte et plus rationnelle. Mais on y voit avec raison un hommage rendu à la puissance organisatrice des idées socialistes.

V.-S.



Table de matières du N° 6

	Page		Page
L. Trotsky. La Révolution d'Octobre	809		
A. Ioffe. Le premier gouvernement prolétarien	813		
G. Zinoviev. La révolution russe et le prolétariat international	819		
J. Sadoul. L'esprit de révolution	829		
H. Guilbeaux. L'influence de la révolution d'Octobre sur le prolétariat français	833		
A. Balabanova. La révolution d'Octobre et les grèves politiques de l'Europe occidentale	835		
K. Timiriazeff. A propos de l'Intervention. Ce que dit un Russe à un Anglais	847		
G. Tchitchérine. La politique extérieure des deux internationales	853		
N. Biazanov. La Fondation de la première internationale	865		
F. Kohn. Polonia militans	873		
S. J. Rutgers. La Ligue des nations et les petites nationalités	877		
J. Marchlevsky (Karsky). La Pologne et la révolution mondiale	881		
M. Tomsy. Le mouvement professionnel en Russie	893		
A. Lounatcharsky. L'instruction populaire dans la Russie des Soviets	903		
N. Kréstinaky. Les coopératives de consommation en Russie	907		
L. Kritzman. L'autocratie du prolétariat à la fabrique	915		
N. Lénine. L'Economie et la politique à l'époque de la dictature prolétarienne	921		
F. Lorient. Révolution ou évolution	929		
 Documents du mouvement communiste international. 			
N. Lénine. Message aux Communistes italiens, français et allemands	939		
Résolution du Congrès de Bologne (Parti Socialiste Italien)	947		
Fondation du Parti Communiste des E. U. d'Amérique (Discours des camarades Right et Zinoviev)	949		
 Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. 			
Aux prolétaires de tous les pays	955		
 Héros et Martyrs de la révolution prolétarienne 			
K. V. I. A la mémoire d'Eugène Léviné.	957		
G. Safarov. N. Tolmatchev	959		
 Rapports et Chronique. 			
I. et V.-S. Angleterre	961		
I. Allemagne	966		
V.-S. France	968		
V.-S. Amérique	970		
 Correspondance de l'Internationale Communiste. 			
J. Walter. Lettre d'Amérique	933		

Illustrations. Portraits de Karl Marx, portraits des communistes américains. Eugène Léviné-Nissen, N. Tolmatchev.